

8/c

PR [Ca. Société]

ANNUAIRE-BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ANNÉES 1956-1957



A PARIS

LIBRAIRIE C. KLINCKSIECK

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

11, RUE DE LILLE

Le Siège Social de la Société de l'Histoire de France
est à PARIS, rue des Francs-Bourgeois, n° 60 (III^e)
Compte de chèques-postaux PARIS 739-73

On peut s'adresser, au Siège de la Société,
à M. Bernard MAHIEU, Secrétaire-adjoint.
ou écrire à M. André VERNET, Trésorier,
2, rue Georges-de-Porto-Riche, Paris XIV^e

VOLUMES RÉCEMMENT PARUS

EXERCICE 1950

(Série antérieure à 1789)

454. Journal de l'année 1562, par P. de Paschal.
455. Annuaire-Bulletin, 1948-1949. *(Distribués en juin 1951)*

EXERCICE 1951

456. Annuaire-Bulletin, 1950-1951. *(Distribué en novembre 1952.)*

EXERCICE 1952-1953

(Série antérieure à 1789)

457. Grandes Chroniques de France, t. X et dernier. *(Distribué en mai 1954.)*
458. Annuaire-Bulletin, 1952-1953. *(Distribué en juin 1953.)*

EXERCICE 1954-1955

(Série antérieure à 1789)

459. Correspondance secrète du comte de Broglie avec Louis XV. *(Distribué en octobre 1956.)*
460. Annuaire-Bulletin, 1954-1955. *(Distribué en octobre 1956.)*

EXERCICE 1956-1957

(Série antérieure à 1789)

461. Chroniques de J. Froissart, t. XIII. *(Distribué en janvier 1958.)*
462. Annuaire-Bulletin, 1956-1957. *(Distribué en juin 1958.)*

(Série postérieure à 1789)

75. Paris pendant la Terreur, t. V *(Distribué en juin 1958.)*

ANNUAIRE-BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
ANNÉES 1956-1957

ANNUAIRE-BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE
ANNÉES 1956-1957



A PARIS
LIBRAIRIE C. KLINCKSIECK
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
11, RUE DE LILLE

DÉCRET
reconnaissant

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
comme Etablissement d'utilité publique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté, Egalité, Fraternité

Au nom du Peuple Français

Le Président de la République,
Sur le rapport du Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes,
Le Conseil d'Etat entendu,
Décrète :

Article premier

La SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE, établie à Paris, est reconnue
comme ETABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Son règlement est approuvé tel qu'il est et demeure ci-annexé. Il
ne pourra y être apporté de modifications qu'en vertu d'une nouvelle
autorisation donnée dans la même forme.

Article II

Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes est chargé de
l'exécution du présent décret qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Elysée-National, le 31 juillet 1851
signé : L.N. BONAPARTE.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes
signé : De CROUSEILHES.

RÈGLEMENT
de
LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
arrêté le 23 janvier 1834 et modifié le 10 mai 1836

TITRE PREMIER
But de la Société

Art. 1^{er}. — Une société littéraire est instituée sous le nom de SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

Art. 2. — Elle se propose de publier :

1^o Les documents originaux relatifs à l'histoire de France, pour les temps antérieurs aux Etats généraux de 1789 ;

2^o Des traductions de ces mêmes documents, lorsque le Conseil le jugera utile ;

3^o Un compte rendu annuel de ses travaux et de sa situation ;

4^o Un annuaire.

Art. 3. — Toutes les publications de la Société sont délivrées gratis à ses membres.

Art. 4. — Elle entretient des relations avec les savants qui se livrent à des travaux analogues aux siens ; elle nomme des associés correspondants parmi les étrangers.

TITRE II
Organisation de la Société

Art. 5. — Le nombre des membres de la Société est illimité. On en fait partie après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation faite par un des sociétaires.

Art. 6. — Chaque sociétaire paie une cotisation annuelle de TRENTE FRANCS.

Art. 7. — Les sociétaires sont convoqués au moins une fois l'an, au mois de mai, pour entendre un rapport sur les travaux de la Société et sur l'emploi de ses fonds, ainsi que pour le renouvellement des membres du Conseil.

TITRE III
Organisation du Conseil

Art. 8. — Le Conseil se compose de quarante membres, parmi lesquels sont choisis :

Un président,

Un président honoraire,
Deux vice-présidents,
Un secrétaire,
Un secrétaire-adjoint,
Un archiviste,
Un trésorier.

Art. 9. — Les membres du Conseil, à l'exception du président honoraire, sont renouvelés par quart, à tour de rôle, chaque année. Le sort désignera, les premières années, ceux qui devront sortir ; les membres sortants peuvent être réélus. Le secrétaire continuera ses fonctions pendant quatre ans.

Art. 10. — L'élection des membres du Conseil a lieu à la majorité absolue des suffrages des membres présents.

Art. 11. — Le Conseil nomme, chaque année, un Comité des fonds, composé de quatre de ses membres.

Il nomme aussi des commissions spéciales.

Les nominations sont faites au scrutin. La présidence appartient à celui qui réunit le plus de suffrages.

Art. 12. — L'assemblée générale nomme chaque année, deux censeurs chargés de vérifier les comptes et de lui en faire un rapport.

Art. 13. — Le Conseil est chargé de la direction des travaux qui entrent dans le plan de la Société, ainsi que de l'administration des fonds.

Les décisions du Conseil pour l'emploi des fonds ne pourront être prises qu'en présence de onze membres au moins, et à la majorité des suffrages.

Art. 14. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication. Il nomme pour chaque ouvrage à publier, un commissaire responsable chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé en tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du commissaire responsable portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

Art. 15. — Le Conseil règle les rétributions à accorder à chaque éditeur.

Le commissaire responsable aura droit à cinq exemplaires de l'ouvrage à la publication duquel il aura concouru.

Art. 16. — Tous les volumes porteront l'empreinte du sceau de la Société. Après la distribution gratuite faite aux membres de la Société (art. 3), les exemplaires restants seront mis dans le commerce, aux prix fixés par le Conseil.

Art. 17. — Le Conseil se réunit en séance ordinaire au moins une fois par mois.

Tous les sociétaires sont admis à ses séances.

Art. 18. — Nulle dépense ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une délibération du Conseil.

Art. 19. — Les délibérations du Conseil portant autorisation d'une

dépense sont immédiatement transmises au Comité des fonds par un extrait signé du secrétaire de la Société.

Art. 20. — Le Comité des fonds tient un registre dans lequel sont énoncées au fur et à mesure des dépenses ainsi autorisées, avec indication de l'époque à laquelle leur paiement est présumé devoir s'effectuer.

Le Comité des fonds tient un registre dans lequel sont inscrits tous ses arrêtés portant mandat de paiement.

Art. 21. — Le Conseil se fera rendre compte, tous les trois mois au moins, de l'état des impressions, ainsi que des autres travaux de la Société.

Art. 22. — Le Comité des fonds devra se faire remettre, dans le cours du mois qui précédera la séance où il doit faire son rapport, tous les renseignements qui lui seront nécessaires.

Art. 23. — Les dépenses seront acquittées par le trésorier sur un mandat du président du Comité des fonds, accompagné des pièces de dépense dûment visées par lui ; ces mandats rappellent les délibérations du Conseil par lesquelles les dépenses ont été autorisées.

Le trésorier n'acquitte aucune dépense, si elle n'a été préalablement autorisée par le Conseil et ordonnancée par le Comité des fonds.

Art. 24. — Le Comité des fonds et le trésorier s'assemblent une fois par mois.

Art. 25. — Tous les six mois, en septembre et en mars, le Comité des fonds fait, d'office connaître la situation réelle de la caisse, en indiquant les sommes qui s'y trouvent et celles dont elle est grevée.

Le même Comité présentera au Conseil, dans les premiers mois de l'année, l'inventaire des exemplaires des ouvrages imprimés existant dans le fonds de la Société.

Art. 26. — A la fin de l'année, le trésorier présente son compte au Comité des fonds, qui, après l'avoir vérifié, le soumet à l'assemblée générale pour être arrêté et approuvé par elle.

La délibération de l'assemblée générale sert de décharge au trésorier.

LISTE DES MEMBRES

DE

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE¹

MM. les Membres de la Société sont priés de vouloir bien faire connaître leurs changements d'adresse ainsi que leurs nominations ou promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur à M. le Trésorier de la Société, 2, rue Georges-de-Porto-Riche, Paris (XIV^e).

Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des sociétaires qui ont racheté leur cotisation annuelle.

- ADAM-EVEN (Paul), [3219], avoué, rue de Condé, n° 29 (vi^e).
- ADER (Etienne), [3374] * commissaire priseur, rue Favart, n° 12 (ii^e).
- ALBON (marquis Antoine d'), [2562], château d'Avauges, par Saint-Romain-de-Popey (Rhône).
- ALLEMÉS (Jean), [2933], notaire, à Malo-les-Bains (Nord), avenue Lemaire, n° 26.
- ANTOINE (Michel), [3243], conservateur aux Archives nationales, avenue de La Bourdonnais, n° 91 (vii^e).
- ARBONNEAU (général Charles d'), [3327], rue de Buenos-Ayres, n° 4 (vii^e).
- ARLÈS-DUFOUR (Jacques) [Jacques ARNNA], [3344], *, place du Docteur-Paul-Michaux, n° 14 (xvi^e).
- AUBLANT (D^r Louis), [3314], secrétaire général de l'Institut Pasteur, rue du Docteur-Roux, n° 25 (xv^e).
- AUBRY (Paul), [3256], *, secrétaire général de la Fédération des Mutualistes français, à Nancy, 4, boulevard Albert-I^{er}.
- AVEZOU (Robert), [2727], *, ancien membre de l'École des hautes études hispaniques, archiviste en chef de l'Isère, à Grenoble, place de Verdun.
- AVOUT (vicomte Jacques d'), [3092], *, rue des Carmes, n° 8 (v^o).
- BAILHACHE (Georges), [2719], *, conservateur aux Archives de la Seine, à Gennevilliers (Seine), place de la Mairie, n° 1.
- *BARBEY-ADOR (Frédéric), [2401], *, archiviste-paléographe, ancien ministre de la Confédération suisse en Belgique, rue de l'Université, n° 106 (vii^e) et à Chambésy, près Genève (Suisse).

1. La SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE a été fondée le 21 décembre 1833 et reconnue d'utilité publique par décret du 31 juillet 1851.

Le Siège social de la Société est à Paris, rue des Francs-Bourgeois, n° 60 ; le compte de chèques-postaux de la Société est : PARIS 739-73. Ses publications sont en dépôt à la librairie C. Klincksieck, 11, rue de Lille, Paris (vii^e).

La présente liste a été arrêtée au 31 mars 1958.

- BATAILLON (François), [3263], à Versailles (Seine-et-Oise), rue des Bourdonnais, n° 28.
- BATAILLON (R. P. Louis-Jacques), [3353], O.P., Le Saulchoir, Etiolles par Soisy-le-Sec (S.-et-O.).
- *BAUTIER (Robert-Henri), [3117], conservateur aux Archives nationales, ancien membre de l'École française de Rome, rue de Turenne, n° 35 (III^e).
- BEAUVILLÉ (colonel Ch. DE), [3089], C. ✱, rue de Condé, n° 12 (VI^e).
- BELLET (Félix), [3132], directeur de la Banque Ottomane, rue Picot, n° 8 (XVI^e).
- BENOÎT-GUYOD (Georges), [2967], O. ✱, chef d'escadron de la garde mobile à la retraite, rue de Grenelle, n° 18 (VII^e).
- BERNARD-BEAUMAINE (Frank.), [3168], avocat à la Cour d'Appel, rue des Vignes, n° 34 (XVI^e).
- BERNARDI (Paul DE), [3291], administrateur de l'Institut Napoléon, rue de Turin, n° 13 (VIII^e).
- BESSON (D^r Albert), [3308], inspecteur général des services d'hygiène de la Préfecture de la Seine, boulevard Sout, n° 64 (XII^e).
- BEURDELEY (Michel), [3373], expert, rue de l'Elysée, n° 4 (VIII^e).
- *BÉZAGU (Louis), [2624], ✱, à Bordeaux (Gironde), cours d'Aquitaine, n° 61.
- BIANCANI (D^r Hugo), [3290], radiologue, rue Edouard-Detaille, n° 9 (XVII^e).
- BILLY (comte Robert DE), [3095], C. ✱, avenue des Champs-Élysée, n° 82 (VIII^e).
- BIRAGHI DE BIRAGUE (comte R.), [3262], boîte postale 365, à Tananarive (Madagascar).
- BLACAS (comte Louis DE), [3050], à Rigny-Ussé (Indre-et-Loire).
- BOCKSRUTH (dom Michel), [2953], Directeur général de l'« Encyclopédie bénédictine », château de Wilderhof, Bierbeek (Belgique).
- *BOISLISLE (Jean DE), [2463], membre de la Société des Bibliophiles français, archiviste du Musée Condé, à Chantilly (Oise).
- BONNASSIEUX (général Marcel), [2961], C. ✱, à Toulon (Var), place Pasteur, n° 8.
- *BONNEVAL (M^{me} la vicomtesse DE), [2672], à Issoudun (Indre), place de la Chaume, n° 45.
- BONNUIT (André), [3335], ingénieur au Métropolitain, rue Henri-Pigeon, n° 12, Asnières (Seine).
- BONY DE LAVERGNE (marquis Jean de), [3313], château de Lavergne, Saint-Priest-Ligoure (Haute-Vienne).
- BOSSUAT (André), [3028], ✱, professeur à la Faculté des lettres de Clermont-Ferrand, rue Pierre-Nicole, n° 7 (V^e).
- BOSSUAT (Robert), [2991], O. ✱, professeur à l'École nationale des chartes, rue d'Amsterdam, n° 85 (VIII^e).
- BOULLAY (Jean), [3529], rue Rousselet, n° 17 (VII^e).
- BOURGIN (Georges), [2839], C. ✱, ancien membre de l'École française de Rome, directeur honoraire des Archives de France, rue Campagne-Première, n° 9 (XIV^e).
- *BOUSQUET (Henri), [2583], à Rodez (Aveyron), boulevard du Guisard, n° 6.
- BOUSSARD (Jacques), [3273], conservateur à la Bibliothèque de l'Arsenal, rue de Sully, n° 1 (IV^e).
- BOUTELLER (Paul), [3098], administrateur civil, rue de la Pompe, n° 119 (XVI^e).
- BRAIBANT (Charles), [3231], C. ✱, directeur général des Archives de France, rue des Francs-Bourgeois, n° 60 (III^e).
- BRAUDEL (Fernand), [3330], ✱, professeur au Collège de France, rue Monticelli, n° 11 (XIV^e).

- BRÉBAN (Jean), [3337], secrétaire général de la Société des mines du Zaccar, avenue Montaigne, n° 21 (viii°).
- BROGLIE (duc DE), [2814], C. *, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, rue de Chateaubriand, n° 29 (viii°).
- BROGLIE (M^{me} la princesse Amédée DE), [3037], avenue Foch, n° 41 (xvi°).
- BROGLIE (prince Edouard DE), [2935], à Versailles, avenue de Saint-Cloud, n° 52 *bis*.
- BROOKS (F.-W.), [2894], professeur à University College, à Hull (Angleterre).
- BROUARDEL (D^r Georges), [3319], G. C. *, président honoraire de la Croix-Rouge française, boulevard Flandrin, n° 94 (xvi°).
- BRUN DE LA VALETTE (Robert), [3170], à Lyon (v°), rue Barthélemy-Buyer, n° 230.
- *BRUNEL (Clovis), [2911], O. *, directeur honoraire de l'Ecole nationale des chartes, membre de l'Institut, président de la section de philologie et d'histoire du Comité des travaux historiques, rue Cassette, n° 11 (vi°).
- BUCAILLE (Victor), [3261], O. *, rue Cassette, n° 20 (vi°).
- BURNEL (Charles), [3334], instituteur, à Laval (Mayenne), rue de Nantes, n° 36.
- CAILLET (Pierre), [3087], *, conservateur en chef aux Archives nationales, rue Claude-Bernard, n° 64 (v°).
- CAIX DE SAINT-AYMOUR (M^{me} la comtesse DE), [3103], avenue de Tourville, n° 15, (vii°).
- *CAROLUS-BARRÉ (Louis), [3010], secrétaire de l'Ecole française de Rome, Palais Farnèse (Rome).
- CARTELLE (Armand), [3053], rue Joseph-de-Maistre, n° 39 (xviii°).
- *CASTÉJA (comte Stanislas DE), [2494], rue Anatole-de-la-Forge, n° 6 (xvii°).
- CASTRIES (duc DE), [3361], avenue Montaigne, 45 (xvi°).
- CATTAND (Georges), [2733], C. *, docteur en droit, ambassadeur de France, à Thoiry (Ain).
- CAZELLES (Raymond), [3217], conservateur de la Bibliothèque de la Cour de cassation, quai de l'Horloge, n° 5 (i^{er}).
- *CELIER (comte Léonce), [2582], O. *, ancien membre de l'Ecole française de Rome, inspecteur général honoraire des archives, au Chesnay (Seine-et-Oise), rue Saint-Joseph, n° 44.
- CÉLIER (M^{lle} Lucie), [3343], boulevard des Invalides, n° 47 *bis* (vii°).
- CHABANNES (marquis DE), [3201], La Pigneraie, avenue Brémontier, à Hossegor (Landes), et 132, avenue Victor-Hugo (xvi°).
- CHABANNES (comte Christian DE), [3355], rue Bayard, n° 11 (viii°).
- CHABROL (D^r Etienne), O. *, [3292], professeur honoraire à la Faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine, boulevard de Courcelles, n° 68 (xvii°).
- CHAMSON (André), [3381], C. *, de l'Académie française, conservateur du Petit-Palais, au Petit-Palais, avenue Alexandre III (xvi°).
- CHARLES-ROUX (François), [3113], G. O. *, ambassadeur de France, membre de l'Institut, rue des Saints-Pères, n° 7 *bis* (vi°).
- CHARMASSE (Christian DE), [3333], C. *, ministre plénipotentiaire, à Neuilly-sur-Seine (Seine), rue Pierre-Cherest, n° 3.
- CHAULIN (baron J.), [2976], rue des Feuillantines, n° 25 (v°), et à la Tour-de-Fer, par Saint-Geoirs-en-Faucigny (Haute-Savoie).
- CHAUMIÉ (M^{lle} Jacqueline), [3017], *, ancien membre de l'Ecole des hautes études hispaniques, conservateur aux Archives nationales, rue Rousselet, n° 17 (vii°).

- CHENEBOÏT (André), [3316], rédacteur en chef du « Monde », rue des Italiens, n° 5 (ix^e).
- CHEVALLIER (Pierre), [3357], professeur au Lycée de Troyes, à Troyes (Aube), allée Weber, n° 20.
- CLÉMENCET (M^{me}, née Suzanne VITTE), [3016], *, ancien membre de l'Ecole française de Rome, conservateur aux Archives nationales, rue Claude-Bernard, n° 64 (v^e).
- COHEN (Gustave), [2998], O. *, professeur honoraire à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, avenue de Suffren, n° 112 *ter* (xv^e).
- CORDOLIANI (Alfred), [3127], archiviste-paléographe, ancien membre de l'Ecole française de Rome, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, rue de la Croix-Nivert, n° 204 *bis* (xv^e).
- CORNEILLAN (comte Jacques DE), [3276], château de Saint-Martin-des-Lais, par Garnat-sur-Engièvre (Allier).
- COSTA DE BEAUREGARD (M^{me} la comtesse Carl), [2711], rue Barbet-de-Jouy, n° 9 (vii^e).
- *COURCEL (Valentin CHODRON DE), [2618], archiviste-paléographe, avenue Frédéric-Le-Play, n° 4 (vii^e).
- COURTEAULT (M^{me} Henri), [2993], à Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), villa Mirentchu.
- *COURTOIS (M^{lle} Louise), [2812], professeur à l'Ecole expérimentale de l'Université de Columbia, à New York City (Etats-Unis), West 124th street, n° 534.
- COVILLE (M^{me} Alfred), [3084], avenue Rapp, n° 25 (vii^e).
- CRAUK (Léon), [3354], inspecteur de la Sûreté nationale, 98 *bis*, route de Paris, Cambrai (Nord).
- *CROY (vicomte Joseph DE), [2614], archiviste-paléographe, boulevard Haussmann n° 172 (viii^e) et au château de Monteaux (Loir-et-Cher).
- CROY (M^{me} la vicomtesse Joseph DE), [2730], archiviste-paléographe, mêmes adresses.
- DAUVERGNE (Robert), [3166], professeur agrégé, rue Lagrange, n° 19 (v^e).
- DAVID-WEIL (M^{me} D.), [3318], O. *, à Neuilly-sur-Seine, rue de Chézy, n° 14.
- DEBIDOUR (Elie), [3114], O. *, inspecteur général des services de protection historique et esthétique de la ville de Paris, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, rue Pierre-Nicole, n° 25 (v^e).
- DÉCHELETTE (Hubert), [3183], à Roanne (Loire), avenue Gambetta, n° 3.
- DÉCHELETTE (Paul), [3182], à Roanne (Loire), rue Denis-Papin, n° 20.
- DEGRANGE (Victor), [3235], directeur de cabinet d'autographes, rue Pergolèse, n° 10 (xvi^e).
- DELATOCHE (Raymond), [3064], archiviste-paléographe, à Soulgé-le-Bruant (Mayenne).
- DELGER DE PUYMÈGE (comte Maurice), [3220], rue Caumartin, n° 12 (ix^e).
- DEPECKER (abbé Louis), [2757], professeur d'histoire, à Aire-sur-Adour (Landes), rue Félix-Despagnet, n° 13.
- DEROY (Henri), [3267], G. O. *, gouverneur du Crédit foncier de France, avenue Foch, n° 56 (xvi^e).
- *DESCHAMPS (Paul), [2704], O. *, directeur du Musée des monuments français, membre de l'Institut, membre résident de la Société nationale des Antiquaires de France, rue Vaneau, n° 37 (vii^e).
- DESFEUILLES (Paul), [3178], *, attaché de recherches au C.N.R.S., avenue Lamark, n° 4 (xviii^e), et à Mirefleurs, par Les Martres-de-Veyre (Puy-de-Dôme)

- DESGUINE (André), [3312], bibliothécaire de l'Ecole spéciale des Travaux Publics, boulevard Saint-Germain, n° 57 (v^e).
- *DILLAY (M^{lle} Madeleine), [2874], *, conservateur aux Archives nationales, rue Daubenton, n° 7 (v^e).
- DOUSSET (François), [3375], *, conservateur en chef aux Archives nationales, rue de Sèvres, n° 107 (vi^e).
- DROZ (M^{lle} Eugénie), [3079], à Genève (Suisse), rue Verdaine, n° 8.
- DUBOSCQ (Guy), [3180], *, inspecteur général des Archives, rue Barthélemy, n° 10 (xv^e).
- DU BOYS (Edouard), [3272], notaire, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 116 (viii^e).
- DUFOUR (Jean), [3139], fondé de pouvoir au Crédit lyonnais, quai Voltaire, n° 23 (vii^e).
- DUHAMEL (Jean), [3372], ministre de Monaco en France, avenue Hoche, n° 2 (xvi^e).
- DUJARRIC DE LA RIVIÈRE (René), [3238], à Boulogne-Billancourt (Seine), avenue Victor-Hugo, n° 18 *bis*.
- DUMESNIL (Pierre), [2637], à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), rue Diderot, n° 21.
- DUPARC (Pierre), [3215], *, conservateur adjoint aux archives du ministère des Affaires étrangères, avenue de Suffren, n° 33 (vii^e).
- *DU PLESSIS DE GRENÉDAN (vicomte Pierre), [3158], rue de Vaugirard, n° 104 (vi^e).
- DURRY (Marcel), [3325], O. *, professeur à la Sorbonne, rue Casimir-Périer, n° 6 (vii^e).
- DURYE (Pierre), [3209], conservateur aux Archives nationales, boulevard Raspail, n° 28 (vii^e).
- DU VERDIER (Philippe), [3266], *, conservateur aux Archives nationales, place du Président-Mithouard, n° 3 (vii^e).
- ESCOUBE (Pierre), [3184], conseiller référendaire à la Cour des Comptes, rue de Grenelle, n° 90 (vii^e).
- ESMONIN (Ed.), [2612], O. *, professeur honoraire à la Faculté des lettres de l'Université de Grenoble, à Grenoble (Isère), boulevard Gambetta, n° 19.
- *EYGUN (François), [2811], *, bibliothécaire de la ville et chargé de cours à la Faculté des lettres, à Poitiers (Vienne), rue Théophraste-Renaudot, n° 12.
- EYROLLES (Marc), [3311], *, directeur de l'Ecole spéciale des Travaux Publics, boulevard Saint-Germain, n° 57 (v^e).
- *FAILY (comte DE), [3085], bibliothécaire de l'Association française des chevaliers de l'Ordre souverain de Malte, avenue Victor-Hugo, n° 57 (xvi^e).
- FAULQUIER-JARVIS (M^{me} Bernard), [3055], avenue Victor-Hugo, n° 97 (xvi^e), et au château de Montjoux, par Moulins-Engilbert (Nièvre).
- *FAWTIER (Robert), [3025], O. *, professeur à la Sorbonne, membre de l'Institut, boulevard Raspail, n° 270 (xvi^e).
- FAYNOT (Emile), [3260], industriel, à Thilay (Ardennes).
- FELICE (Philippe DE), [3070], *, pasteur de l'Eglise réformée, conservateur de la Bibliothèque du Protestantisme français, rue des Saints-Pères, n° 54 (vii^e).
- FELS (Etienne), [2778], *, archiviste-paléographe, cours Albert-I^{er}, n° 30 (viii^e), et à Hielle, par Vecoux (Vosges).
- FESSARD (Georges), [3094], à Courville-sur-Eure (Eure-et-Loir).
- FLEURY (vicomte Jacques), [2831], *, avenue Emile-Deschanel, n° 2 (vii^e).
- FLEURY (Michel), [3234], conservateur aux Archives de la Seine, rue du Cherche-Midi, n° 4 *bis* (vi^e).
- FLURIN (D^r Henri), [3304], O. *, avenue Mac-Mahon, n° 19 (xvii^e).

- FOSSIER (Robert), [3368], agrégé d'histoire, à Meudon (Seine-et-Oise), rue Le Corbeiller, n° 5.
- FRANÇOIS (Jacques), [3125], professeur agrégé au Lycée Henri-Poincaré de Nancy, à Villers-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle), rue Saint-Fiacre n° 5.
- FRANÇOIS (Michel), [3001], *, ancien membre de l'Ecole française de Rome, conservateur honoraire aux Archives nationales, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, professeur à l'Ecole nationale des chartes, boulevard Raspail, n° 270 (xiv°).
- FRÉMY (comte Elphège), [2472], *, archiviste-paléographe, rue Casimir-Périer, n° 11 bis (vii°).
- GABRIEL (chanoine Astrik L.), [3363], directeur du Mediaeval Institute de l'Université de Notre Dame, Notre Dame (U.S.A., Indiana).
- GAL (Henri), [3206], substitut du procureur général près la Cour d'Appel, à Nîmes (Gard), rue Gaston-Mariéjol, n° 2 bis.
- GALENC (Fernand), [3015], à Montpellier (Hérault), rue Bonnier-d'Alco, n° 8.
- GALTIER (Emile), [3007], conseiller honoraire à la Cour d'Appel, à Nîmes (Gard), rue Pradier, n° 40.
- GAMBIER (Pierre), [3358], Villa Jeanne-Hachette, à Précly-sur-Oise (Oise), Grande rue, n° 10.
- GANAY (Marquis Hubert DE), [3031], rue Saint-Dominique, n° 59 (vii°).
- GANSHOF (François-L.), [3211], professeur à l'Université de Gand, correspondant de l'Institut, à Bruxelles, rue Jacques-Jordaens, n° 12.
- GARNIER (Henri), [3377], *, membre de la Société des ingénieurs civils, rue Etex, n° 14 (xviii°).
- GARROS (M.), [3295], bibliothécaire en chef du Cercle militaire, place Saint-Augustin, n° 8 (viii°).
- *GAUMY (Pierre), [2854], à Toulouse (Haute-Garonne).
- GAXOTTE (Pierre), [3283], de l'Académie française, rue Froidevaux, n° 23 (xiv°).
- GÉRAUDEL (Pierre), [3012], conservateur aux Archives nationales, rue d'Assas, n° 102 (vi°).
- *GIARD (Edouard), [2957], O. *, archiviste-paléographe, commissaire-priseur, rue Balny-d'Avricourt, n° 3 (xvii°).
- GILLE (Bertrand), [3088], chef de travaux à l'Ecole pratique des Hautes Etudes, rue de Babylone, n° 68 (vii°).
- GIRARD DE COEHORN (abbé Jean DE), [2994], curé doyen de Saint-André-de-Valborgne (Gard).
- GIRAUD (D^r Georges), [2701], à Genillé (Indre-et-Loire).
- GIROD DE L'AIN (Gabriel), [3275], à Neuilly-sur-Seine (Seine), boulevard Maurice-Barrès, n° 124.
- GLÉNISSON (Jean), [3230], chef de travaux à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, rue Vaneau, n° 52 (vii°).
- GRAILLY (marquis Henri DE), [3186], château de Pauloy, par Port-d'Envaux (Charente-Maritime).
- GRAMONT (duc DE), [3136], O. *, membre de l'Académie des Sciences, avenue Georges-Mandel, n° 42 bis (xvi°).
- *GRAND (Roger), [2339], O. *, professeur honoraire à l'Ecole des chartes, membre de l'Institut, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, ancien sénateur du Morbihan, membre de l'Académie d'agriculture, boulevard Raspail, n° 16 (vii°), et à Kerverho-en-Arradon (Morbihan).
- GRANDMOTTET (M^{lle} Odile), [3369], archiviste-paléographe, rue Barbet-de-Jouy, n° 42 (vii°).

- GRAS (Pierre), [3097], archiviste-paléographe, conservateur de la bibliothèque et des Archives de la ville de Dijon, à Dijon (Côte-d'Or), rue Vauban, n° 10.
- GRAUX (M^{me} Lucien), [3254], avenue Foch, n° 55 (xvi^e).
- GRÉBER (Jacques), [3241], O. ✱, architecte, professeur à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris, avenue Bugeaud, n° 2 (xvi^e).
- GRIMBERG (M^{me} Juliette), [3366], rue Blanche, n° 74 (ix^e).
- GUÉRIN (M^{lle} Isabelle), [3270], conservateur aux Archives nationales, rue Morère, n° 6 (xiv^e).
- *HALLÉ (M^{me} Daniel, née VALOIS), [2592], rue de l'Abbaye, n° 13 (vi^e).
- HANOTEAU (M^{me} Jean), [3047], à Decize (Nièvre), au Vieux-Moulin, place du Général-Hanoteau.
- HARCOURT (comte Robert d'), [3282], O. ✱, de l'Académie française, avenue de Saxe, n° 52 (xv^e).
- HAUTECŒUR (Louis), [3264], C. ✱, membre de l'Institut, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, Quai Conti, n° 25 (vi^e).
- HAUTECŒUR (M^{me} Louis, née Marguerite MILLIEZ), [3062], même adresse.
- *HENRY (Patrice), [2919], ✱, archiviste-paléographe, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, avenue Marceau, n° 4 (viii^e).
- HERBÉCOURT (Pierre d'), [3252], conservateur des Archives de Maine-et-Loire, à Angers, rue Maillé, n° 22.
- *HERLAUT (général), [2792], C. ✱, rue Jacques-Bingen, n° 7 (xvii^e).
- HERMITE (Louis), [3120], C. ✱, ambassadeur de France, rue Jean-Goujon, n° 25 (viii^e).
- *HOLLIER-LAROUSSE (Pierre), [3054], ✱, éditeur, rue du Général-d'Andigné, n° 16 (xvi^e).
- HOTTINGUER (baron Rodolphe), [3148], ✱, rue de Provence, n° 38 (ix^e).
- JACQUIOT (M^{lle} Josèphe), [3057], ✱, bibliothécaire au Cabinet des médailles et antiques de la Bibliothèque nationale, à Montgeron (Seine-et-Oise), rue des Plantes, n° 45.
- JALLU (M^{me} Olivier), [3091], avenue Victor-Hugo, n° 140 (xvi^e).
- JARDILLIER (Armand), [3075], rue Gustave-Courbet, n° 14 (xvi^e).
- JARRY (Bernard), [3076], conservateur des Archives du Finistère, à Quimper, rue du Palais, n° 4.
- JEGADEN (Raymond), [3071], rue des Bourdonnais, n° 34 (i^{er}).
- *JOÛON DES LONGRAIS (Frédéric), [2619], ✱, professeur à l'Ecole nationale des chartes, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, à Versailles (Seine-et-Oise), boulevard du Roi, n° 24 bis.
- *JURGENS (M^{me} Madeleine), [3155], conservateur aux Archives nationales, à Créteil, avenue de la République, n° 7 ter.
- KREBS (Albert), [3360], bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, boulevard Saint-Marcel, n° 52 (v^e).
- *LABATTE-MÜLLER (Ch.), [2876], rue de Bagnolet, n° 78 (xx^e).
- LABBÉ (Léon), [3305], ✱, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, avenue Hoche, n° 45 (viii^e).
- LABRAM (Robert), [3002], industriel, à Neuilly-sur-Seine, boulevard Vital-Bouhot, n° 20.
- LABROUSSE (E.), [3187], ✱, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, rue Claude-Bernard, n° 62 (v^e).

- *LACARELLE (comte DURIEU DE), [2699], au château de Lagrillière, par Châtel-de-Neuvre (Allier).
- LA COSTE-MESSELIÈRE (René FROTIER comte de), [3378], conservateur aux Archives nationales, avenue Montaigne n° 5 (VIII^e).
- *LAFOND (Jacques), [2866], conservateur aux Archives de la Seine-Maritime, à Rouen.
- LA FORCE (duc DE), [2500], ✱, membre de l'Académie française, rue de l'Université, n° 150 (VII^e).
- *LAGUICHE (M^{me} la comtesse DE), [2858], rue de la Ville-l'Evêque, n° 18 (VIII^e).
- LAMBERT (Elie), [3233], O. ✱, professeur à la Sorbonne, membre de l'Institut, membre résident de la Société nationale des antiquaires de France, boulevard Saint-Michel, n° 95 (V^e).
- LA MOUSSAYE (M^{me} la marquise DE), [3105], à la Quentinière, Valennes (Sarthe).
- LANHERS (M^{lle} Yvonne), [3157], conservateur aux Archives nationales, rue Saint-Dominique, n° 141 (VII^e).
- LAROCHE (Carlo), [3207], ✱, chef du service des Archives et Bibliothèques au Ministère de la France d'Outre-Mer, rue du Général-Largeau, n° 1 (XVI^e).
- LA ROCHEFOUCAULD (M^{me} la duchesse DE), [3145], place des Etats-Unis, n° 8 (XVI^e).
- LASTEYRIE (comte Bernard DE), [2982], rue de Grenelle, n° 142 bis (VII^e).
- LAURENT (Patrice), [3278], directeur de la librairie Klincksieck, rue de Lille, n° 11 (VII^e).
- LAZARD (Guy), [3246], industriel, La Texonnière, par Saint-Martin-Terressus (Haute-Vienne).
- *LECLERC (Albert), [3126], O. ✱, architecte et historiographe militaire.
- *LEFEBURE (M^{me} Paul), [3046], rue de Logelbach, n° 7 (XVII^e), et aux Célestins, Limay (Seine-et-Oise).
- LEFEBVRE (Georges), [3090], ✱, professeur honoraire à la Sorbonne, à Boulogne-sur-Seine (Seine), boulevard Jean-Jaurès, n° 86.
- LEHOUX (M^{lle} Françoise), [3269], archiviste-paléographe, chargée de recherches au C.N.R.S., rue Vaneau, n° 54 (VII^e).
- LEJOINDRE (Lucien), [3281], président honoraire de la Compagnie des Avoués près la Cour d'Appel de Paris, rue de la Bienfaisance, n° 20 (VIII^e).
- LE LORIER (Dr Victor), [3296], C. ✱, membre de l'Académie de Médecine, avenue Marceau, n° 74 (VIII^e).
- LEMAIRE (M^{me} René), [3239], chargée de mission aux Musées nationaux, rue d'Assas, n° 118 (VI^e).
- LEMOISNE (Paul-André), [2567], O. ✱, conservateur honoraire du département des estampes à la Bibliothèque nationale, membre de l'Institut, à Neuilly-sur-Seine, villa Madrid, n° 7.
- LE MONNIER (Firmin), [3257], directeur de comptabilité, à Joinville-le-Pont (Seine), avenue Jean-Jaurès, n° 7.
- LE MONNIER DE LORIERE (Edouard), [3280], à Asnières-sur-Vègre, par Avoise (Sarthe), villa Saint-Anne.
- LÉONARD (Emile-G.), [2996], ✱, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, à Garches (Seine-et-Oise), rue de la Porte-Jaune, n° 1.
- LEPAGE (M^{me} Marguerite), [3346], institutrice, à Poissy (Seine-et-Oise), rue Charles-Maréchal, n° 39.
- LESOURD (Paul), [3051], archiviste-paléographe, professeur à l'Institut catholique de Paris, avenue Bosquet, n° 16 ter (VII^e).

- LÉVIS MIREPOIX (duc DE), [2584], O. ✱, de l'Académie française, rue de Berri, n° 30, et au château de Lérans (Ariège).
- LIBOIS (Pierre), [2926], ✱, ingénieur, à Bourg-en-Bresse (Ain), rue Lalande, n° 12.
- LIEBMAN (Charles), [3279], élève diplômé de l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, 220 East 73th Street, New York.
- LIEDEKERKE-BEAUFORT (comte Hadelin DE), [3271], avenue Victor-Hugo, n° 87 (xvi^e).
- LINSMAYER (Walter), [3309], administrateur-délégué de la « Vita », Mythenquai, n° 10, Zurich 2 (Suisse).
- LONGLE (Maurice), [3232], avocat à la Cour, boulevard de Courcelles, n° 72 (xvi^e).
- LUC (Pierre), [2986], ✱, ancien membre de l'Ecole française de Rome, quai aux Fleurs, n° 1 (iv^e).
- LUCAS (Charles), [3336], libraire, à Saint-Cloud (Seine-et-Oise), rue Armengaud, n° 10.
- LUPPÉ (marquis Albert DE), [3124], avenue d'Eylau, n° 19 (xvi^e).
- MAHIEU (Bernard) [3142], conservateur aux Archives nationales, rue Dante, n° 8 (v^e).
- *MAILLÉ (M^{me} la marquise DE), [3198], rue du Colonel-Combes, n° 6 (vii^e).
- MANCERON (Paul), [2899], ✱, administrateur en chef honoraire de l'inscription maritime, Le Pay-Richereau, Saint-Colombin (Loire-Atlantique).
- MARCHAND (Jean), [2890], ✱, archiviste-paléographe, bibliothécaire à l'Assemblée nationale, correspondant de l'Institut, rue Lincoln, n° 3 (viii^e).
- *MARGUERITES (abbé DE), [2622], G. O. ✱, à la Grand-Brassac (Dordogne).
- MARICHAL (Robert), [3000], ✱, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, rue Chanoinesse, n° 14 (iv^e).
- MARLAND (Paul), [3321], ancien magistrat, rue Théodore-de-Banville, n° 5 (xvii^e).
- MARNOT (René), [3255], à Saumur (Maine-et-Loire), rue du Maréchal-Leclerc, n° 40.
- *MAROT (Pierre), [2869], O. ✱, directeur de l'Ecole nationale des chartes, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, rue Cassette, n° 32 (vi^e).
- MARTIN (Marcel), [3216], secrétaire du Comité de la « Sabretache », à Neuilly-sur-Seine, avenue de Neuilly, n° 44.
- *MARTIN-CHABOT (Eugène), [2586], O. ✱, ancien membre de l'Ecole française de Rome, conservateur honoraire aux Archives nationales, rue de Lille, n° 37 (vii^e).
- MARTIN-DEMÉZIL (Jean), [3011], conservateur des Archives de Loir-et-Cher, à Blois, rue du Haut-Bourg, n° 3.
- MARTINET (Jean), [3371], ingénieur, à Versailles (Seine-et-Oise), rue Berthier, n° 55.
- MASBOU (Marcel), [3324], O. ✱, inspecteur général honoraire de l'Education nationale, rédacteur en chef de l'« Education nationale », rue Paulin-Enfert, n° 6 (xiii^e).
- MATHIEU (Remi), [3227], conservateur aux Archives nationales, rue Monge, n° 41 (v^e).
- MAUGRAS (Roger), [3138], O. ✱, ministre plénipotentiaire, rue de la Faisanderie, n° 3 (xvi^e).
- MAURICE (abbé Adalbert), [3331], curé de Fresquiennes, par Pavilly (Seine-Maritime).
- MAY (Antoine), [3376], préposé aux Archives d'Etat du Luxembourg, à Luxembourg rue de Longwy, n° 181.

- *MELVILLE (M^{lle} Marion), [2975], à Londres (Angleterre), Upper Cheyne Row, n° 15, Chelsea.
- METMAN (Yves), [3208], conservateur aux Archives nationales, rue Margueritte, n° 11 (xvii^e).
- *METMAN (M^{me} Yves, née Josette CLÉRET), [3061], archiviste-paléographe, même adresse.
- MEUGNOT (Georges), [3149], à Lons-le-Saunier (Jura), rue Jean-Jaurès, n° 11.
- MEURGEY DE TUPIGNY (baron Jacques), [2708], O. ✱, conservateur en chef aux Archives nationales, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, rue de Courcelles, n° 113 (xvii^e).
- *MEUVRET (M^{me} Jean, née Colette RENIÉ), [2944], ✱, bibliothécaire de l'Ecole des langues orientales vivantes, quai de l'Horloge, n° 39 (i^{er}).
- MICHAUD (Maurice), [3380], commissaire-priseur, rue de Longchamp n° 21 (xvi^e).
- *MICHEL (Victor), [3080], éditeur, rue Duguay-Trouin, n° 3 (vi^e).
- MICHEL-DANSAC (René), [3019], secrétaire-rédacteur à l'Institut de France, rue de Verneuil, n° 24 (vii^e).
- MICHEL DE PIERREDON (comte Yves), [3169], rue Franklin, n° 21 (xvi^e).
- MIROT (Albert), [2888], ✱, conservateur en chef aux Archives nationales, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, rue du Cardinal-Mercier, n° 1 (ix^e).
- MOLLAT (Michel), [3226], professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Lille, rue Bausset, n° 1 (xv^e).
- MOLLIÈRE (Gabriel), [3365], à Lyon (v^e) (Rhône), rue du Fort-Saint-Irénée.
- MONACO (S. A. S. M^{me} le princesse DE), [2472], château de Marchais, à Marchais (Aisne).
- MONFRIN (Jacques), [3249], ancien membre de l'Ecole française de Rome, secrétaire de l'Ecole nationale des chartes, boulevard St-Michel, n° 29 (v^e).
- MONICAT (Jacques), [3027], ✱, conservateur en chef aux Archives nationales, rue Jacob, n° 30 (vi^e).
- MONTALEMBERT (comte Emmanuel DE), [3370], rue Dupont-des-Loges, n° 12 (vii^e).
- *MONTESQUIOU-FEZENZAC (comte Blaise DE), [2843], membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, avenue Frédéric-Le-Play, n° 10 (vii^e).
- MONTESQUIOU-FEZENSAC (marquis Pierre DE), [2855], à Neuilly-sur-Seine, rue Cavé, n° 3.
- MONTET (François-Charles), [3174], rédacteur à la Préfecture de la Seine, rue Degas, n° 8 (xvi^e).
- MORAZÉ (Charles), [3021], ✱, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, avenue Paul-Doumer, n° 15 (xvi^e).
- MOREL D'ARLEUX (Lucien), [3306], rue de Luynes, n° 3 (vii^e).
- MORETUS-PLANTIN (abbé Henri), [2669], professeur d'histoire à la Faculté de philosophie et Lettres, à Namur (Belgique), rue de Bruxelles, n° 57.
- MOUSNIER (Roland), [3189], professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, boulevard Jourdan, n° 95 (xiv^e).
- *MUNN (James BUELL), [2863], à Cambridge, (U. S. A.) Massachusetts, Garden street, n° 58.
- NEF (John), [3342], ✱, professeur à l'Université de Chicago, à Chicago 37, 5650 Dorchester, Illinois (U. S. A.).
- NEUVILLE (Jacques COQUEBERT DE), [3244], ✱, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, avenue de La Bourdonnais, n° 5 (vii^e).
- *NICOLAS (M^{me} Guy), [3159], quai Louis-Blériot, n° 17 (xvi^e).

- NOEL (Léon), [3116], C. ✱, ambassadeur de France, membre de l'Institut, rue Saint-Dominique, n° 41 (vii°).
- OUTREY (Amédée), [3245], C. ✱, ministre plénipotentiaire, directeur honoraire du service des archives du ministère des Affaires étrangères, à Viroflay (Seine-et-Oise), rue du Louvre, n° 48.
- OZANAM (Didier), [3350], sous-directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, rue Ruhmkorff, 4 (xvii°).
- PAIN (M^{me} Herbert), [3288], O. ✱, présidente de l'Œuvre de l'Allaitement maternel, quai de Béthune, n° 24 (iv°).
- PANGE (comtesse Jean DE), [3367], ✱, rue de Varenne, n° 55 (vii°).
- PARKER et fils, [2635], libraires, à Oxford (Angleterre), Broad street, n° 27.
- *PELL JR. (Herbert), [2772], à New York (Etats-Unis), East 94th street, n° 20.
- PÉREIRE (André), [3307], administrateur du T.C.F., à Genève (Suisse), route de Florissant, n° 33.
- PERIER DE FERAL (Guy), [3102], O. ✱, préfet, conseiller d'Etat, rue de l'Université, n° 76 (vii°).
- PERMEZEL (Jacques), [2870], à Lyon (Rhône), rue de la République, n° 4 (ii°).
- PERMEZEL (Paul), [2827], notaire, à Lyon (Rhône), rue de la République, n° 4 (ii°).
- PERNOUD (Régine), [3237], ✱, conservateur aux Archives nationales, rue de Tournon, n° 4 (vi°).
- PERRAT (Charles), [2770], ✱, ancien membre de l'Ecole française de Rome, professeur à l'Ecole nationale des chartes, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, boulevard Raspail, n° 13 (vi°).
- PERROY (Edouard), [3196], ✱, professeur à la Sorbonne, à Chatenay-Malabry (Seine), rue Lamartine n° 8.
- PHILIPPOT (Emile), [3101], rue Théodore-de-Banville, n° 11 bis (xvii°).
- PIERREFEU (le R. P. Guillaume DEYDIER DE), [2873], à Lyon (Rhône), rue de Sèze, n° 31.
- PINON (René), [2963], O. ✱, avenue de la Motte-Picquet, n° 21 (vii°).
- POGNON (Edmond), [3058], conservateur à la Bibliothèque nationale, boulevard Malesherbes, n° 131 (xvii°).
- POINDRON (M.), [3268], à Vincennes (Seine), avenue Aubert, n° 10.
- POLONY (M^{me} S.), [3240], rue du Cirque, n° 9 (viii°).
- POMMEREAU (Joseph DE), [2513], rue de la Faisanderie, n° 118 (xvi°).
- PORCHER (Jean), [3068], O. ✱, conservateur en chef du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, rue de Verneuil, n° 30 (vii°).
- POUTHAS (Charles-H.), [2715], ✱ professeur honoraire à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, à Cherbourg (Manche), rue Montebello, n° 36.
- POZZI (Jean), [3212], O. ✱, ministre plénipotentiaire, avenue Montaigne, n° 51 (viii°).
- REMAURY (Pierre), [3299], professeur à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris, avenue de Saxe, n° 40 (vii°).
- RENAUD (M^{me}), [3341], boulevard Haussmann, n° 80 (viii°).
- RENAUDIN (Louis), [3294], C. ✱, président directeur général du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, rue Cambon, n° 43 (i^{er}).
- RENAULT (André), [3274], expert-comptable, à Amiens (Somme), rue Dhavernas, n° 25.
- RENOUARD (Yves), [3351], ✱, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, boulevard Jourdan, n° 1 (xiv°).

- RENOUT (Léon), [3204], à Neuilly-sur-Seine, rue Montrosier, n° 5.
- RENOUVIN (Pierre), [3193], C. ✱, doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Paris, membre de l'Institut, boulevard Saint-Germain, n° 2 (v°).
- RIBADEAU-DUMAS (François), [3310], membre de la Société des gens de lettres, directeur de « Une semaine à Paris », rue Sébastien-Bottin, n° 9 (vii°).
- RIBIER (Jean DE), [3128], O. ✱, conservateur des archives du ministère des Affaires étrangères, avenue Rodin, n° 2 (xvi°).
- *RICHE (Georges), [2560], avenue de La Boudonnais, n° 18 (vii°).
- RICHER (Lucien), [3222], à Asnières (Seine), avenue Henri-Barbusse, n° 134.
- RICOMMARD (Julien), [3199], ✱, inspecteur général de l'Instruction publique, à Sceaux (Seine), avenue de Fontenelle, n° 7.
- RIVET-THOMÉ (M^{me} Guy), [3359], à Nantes (Loire-Atlantique), avenue de Launay, n° 27.
- ROHAN-CHABOT (comte DE), duc de RAVÈSE, [3121], ✱, rue du Colonel-Combes, n° 6 (vii°).
- ROLLAND (Henri), [3009], O. ✱, conservateur du Musée, directeur des fouilles de Glanum, à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône).
- ROUBEROL (Henri), [3349], directeur de l'Ecole normale d'instituteurs, à Poitiers (Vienne).
- ROUGÉ (comtesse Urbain DE), [3345], à Moulins (Allier), rue de Paris, n° 38.
- ROUSSEL (M^{lle} Germaine), [3175], professeur au Lycée Jean-de-La-Fontaine, quai Louis-Blériot, n° 182 (xvi°).
- *ROUSSIER (Paul), [2461], ✱, chef honoraire du Service des Archives et Bibliothèques au Ministère de la France d'Outre-Mer, à Coulaines, par Savonnières (Maine-et-Loire).
- *ROY (le R. P. Joseph), [2698], bibliothécaire du couvent des Franciscains, à Québec (Canada), rue de l'Alverne, n° 33.
- SAINT-BLANQUAT (Odon DE LINGUA DE), [3013], ancien membre de l'Ecole française de Rome, archiviste de la Ville de Toulouse, à Toulouse (Haute-Garonne), rue Nazareth, n° 22, et à Mauvers, Yverdun-sur-Garonne (Tarn-et-Garonne).
- SAINT-GIRONS (Pierre), [3320], C. ✱, homme de lettres, rue du Laos, n° 23 (xv°).
- *SAMARAN (Charles), [2668], O. ✱, ancien membre de l'Ecole française de Rome, professeur honoraire à l'Ecole nationale des chartes, directeur honoraire des Archives de France, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, membre de l'Institut, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, avenue Gourgaud, n° 8 (xvii°).
- SARTIGES (Eugène DE), [3154], château de Perthuis, à Conflans-sur-Loing, par Amilly (Loiret).
- SARTIGES (comte Louis DE), [3144], ministre plénipotentiaire, place d'Iéna, n° 3 (xvi°).
- SCHMITZ (dom Philibert), [2932], à l'abbaye de Maredsous (Belgique).
- SERPETTE (abbé E.), [2678], curé de Cartigny (Somme).
- SIGWALT (Armand), [2610], architecte, rue François-Ponsard, n° 1 (xvi°).
- SILBERSTEIN (Maurice), [3348], membre de l'Institut Napoléon, boulevard Lefebvre, n° 57 (xv°).
- SIMON (Pierre), [3300], inspecteur général honoraire des Ponts-et-Chaussées, place Vauban, n° 9 (vii°).
- *SOLENTÉ (M^{lle} Suzanne), [2981], ✱, conservateur au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, carrefour de la Croix-Rouge, n° 2 (vi°).
- SOREAU (Edmond), [3379], ✱, ingénieur E. C. P., boulevard Pereire n° 128 (xvii°)

- SOREL (médecin général François), [3286], C. ✱, inspecteur général des troupes coloniales, rue de Vaugirard, n° 100 (vi^e).
- SOULANGE-BODIN (Henry), [2768], avenue Henri-Martin, n° 109 (xvi^e).
- SOULÉ (général), [3023], à Coutras (Gironde).
- SPADALE (Laurent), [3191], à Alès (Gard), route d'Alsace, n° 24 bis.
- *SPOERRY (Henri), [2914], à Mulhouse (Haut-Rhin), rue du Sundgau, n° 1.
- STERLIN (Jean), [3033], graveur, à Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne), avenue de La Fontaine, n° 36.
- SYLVESTRE (Victor), [3203], ingénieur, à Aix-les-Bains (Savoie), Les Roches-Taillées.
- TERROINE (M^{lle} Anne), [3049], archiviste-paléographe, chargée de recherches au C.N.R.S., boulevard Saint-Michel, n° 97 (v^e).
- TESSIER (Emile), [3332], directeur d'école publique à Ballots (Mayenne).
- *TESSIER (Georges), [2840], ✱, professeur à l'Ecole nationale des chartes, membre de l'Institut, rue de Vaugirard, n° 60 (vi^e).
- THIÉBAUT (Jacques), [3250], professeur adjoint au collège classique de Boulogne-sur-Mer, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), rue Aristide-Briand, n° 33.
- THIERRY (général Amédée), [3352], G. O. ✱, rue Fortuny, n° 38 (xvii^e).
- TISSET (Pierre), [3356], ✱, professeur à la Faculté de droit de Montpellier, à Montpellier (Hérault), place Chabanneau, n° 3.
- TREMBLOT DE LA CROIX (Richard), [3362], président de la Société Académique de l'Aube, à Troyes (Aube), rue Ambroise-Cottet, n° 62 bis.
- TRIBOUT DE MOREMBERT (Henri), [2920], archiviste municipal de Metz, à Montigny-les-Metz (Moselle), rue des Lilas, n° 1.
- TRICOU (Jean), [3364], notaire, à Lyon (Rhône), rue d'Oran, n° 2.
- TURPIN (Léon), [3301], C. ✱, directeur général honoraire des Contributions directes, rue de la Convention, n° 201 (xv^e).
- *VASSAL (D^r Louis), [3118], ✱, à Charleville (Ardennes), boulevard Gambetta, n° 12.
- VAUCHER (Paul), [3195], ✱, professeur honoraire à la Sorbonne, rue de Grenelle, n° 180 (vii^e).
- VAUX DE FOLETIER (comte François DE), [3160], O. ✱, conservateur en chef des Archives de la Seine et de la ville de Paris, rue Jacob, n° 12 (vi^e).
- VEDRUNES (Robert), [3172], licencié en droit, rue Bougainville, n° 2 (vii^e).
- VERDEAUX (D^r Georges), [3303], chef de clinique à l'hôpital Sainte-Anne, rue de Villersexel, n° 6 (vii^e).
- VERNET (André), [3044], professeur à l'Ecole nationale des chartes, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, rue Georges-de-Porto-Riche, n° 2 (xiv^e).
- VIDALENC (Jean), [3229], professeur à la Faculté des lettres de l'Université Caen, à Fontenay-aux-Roses (Seine), rue Remy-Laurent, n° 17.
- *VIDIL (baron Jean), [3134], rue Raffet, n° 3 (xvi^e).
- *VIELLIARD (M^{lle} Jeanne), [2739], ✱, ancien membre de l'Ecole française de Rome et de l'Ecole des hautes études hispaniques, conservateur aux Archives nationales en service détaché, directrice de l'Institut de recherche et d'histoire des textes, avenue de l'Observatoire, n° 36 (xiv^e).
- *VILLARET (François), [3171], avocat à la Cour d'Appel de Paris, avenue Bertie-Albrecht, n° 8 (viii^e).
- VILLERS (Robert), [2992], professeur à la Faculté de Droit de Paris, à Versailles, rue du Maréchal-Galliéni, n° 13.

*Vogüé (marquis DE), [2748], O. ✱, rue Fabert, n° 2 (vii°).

*WENDEL (Maurice DE), [3338], O. ✱, maître de forges, avenue de New-York, n° 28 (xvi°), et château de Brouchetière, à Jœuf (Meurthe-et-Moselle).

WENDEL (M^{me} Maurice DE), [3339], O. ✱, mêmes adresses.

YOUNGER (général James Wellington), [3289], rue de Chaillot, n° 7 (xvi°).

ZARB (Mireille), [3248], bibliothécaire à l'Organisation mondiale de la Santé, à Genève (Suisse), rue de Lausanne, n° 121.

LISTE

DES

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

avec l'indication des années où cessent leurs fonctions

1958	1959
MM. BRAIBANT. FRANÇOIS. GRAND. LYON (†). MAROT. MEURGEY DE TUPIGNY SAMARAN. VAUX DE FOLETIER (DE). VERNET.	MM. BOISLISLE (DE). FAWTIER. MAHIEU. MARCHAND. MIROT. MONICAT. MONTESQUIOU (DE). POUTHAS. RENOUVIN. RITTER (†).
M ^{lle} VIELLIARD.	
1960	1961
MM. BOURGIN. BROGLIE (DE). CHARLES-ROUX. FÉLICE (DE). GIARD. GIROD DE L'AIN. LA FORCE (DE). PANGE (DE) (†). SOULANGE-BODIN. TESSIER.	MM. BRUNEL CELIER. M ^{lle} DROZ. MM. LAROCHE. LEMOISNE. LÉONARD. LÉVIS MIREPOIX (DE). MARTIN-CHABOT. MICHEL-DANSAC. PERRAT.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ NOMMÉ EN JUIN 1956

Président.....	MM. B. DE MONTESQUIOU.
Vice-Présidents....	E. GIARD et G. TESSIER.
Secrétaire	M. FRANÇOIS.
Secrétaire-adjoint ..	B. MAHIEU.
Trésorier-archiviste- bibliothécaire ... }	E. LYON.
Trésorier-adjoint ..	R. MICHEL-DANSAC.
Censeurs	A. VERNET et J. DE NEUVILLE.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ NOMMÉ EN JUIN 1957

Président.....	MM. E. GIARD.
Vice-Présidents ...	G. TESSIER et M ^{lle} E. DROZ.

<i>Secrétaire</i>	M. FRANÇOIS.
<i>Secrétaire-adjoint</i> ..	B. MAHIEU.
<i>Trésorier-archiviste- bibliothécaire</i> ... }	A. VERNET.
<i>Trésorier-adjoint</i> ..	R. MICHEL-DANSAC.
<i>Censeurs</i>	J. DE NEUVILLE et M. ANTOINE.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM.	MM.
BRUNEL.	FERRAT.
SAMARAN.	POUTHAS.
MAROT.	RENOUVIN.

COMITÉ DES FONDS

MM.	MM.
CELIER.	PANGE (DE) (†).
MAROT.	TESSIER.

NOUVEAUX MEMBRES

1956

- [3350] M. Didier OZANAM (6 juillet).
- [3351] M. Yves RENOARD (6 juillet).
- [3352] Général Amédée THIERRY (6 juillet).
- [3353] R. P. Louis-Jacques BATAILLON, O.P. (6 juillet).
- [3354] M. Léon CRAUK (6 juillet).

1957

- [3355] Comte Christian DE CHABANNES (22 février).
- [3356] M. Pierre TISSET (22 février).
- [3357] M. Pierre CHEVALIER (22 février).
- [3358] M. Pierre GAMBIER (22 février).
- [3359] M^{me} RIVET-THOMÉ (22 février).
- [3360] M. Albert KREBS (22 février).
- [3361] Duc de CASTRIES (29 mars).
- [3362] M. Richard TREMBLOT DE LA CROIX (29 mars).
- [3363] Chanoine A.-L. GABRIEL (29 mars).
- [3364] M^e Jean TRICOU (9 juillet).
- [3365] M. Gabriel MOLLIÈRE (9 juillet).
- [3366] M^{me} Juliette GRIMBERG (9 juillet).
- [3367] Comtesse Jean DE PANGE (29 novembre).
- [3368] M. Robert FOSSIER (29 novembre).
- [3369] M^{lle} Odile GRANDMOTTET (29 novembre).
- [3370] Comte Emmanuel DE MONTALEMBERT (29 novembre).
- [3371] M. Jean MARTINET (29 novembre).
- [3372] M. Jean DUHAMEL (29 novembre).

1958

- [3373] M. Michel BEURDELEY (31 janvier).
- [3374] M^e Etienne ADER (31 janvier).
- [3375] M. François DOUSSET (31 janvier).
- [3376] M. Antoine MAY (31 janvier).
- [3377] M. Henri GARNIER (21 mars).
- [3378] Comte René FROTIER DE LA COSTE-MESSELIÈRE (21 mars).
- [3379] M. Edmond SOREAU (21 mars).
- [3380] M^e Maurice MICHAUD (21 mars).
- [3381] M. André CHAMSON (21 mars).

MEMBRES DÉCÉDÉS

M. André ARTONNE ; M. Louis DAVEAU ; M^{me} Joseph DESMARS ; M. Gustave DUPONT-FERRIER ; Mgr Marius-Henri GUERVIN ; MM. Ernest LYON ; Louis MADELIN ; comte Jean DE PANGE ; Alfred PÉREIRE ; comte MICHEL DE PIERREDON ; Michel PRÉVOST ; Georges RITTER ; baron Paul DE THOISY ; Humbert DE WENDEL.

LA VIE DE LA SOCIÉTÉ

1956

Les séances du Conseil

Le Conseil de la Société de l'Histoire de France a tenu ses séances régulières aux dates des 20 janvier, 24 février, 4 mai, 14 juin, 6 juillet et 30 novembre 1956, sous la présidence de M. Léonce Celier, les 20 janvier, 24 février, et 14 juin, de M. de Montesquiou, nouveau président, le 4 mai, de M. Jean de Pahge, ancien président, le 6 juillet, puis le 30 novembre de M. de Montesquiou.

Le Conseil de la Société a eu à déplorer la perte de M. Gustave Dupont-Ferrier, membre de l'Institut, décédé le 13 mai, et de M. Louis Madelin, de l'Académie française, le 18 août.

Il a été, le 6 juillet, procédé à l'élection du bureau pour l'année 1956-1957. A l'unanimité des membres présents, ont été élus : président, M. Blaise de Montesquiou ; premier vice-président, M. Giard ; second vice-président : M. Georges Tessier. Le secrétaire, M. Michel François, le secrétaire-adjoint, M. Bernard Mahieu, le trésorier, M. Ernest Lyon, le trésorier-adjoint, M. René Michel-Dansac ont été confirmés dans leurs fonctions respectives.

Le même jour ont été réélus membres du Comité de publication : MM. Brunel, Marot, Perrat, Pouthas et Renouvin ; et au Comité des Fonds : MM. Celier, Marot, de Pange et Tessier. M. Charles Samaran a été élu membre du Comité de Publication, en remplacement de M. Dupont-Ferrier.

L'Assemblée générale du 14 juin pourvut à la réélection des membres du Conseil dont le mandat venait à expiration en 1956. Ont donc été réélus pour siéger jusqu'en 1960 : MM. Bourgin, de Broglie, Charles-Roux, de Félice, Giard, Girod de l'Ain, de la Force, de Pange, Soulange-Bodin et Tessier. MM. Michel de Pierredon et Dupont-Ferrier, décédés, sont respectivement remplacés par M. le duc de Lévis-Mirepoix (pour siéger jusqu'en 1957) et Carlo Laroche (pour siéger également jusqu'en 1957).

Confirmant d'autre part M. André Vernet dans son mandat de censeur, l'Assemblée générale a élu M. Coquebert de Neuville, en remplacement, comme censeur, de M. Carlo Laroche.

Publications de la Société

Au cours de cette année 1956, deux publications ont été distribuées aux sociétaires, l'*Annuaire-Bulletin* pour les années 1954-1955 et le tome premier de la *Correspondance secrète du comte de Broglie*.

A la séance du 24 février, il fut décidé de donner une priorité absolue à l'*Annuaire-Bulletin*. Celui-ci, déjà très avancé en mai, put être présenté par le Secrétaire à la Séance du 6 juillet, mais ne fut distribué que dans le courant du mois d'octobre aux membres de la Société.

Ceux-ci recevaient dans le même temps le tome premier de la *Correspondance secrète du comte de Broglie*, préparé par MM. Antoine et Ozanam et dont la composition venait d'être achevée au cours de l'été.

Tout au long de l'année, M. Michel François s'est attaché au travail particulièrement délicat et minutieux de la vérification et de l'annotation de la fin du premier volume des *Lettres* de Henri III. Déjà à la fin de l'année, il pouvait annoncer, le 30 novembre, que la composition progressait, quoique fort lente, en raisons des difficultés de l'imprimeur.

Les mêmes difficultés ont retardé la suite de la composition du tome XIII des *Chroniques* de Froissart. Cependant, au 30 novembre, M. Albert Mirot avait envoyé 35 placards, qui étaient alors tous entre les mains de l'imprimeur.

Le financement de l'édition des *Annales de Saint-Bertin*, retient l'attention du Conseil qui désire faire aboutir le plus tôt possible cette publication. Le manuscrit revu par M^{me} Clémencet est prêt, dès le 24 février, à être envoyé à la composition. Cependant des membres du Conseil ayant suggéré que quelques allègements pouvaient être apportés à l'introduction pour diminuer les frais, le Conseil prend, le 30 novembre, en considération cette proposition qui sera étudiée au début de l'année 1957.

En ce qui concerne le premier volume du *Procès de condamnation de Jeanne d'Arc*, l'établissement du texte, confié à M^{lle} Lanhers, sous la direction de M. Tisset, a commencé au début de juillet. Le tome premier comprendra en préambule une étude des manuscrits, et il semble possible de faire paraître cette publication au cours de l'année 1958. Le contrat passé entre la Société et le Conseil général des Vosges a été ratifié lors de la séance du Conseil du 14 juin.

Pour l'instant, le Conseil, dans sa séance du 6 juillet, décide de renoncer à la publication du tome V de *Paris pendant la Terreur*, dont le manuscrit, par Pierre Caron, annoté par M. Calvet, a été remis à M. François dans le courant du mois de juin.

Questions financières et diverses

Au 30 novembre. M. Lyon, dressant un bilan de la situation financière, fait ressortir que, au compte chèques postaux, figurent 378.063 francs, dont 350.000 fr. représentent les avances faites pour la publication du tome XIII de Froissart, et 250.000 fr. destinés aux premiers frais de la publication des *Annales de Saint-Bertin*. Sur les 600.000 fr. qui représentent l'état actuel des Fonds Champion, le Conseil a autorisé le prélèvement de 515.000 fr. pour le paiement de la facture de la *Correspondance du comte de Broglie*. Il faut attendre d'autre part le versement au compte de la Société de 80.000 fr. environ, représentant une avance sur le produit des ventes de la librairie Klincksieck.

Le vendredi 27 janvier, eut lieu aux Archives nationales, une manifestation en hommage à notre secrétaire honoraire, M. Charles Samaran. Des discours furent prononcés par MM. Pierre Marot, Charles Braibant, Mario Roques, Léonce Célier et le duc de Lévis-Mirepoix. Après avoir entendu, de la bouche de M. Samaran, une délicate improvisation, peuplée de souvenirs, les invités assistèrent à une réception donnée dans les salons de l'Hôtel de Rohan. A l'occasion de cette cérémonie fut remise à M. Samaran la médaille frappée spécialement à son effigie.

La bibliographie des travaux de M. Samaran, réalisée par les soins de M^{me} Vernet, avec la collaboration de M^{lle} Edith Brayer, fut incluse dans l'*Annuaire-Bulletin* 1954-1955.

Le vendredi 4 mai, M. Bernard Mahieu, secrétaire-adjoint, conduisit à l'Hôtel de Rohan, aux Archives nationales, une visite destinée aux membres de la Société, de l'Exposition « France-Ecosse » dont il avait été le réalisateur.

Assemblée générale du jeudi 14 juin 1956

L'assemblée générale a été ouverte à 16 h. 30, sous la présidence de M. Célier, président de la Société.

Etaient présents : MM. Antoine, Arlès-Dufour, Bailhache, Barbey, Bossuat, Brunel, Cartelle, Chaulin, Duparc, de Failly, de Félice, François, Giard, Laroche, Lejoindre, Lyon, Mahieu, Martin-Chabot, de Montesquiou-Fézensac, Mousnier, Outrey, de Pange, Ritter, Samaran, Soulange-Bodin, Tessier, de Vaux de Foletier, Vernet, M^{lle} Vielliard, M. Villaret.

Excusés : MM. de Boislesle, Bonnassieux, du Boys, le comte Durieu de Lacarelle, M. Galenc, le duc de la Force, la duchesse de la Roche-

foucauld, le duc de Lévis-Mirepoix, MM. Manceron, Marot, Mollat, Marnot, Permézel, Riché, Rouberol, Tribout de Morembert.

L'Assemblée entend la lecture :

1^o du discours de M. le Président (voir p. 5),

2^o du rapport de M. Michel François, secrétaire sur les travaux et les publications de la Société pendant l'année 1955-1956 (voir p. 9),

3^o du rapport des censeurs, MM. Laroche et Vernet, sur les comptes des recettes et dépenses pendant l'exercice 1955-1956 (voir p. 15),

Les conclusions de ce rapport, afférant à la gestion et aux comptes de M. Lyon, sont mises aux voix et adoptées.

Sont réélus membres du Conseil, pour siéger jusqu'en 1960 :

MM. Bourgin, de Broglie, Charles-Roux, de Félice, Giard, Girod de l'Ain, de la Force, de Pange, Soulange-Bodin, Tessier.

Sont élus membres du Conseil :

1^o en remplacement de M. Michel de Pierredon, décédé, M. le duc de Lévis Mirepoix.

2^o en remplacement de M. Dupont-Ferrier, décédé, M. Carlo Laroche.

Est réélu censeur M. A. Vernet, et est élu censeur, en remplacement de M. Carlo Laroche, M. Coquebert de Neuville.

M. Pierre Moreau, professeur à la Sorbonne, fait ensuite une lecture intitulée : « Autour d'une rencontre d'Augustin Thierry et de Michelet. » (voir p. 18). La séance a été levée à 18 heures.

DISCOURS DE M. LÉONCE CÉLIER
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
PENDANT L'EXERCICE 1955-1956

Mesdames, Messieurs, mes chers confrères,

Votre président sortant a été, dans les derniers mois de sa charge, un président fantôme. Il s'en excuse. Les suites d'une grave opération lui interdisaient de venir à Paris. L'approche de la mort lui a cependant permis d'être mieux préparé à l'éloge qu'il doit faire de nos morts de l'année.

Le plus illustre de ceux qui nous ont quittés depuis la dernière assemblée, Gustave Dupont-Ferrier, était né à Orléans en 1876. Il entra à l'Ecole des Chartes, dont il sortit en 1888, dans la même promotion que Jules Viard et Gabriel Ledos. Mais il n'embrassa aucune des professions où mène habituellement le diplôme d'archiviste-paléographe. Agrégé d'histoire, il professa au Lycée Louis-le-Grand. Sa thèse de doctorat fut consacrée à l'histoire de cet établissement, qui fut le Collège de Navarre avant d'être mis sous le patronage du Grand Roi. Il devint ensuite professeur à l'Ecole des Chartes, où il enseignait l'Histoire des Institutions de la France. L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres l'accueillit en 1934, ce qui lui permit de faire partie du Conseil de Perfectionnement de l'Ecole après sa retraite. Il se fit apprécier, comme examinateur, pour la justesse et la promptitude de son jugement sur les copies et les réponses des candidats. Il publia, dans le même temps, d'importants ouvrages sur les institutions administratives et financières de l'Ancien Régime. Son dernier travail, le plus utile, peut-être, fut consacré à la *Gallia regia*, répertoire des fonctionnaires royaux de la France, qu'il laisse inachevé. Il fut longtemps remarqué par son assiduité à nos séances.

Le comte Michel de Pierredon, que nous venons de perdre, était, lui aussi, un habitué de nos séances mensuelles. Il fit partie de notre Conseil et il y apporta le charme d'une courtoisie et d'une obligeance parfaites. Il n'était pas historien de profession, mais une vie absorbée par les affaires ne l'empêchait pas de s'intéresser à nos travaux en amateur éclairé. Dans ses dernières années, il fut, à Paris, ambas-

sadeur de l'Ordre de Malte et, en cette qualité, il prit une part importante à la création, dans le grand Hôpital Saint-Louis, d'un service réservé au traitement de la lèpre.

Georges Dulong, décédé le 15 juillet dernier, était né à Paris, en 1887. Il était licencié en histoire et archiviste-paléographe de la promotion 1910, celle de Ch. Hirschauer, de G. Huisman, de B. Garric. Sa thèse avait pour sujet l'Ambassade du Cte d'Estrades à Londres. Il entra dans la diplomatie et y occupa des postes d'attaché puis de secrétaire à Saint-Petersbourg, à Berne et au Vatican. Il fut enfin ministre à Kaunas et chargé d'affaires à Berlin. Je ne sache pas qu'il ait publié aucun ouvrage d'histoire, mais il prit part à l'édition des Archives politiques allemandes de la dernière guerre.

Nous avons, en outre, à déplorer la perte récente de M. Jacques Laurent, érudit bourguignon très estimé, de M^{me} Dauzère, et de MM. E. Girod de l'Ain, Miéville et Villey-Desemberets.

Mon rôle n'est pas, Dieu merci, borné au recensement de nos morts. Il est juste de ne pas les oublier, mais nous avons des événements plus heureux à rappeler. Votre président doit, en effet, vous rendre compte de ce qu'il fait en votre nom. Il vous a représentés aux hommages rendus, cette année, à deux historiens ; l'un, Augustin Thierry, mort il y a cent ans, l'autre Charles Samaran, bien vivant encore aujourd'hui.

La commémoration du centenaire d'Augustin Thierry n'était pas due à notre initiative, mais à celle de la famille du grand historien et d'un comité mi-parisien, mi-blésois, présidé par M. Paul-Boncour, ancien ministre de la troisième république. D'autres célébrations ont eu lieu à Blois même, patrie d'Augustin Thierry et lieu de ses premières études. La Société de l'Histoire de France y était intéressée, car Thierry en fut membre dès l'origine, mais je crus devoir intervenir aussi au nom du Comité des Travaux historiques, dont Thierry fut à la fois membre et collaborateur, et qui profita de ses travaux. Les Archives nationales en furent également bénéficiaires et le fichier des Communes de France, dressé par les soins de l'historien du Tiers Etat, est encore communément consulté au Palais Soubise. Les archives du Comité des Travaux historiques contiennent un rapport de Thierry à Guizot sur ses travaux, ses projets et ses auxiliaires, rapport qui donne des lumières sur les idées et la conscience du grand historien.

Comme il convenait, Thierry fut célébré dans le beau salon ovale du Palais Soubise, et y reçut l'hommage de l'Académie française, à laquelle il aurait dû appartenir, des Archives de France, qu'il contribua à enrichir, des anciens élèves du Collège de Blois et enfin, par la voix de votre président, de notre Société et du Comité des Travaux historiques. Tous admirèrent unanimement, avec la scrupuleuse conscience de Thierry historien, ses qualités d'écrivain, la fer-

meté et la générosité de ses convictions, son amour des humbles et enfin son admirable patience au cours des plus cruelles épreuves de santé.

Lorsque vint mon tour de parole, je n'oubliai pas que Thierry, né en milieu chrétien, ancien élève d'un collège alors dirigé par des prêtres, n'avait jamais, même dans ses ardentes polémiques de journaliste républicain, attaqué ni diffamé l'Eglise de son baptême. Dans ses dernières années, presque aveugle, paralysé et en proie aux plus cruelles souffrances, il reçut la visite et les conseils de deux illustres oratoriens, Gratry et Perraud, et revint peu à peu aux pratiques religieuses de son enfance, grâce auxquelles il savait pouvoir donner un sens à ses maux comme à ses travaux. Quelques mois avant sa mort, il alla jusqu'à demander au président d'une conférence de Saint-Vincent de Paul, celle de Saint-Sulpice, de l'inscrire parmi les membres de la Société fondée, vingt ans plus tôt, par Frédéric Ozanam et ses compagnons. Ozanam figure, d'ailleurs, parmi les visiteurs du « salon vert », où Thierry, déjà aveugle et paralytique, accueillait les amis des Lettres, les écrivains et les historiens. Ozanam y pouvait rencontrer ses propres amis Henri Wallon, La Villemarqué et autres. Ces amitiés, cette ultime démarche, à laquelle la mort de Thierry ne permit pas de donner suite, rétablit, en quelque sorte, l'équilibre de sa personnalité en le montrant désormais soucieux d'assurer le bien-être moral et spirituel des classes laborieuses, autant qu'il l'avait toujours été de maintenir leur liberté politique.

Je parlerai plus brièvement de l'autre célébration, celle de notre ancien secrétaire Charles Samaran. Vous en êtes déjà instruits par la brochure qui contient, avec le texte des discours prononcés, la bibliographie des écrits de Ch. Samaran. Cette bibliographie est toute provisoire, car nous espérons tous que notre ami n'a pas fini de travailler pour l'Histoire. C'est le vœu qu'ont exprimé tous ceux qui se sont associés à notre démarche. Je dis *notre*, car, cette fois, c'est à la Société de l'Histoire de France que l'initiative était due. Votre président avait donc la présidence et s'en félicitait, puisqu'il s'agissait pour lui de redire les mérites d'un ami de longue date, avec qui leur commune carrière dans les Archives lui avait procuré de très fréquentes rencontres. C'est donc avec joie que j'ai occupé le fauteuil, entouré des représentants des Archives, de l'Institut, de l'Ecole des Chartes, des Gascons de Paris et d'ailleurs, et que j'ai remis à Ch. Samaran la belle médaille que nous lui offrons. Les paroles prononcées par tous ont formé un portrait vivant du chercheur et de l'historien et la réponse de Samaran fut à la fois émue et spirituelle.

En achevant cette allocution qui marque la fin de ma charge, je tiens à remercier tous ceux qui m'ont fait la tâche si facile, ou qui ont suppléé à mon absence. Je pense à notre secrétaire, à notre trésorier, au vice-président qui va heureusement me remplacer. A tous,

j'adresse l'expression de ma gratitude. L'honneur d'avoir collaboré avec eux, d'avoir pris part à vos travaux, de m'être instruit au contact de vrais savants, restera l'un des plus précieux souvenirs qui m'accompagneront et me soutiendront quand, bientôt, sonnera l'heure de la retraite qui mettra fin à une carrière où, hélas ! la Science a eu moins de place que l'Administration.

RAPPORT DE M. MICHEL FRANÇOIS, SECRÉTAIRE,
SUR LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ
PENDANT L'EXERCICE 1955-1956

Mesdames, Messieurs,

En vous présentant l'an dernier, à pareille époque, le premier rapport que je vous devais depuis que, sur la proposition de M. Charles Samaran, vous aviez bien voulu me confier la charge de secrétaire de notre Société, je m'étais attaché, comme il convient, à faire le point de nos réalisations avant de vous soumettre notre plan d'action pour l'année à venir. Voici maintenant l'année révolue et que sont devenues nos promesses ?

Cette question que vous me poseriez si je ne me la posais devant vous appelle un examen de conscience auquel nous devons tous nous livrer : elle oblige aussi votre secrétaire à une manière de confession en public où il pourrait se sentir gêné s'il ne savait devoir compter sur votre indulgence, ayant une fois de plus fait la preuve que l'Enfer, comme on dit, est pavé de bonnes intentions.

Or mon intention, celle aussi de votre conseil d'administration, était de vous remettre aujourd'hui le nouvel *Annuaire-Bulletin* de la Société, celui des années 1954 et 1955, et ce sont seulement les bonnes feuilles que je suis en mesure de vous en présenter. Vous avez déjà, je pense, pu y jeter un coup d'œil attentif et y trouver ainsi plus de raisons de pardonner que d'accuser. Car il y a bien longtemps que notre *Annuaire-Bulletin* n'a plus été aussi volumineux et, pour avoir attendu un peu plus avant de le recevoir, nous nous attarderons beaucoup plus à le lire ou à le consulter. Je m'explique.

Vous y trouverez comme d'habitude la liste de nos membres arrêtée au 1^{er} avril de cette année et sous la rubrique intitulée « La vie de la Société » le compte rendu, sommaire, de nos activités, détaillé, de nos deux dernières assemblées générales. Si nous n'avons pu reproduire la brillante communication que M. le duc de Lévis Mirepoix nous avait faite en 1954 sur *les Cathares, résurgence du manichéisme*, nous avons tenu à publier l'importante lecture que nous a donnée en 1955 M. Michel Antoine des réflexions dont il est l'auteur avec M. Didier Ozanam sur ce que fut au vrai le « Secret du roi » considéré sous l'angle des relations de la France et de la Russie jusqu'en

1762. Elles constituent en effet comme un appendice à la magnifique publication que nos collègues, tous deux archivistes aux Archives nationales, viennent de nous procurer de la *Correspondance secrète du comte de Broglie avec Louis XV* dont je vous dirai un mot tout à l'heure.

Il est de tradition aussi que la seconde partie de notre *Annuaire-Bulletin* comporte la publication d'un texte inédit sur l'histoire de France. Nous y avons satisfait cette fois en publiant la précieuse description de la cour de Henri III qu'a retrouvée aux Archives d'Etat à Turin un de nos jeunes collègues suisses, M. Alain Dufour qui a montré aussi que son auteur n'était autre que l'ambassadeur du duc de Savoie à Paris, René de Lucinge : et nous n'avons pas reculé devant la longueur de ce texte, soigneusement annoté par M. Dufour, en raison du nombre et de la qualité des informations qu'il nous apporte.

Ainsi composé, l'*Annuaire-Bulletin* serait déjà plus important que de coutume. Nous l'avons augmenté cependant d'un supplément exceptionnel en publiant à la suite la bibliographie de M. Samaran établie par les soins attentifs de M^{me} Vernet. Il me plait ici de rappeler que pour témoigner sa reconnaissance à son secrétaire dont nous avons fait aujourd'hui notre secrétaire honoraire, notre Société avait pris l'initiative de lui offrir une médaille à son effigie. Tous ceux d'entre vous qui ayant souscrit à cette médaille ont assisté à la cérémonie du 27 janvier dernier au cours de laquelle elle lui fut remise garderont longtemps le souvenir de cette fête de l'amitié. Mais en publiant la liste des 535 titres de livres, articles ou comptes rendus qui constituent à ce jour la bibliographie de M. Samaran, nous mettions aussi à la disposition des historiens le tableau des apports multiples d'une longue vie d'érudit à la construction de l'histoire.

Tel sera l'*Annuaire-Bulletin* pour 1954-1955 ; telles sont aussi les raisons pour lesquelles nous n'avons pu le faire paraître plus tôt. Ajouterai-je que, soucieux de ménager nos finances sur lesquelles notre trésorier M. Ernest Lyon et nos deux censeurs MM. Laroche et Vernet veillent avec un soin jaloux, nous avons confié l'impression du volume à un nouvel imprimeur qui par le jeu subtil de tarifs regressifs et d'abattements de zone nous a consenti des conditions relativement avantageuses ? Mais aussi nous avons perdu en temps ce que nous gagnions en argent.

Je pense qu'en raison des vacances qui approchent et des nombreux départs dont elles sont l'occasion il sera prudent de reporter à octobre prochain la distribution de l'*Annuaire-Bulletin*. Nous y joindrons, en tout cas, le tome I^{er} de la *Correspondance secrète du Comte de Broglie avec Louis XV* qui vient de paraître et dans lequel vous trouverez, après une importante introduction, 199 lettres transcrites et annotées par MM. Antoine et Ozanam sur un total de 461

que le comte de Broglie adressa confidentiellement au roi de 1756 à 1774. Il s'agit là d'un dossier considérable constitué dans sa majeure partie de documents inédits conservés aux archives du Ministère des affaires étrangères et dont la publication renouvelle ce que nous savions de la diplomatie secrète de Louis XV grâce aux travaux de Boutaric, du duc de Broglie et d'Emile Bourgeois. Les auteurs de ce volume s'attachent déjà à la mise au point du second et nous devons leur être reconnaissant de la contribution de choix qu'ils viennent d'apporter à l'enrichissement de nos collections.

L'*Annuaire-Bulletin* et la *Correspondance secrète du comte de Broglie* nous seront distribués au titre de l'exercice 1954-1955. Ils seront suivis l'année prochaine du tome XIII de la *Chronique* de Froissart dont M. Albert Mirot a repris après son père l'édition et peut-être du tome I^{er} des *Lettres de Henri III* dont j'ai remis le manuscrit il y a plus de six mois à notre imprimeur ordinaire M. Daupeley sans que j'aie d'ailleurs reçu de lui aucune épreuve à ce jour, tant est grand l'encombrement où il se trouve présentement : et c'est ainsi que l'une des promesses que je vous avais faites n'a pu devenir réalité. Par contre nous avons fait un grand pas en avant pour les deux autres publications que nous avons en chantier. En effet, nous nous sommes assuré d'abord l'aide de M^{me} Clémencet pour la mise au point, sous la direction de M. Tessier, du manuscrit des *Annales de Saint-Bertin* établi à la suite de Félix Grat par Léon Levillain. Nous avons ensuite proposé au Conseil général des Vosges un contrat aux termes duquel le département, faisant sienne une suggestion de M. Pierre Marot, mettra tous les ans à la disposition de notre Société une somme provenant d'une légère majoration du droit d'entrée à la maison de Jeanne d'Arc à Domremy, somme dont le montant, comptabilisé à part, doit permettre la réédition des procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc publiés jadis dans nos collections par Jules Quicherat et depuis longtemps épuisés, comme l'est aussi l'édition qu'en a donnée voici bientôt trente ans Pierre Champion. Pour cette entreprise nous nous sommes assuré le concours du R. P. Doncœur, de M^{lle} Yvonne Lanhers et de M. Tisset, professeur à la Faculté de droit de Montpellier qui en auront la direction : leurs noms suffisent à garantir la qualité de la collaboration qu'ils nous offrent et, il y a tout juste quatre jours, le Centre national de la Recherche scientifique nous a consenti quelques crédits de vacations pour nous permettre de commencer, sans plus attendre, l'établissement du texte. Ainsi notre Société se verra-t-elle associée aux manifestations qui se succèdent cette année même pour la célébration du quatrième centenaire de la réhabilitation de Jeanne d'Arc en reprenant les publications de deux érudits qui comptent parmi les meilleurs historiens de l'héroïne et qu'elle compte aussi parmi ses anciens présidents.

Est-ce là, Mesdames, Messieurs, tout ce que nous avons fait et

que nous pensons faire ? Je réponds oui et sans crainte car nous demeurons ainsi fidèles à la pensée de ceux-là mêmes qui, réunis autour de Guizot un jour de décembre 1833, décidèrent de fonder une « société littéraire », comme on disait alors à l'effet de publier les documents régionaux relatifs à l'histoire de France dans la langue où ils ont été écrits ou en traductions. La Société de l'Histoire de France, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, n'a pas eu, dans son principe, d'autre raison d'être et elle peut être fière, à bon droit, de ce qu'elle a apporté au monde savant depuis 122 ans qu'elle existe et qu'elle travaille. Votre présence ici même est un encouragement à nos efforts qui, je crois bien, et nous pouvons le dire sans fausse honte, sont plus méritoires que ne l'étaient ceux de nos prédécesseurs. Vous en savez les raisons et je ne veux pas ouvrir ici un débat qui serait toujours d'actualité s'agissant des sociétés savantes et de la place qui leur est laissée dans le monde moderne et ses agitations mais ne pourrait se justifier quant à nous que si nous renoncions à nous-mêmes.

Je n'ignore pas, bien sûr, les dangers que comporte une telle attitude mais je me sens aussi plus à l'aise de m'en faire l'avocat en ces jours où se célèbre un autre centenaire, celui de la mort d'Augustin Thierry. Nous sommes impatients d'entendre tout à l'heure ce que nous dira M. Pierre Moreau des rapports d'Augustin Thierry et de Michelet ; le beau livre si documenté et si alerte qu'il a consacré naguère à *l'Histoire en France au XIX^e siècle* nous commandait de nous adresser à lui pour cette évocation. Si Augustin Thierry ne figure pas au nombre des premiers fondateurs de notre Société, il porte sur la liste de nos membres que nous gardons religieusement depuis l'origine, le n° 312 et dès 1839 il faisait partie de son Conseil d'administration où il avait sa place désignée. Car le retour aux sources, la longue et patiente recherche des « monuments » comme on disait aussi de notre histoire, Augustin Thierry en a fait l'essentiel de ses préoccupations ; ce qui demeura le plus utile de son œuvre ce sont les documents qu'il a réunis et c'est une manière d'hommage que lui rendait déjà notre Société en accueillant dans son *Annuaire-Bulletin* de 1944 le savant travail de recension et d'explication des fichiers des documents relatifs à l'histoire du Tiers-Etat, que nous devons à l'un de nos confrères M. Bautier.

Nous n'avons peut-être plus l'enthousiasme d'Augustin Thierry et de ses contemporains mais il est beau qu'une association privée comme nous sommes s'attache encore de nos jours à une œuvre aussi désintéressée que peut l'être la publication de documents suivant les meilleures méthodes de la critique. Selon des méthodes de travail qui sont incompatibles, dira-t-on, avec le rythme de la vie moderne ? Cette objection je l'ai trouvée tout récemment formulée mais je ne pense pas que nous ayons à nous en formaliser car c'est le rythme de la vie moderne qui ralentit et risque de compromettre tout travail d'érudition digne de ce nom.

Est-ce à dire que nous devons vivre repliés sur nous-mêmes sans voir ni entendre ce qui se passe autour de nous ? Non pas car, ce faisant, nous irions aussi à l'encontre d'un autre article de notre règlement qui porte que « Elle [la Société] entretient des relations avec les savants qui se livrent à des travaux analogues aux siens ». Et, reconnaissons le, nous avons un peu perdu de vue cet aspect nécessaire de notre activité. Je suis frappé notamment du peu d'ouvrages qui nous sont adressés et qui venaient jadis enrichir si nombreux notre bibliothèque. Or il appartient à chacun d'entre nous de maintenir ces contacts indispensables, à vous Messieurs, de présenter à votre conseil vos suggestions mais sans dévier de nos préoccupations essentielles, à nous tous d'élargir le champ de notre action et d'accroître aussi nos moyens en recrutant de nouveaux adhérents et qui n'omettent pas de payer leur cotisation. J'ai fait allusion, il y a un instant à la liste de nos membres, que nous avons depuis notre fondation : ouvrons-la et nous verrons que le dernier de nos adhérents a en face de son nom le n° 3349. Ainsi de 1834 à 1956 ce sont en 122 ans 3349 personnes seulement qui ont composé la Société de l'Histoire de France ; et nous voilà ramenés à beaucoup de modestie. Ce sont elles pourtant qui nous ont permis de placer sur notre dernière publication, la *Correspondance secrète du Comte de Broglie* que vous allez recevoir, un autre numéro d'ordre : 459 et voici que notre modestie se teinte d'une légitime fierté, car si je compte bien, c'est ainsi près de 4 volumes par an que depuis sa fondation la Société a publiés et ce rythme me paraît s'accorder assez bien avec ces urgences que l'on nous accuse de perdre de vue.

Prenons garde toutefois de ne pas nous satisfaire trop vite d'une réussite incontestable et reconnaissons aussi que sans les subventions que nous recevons régulièrement depuis déjà bon nombre d'années de la Recherche scientifique nous aurions peut-être été obligés de déclarer forfait. Or le risque demeure toujours derrière la réussite apparente et c'est à nous seulement qu'il revient de le conjurer.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS
SUR L'ÉTAT DES FINANCES DE LA SOCIÉTÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1955

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte de la situation financière de la Société au 31 décembre 1955.

RECETTES

I. *Cotisations :*

Cotisations de l'année 1955 à 1.000 francs	164.000 fr.
Cotisations de l'année 1955 à 1.500 francs (étran- gères)	18.000
Cotisations arriérés	12.800
Cotisations anticipées.....	8.000

II. *Vente de volumes*..... 55.850

III. *Intérêts des fonds placés* 6.235

IV. *Dons divers*..... 16.000

V. *Reliquat de l'exercice 1954*..... 614.003

Total 894.888.

DÉPENSES

Dépenses d'administration (frais de poste, convocations aux séances de l'Assemblée Générale et du Conseil, frais de bureau).....	37.669 fr.
Frais de garde, timbres et commissions dus au Crédit Foncier.	883
Gratifications	2.000

Total 40.552 fr.

Balance

Recettes.....	894.888 fr.
Dépenses	40.552

Excédent de recettes..... 854.336 fr.

L'année 1955 a été pour la Société de l'Histoire de France une année d'attente, consacrée à la préparation de deux publications très importantes, longues, méritoires, délicates et dont on vient de vous parler. Elles vont être bientôt distribuées. Aussi nos comptes ne portent cette fois-ci que les dépenses d'administration, les frais dus au Crédit Foncier, les gratifications qui ne s'élèvent qu'à la somme ordinaire et prévue.

En revanche, on peut constater aux recettes que nos sociétaires fidèles (toujours les mêmes) ont bien acquitté leurs cotisations, tandis que les retardataires (toujours les mêmes aussi) n'ont pas entendu notre appel. Nous le renouvelons encore, espérant ne pas être forcés de recourir à des moyens plus rigoureux, désagréables pour nous tous et coûteux pour notre trésorerie. La vente de nos ouvrages a été moins active. Mais, grâce au reliquat de l'exercice précédent, l'excédent de recettes atteint le chiffre de 854.336 francs.

Qu'on ne s'y trompe point toutefois. Il comprend en effet les subventions qu'à divers titres et sous des formes un peu différentes nous avons reçues, toujours avec la même régularité dont nous lui sommes toujours reconnaissant, du Centre National de la Recherche Scientifique, c'est-à-dire l'aide qui nous est nécessaire pour faciliter l'édition de nos ouvrages, dont le prix approche du million, quand il ne le dépasse pas. Et, grâce aux traditions suivies depuis de nombreuses années déjà chez notre imprimeur de Nogent-le-Rotrou nous avons la possibilité de nous libérer par acomptes échelonnés, qui sont devenus maintenant absolument indispensables.

Nous y procéderons, dès qu'il le demandera, et c'est pourquoi nous avons dressé le projet de budget suivant que nous vous prions d'approuver et de voter :

Projet de budget pour l'exercice 1956

RECETTES

Cotisations	190.000 fr.
Vente de volumes	60.000
Intérêts des fonds placés	6.000
Fonds provenant du Centre national de la Recherche Scientifique	250.000
Reliquat de l'Exercice 1955	854.336
Total	1.360.336 fr.

DÉPENSES

Impressions.....	1.000.000 fr.
Frais de distribution	70.000
Papier	150.000
Dépenses d'administration et autres frais	45.000
Total	1.265.000 fr.

Excédent de recettes 95.336 fr.

Certifié exact et conforme aux écritures du Trésorier.

Les Censeurs,

Carlo LAROCHE

André VERNET.

AUTOUR D'UNE RENCONTRE D'AUGUSTIN THIERRY ET DE MICHELET

Je n'aurais pas osé accepter une flatteuse invitation, et parler d'un historien devant des historiens, si je n'avais à mettre sous leurs yeux une page émouvante, d'une encre bien pâlie, d'une écriture fine et serrée : une de ces feuilles volantes où l'on enregistre les impressions de la veille avant qu'elles ne commencent à s'effacer.

Que ne donnerions-nous pas pour avoir, de la main d'un témoin, le récit de la première visite, célèbre et décisive, de Sainte-Beuve à Victor Hugo ; ou de cette première rencontre où Chateaubriand et Lamartine, à l'Abbaye-aux-Bois, se mesurèrent du regard ! Voici, dans ces quelques lignes d'un observateur aigu, minutieux, les deux grands créateurs de l'imagination historique d'un siècle, Augustin Thierry et Michelet, face à face, le lundi 9 octobre 1837. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une première visite. A travers la courtoisie mesurée et prudente des paroles, il semble que les fers se croisent. L'aveugle illustre qui a vu tant de choses, cherche à percer cette pensée hardie qui se voile encore ; le jeune maître, qui ne s'est pas encore déchaîné en symboles, se garde et se surveille, comme un dueliste se fend.

Le témoin est un bibliothécaire, Ferdinand Denis, qui fait alors un stage au Ministère, qui sera, au mois de janvier prochain, à la bibliothèque Sainte-Geneviève dont il deviendra administrateur en 1865. Son témoignage n'est pas inédit : je l'ai publié voici un quart de siècle, mais en un de ces lieux qui équivalent à de l'inédit. Je voudrais le lire, pour nous situer d'emblée en face de ces deux hommes auxquels les historiens doivent d'avoir leur chapitre dans les histoires littéraires :

« 10 octobre 1837 : hier soir j'ai vu chez Augustin Thierry, Michelet, l'homme de cette époque que je désirais connaître. Il est vieux avant l'âge, mais de ton et de manières parfaitement convenables. Il était curieux de voir les deux grands historiens en présence. Thierry a fait des demandes et n'a obtenu que des réponses fort mesurées. — Combien de volumes donnerez-vous à votre *Histoire de France* ? — Huit — Quel espace de temps comptez-vous employer à cette publication ? — Mais toute la vie — Vous occupez-vous en ce moment d'[un] autre livre ? — Oui, d'une histoire du Christianisme. — Et à quand la publication ? — Oh ! après ma mort — Vous crai-

gnez donc de renverser ? — Non, mais quand on a un tel livre sur le chantier, il est bon d'y travailler toute la vie et jusqu'au dernier jour.

« J'ai alors parlé de la vie du Christ publi[ée] en Allemagne et de l'idée de la formation du mythe chrétien, [il s'agit évidemment de la *Vie de Jésus* de Strauss, qui vient de paraître en 1835-36]. Les deux hommes habiles sont demeurés d'accord de la personnalité du Christ manifestée par les Evangiles. Bien d'autres choses curieuses et graves ont été dites, mais ... qui peut reproduire les entrelacs de la conversation ? »

Certes, nous voudrions pouvoir les suivre, tous ces entrelacs de la conversation. Mais nous en avons entendu assez pour avoir compris. Combien de livres ? — Huit livres ... et nous savons que douze volumes suffiront à peine au moyen âge. Toute la vie ... et nous savons les innombrables tentations étrangères qui déjà sollicitent Michelet et qu'Edgar Quinet attisera. Il est bon d'y travailler jusqu'au dernier jour... et l'auteur de l'*Introduction à l'histoire universelle* a déjà trahi son secret, qui est d'aller, par l'histoire, au delà de l'histoire même, et d'allier en une synthèse vraiment religieuse toutes les ambitions intellectuelles de l'homme. Mais, de son côté, par son enquête qui investit peu à peu cette place si bien gardée, Augustin Thierry trahit sa propre préoccupation. Quel est-il donc, ce Michelet qui suit un itinéraire inconnu. « Vous craignez donc de renverser ? » Il renverse en effet ; et d'abord il renverse l'histoire telle que la concevait la génération d'esprit de Thierry. Pourtant trois années seulement séparent Thierry de Michelet, tandis que Thierry est de douze ans le cadet de Barante. Est-il même sûr qu'ils s'entendent quand ils condamnent Strauss ? Le condamnent-ils pour les mêmes raisons ? ... Les entrelacs de la conversation peuvent bien brouiller les pistes ; les œuvres de ces deux hommes suffisent à tout dire. Elles révèlent deux génies, et ce sont tous deux les génies de l'histoire romantique, mais ce sont des génies qui s'opposent.

L'un va chercher au fond des temps les races pour plaider leurs causes, et pour en faire les causes des classes ; l'autre arrache aux fatalités du passé les masses pour les pousser vers un avenir selon son cœur.

Apparemment, nombre de traits les rapprochaient. Michelet exprime plus d'une fois l'admiration que lui inspirait Thierry. A tel de ses anciens élèves, professeur à Metz, il recommandait, en octobre 1829, la lecture des historiens : Sismondi, Roberston, Thierry, « Ce dernier doit-être votre principal modèle ». Dans son *Introduction à l'histoire universelle*, il plaçait Thierry, le Thierry de la *Conquête de l'Angleterre par les Normands*, à côté de Byron, pour l'évocation et le commentaire de la vie maritime des Anglais et du génie d'ancestrale piraterie, qui est dans le sang de ces conquérants des mers. Dans cette

même *Introduction*, il renvoyait au quatrième volume de cette même *Conquête*, pour dire la séculaire attente des Gallois, que le retour d'Arthur doit affranchir de leurs maîtres. Il y disait aussi la supériorité de celui qui dominait les écoles historiques contemporaines et échappait aux limites de son propre groupe : « Il a respecté la liberté morale plus qu'aucun historien de notre époque, il n'a servi l'histoire ni au fatalisme de races, ni au fatalisme d'idées : un esprit aussi étendu repousse naturellement toute solution exclusive. »

Il a commencé par partager les théories de Thierry contre lesquelles il finira par réagir, surtout en ce qui concerne la race. Il se sent entraîné par les sujets traités par Thierry, et c'est pourquoi l'*Introduction à l'Histoire universelle* fait une place privilégiée au choc des races en Angleterre ; les temps Mérovingiens se profilent, dans son *Histoire de France*, derrière l'évolution des invasions barbares. Il ne voit pas d'honneur plus grand pour Niebuhr, que d'avoir été le prédécesseur d'Augustin Thierry : « Quelles que soient, dit-il en 1831 dans son *Histoire Romaine*, les variations de Niebuhr, il a la gloire d'avoir dès 1812 (douze ans avant l'admirable ouvrage d'Augustin Thierry) compris toute l'importance de la question des races. » N'est-ce pas d'ailleurs par les races qu'il explique lui-même, dans cette *Histoire Romaine* la lutte de Rome et de Carthage ? Il a, à cette époque, toute la déférence du cadet, un peu celle du disciple. Mais nous sommes encore à six ans de la rencontre que j'évoquais tout à l'heure.

Une autre rencontre pouvait être ménagée entre eux, une rencontre idéale, dans l'empire du romantisme. Quelle que soit celle des deux ou trois définitions plausibles du romantisme que l'on adopte, tous deux sont romantiques. De là, notre étonnement. L'histoire est science, et le romantisme est poésie ; l'histoire est critique, et le romantisme est enthousiasme et inspiration.

Mais il se trouve qu'à une époque de notre littérature (et c'est précisément l'époque où ils ont vécu) l'histoire a été inséparable du mouvement poétique. Les analogies de Thierry et de Michelet tiennent à ce qu'ils participent au même mouvement poétique ; leurs différences, à ce qu'ils l'ont rencontré à deux moments différents de ce mouvement. L'histoire n'a pas encore la tentation de s'enfermer en elle-même. On n'oppose pas encore professeur à chercheur ; aussi Michelet peut-il, sans complexe d'infériorité, être professeur, et même professeur de philosophie en même temps que d'histoire. On ne sépare pas la recherche sérieuse du journalisme ; aussi Thierry a-t-il pu débiter par le journal, et même y faire de la critique d'art aussi bien que de la critique historique. Mais, quand on serre de près la notion de romantisme, on découvre plus aisément ce qu'elle repousse que ce qu'elle est positivement. Ce qu'elle est, est contradictoire ; ce qu'elle repousse est clair et fort bien déterminé. Ne nous étonnons

pas que Thierry et Michelet se ressemblent bien davantage par ce qu'ils ne sont pas que par ce qu'ils sont.

Ce qu'ils ne sont pas, pour le savoir il n'est que de regarder vers les historiens du *xvii^e* et du *xviii^e* siècles, vers l'histoire abstraite, vers l'histoire composée en tragédie pseudo-classique, vers les idéologues ; vers certains Anglais qui dominent l'esprit de Guizot ; vers Mably, vers Raynal. A la vérité, Michelet prononcerait à leur rencontre une condamnation plus nuancée que Thierry. Je sais bien qu'il fait disparaître dès 1835 l'hommage à Guizot qu'il avait placé en 1833 en tête de son *Histoire de France*. Mais jusque dans son tome XVI, il adresse un magnifique hommage à l'*Essai sur les mœurs* et à « la grande armée historique » du *xviii^e* siècle, « les Mably, les Raynal, les Hume, Gibbon, Robertson ». Il n'en reste pas moins, comme Thierry, un historien du nouveau siècle, qui réagit contre le rationalisme du siècle passé, et met, à tout ce qu'il touche, de l'imagination, de la passion, du feu.

Il serait facile de mettre face à face des textes. On se rappelle les hallucinations de Michelet aux Archives ; mais il y avait longtemps alors que Thierry avait écrit au livre IV de sa *Conquête de l'Angleterre* : « Il y a sept cents ans que ces hommes ne sont plus, que leurs cœurs ont cessé de battre pour l'orgueil ou pour la souffrance ; mais qu'importe à l'imagination ? Pour elle il n'y a point de passé, et l'avenir même est du présent. » Il y avait longtemps aussi, que dans sa première *Lettre sur l'Histoire de France* il avait demandé à l'historien « une sensibilité assez vive pour s'attacher à la destinée de toute une nation et la suivre à travers les siècles comme on suit les pas d'un ami dans un voyage périlleux ». *In urna perpetuum ver*, Michelet jettera ce mot dans un coin de son journal. Le passé est vivant. L'historien souffre de sa souffrance, Thierry le dira en tête de ses *Dix ans d'études historiques*. Souffrance qui ira jusqu'au déséquilibre, jusqu'à la convulsion chez Michelet ; qui chez tous deux va jusqu'au lyrisme, discret ou retentissant, plaintif ou rugissant, monodique ou orchestral. Ils ont les mêmes amis, les mêmes ennemis. Ils vont au peuple (au singulier) et aux peuples (au pluriel) ; aux formes primitives de la société humaine. Seulement, le peuple s'appelle plus souvent *Commune* ou *Tiers Etat* chez Thierry, et plus souvent *peuple* chez Michelet ; le monde à demi barbare est plus souvent vu à travers Walter Scott chez Thierry, plus souvent rêvé à travers Vico chez Michelet. Si tous deux critiquent l'action temporelle de l'Eglise, la critique est plus nuancée chez Thierry ; elle prend déjà (il serait aisé de le montrer à l'aide de textes d'une subtile irisation) je ne sais quelle coloration rénannienne. Renan, d'ailleurs, reconnaîtra en Thierry son « père spirituel ». Et je n'ignore pas que ses relations avec Michelet, pour être moins avouées, restent perceptibles à des contemporains comme les Goncourt ; mais les Goncourt ajoutent, en

lisant les *Apôtres* de Renan : « C'est du Michelet *jénelonisé*. » *Fénelonisé* : voilà le mot ; il indique la distance de Renan à Michelet, mais il suggère peut-être aussi la distance de Michelet à Thierry.

Il en est d'autres encore. Elles ne tiennent pas seulement au tempérament, mais à la méthode. Dans ses *Considérations sur l'Histoire de France*, Thierry exprime l'inquiétude que lui inspire une certaine façon nouvelle de concevoir à l'école de Vico, dans un faux jour de psychomachie où les événements ne sont plus que des signes d'idées et ne fait-il pas allusion à Michelet autant qu'à Quinet ? Il regrette la génération de sa jeunesse, perdue pour l'histoire, annexée par la politique. Il le dit à Villemain en 1833, comme Chateaubriand le dit, la même année, à M^{me} Augustin Thierry : « Ses imitateurs ont dépassé le but... Il fallait ce mélange exquis de raison, de goût et d'imagination de Monsieur Thierry pour élever l'histoire à la poésie sans lui faire perdre la vérité. »

Michelet, de son côté, maugrée tout bas, affirme son indépendance. Dans une lettre de 1837, l'année même de l'entretien relaté par Ferdinand Denis : « M. Thierry avait beaucoup parlé de *racés*, les prenant comme élément primitif et non explicable. Moi, j'ai donné pour la France les circonstances de *sol* et de *climat* qui forment et dominant la race... » Et, dans des notes capitales de 1871-1872, citées par Gabriel Monod, au tome I de son œuvre magistrale, p. 194, il déclare qu'il a fait réaction contre tous les historiens de 1830.

Deux hommes qui ne sont pas arrivés le même jour à l'autorité, ni même à la maturité ; l'un a vu l'invasion à l'âge où l'on souffre de l'oppression, où l'on en tire un déchirant *Vae victoribus*, une volonté de fidélité, une protestation contre les usurpations du hasard, dont la moins tyrannique n'est pas le déterminisme géographique.

Dans un article *Sur le caractère national des Ecossais*, il protestait d'avance contre une des futures idées directrices de Michelet : « Les nouvelles recherches physiologiques d'accord avec un examen plus approfondi des grands événements, prouvent que la constitution physique et morale des peuples dépend bien plus de leur descendance et de la race primitive à laquelle ils appartiennent que de l'influence du climat sous lequel le hasard les a placés. » Michelet a vu l'invasion à cette heure de l'adolescence, où l'on se redresse en regardant l'avenir, et en jetant son défi au passé qui nous a infligé de telles épreuves. Qu'importe la chronique ? *Scribitur ad probandum non ad narrandum*. On écrit pour prouver et d'abord pour se prouver à soi-même. Plus de chroniques : des épopées.

Un voisin de Thierry dans le champ historique, Barante, avait lui aussi, et dès 1828, protesté à sa manière contre le courant qui conduisait à Michelet : « C'est sans doute, disait-il, un spectacle magnifique que le déroulement de la destinée du genre humain : il faut un grand esprit pour apercevoir le lien de toutes les causes et de tous

les effets, pour dominer au-dessus de tous les événements humains de si haut, que, perdant de vue les individus, on ne distingue nettement que les masses. L'imagination s'anime par un tel aspect. Elle se fait de toutes les abstractions un monde vivant et réel, une *épopée lyrique*, devant laquelle semble pâlir le *drame* de l'histoire. Mais ces sublimes formules ne comprennent pas l'humanité tout entière... C'est l'humanité, soit ; mais l'humanité moins l'homme. » Le coupable dénoncé dans ces lignes, peut-être est-ce Victor Cousin ; mais par une légitime manœuvre d'enveloppement stratégique, c'est précisément Victor Cousin que Thierry mobilise, dans ses *Considérations sur l'histoire de France*, contre l'histoire comprise à la manière de Michelet : « Il faut que l'histoire soit ce qu'elle doit être, et qu'elle s'arrête à ses propres limites, dit M. Victor Cousin ; ces limites sont les limites mêmes qui séparent les événements et les faits du monde extérieur et réel, des événements et des faits du monde invisible des idées. »

Si, maintenant, nous écoutons ce que Michelet dit à ses amis, en cette année 1833 où Thierry se plaint de la nouvelle école et où Chateaubriand ne veut connaître d'autre école que celle de Thierry, nous aurons l'autre partie du dialogue, de ce dialogue secret, imperceptible, qui double, *mezzavoce*, l'entretien de 1837, dont nous suivions tout à l'heure, les entrelacs : « L'école pittoresque a été superficielle, écrit-il dans une note de cette année-là. Elle ne dit rien de la vie intérieure. Elle n'a point parlé de l'art, ni du droit, ni de la religion, pas même de la géographie, qui était, plus qu'aucune chose, nécessaire à son point de vue. L'école philosophique a été sèche et ennuyeuse. Elle analyse elle ne raconte jamais. Leurs ouvrages sont des tas de pierres, rien de plus. Ils n'ont ni cœur, ni sentiment de l'art, ils ne savent pas que cela vit, se meut, que tous ces éléments, philosophie, religion, art, droit, littérature, s'engendrent les uns les autres. Les pittoresques m'assomment de détails ; les soi-disant philosophes, d'abstraction sans profondeur, sans fécondité. »

Assurément, quand il dit « les pittoresques », « l'école pittoresque », Michelet ne pense pas à Thierry : il y a assez de Barante, de Saint-Aulaire, d'Alexis Monteil et de Bazin pour qu'on leur fasse l'application de ces jugements. Mais il trace son propre programme de travail, et ce programme est distinct de tout ce qui l'a précédé, et, en particulier, de Thierry. Ce qui ne l'empêche pas de revenir, comme à un premier maître abandonné, aux livres de son aîné. Il y trouve même, à mesure que l'expérience, le malheur et cet art si humain de dominer le malheur tout en s'y soumettant transforment la tonalité d'Augustin Thierry, une beauté plus émouvante, et comme le message d'un homme qui se met dans tout ce qu'il écrit. Un an après cette lettre de 1833, qui semble une hécatombe d'historiens, il écrivait à l'auteur des *Récits des Temps mérovingiens* : « Vous avez acquis

un nouveau mérite de style : la grâce. Cette grâce, cette douceur, cet abandon de tout sentiment amer sont une chose bien touchante... »

Voilà un aveu qui réconcilierait, s'il en était besoin, celui qui a parlé comme personne de Galeswinthe avec celui qui a parlé comme personne de Jeanne d'Arc.

Pierre MOREAU.

LA VIE DE LA SOCIÉTÉ

1957

Les séances du Conseil

Les séances régulières du Conseil de la Société de l'Histoire de France se sont tenues aux dates des 22 février, 29 mars, 3 mai, 9 juillet et 29 novembre, sous la présidence de M. de Montesquiou jusqu'au 9 juillet, et de M. Giard, nouveau président, le 29 novembre.

Comme on le sait, ces séances permettent aux membres du Conseil d'être tenus au courant de l'état des publications de la Société, de celles aussi qui sont reçues à notre bibliothèque, en même temps que de toutes les questions financières et variées qui peuvent intéresser la marche de la Société de l'Histoire de France.

Il a été procédé, lors de la séance du 9 juillet, à l'élection du bureau pour l'année 1957-1958. M. Giard, premier vice-président, prend possession du fauteuil présidentiel. M. G. Tessier, second vice-président, devient premier vice-président, cependant que M^{lle} Droz est élue second vice-président. M. Michel François, secrétaire, et M. Bernard Mahieu, secrétaire-adjoint, sont confirmés dans leurs mandats respectifs. M. Ernest Lyon étant, pour raisons de santé, démissionnaire de la charge de trésorier, M. André Vernet est élu pour lui succéder, et M. Michel-Dansac demeure trésorier-adjoint.

Au comité des Publications sont réélus, le même jour, MM. Brunel, Marot, Perrat, Pouthas, Renouvin et Samaran ; et au Comité des Fonds, MM. Célier, Marot, de Pange et Tessier.

L'Assemblée générale du 6 juin procède à la réélection des membres du Conseil dont le mandat venait à expiration en 1957 : MM. Brunel, Célier, M^{lle} Droz, MM. Laroche, Lemoisne, Léonard, de Lévis-Mirepoix, Martin-Chabot, Michel-Dansac et Perrat.

D'autre part, a été élu pour siéger jusqu'en 1958, en remplacement de M. Louis Madelin, décédé, M. André Vernet. M. Vernet est remplacé dans les fonctions de censeur par M. Michel Antoine ; M. Coquebert de Neuville est confirmé dans les mêmes fonctions de censeur.

Le Conseil de la Société a eu à déplorer, au cours de l'année 1957, la perte de trois de ses membres : MM. de Pange, décédé le 20 juillet, Ritter, le 18 septembre, et Lyon, le 19 octobre.

Publications de la société

Si, malheureusement, aucune publication n'a pu, au cours de l'année 1957, être distribuée aux sociétaires, le Conseil s'est préoccupé très activement, cependant, de toutes celles qui sont en cours, et d'un programme que l'année 1958 — qui sera très importante pour les éditions de la Société — permettra de réaliser.

Au premier rang de ces préoccupations figure le tome XIII des *Chroniques* de Froissart. Les derniers placards à la date du 9 juillet, avaient été corrigés par M. Mirot et revus par M. Brunel. Au 29 novembre, le tirage était à peu près achevé, et il était possible de prévoir la distribution du volume dans la première quinzaine de janvier 1958. Mais déjà il faut envisager la préparation du tome XIV. M. François faisait savoir, le 3 mai, qu'un crédit de vacations de 85.000 francs avait été affecté par le Centre National de la Recherche Scientifique pour la préparation du tome XIV. La bénéficiaire de ce crédit, M^{lle} Guerne, conservateur aux Archives Nationales, a travaillé durant les trois derniers mois de l'année, en relation étroite avec M. Mirot, à la mise au point de ce texte. A la date du 29 novembre, ce travail se poursuivait dans les meilleures conditions.

La préparation du tome I des *Lettres* de Henri III se poursuit également. Le 30 novembre, M. François annonçait que 14 placards étaient composés et corrigés, que les chapitres 5 à 8 se trouvaient à la composition, et que le chapitre 9, embrassant les numéros 967 à 1007 était prêt pour l'impression. La publication est compliquée du fait de la découverte constante de nouveaux documents. Mais il y a bon espoir d'achèvement au cours de 1958.

Les *Annales de Saint-Bertin* ont été l'objet d'une nouvelle maquette et d'une réduction de l'introduction. Un nouveau devis était attendu lors de la dernière séance de l'année.

La publication de la suite de *Paris sous la Terreur* a pu être inscrite au plan du Centre National de la Recherche Scientifique. Le devis s'élève à 750.000 fr. qui seront couverts par un crédit en forme de subvention.

Quant au tome I du *Procès de condamnation de Jeanne d'Arc*, le travail se poursuit à un rythme rapide.

Au programme des publications de la Société s'inscrit, dès le 22 février, l'édition du *Journal de l'Assemblée des Notables* de 1787, préparé par M. Pierre Chevallier, d'après les Archives de Brienne. Le volume comprendra à peu près 250 pages.

Enfin il sera publié en 1958 un *Annuaire-Bulletin*, pour les années 1956-1957.

Questions financières et diverses

L'état de santé de M. Lyon, obligea celui qui fut, pendant vingt-quatre ans, le trésorier, si dévoué, de la Société, à demander à l'Assemblée générale, de le relever de cette charge. C'est avec la plus vive émotion que le Conseil a appris le décès, survenu le 19 octobre, de celui qui s'était pour ainsi dire identifié avec toutes les activités de notre Société.

M. Vernet qui lui succède donne, le 29 novembre, un aperçu très rapide de l'état financier. Déduction faite de toutes les factures payées aux imprimeurs, il demeure au compte courant de la Société la somme de 408.000 fr., à laquelle s'ajouteront bientôt 48.000 fr. versés par la librairie Klincksieck représentant la part de la Société sur le montant des ventes de ses publications. Le Trésorier insiste vivement sur la mauvaise rentrée des cotisations.

La chronique de notre société ne manquera pas de signaler l'amicale réunion d'hommage qui permit le vendredi 29 mars, à l'Ecole des Chartes, d'offrir à M. Charles Samaran, un exemplaire spécialement relié à son intention de la plaquette comportant le compte rendu de la cérémonie au cours de laquelle lui fut remise sa médaille et la bibliographie de ses œuvres éditée par les soins de la Société.

Assemblée générale du 6 juin 1957

L'Assemblée Générale a été ouverte à 16 h. 30 sous la présidence de M. le Comte de Montesquiou, président de la Société.

Etaient présents : MM. Bailhache, Barbey, colonel de Beauvillé, Brunel, Cartelle Chevallier, Dumesnil, de Failly, Fawtier, de Félice, François, Krebs, Laroche, Léonard, Marot, Martin-Chabot, Moutet, Léon Noël, Outrey, Perrat, Pinon, Renouard, Ritter, Samaran, Tessier, Vernet, M^{lle} Vieillard.

S'étaient excusés : MM. Aubry, Bataillon, de Billy, général Bonnasieux, Braibant, Célier, de Courcel, M^{lle} Droz, MM. Giard, Girod de l'Ain, duc de Gramont, duchesse de la Rochefoucauld, M^{lle} Lehoux, MM. Lyon, Mahieu, de Neuville, Renouvin, Rivet, Spadale, Sterlin, Sylvestre, Thomas, de Vaux de Foletier.

L'Assemblée entend la lecture :

1^o Du discours de M. le Président (voir p. 29).

2^o Du rapport de M. François, secrétaire, sur la vie et les travaux de la Société pendant l'année 1956-1957 (voir p. 41).

3^o Du rapport de MM. Vernet et de Neuville, censeurs, sur les comptes des recettes et dépenses pendant l'exercice 1956-1957 et du

projet du budget pour 1957-1958. Les conclusions de ce rapport approuvant la gestion et les comptes de M. Lyon, trésorier, sont mises aux voix et adoptées à l'unanimité des membres présents (voir p. 46).

L'Assemblée procède ensuite à la désignation des membres du Conseil appelés à siéger jusqu'en 1961. Sont réélus :

MM. Brunel.

Celier.

M^{lle} Droz.

MM. Laroche.

Lemoisne.

MM. Léonard.

Lévis Mirepoix (de).

Martin-Chabot.

Michel-Dansac.

Perrat.

Est élu membre du Conseil, en remplacement de M. Louis Madelin décédé, M. André Vernet.

Est réélu censeur M. Coquebert de Neuville et est élu censeur, en remplacement de M. Vernet, M. Michel Antoine.

M. Albert Krebs, membre de la Société, fait ensuite une lecture sur « La Fayette et le problème de l'esclavage », (voir p. 49). La séance est levée à 18 h. 15.

DISCOURS DE M. LE COMTE BLAISE DE MONTESQUIOU
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
PENDANT L'EXERCICE 1956-1957

Mesdames, Messieurs,

Chaque année, aux approches de l'Assemblée générale, l'un des premiers gestes qu'accomplit celui que vous avez honoré de la présidence de votre Société, c'est de feuilleter la longue série de vos *Bulletins* — et de vos *Annuaire-Bulletins*, — non pas en vue de plagier les discours de ceux qui l'ont précédé, mais pour se pénétrer de vos traditions et se montrer fidèle à votre esprit. Au cours de cette lecture pleine d'enseignements pour lui, il relève les noms de vos illustres fondateurs, Guizot, Thiers, Pasquier, Barante, Molé.. Il trouve, défini par eux, le but que votre Société s'était fixé dès l'origine et auquel, en dépit de difficultés sans cesse aggravées, vous êtes demeurés si exemplairement fidèles. Il apprend la signification de l'emblème que porte aujourd'hui encore, la couverture de vos publications : « un de ces flambeaux antiques, que se passaient de main en main, dans certaines fêtes, les initiés aux mystères » et qui devait être pour vous « comme le symbole d'un échange mutuel de connaissances mises en commun ».

De ces traditions si pieusement observées, il n'en est pas qui vous honore davantage que votre fidélité au souvenir de vos confrères disparus. Cette année, hélas, c'est un de nos membres les plus éminents, l'historien Louis Madelin, dont nous avons à déplorer la perte. Il était né à Neuchâteau, le 8 mai 1871. Sa famille, originaire de Sallanches en Savoie, s'était fixée en Lorraine depuis deux siècles. Le père de notre confrère, procureur de la République à Bar-le-Duc, avait été contraint de donner sa démission à cause de ses opinions religieuses, mais était resté inscrit au barreau de cette ville. Sa mère, descendait de Louis-Ferdinand Bonnet, cet avocat qui avait assumé, non sans courage, la défense du général Moreau au risque d'encourir la colère de Bonaparte. De cette double ascendance Louis Madelin tiendra ce goût d'examiner les dossiers, de peser les témoignages, de rechercher les circonstances atténuantes, mais les prévenus dont il étudiera les cas, seront les principales figures de notre histoire de Révolution et de l'Empire, un Fouché, un Danton, un Talleyrand,

un Bonaparte. Après de solides études au collège de Bar-le-Duc puis à l'Université de Nancy, il est agrégé à vingt ans et vient à Paris, compléter sa formation, en suivant les cours de l'Ecole des Chartes et de L'Ecole pratique des Hautes Etudes. Envoyé par cette dernière à Rome, au Palais Farnèse, il fréquente la Bibliothèque Vaticane et y recueille la matière de deux de ces futurs ouvrages, *les Concordats conclus par la France avec le Saint-Siège* et *la Rome de Napoléon*. De retour en France, il est mûr pour aborder sa thèse de Doctorat. Le sujet qu'il a choisi et qu'il mettra plus de six ans à mener à terme, décidera de toute sa carrière d'historien.

Tel ces avocats, qui se complaisent aux causes perdues, il va, dans cette période de notre histoire de 1792 à 1815, chercher le personnage le moins attirant, le plus inquiétant qu'il y puisse trouver, Joseph Fouché. « Beaucoup d'honnêtes gens, dira-t-il, ont pris peur de me voir en aussi mauvaise compagnie ; m'ont engagé à ne me point laisser séduire.. par ce souple politicien ; à ne point devenir.. la dernière dupe de celui qui avait trompé tant de gens. Le fait se serait-il produit, que je serais.. en trop bonne compagnie pour m'en plaindre, car.. Carnot ou Barras, Robespierre ou La Fayette, Napoléon ou Louis XVIII, chacun fut à son heure victime de cet incomparable mystificateur ». Avec quelle lucidité Louis Madelin va suivre son « héros » dans les tours et les détours de son « invraisemblable carrière, décelant les mobiles secrets qui rendent compte de chaque volte-face, montrant sous l'apparente incohérence le but suivi, toujours le même : « Comme si Monsieur Fouché pouvait s'attacher fidèlement à quelqu'un d'autre qu'à lui-même ».

Avant 1789, il enseigne en soutane dans les collèges de l'Oratoire sans être lié par aucun vœu. « Quelques années plus tard, il siège à la Convention, représentant modéré des bourgeois conservateurs de Nantes. Survient le procès de Louis XVI ; trahissant le vœu de ses électeurs, Fouché suit la majorité qui se déplace vers la gauche. Au moment du vote, le *Moniteur* ne lui prête qu'un mot, d'une voix faible : « la mort ». Ce mot pèsera sur toute sa destinée. Il prend place maintenant parmi les pires éléments de l'Extrême-Montagne. Proconsul de l'an II, à Nevers, puis à Moulins, il se fait l'apôtre de la « Révolution intégrale » et de l'athéisme. A Lyon, il préside aux sinistres mitraillades de la plaine des Brotteaux. De retour à Paris, c'est lui qui va mener la lutte contre l'Incorruptible, qui règne par la peur sur la Convention. Fouché agit dans les couloirs plutôt qu'à la tribune. Les derniers jours, il reste dans la coulisse, mais tous les fils de l'intrigue passent par ses mains. La veille du 9 thermidor, c'est Fouché qui donne l'ordre à Barras et à Tallien : « C'est demain qu'il faut frapper ».

Louis Madelin a montré « l'énorme malentendu » qui s'établit au lendemain de la mort de Robespierre. Cette « Révolution de sérail »

est en grande partie l'œuvre de terroristes compromis dans les pires massacres. Ils ont tué l'homme qui voulait les tuer. Rien de plus. Mais la population accueille l'événement avec des transports de joie, comme la fin d'un effroyable cauchemar. Tandis que Barras, Tallien, Fréron, tout aussi « éclaboussés de sang » que Fouché, prennent audacieusement la tête de la réaction, ce dernier, par peur des comptes à rendre, demeure « montagnard impénitent ». Décrété d'accusation, sur une plainte des Lyonnais, il est amnistié aux derniers jours de la Convention et cherche à se faire oublier.

Informateur secret du Directeur Barras, il s'inquiète des progrès des royalistes aux élections de l'An V 20 mai 1797 et s'efforce d'entrer en contact avec les « agences royales ». Ses avances sont reçues par l'abbé de Montesquiou « avec un étonnement scandalisé et une grande dureté de termes ». Il est rejeté dans une attitude d'hostilité à toute restauration.

Au bout de cinq ans, le Directoire tombe en pourriture. Barras, qui négocie secrètement avec le « comte de Lille » et Siéyès, qui cherche le soldat heureux, qui accepterait de sa main la constitution qu'il élabore, ces deux hommes qui se haïssent, tombent d'accord pour désigner Fouché comme ministre de la Police générale. Le décret qui le nomme lui paraît « clore la Révolution ». Il devient le représentant de l'ordre et veut un régime « révolutionnaire en ses origines, mais conservateur en sa politique », un régime surtout qui protège les hommes comme lui, que la Révolution a compromis.

Au retour d'Egypte de Bonaparte, les conspirateurs de Brumaire se croient sûrs de Fouché. La veille du grand jour, le « pâle professeur » exhorte à l'action le « vainqueur de Rivoli ». Il réorganisera la Police et créera une division de la *police secrète*, qui lui permettra d'être supérieurement informé.

En 1802, Fouché ne se montre point partisan du Consulat à vie. Il intrigue auprès du Sénat, qui n'accorde qu'une prolongation de dix ans. Fouché est écarté, et son ministère provisoirement supprimé.

Le disgracié, n'en continue pas moins son métier de policier. Au moment où la police officielle ne prévoit rien, il écrit à Bonaparte : « l'air est plein de poignards ». C'est sur ses indications, que Moreau est arrêté, Cadoudal exécuté, Pichegru acculé au suicide.

Naguères opposé au Consulat à vie, c'est Fouché qui obtiendra l'apparente soumission des éléments républicains à la proclamation de l'Empire. « C'est, dit Louis Madelin, avec l'adhésion ouverte et active de Fouché de Nantes, — déjà bien loin de Nantes et très près d'Otrante, — que le 18 mai 1804, le trône fut redressé aux Tuileries ». Deux mois plus tard, un décret impérial rétablit en sa faveur, le ministère de la Police générale.

Fouché éprouve pour l'Empereur un attachement conditionnel. Il est soucieux de la stabilité d'un régime, auquel sa propre destinée

est liée. Il craint pour la vie de Napoléon sans cesse exposée sur les champs de bataille.

Quand Napoléon est aux armées, c'est la police de Fouché qui a la « régence ». Au cours de la dure campagne de 1800, l'Empereur frôle de désastre. Fouché cependant maintient son attitude de loyalisme, « qui peut encore être bonne ». Chargé, en plus de son ministère de la Police, de l'intérim de l'Intérieur, il s'attire, par ses initiatives, les éloges du vainqueur de Wagram. Le 15 août, il est créé duc d'Otrante.

Répondant aux désirs secrets de l'Empereur, Fouché s'est fait le champion du divorce impérial, mais la manœuvre se retournera contre lui. Au lieu de rechercher une Grande-Duchesse de Russie, comme il l'espère, le monarque choisit Marie-Louise, la petite-nièce de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Dès lors, il ne manque plus qu'un prétexte pour écarter le régicide devenu gênant. Fouché, par ses intrigues, le fournit. L'Empereur apprend, par hasard, que son ministre de la Police négocie à son insu avec l'Angleterre. Ivre de fureur, il arrache le portefeuille au duc d'Otrante pour le donner à Savary.

Sur le point d'envahir la Russie, Napoléon appelle Fouché en consultation. Celui-ci, prévoyant le désastre, déconseille la guerre. L'avis déplaît, et l'ex-ministre rentre dans une demi-disgrâce, dont il est peu désireux de sortir. Gouverneur des Provinces Illyriennes, puis chargé de mission en Italie, Fouché présidera à l'évacuation des intérêts français dans ces régions.

Il a hâte de rentrer en France, où les événements se précipitent. Pourtant il ne parvient à Paris que le 8 avril, « trop tard pour les grandes intrigues ».

« L'éternel revenant » retrouve sa place et son influence au Luxembourg. Bien accueilli par les Alliés, il insiste sur la nécessité de respecter les souvenirs de vingt-cinq ans de gloire nationale. « Il rêve, dit Louis Madelin, après avoir fait de Bonaparte le continuateur de la Révolution, de faire de Louis XVIII l'héritier de Bonaparte ». Le Roi goûtant peu cette conception, Fouché se retire chez lui, à Ferrières, et déclare à qui veut l'entendre, que « le printemps ramènera Bonaparte, avec les hirondelles et les violettes ».

Le débarquement du 5 Mars ne le surprend pas, mais le contrarie. Fouché suit pourtant le mouvement et se rattache à l'Empereur « jusqu'au premier revers ». Il est ministre de la Police pour la quatrième fois. Mais déjà il se demande « quel sera dans deux mois le successeur du maître qu'il sert ».

Fouché avait dit à Pasquier : « Je veux qu'il gagne une ou deux batailles. Il perdra la troisième et alors notre rôle commencera ». Il est trop clairvoyant pour ne pas savoir, qu'avant peu de jours, d'une façon ou d'une autre, les Bourbons seront de nouveau aux Tuileries. Il entend s'en réserver tout le mérite. Sous le fallacieux

prétexte de conserver le trône à Napoléon II, il gagne à l'idée d'une abdication volontaire, les serviteurs les plus dévoués de l'Empereur, ses conseillers les mieux écoutés.

Un *ultimatum*, inspiré par lui et lancé par la Chambre, donne à l'Empereur une heure pour faire son choix entre l'abdication volontaire et la déchéance. Napoléon se résigne et, charge Fouché lui-même d'aller donner lecture de l'acte d'abdication au Palais-Bourbon.

Il n'attend du Roi, dit-il, que « l'oubli et le pardon » ; mais ce n'est pas en vain qu'il s'est ménagé, dès l'époque du Consulat des appuis dans le faubourg Saint-Germain. Et si Louis XVIII hésite « c'est plus, dit Madelin, sur l'opportunité du choix, que sur l'immoralité du fait ». Le 6 juillet, Fouché reçoit le portefeuille de la Police. Aux élections d'août 1815, il est envoyé à la Chambre par trois départements. La carrière de l'ancien régicide semble être à l'apogée.

Le coup qui va le frapper, ne viendra ni du roi, ni de la coterie du Comte d'Artois, mais des Ultras de la « Chambre introuvable ». Congédié, il est nommé ministre du Roi à Dresde, mais bientôt, le vote de la loi frappant les régicides le condamne à l'exil. Plein de rancœur, il se retire à Prague, puis à Linz, enfin à Trieste, où il meurt le 26 décembre 1820.

Dans cette vie de Joseph Fouché, Louis Madelin s'est défendu d'avoir entrepris une réhabilitation. « Faire de.. Fouché un type de vertu politique trop longtemps méconnu serait, dit-il, une tâche au-dessus des esprits les mieux exercés au paradoxe historique ». Il n'a cherché ni à voiler ses turpitudes, ni à les excuser. Mais comme devant les tours d'un équilibriste il a éprouvé comme un étonnement amusé devant les ressources du personnage et ses aptitudes à perpétuellement rétablir sa situation compromise une certaine sympathie aussi, devant les qualités de l'homme privé : Je ne résiste, pas au désir de citer les quelques lignes par lesquelles venu au terme de son ouvrage, il prononce son jugement sur le personnage : « Honnête homme dans sa vie privée, il ne l'a assurément pas été dans sa vie publique, étant d'un esprit trop avisé pour un sens moral trop faible.. Une crise sans précédent, qui soudain mit à l'épreuve des consciences plus probes et les fit dévier, tira ce mince professeur ecclésiastique de sa classe et de son laboratoire et révéla en lui un ambitieux sans foi et sans frein. Il se trouva servir, mais finalement trahir tous les partis ; aucun de ceux-ci ne fut intéressé à défendre sa mémoire — moins un homme d'état, qu'un prodigieux et on peut dire génial intrigant — le type supérieur des politiciens de son siècle ».

Les recherches effectuées par Louis Madelin pour sa thèse de doctorat, lui avaient donné une grande connaissance de cette période de 1789 à 1815. Il ne cessera de l'approfondir, faisant de ces mêmes années le cadre de la plupart de ses futurs travaux. Tour à tour il fera

comparaître ces hommes pris dans la tourmente qui s'est abattue sur la France, il examinera leur dossier avec scrupule et s'efforcera, de porter sur chacun un jugement équitable. De Talleyrand, il écrira qu'il avait trahi sa classe, ses amis, son ordre, son Eglise, son Roi, son Dieu, mais il ne désespérerait nullement de rentrer en grâce près de sa famille, de sa classe, de ses amis, de son ordre, de son Eglise, de son Roi et finalement de son *Dieu* ». — Danton est l'auteur du 10 août, le responsable des massacres de septembre, l'instaurateur du Comité de Salut public et du Tribunal révolutionnaire dont il sera lui-même la *victime*, il a voté la mort du Roi, mais, par son énergie, il a sauvé la France menacée par la coalition, il a posé la doctrine des limites naturelles, il a tenté, par politique autant que par pitié, de sauver la vie de la reine. « Alors, dit Madelin, on *hésite à le flétrir et à le louer d'un seul mot* ». — Robespierre, tout jeune homme, avait fait le pèlerinage d'Ermenonville. C'est le « *Disciple* » de Rousseau, dans le sens où l'entendait Paul Bourget. Par quatre fois, votre confrère a repris les pièces de son procès « avec, dit-il, un grand souci de chercher la vérité ». Il a tenu compte de la masse de documents et d'arguments produits par Mathiez, sans parvenir à changer d'avis : « Je ne connais rien de plus atroce, conclut-il, que le cas de cet homme pur, qui a répandu le sang, sans scrupule et presque sans passion, par un imperturbable et incommensurable orgueil ».

Dans la pensée de Louis Madelin, tous ses livres, ses conférences si assidûment suivies, ses articles, tout ce qu'il a donné sur cette période depuis son Fouché ; *Danton, les hommes de la Révolution, la France du Directoire, la France de l'Empire*, ses excellents volumes de *l'Histoire de France racontée à tous*, parus chez Hachette, d'autres volumes encore, ne sont qu'une *longue préparation* à l'œuvre qu'il mérite sur *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*. Un jour de 1903, il avait formulé devant Albert Vandal l'espoir de lui voir réaliser le grand ouvrage, qu'on attendait de lui. « Songeons, dit-il, à ce qu'eussent été, sur le Consulat et l'Empire, douze à quinze volumes présentant la valeur de l'avènement de Bonaparte ». Vandal avait répondu : « Je suis venu trop tard à mes études actuelles. C'est à vingt-cinq ans, qu'il faut concevoir un dessein comme celui-là.. mais il faut bien trente ans pour préparer une pareille entreprise ». Ce dessein devant lequel Albert Vandal, trop âgé, avait reculé, notre confrère allait courageusement l'entreprendre. Il y consacra, avoue-t-il, quarante années de préparation, Le premier tome de son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, sorti en 1936. Quand le sixième et dernier parut en 1954, Louis Madelin avait 83 ans.

Le sujet avait été traité par Adolphe Thiers, mais celui-ci, dit Madelin, semblait avoir ignoré « à peu près tout de la vie politique, sociale, économique, intellectuelle et morale du pays ». Il avait écrit « l'Histoire d'un homme non celle d'une nation ». Il avait été « solli-

citée presque uniquement par l'histoire des grandes créations administratives de Napoléon et par ses campagnes ». Le point de vue de notre confrère est tout différent. Il n'ignore rien de la vie de notre nation, pendant cette période mouvementée. Si la psychologie de Napoléon Bonaparte l'intéresse passionnément, si plus que personne il admire les dons de son esprit et de son caractère, c'est, en dernière analyse, sur les répercussions, heureuses où malheureuse que sa carrière fulgurante aura sur la destinée de notre pays, qu'il jugera le surhomme. Le temps qui m'est accordé, ne me permet pas de suivre devant vous tout le développement de ce magistral ouvrage, depuis la *Jeunesse de Bonaparte* jusqu'aux Cent jours et à Waterloo. Il faut du moins retenir les conclusions tirées par le grand historien, au terme de sa longue enquête.

Bonaparte, en l'an VIII, a arraché la France à l'anarchie. Il a doté le pays d'institutions si solides « que depuis un siècle et demi, — de son code à son système d'administration, — elles lui ont presque toutes survécu ». Il a, par surcroît « au prix de grands maux, considérablement augmenté, en quinze ans, le patrimoine de gloire, que dix siècles avaient valu à notre nation ». Mais les institutions durables dont il a doté le pays et la gloire dont il l'a revêtu « ne comptent que pour peu de choses, à côté de son rôle de conciliateur ».

« Il fallait, dit-il, le prestige dont, dès avant 1799, ses victoires l'avaient auréolé, mais.. surtout cet ensemble rare de faculté supérieures,.. une force et une constance dans la volonté.. pour que la réconciliation se fît entre les Français séparés par les abîmes ouverts entre eux au cours de 10 ans de révolution ». Et il ajoute : « Ceux qui ne cherchent dans l'histoire que les émotions demandées.. au drame ou au roman, ne voudraient pour rien au monde qu'eût manqué à la vie fabuleuse de Napoléon, ce dernier chapitre, le plus fabuleux peut-être : la soudaine résurrection de l'homme qu'on avait cru à jamais abattu, cette marche de l'Empereur vers Paris sans qu'un coup de fusil fût tiré,.. et cette restauration des Aigles saluées avec transports.. il y a là une péripétie d'une telle grandeur, qu'aucun romancier, aucun dramaturge n'en ont imaginé de plus incroyables ». Mais *l'historien*, « qui entend autant qu'il lui est possible, établir la vérité des choses, est amené à conclure de ce dernier chapitre, que tout préparait l'échec final de la tentative, au fond désespérée, de l'Empereur, et, si cet historien est bon Français, à la déplorer, car la France en allait sortir, encore affaiblie, de nouveau mutilée et à moitié ruinée ».

Je me suis étendu un peu longuement sur les travaux de Louis Madelin, consacrés à la période de la Révolution, du Consulat et de l'Empire, parce que ces travaux demeurent son meilleur titre à notre reconnaissance. Il est d'autres aspects de sa vie et de son œuvre, sur lesquels il faudrait pouvoir s'arrêter : Le *Lorrain*, disciple de

Maurice Barrès, passionnément attaché à sa petite patrie, le combattant de 14-18 ; qui, après avoir servi au 44^e régiment d'infanterie territoriale, rédigea, « dans la fièvre de l'improvisation » ces volumes sur la *Bataille de la Marne*, la *Mêlée des Flandres*, *Verdun*, la *Bataille de France*, le *Chemin de la Victoire* ; le collaborateur de *Gabriel Hanotaux* dans l'*Histoire de la Nation française*, où il rédigea le Volume consacré à l'*Histoire politique de la France de 1515 à 1800*. Louis Madelin, avait été envoyé par le département des Vosges à la Chambre « Bleu Horizon », mais ne fut pas réélu à la session suivante. Elu membre de l'Académie Française en 1929, au fauteuil de Robert de Flers, il y fut reçu par Henry Bordeaux, son « camarade de guerre, confrère de lettres et ami de tous les temps ». Louis Madelin avait été intimement mêlé à la vie de la Société de l'Histoire de France, qu'il présida pendant l'exercice 1933-1934, l'année même où cette Société célébrait son Centenaire. Il avait terminé depuis deux ans à peine le dernier volume de son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, quand la mort vint frapper le grand historien, à Paris le 18 août dernier, à l'âge de 85 ans.

Nous avons également à déplorer la perte de Madame Joseph Desmars. Veuve de Joseph Desmars, qui avait été votre président pendant l'exercice 1953-1954, et qui s'était si vivement intéressé à notre Société, dont il s'était fait un véritable agent recruteur, elle avait tenu à perpétuer par sa présence, le souvenir de son mari parmi nous.

Il y a un mois à peine, la Société perdait encore un autre de ses membres, le Baron Paul de Thoisy. Il avait donné, en 1943, en collaboration avec Pierre Champion un important volume intitulé : *Bourgogne, France, Angleterre au Traité de Troyes*, avec, en sous-titre : *Jean de Thoisy, évêque de Tournai, chancelier de Bourgogne (1350-1433)*. En vue de cet ouvrage, Paul de Thoisy avait recueilli beaucoup de documents sur le personnage, notamment aux Archives de Tournai qui devaient subir tant de pertes pendant la guerre. Il fait état dans son travail de documents de ce Dépôt, aujourd'hui disparus. Paul de Thoisy s'était associé à Pierre Champion, pour replacer le personnage dans la politique générale de l'époque.

J'avais cru qu'était close ainsi la liste de nos défunts lorsque je viens d'apprendre le décès survenu hier d'un de nos membres les plus fidèles. M. André Artonne. Le soin reviendra à mon successeur à ce fauteuil de dire les mérites de notre collègue qui était des nôtres depuis 1929 ; je rappellerai seulement aujourd'hui que, archiviste-paléographe de la promotion de 1908, il avait passé la majeure partie de sa carrière à Londres où il avait longtemps présidé la Chambre de commerce française. Il n'était pas moins resté un chartiste fidèle à son école et à la formation qu'il y avait reçue et redevenu libre dans sa retraite s'était remis avec enthousiasme à ses travaux

d'historien. Il nous quitte en laissant inachevée la grande publication des statuts synodaux des diocèses de l'ancienne France qu'il avait entreprise pour la Société d'Histoire ecclésiastique de la France et qui lui vaudra la reconnaissance de tous les historiens de la France et de l'Eglise.

Une autre coutume de votre Société veut que le Président, après avoir rendu aux membres que nous avons perdus dans l'année le pieux hommage qui leur est dû, consacre un bref passage de son discours à ce qui fait l'objet de ses propres recherches. Sous prétexte de ne pas abuser de votre attention, j'avais tenté un moment de me dérober à ce devoir, mais la ferme autorité de votre secrétaire M. Michel François, le véritable défenseur de vos traditions, m'a ramené dans le droit chemin. Cette année même, des fouilles, magistralement conduites, à Saint-Denis, par M. Jules Formigé, et une sage restauration poursuivie avec amour, remettent le vieux sanctuaire, si intimement mêlé à notre histoire, au premier plan de l'actualité. L'auteur de ces fouilles ne tardera pas à en publier lui même les résultats. Pour ma part, étudiant depuis de longues années l'histoire du Trésor, qui fut l'une des principales gloires de cette abbaye, et dont si peu de chose est parvenu, je voudrais simplement, en quelques mots évoquer le drame de sa dispersion.

Le Trésor de Saint-Denis, que tant de générations avaient contribué à former, était encore, aux dernières années de l'Ancien régime d'une incomparable richesse. Chose curieuse, le premier contre-coup de la Révolution, loin de l'amoindrir, fut pour lui la cause d'un singulier accroissement. Le 12 mai 1791, sur la demande expresse de Louis XVI, les 56 pièces d'orfèvrerie qui composaient le Trésor de la Sainte-Chapelle, furent, par mesure de sécurité, transportées à Saint-Denis dans un carrosse du Roi. Parmi elles se trouvait la Couronne d'épines et les autres grandes reliques de la Passion renfermées, jusqu'alors, dans la grande Châsse. Un passage des souvenirs de Gautier, le dernier organiste de l'abbaye, nous apprend comment ce précieux dépôt fut disposé, et un peu dissimulé, dans les armoires de la Salle du Trésor : « Il y avait, raconte-t-il, dans les armoires au dessus de celles où étaient les objets du Trésor, plusieurs Rois anciens, au nombre de huit figures, lesquelles étaient en cire, fort bien moulées d'après la mort de plusieurs rois au moment de leur décès — lesquels étaient assez ressemblans, — tels étaient Louis XII, François 1^{er} et autres. Le reste du corps étaient des manequins habillés en manteaux rouges assez grossièrement faits, avec des fleurs de lys d'or... Ce sont dans ces armoires du haut, qui furent appropriées, qu'on plaça le trésor de la Sainte-Chapelle, lors de son transport à Saint-Denis ».

A peine six mois plus tard, le 30 novembre 1791, Gaspard Michel

Leblond et Antoine Mongèz, de l'académie des Belles-Lettres, étaient envoyés à Saint-Denis, en exécution de la loi du 12 septembre, pour faire un *premier prélèvement* de monuments d'Art et Sciences sur le Trésor, au bénéfice du Cabinet des Antiques et Médailles de la Bibliothèque Nationale. Leur choix s'arrêta sur 14 pièces, — presque toutes antiques, ou censées l'être ; la baignoire de porphyre, le trône dit de Dagobert, considéré à tort comme une chaise curule romaine, — M. Jean Hubert nous l'a naguère démontré, — la coupe de Chosroès, un certain nombre de camées et de vases en pierre dure deux manuscrits ; la belle intaille d'aigue-marine, qui surmontait l'Oratoire de Charlemagne en fut brutalement arrachée. Ce fut le premier acte de la dispersion.

Le 14 octobre 1792 la Commission des Monuments faisait son rapport sur le Trésor à la Convention : « Les objets composant le Trésor peuvent se diviser.. disait ce rapport en objets précieux uniquement par leur valeur intrinsèque, comme couronnes et sceptres, etc... et en objets relatifs aux beaux-arts, comme pierres gravées morceaux de sculptures, etc.. La Commission, conformément à son mandat, les eût fait apporter à Paris, si elle n'avait aperçu chez les habitants de Saint-Denis des marques d'inquiétude et une sorte d'attachement aveugle pour ce recueil d'antiques curiosités ». — Cet attachement de la population s'expliquait assez bien par le fait que la présence du Trésor attirait un grand nombre de visiteurs français et étrangers, dont la venue dans leur localité, était une source appréciable de bénéfices.

Ce ne fut que le 21 Brumaire an II, à 10 heures du soir que le reste du Trésor de Saint-Denis et le Trésor de la Sainte-Chapelle qui lui est adjoint furent arrachés à leur abri tutélaire pour être présentés à la Convention. L'enlèvement donna lieu à un cortège sacrilège, où figuraient avec des vêtements sacerdotaux, certaines pièces d'orfèvrerie du Trésor.

Les quelques jours suivants (du 26 Brumaire au 2 Frimaire), un triage fut effectué au Garde-Meuble, au cours duquel un certain nombre de pièces étaient mis de côté par la Commission des Monuments pour être déposé au Museum Central des Arts, — le futur Musée du Louvre.

Le restant des deux Trésors et c'en était la majeure partie, intimement mélangé, fut entassé dans des caisses et porté à la Monnaie. Le texte des procès-verbaux de fonte nous est parvenu. L'opération dura cinq mois, du 24 germinal au 27 Fructidor an II. Au cours de soixante-huit séances, on peut suivre avec mélancolie l'anéantissement de tant de pièces illustres, la Couronne d'Epines, la croix de saint Eloi, la croix de Philippe-Auguste, l'Ecran de Charlemagne, et tant d'autres. Les reliquaires sont dépouillés de leur pierreries, — c'est ce qu'on appelle dans le langage du temps, la « distraction des

corps étrangers ». Le métal, or, vermeil et argent, est pesé séparément. Le total de l'opération produisit, seulement, 452 marcs, six onces, deux gros, — soit un peu plus de 55 kilos, ce qui paraît peu, en comparaison de la valeur artistique de ce qui avait été stupidement détruit.

La Commission temporaire des Arts avait un droit de regard sur ces opérations. Elle préleva quelques rares fragments ; notamment un échantillon du réseau d'or et de verroterie de la Croix de Saint Eloi. Au moment de laisser détruire l'Oratoire de Charlemagne, elle éprouvera comme un léger scrupule et « afin que les pierreries et l'or qui le composent puissent tourner en emploi utile à la Nation » elle décidera d'en faire exécuter un dessin que nous possédons encore. Mais cette Commission paraît avoir été plus soucieuse de discréditer « les différents objets d'impostures religieuses » et de faire analyser par un chimiste le « prétendu lait de la Vierge » contenu dans un reliquaire de la Sainte-Chapelle, plutôt que de sauver une pièce insigne, comme la Table d'or de Charles-le-Chauve. Elle déclare, après examen, de cette dernière que cette œuvre « ne leur a offert rien d'intéressant ».

Après tant de ruines, on aurait pu encore s'estimer heureux, si les quelque cinquante pièces « de Franciade et de la Sainte-Chapelle » déposées, comme je l'ai dit, au Museum central des Arts, le 15 Frimaire an II, nous étaient intégralement parvenues. Il n'en fut malheureusement pas ainsi. Les difficultés financières du Directoire incitèrent le ministre des Finances d'alors à monter une vente d'objets de curiosité, composée, en majeure partie de pièces provenant de Saint-Denis et de la Sainte-Chapelle, prélevées sur le dépôt du Museum Central. La vente eut lieu, dans la salle d'Anatomie du Louvre, les 27 et 28 Messidor an VI et attira la présence de nombreux amateurs, même étrangers. C'est par cette vente, que s'explique la présence en Angleterre d'un beau cristal de roche carolingien, qui figurait jadis sur le « tombeau des Corps Saints » de l'abbaye de Saint-Denis et qui se trouve actuellement dans les collections du British Museum. Quelques années plus tard, quand intervint, entre le Gouvernement du Consulat et le pape Pie VII, la Convention de Messidor, les églises furent remises à la disposition des évêques, et les objets du culte, qui n'avaient pas été détruits ou aliénés, recherchés dans les divers dépôts. Ce fut ainsi, que l'intéressant reliquaire de saint Placide, avec ses beaux anges d'ivoire du XIV^e siècle, originaire de Saint-Denis, fut remis au Consul Cambacérès, pour être donné à son frère, l'archevêque de Rouen, et qu'il demeura depuis au Trésor de la cathédrale normande.

Par suite de la grande rupture de traditions de la période révolutionnaire, diverses pièces d'orfèvrerie qui avaient traversé, sans dommages, la tourmente avaient perdu leur identité véritable, quand

les collections du Musée du Louvre et du Cabinet des Médailles furent réorganisées. C'est alors que les deux magnifiques plaques byzantines d'argent doré, de la Galerie d'Apollon, furent attribuées au Trésor de Saint-Denis, alors qu'elles provenaient d'un reliquaire de la Grande Châsse de la Sainte-Chapelle, confusion qui s'explique assez bien, par la cohabitation des deux trésors, à partir de 1791. Divers camées, qui provenaient du célèbre reliquaire du Bras de saint Benoît, offert à Saint-Denis le 21 mars 1402, par le duc Jean de Berry se retrouvèrent curieusement « réemployés », sur la couronne de Charlemagne fabriquée de toutes pièces pour le Sacre de Napoléon. Le large chaton de l'anneau dit de Saint-Denis, avait été fixé de même sur la main de Justice reconstituée. Il a fallu de longues recherches, avant de découvrir que le précieux fragment de verroterie cloisonnée sur or de la Croix de saint Eloi, qui avait été déposé au Cabinet des Médailles, au cours des fontes de l'an II, se cachait sous l'étiquette trompeuse de « pectoral mérovingien ».

Dans cette histoire de la dispersion du Trésor de Saint-Denis, il reste beaucoup de problèmes à résoudre. Mais je m'aperçois, que j'ai abusé de votre bienveillante attention, et qu'il est grand temps que je donne la parole à M. Michel François, notre Secrétaire, pour qu'il vous donne lecture de son rapport.

RAPPORT DE M. MICHEL FRANÇOIS, SECRÉTAIRE,
SUR LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ
PENDANT L'EXERCICE 1956-1957

Mesdames, Messieurs,

Je ne sais si vous avez eu un jour la curiosité, ou le loisir, de relire les rapports présentés aux Assemblées générales de la Société de l'Histoire de France par son secrétaire ; je l'ai fait, pour ma part, professionnellement, si je puis dire, et, chemin faisant, d'une année à l'autre depuis l'époque enthousiaste de nos commencements jusqu'à celle où nous sommes et dont je n'ai pas le droit de dire qu'elle porte la marque de notre vieillissement, j'ai pu mesurer nos progrès accomplis et nos ralentissements, les illusions que nous avons nourries et les espoirs que nous n'avons pas déçus. Et quand je dis « nous » je désigne tous ceux, Français de France ou d'outre-mer, ou amis de la France et de son histoire qui ont composé jusqu'à ce jour notre Société. Ils étaient, vous disais-je dans mon dernier rapport, 3349 depuis sa fondation. Le plus récent de nos membres porte aujourd'hui sur notre registre vénérable le n° 3363 en face de son nom : ce sont donc 14 nouveaux venus que nous avons accueillis en un an. Chiffre bien modeste pensera-t-on non sans raison et qui ne témoigne guère en faveur de notre puissance d'attraction : je répondrai qu'il n'est en tout cas pas inférieur à celui des années précédentes, que tel de nos plus récents membres nous a déjà procuré de nouvelles adhésions et que c'est l'un d'entre eux déjà que vous allez entendre puisqu'il a bien voulu nous apporter la primeur de ses dernières recherches sur La Fayette en nous définissant l'attitude du héros de l'indépendance américaine à l'égard de la question de l'esclavage. Et ce sera notre manière à nous de nous associer aux manifestations qui marquent cette année la célébration du deuxième centenaire de la naissance du compagnon d'armes de George Washington.

Au reste, si nous doutions de nous-mêmes, il suffirait que nous nous rendions à l'étranger pour nous rendre compte de ce que nous y représentons et apprécier à sa juste valeur le cas que l'on y fait de nos activités. Cette expérience j'ai pu la faire à deux reprises depuis notre dernière assemblée générale : en répondant d'abord à l'invitation que j'avais reçue de l'Académie des Sciences de l'Union Sovié-

tique de me rendre à Moscou et dans diverses grandes villes de Russie et je n'ai pas été peu fier de trouver en bonne place, sur des rayons des Instituts d'histoire ou des Universités que j'ai visités, la collection complète de nos publications ; or elle n'était pas là seulement pour le décor, comme un beau meuble auquel on ne touche jamais, il y manquait même chaque fois plusieurs volumes mais c'est qu'ils étaient en mains ce jour-là et, aux dires du bibliothécaire, il ne se passait guère de jours qu'ils ne fissent l'objet d'une communication à un chercheur. Quelques semaines plus tard, je devais me rendre en Pologne pour assister à Varsovie aux fêtes qui ont été organisées pour célébrer le soixante-dixième anniversaire de la fondation de la Société polonaise d'histoire et le cinquantième de la fondation de la Société des amis de l'histoire. Vous savez, j'imagine, d'où viennent ces deux titres différents et ce décalage dans le temps de vingt années : c'est que la première de ces deux sociétés avait pu se constituer, en se déclarant pour ce qu'elle était, dans la partie de la Pologne rattachée à l'Autriche où le régime avait été toujours plus libéral alors que la seconde, formée avec plus de peine à Varsovie qui faisait alors partie de l'empire russe, n'avait même pas été autorisée à introduire l'épithète de « polonaise » dans sa qualification. Or à Varsovie comme à Cracovie j'ai retrouvé la série de nos *Annuaire-Bulletins* et la suite de nos publications de textes, prête à recueillir les nouveaux volumes qui viendront les enrichir.

Ces nouveaux volumes, vous les avez reçus vous-mêmes : l'*Annuaire-Bulletin* pour 1954 et 1955 dont je n'avais pu vous présenter il y a un an que les bonnes feuilles et le tome I^{er} de la *Correspondance secrète du Comte de Broglie*. Je ne vous en parlerai donc pas plus longuement aujourd'hui : je vous dirai seulement que le deuxième et dernier tome de la *Correspondance secrète* est déjà pratiquement achevé en manuscrit grâce au zèle qui y ont mis ses deux auteurs. MM. Antoine et Ozanam et que, dès que nous aurons reçu du Centre national de la Recherche scientifique les crédits nécessaires, nous pourrons l'envoyer à l'impression.

Ceux d'entre vous qui avaient souscrit à la médaille frappée en l'honneur de M. Charles Samaran ont également reçu la plaquette dont un exemplaire relié a été remis à notre ancien secrétaire à la séance extraordinaire que notre Conseil a tenue à cet effet le 29 mars dernier : on y trouve, en tête de sa bibliographie, un compte rendu de la cérémonie au cours de laquelle la médaille lui avait été offerte en janvier 1956 et nous pouvons ainsi nous féliciter d'avoir pu, grâce aux souscriptions reçues, rendre au maître qui continue à guider et à soutenir nos efforts l'hommage de notre reconnaissance.

Je vous avais laissé entendre que dans le cours de la présente année, vous recevriez, au titre de l'exercice 1955-1956 le tome XIII des *Chroniques* de Froissart. Des raisons, comme on dit, indépendantes

de notre volonté, nous ont empêché de le terminer en temps voulu et notamment l'impossibilité où s'est trouvé notre imprimeur de tenir les engagements qu'il nous avait donnés. Je voudrais pourtant vous rassurer en vous disant que le volume est maintenant tout entier mis en pages ; son éditeur, M. Albert Mirot, y apporte les dernières corrections et je puis vous assurer cette fois que l'ouvrage sera mis en distribution à l'automne prochain. J'avais pensé également pouvoir annoncer le tome I^{er} de la *Correspondance de Henri III* : or j'ai eu la bonne — ou mauvaise — fortune, lors de mon dernier voyage en Pologne de découvrir, grâce à la complaisance des archivistes et des bibliothécaires que j'y ai rencontrés, un nombre important de lettres du roi dans deux bibliothèques de Cracovie, lettres demeurées jusqu'alors inconnues ; certaines d'entre elles sont antérieures à l'arrivée de Henri dans son lointain royaume, d'autres se rapportent à son règne éphémère et j'ai dû réintroduire les unes et les autres dans leur ordre chronologique parmi celles qu'avait déjà réunies Pierre Champion. Par chance, cette partie du volume n'était pas encore composée : j'ai corrigé à ce jour 14 placards dont je dois recevoir incessamment la mise en page, ils comprennent 448 lettres pour la période qui va de 1556 à janvier 1570 et je compte envoyer la suite à l'impression dès octobre prochain.

Nous avons aussi un autre volume à publier, les *Annales de Saint-Bertin* dont le regretté Léon Levillain avait rédigé l'introduction alors que le texte en avait été établi par Félix Grat puis par M^{lle} Vielliard et M^{me} Clémencet. Le manuscrit allait être remis à l'imprimeur, lorsque votre Conseil, soucieux de ménager les trop maigres ressources dont nous disposons a jugé indispensable de réduire l'annotation au strict nécessaire. M^{me} Clémencet a bien voulu se charger de ce travail de révision qui est maintenant terminé.

Aucune de ces publications ne pourrait être menée à bien si nous ne disposions pas de l'aide du Centre national de la Recherche Scientifique, qui ne nous l'a jamais marchandée. Bien plus, l'administration du Centre a mis sur pied depuis quelques mois un plan de quatre ans auxquels sont affectés des crédits en dehors de ceux qui sont attribués sur son budget annuel ; nous avons été assez heureux pour faire inscrire à ce plan les *Chroniques* de Froissart et je vais demander à la Commission d'histoire médiévale et moderne qui se réunira dans quelques jours d'y inscrire également la suite de la publication de *Paris pendant la Terreur* dont quatre volumes avaient déjà paru du vivant de Pierre Caron leur auteur. Trois volumes sont encore nécessaires pour achever l'œuvre entreprise dont deux ont été mis au point pour l'impression par M. Henri Calvet, je ne doute pas qu'avec l'appui de M. Georges Lefebvre nous n'obtenions ici encore satisfaction.

Nos projets ne s'en tiennent pas là. Je vous avais dit l'année der-

nière que, à l'initiative de M. Pierre Marot, directeur de l'Ecole des Chartes et qui est aussi conservateur de la maison de Jeanne d'Arc à Domremy, un contrat avait été passé par la Société de l'Histoire de France avec le département des Vosges aux termes duquel la Société recevrait le produit d'un léger supplément sur le droit d'entrée dans la maison de Jeanne, à charge pour elle de donner, pour commencer, une réédition des Procès de condamnation et de réhabilitation. Or nous avons reçu à ce titre pour 1956 la jolie somme de 485.115 francs et de ce résultat nous pouvons tirer un premier enseignement qui ne manque pas d'intérêt : le supplément de perception étant de 5 fr. ce sont donc près de 100.000 visiteurs qu'a reçus en un an la maison de Jeanne d'Arc à Domremy laquelle se situe ainsi parmi les monuments les plus visités de France. Mais nous nous devons aussi de nous hâter dans la préparation du premier volume auquel je sais que le R. P. Donccœur, M. Tisset et M^{lle} Lanhers donnent tous leurs soins.

Quand je vous aurai dit que nous n'oublions pas pour autant l'histoire moderne et que nous venons d'être saisis d'un projet de publication du Journal de l'assemblée des notables de Loménie de Brienne dont l'un de nos membres les plus récents, M. Pierre Chevallier avait fait l'objet de sa thèse secondaire soutenue l'année dernière, j'aurai fait le tour de nos réalisations et de nos espoirs.

J'aurai dit aussi les raisons de nos inquiétudes et vous les comprendrez mieux en entendant tout à l'heure le rapport de nos censeurs sur les comptes de l'année établis par M. Lyon notre toujours dévoué trésorier qu'une indisposition retient aujourd'hui loin de nous. Il n'est jamais bon de se bercer d'illusions et l'autruche qui se cache la tête sous l'aile est toujours victime, en définitive, de sa sottise politique de défense. Or, si nous n'y prenons pas garde, et encore à supposer que les prix restent ce qu'ils sont, non seulement nous ne pourrions plus envisager de mettre sur pied une publication nouvelle mais nous serons même dans l'impossibilité de faire paraître notre *Annuaire-Bulletin*. J'entends bien que toutes les Sociétés savantes en sont plus ou moins là et que le C.N.R.S. a pris en fait la relève des fortunes défailtantes des mécènes d'un autre âge. Mais le Centre connaît aussi ses propres limites et nous sommes ici plusieurs qui pourrions en témoigner en connaissance de cause puisque nous participons aux séances difficiles de plusieurs de ses commissions ; à défaut de règles écrites, il s'est créé une coutume dont il ne se départit guère et il serait vite sans pitié pour une société — quelle qu'elle fût — qui ne pourrait même plus publier sur ses propres ressources l'organe administratif nécessaire et le lien indispensable entre ses membres qu'est un annuaire ou un bulletin. Notre prochain *Annuaire-Bulletin* pour les années 1956 et 1957 devrait paraître au printemps de 1958 et je ne désespère pas, bien sûr, de tenir cette promesse ; mais pour qu'elle devienne réalité, encore faut-il que nous ne perdions pas de

vue une autre réalité, celle où nous risquons de nous trouver demain si tous ensemble nous n'y portons pas remède dès aujourd'hui en payant d'abord régulièrement notre cotisation qui est demeurée inchangée depuis 1954 et surtout en suscitant autour de nous de nouvelles et multiples candidatures car il faut d'abord persévérer dans son être si l'on veut garder ses raisons d'être.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS SUR L'ÉTAT DES FINANCES
DE LA SOCIÉTÉ AU 31 DÉCEMBRE 1956

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte de la situation financière de la Société au 31 décembre 1956 :

RECETTES

I. <i>Cotisations :</i>		
Cotisations de l'année 1956 à 1.000 fr.	172.000 fr.	
Cotisations de l'année 1956, insuffisantes, à compléter.....	7.640	
Cotisation de l'année 1956 à 1.500 fr	6.000	
Cotisations arriérées	20.000	
Cotisations anticipées pour l'année 1957	3.000	
	soit	208.640 fr.
II. <i>Vente de livres</i>		80.000
III. <i>Intérêts des fonds placés</i>		6.230
IV. <i>Dons divers</i>		42.588
V. <i>Subventions du Centre national de la Recherche scientifique</i>		500.000
VI. <i>Avance sur les fonds provenant de la succession Pierre Champion</i>		513.433
VII. <i>Reliquat de l'exercice 1955</i>		854.336
Total		2.205.227 fr.

DÉPENSES

Impression du volume « Correspondance secrète du comte de Broglie », tome I.....	250.000 fr.	
.....	250.000	
.....	513.433	
	soit ...	1.013.433 fr.
Papier fourni à l'imprimerie Daupeley		147.403
Frais d'expédition et frais divers dus à l'imprimerie Daupeley		39.783
Impression de l' « Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France » (1954-1955)		
[Impression : 414.975 ; Papier : 38.186, son transport : 3,272 ; distribution : 11.250]		467.683

Versement au compte « Hommage à M. Charles Samaran » de fonds destinés à tort au compte ordinaire de la Société	15.000
Dépenses d'administration, convocations, frais de bureau, etc	26.500
Frais de garde du Crédit Foncier.....	733
Gratifications.....	3.500
Total	1.714.035 fr.

BALANCE

Recettes	2.205.227 fr.
Dépenses.....	1.714.035
Excédent des recettes	491.192 fr.

Pour le présent exercice, la Société de l'histoire de France a publié deux ouvrages remarquables, dont vous venez d'entendre l'analyse, accompagnée des appréciations les plus élogieuses. Tous deux ont été déjà recherchés en librairie, si l'on en juge par les ventes importantes qui en ont été faites durant les derniers mois de l'année 1956 et leur succès n'a fait que s'affirmer depuis.

Mais ils ont été extrêmement coûteux.

Aussi, pour en assurer le paiement immédiat et intégral que demandaient les imprimeurs, les ressources du compte ordinaire (cotisations françaises normalement rentrées, cotisations étrangères en grand retard, intérêts des fonds, dons habituels des sociétaires généreux qui tiennent à conserver l'anonymat, mais que nous remercions très vivement une fois de plus) étaient-elles manifestement insuffisantes.

Nous avons dû faire appel au compte spécial des fonds provenant de la succession de Pierre Champion et nous avons pu tout de suite nous acquitter de nos obligations.

Mais, ce qui est grave et très inquiétant, c'est qu'à l'avenir, vu l'augmentation des prix de tous les travaux d'impression, nous ne soyons obligés d'y avoir un constant recours.

De plus, l'excédent des recettes de 491.192 francs comprend 350.000 francs réservés aux publications de Froissart et des *Annales de Saint-Bertin*, les disponibilités s'en trouvent réduites à la somme de 141.192 francs.

En conséquence, il n'est pas seulement très prudent, mais même absolument indispensable de ne pas dépasser, pour les dépenses d'impression, les chiffres proposés pour elles dans le projet de budget annuellement soumis à l'Assemblée générale.

Sinon, on risquerait, d'ici deux ou trois années, de ne plus pouvoir publier du tout.

C'est sur ces conclusions que nous vous proposons maintenant de vouloir bien approuver et voter le projet de budget suivant pour l'année 1957 :

RECETTES

Cotisations	180.000 fr.
Vente de livres	160.000
Intérêts des fonds placés	6.000
Reliquat de l'exercice 1956.	141.192

Total 487.192 fr.

DÉPENSES

Impressions.....	400.000 fr.
Frais d'expédition et divers	30.000
Dépenses d'administration.....	40.000

Total 470.000 fr.

Excédent de recettes..... 17.192 fr.

Certifié exact et conforme aux écritures du trésorier.

Les Censeurs,

COQUEBERT DE NEUVILLE A. VERNET.

LA FAYETTE ET LE PROBLÈME DE L'ESCLAVAGE

« Je me félicite avec mon cher général de cette paix qui accomplit tous nos vœux », écrivait le 5 février 1783 La Fayette à Washington. « Vous qui pouvez dire véritablement que tout cela est votre ouvrage, quels doivent être les sentiments de votre bon et vertueux cœur en cet heureux moment qui affermit et qui couronne la révolution que vous avez faite ! »

La Fayette se trouvait alors depuis un mois à Cadix, préparant en qualité de chef d'état-major une expédition franco-espagnole qui, commandée par son cousin l'amiral d'Estaing, devait se rendre en Amérique. Le 20 janvier, la nouvelle de la signature à Versailles de préliminaires préparant une paix générale et mettant fin aux hostilités, avait tout remis en question. La Fayette s'inquiéterait plus tard de ce qu'il adviendrait de sa carrière militaire, pour le moment, comme nous l'avons vu par sa lettre du 5 février, il ne voulait penser qu'à la joie de Washington. La suite de cette lettre est moins connue.

« A présent, mon cher général, que vous allez goûter quelque repos, permettez-moi de vous proposer un plan qui pourrait devenir grandement utile à la portion noire du genre humain. Unissons-nous pour acheter une petite propriété où nous puissions essayer d'affranchir les nègres et les employer seulement comme des ouvriers de ferme. Un tel exemple, donné par vous, pourrait être également suivi, et si nous réussissions en Amérique, je consacrerai avec joie une partie de mon temps à mettre cette idée à la mode dans les Antilles. Si c'est un projet bizarre, j'aime mieux être fou de cette manière que d'être jugé sage pour une conduite opposée ... »

Il avait évidemment médité cette entreprise pendant ses séjours en Virginie.

Washington apprécia les félicitations mais accueillit avec réserve le projet d'affranchissement des noirs, répondant le 5 avril : « Le plan que vous me proposez, mon cher marquis, pour encourager l'émancipation dans ce pays, et les faire sortir de leur état d'esclavage, est une preuve frappante de la bienfaisance de votre cœur. Je serai heureux de me joindre à vous dans une entreprise aussi louable ; mais j'attends pour entrer dans les détails de l'affaire, le moment où j'aurai le plaisir de vous voir ... »

Au cours de leurs conversations de 1784, pourtant si confiantes,

le maître de Mount Vernon ne se montra guère plus encourageant, l'ardeur généreuse de La Fayette n'en fut pas ralentie. Lorsque par un honneur extraordinaire et accordé jusque-là au seul Washington, il fut reçu à Trenton dans la salle du Congrès, il n'hésita pas à exprimer dans sa réponse officielle son désir de voir un jour les législateurs des Etats de l'Union s'occuper de l'abolition de l'esclavage. Un américain l'avait vivement encouragé, le brave colonel John Laurens, qui était pourtant un des plus grands propriétaires de la Caroline du Sud, Etat à esclaves, mais il avait été tué au cours de la guerre alors qu'il s'apprêtait à affranchir et à enrégimenter tous ses nègres. Puisque ses amis d'Amérique refusaient de collaborer à son œuvre philanthropique, La Fayette se promit de trouver en France les concours indispensables.

*
* *

Il réussit en effet à gagner à son projet deux de ses compagnons de la guerre d'Amérique, Daniel Lescallier, brillant officier de marine qui fut peut-être le véritable instigateur de l'entreprise, et le jeune duc de Castries. La Fayette informa aussi de ses intentions Condorcet qui le mit en relations avec Henri de Richeprey. Ingénieur géographe, celui-ci s'était occupé pendant quatre ans du plan terrier de la Corse pour être ensuite appelé par Turgot au Contrôle général des finances. Il y était resté de 1775 à 1780 séjournant le plus souvent à Paris et fréquentant assidûment les milieux de l'Encyclopédie et des économistes.

Grâce au duc de Castries qui persuada son père le maréchal de Castries, alors ministre de la Marine, La Fayette obtint que son projet fût soumis à Louis XVI. Le roi l'approuva et en autorisa l'essai dans la colonie de la Guyane. Il alla même jusqu'à permettre qu'une expérience parallèle fût réalisée sur une propriété de la Couronne. Mais il fallait prendre garde aux récriminations des planteurs antillais et des puissances coloniales qui considéraient la prospérité de leurs possessions comme liée au maintien de l'esclavage. Aussi fut-il décidé que l'entreprise resterait secrète.

Lescallier qui avait administré la Guyane hollandaise pendant l'occupation française et y avait mené à bien quelques essais encourageants de travail libre, fut envoyé à la Guyane en 1785 en qualité d'Ordonnateur. Sa mission était de préparer les voies à Richeprey auquel incomberaient la direction et la responsabilité de l'entreprise.

Dès qu'il fut arrivé à Cayenne, Lescallier acheta au nom de La Fayette une plantation voisine du domaine royal dite l'« Habitation des Epices à la Gabrielle ». Cette plantation se trouvait à Remire sur l'estuaire de la rive droite du fleuve Mahury à une dizaine de kilomètres de Cayenne. Son nom lui venait de Gabriel, un noir maron qui y avait trouvé un refuge. Ce domaine était cultivé par une

soixantaine d'esclaves noirs, il restait encore à organiser, les habitations à construire et une bonne partie des terres à défricher.

Cette première acquisition fut bientôt complétée par d'autres plus importantes. Le 29 décembre 1785, La Fayette achetait en l'étude de Maître Doillot, notaire au Châtelet, aux créanciers des ci-devant Jésuites l'ancienne exploitation de Maripa. Celle-ci, située assez loin dans l'intérieur sur la rivière Oyack, était, avant 1763, une « ménagerie », c'est-à-dire une exploitation d'élevage. Par le même acte, La Fayette acquit une autre ancienne habitation des Jésuites, appelée « Saint-Régis », située à 12 lieues de Remire, près de l'embouchure de l'Oyack. Ce dernier domaine était « en bois debout », une partie de la forêt naturelle y étant exploitée pour le bois d'œuvre.

Peu après son arrivée à la Guyane, Richeprey acheta la concession inculte Dupas de la Mancelière, attenante à l'habitation de la Gabrielle. Son champ d'expérience comprit donc trois parties : des terres en culture à la Gabrielle, une propriété d'élevage à la Maripa et une exploitation forestière à Saint-Régis.

Le 8 février 1786, le Marquis écrivait à Washington : « .. Un autre secret que je vous confie (il venait de lui parler de ses efforts en faveur des protestants) c'est que j'ai acheté dans la colonie de Cayenne une plantation de cent vingt-cinq mille livres, et que je vais travailler à affranchir mes nègres, expérience qui est, vous le savez, mon rêve favori (hobby horse). »

« La bonté de votre cœur se montre dans toutes les circonstances, et je ne suis jamais surpris, lorsque vous en donnez de nouveaux témoignages », lui répondit Washington le 10 mai. « Votre dernière acquisition d'une plantation à Cayenne, dans le vue d'émanciper les esclaves, est une généreuse et noble preuve de votre humanité. Plût à Dieu qu'un semblable esprit vint animer tout le peuple de ce pays ! mais je désespère d'en être témoin. Quelques pétitions ont été préparées à l'Assemblée pendant la dernière session, pour l'abolition de l'esclavage ; elles ont pu à peine obtenir une lecture. Une émancipation subite amènerait, je crois, de grands maux ; mais certainement elle pourrait, elle devrait être accomplie graduellement et cela par l'autorité législative. »

* * *

Rien ne peut mieux nous éclairer sur les intentions de La Fayette que ses instructions à Richeprey. Leur précision est significative. Après avoir dit pourquoi il veut montrer par l'expérience que le travail des nègres libres est supérieur à celui d'esclaves, La Fayette indique son but : donner aux noirs affranchis une situation comparable à celle des paysans français. Ce qui l'intéresse, c'est « de prouver cette importante proposition qu'en augmentant l'aisance, la bonne volonté, l'industrie, la population et la durée des nègres, non seule-

ment chaque colonie en général, mais chaque propriétaire en particulier, doit trouver son profit direct dans le système d'affranchissement. »

« Quoiqu'entouré de préjugés contraires à ses principes, conclut La Fayette, M. de Richeprey se souviendra sûrement que c'est en ne choquant pas les idées d'autrui, en essayant doucement les nôtres que nous pouvons espérer de convaincre. Le plus grand mérite de l'expérience, il m'est doux de le reconnaître, appartient à l'homme généreux qui lui a sacrifié son temps, sa santé, tous ses intérêts, qui, sans être arrêté par ses nouveaux liens, n'y trouve qu'une compagne de son courage et de son humanité. »

Conformément à ses instructions, Richeprey dès qu'il se fut installé à la Gabrielle, c'est-à-dire à la fin de septembre 1786, considéra tous les esclaves du domaine comme affranchis mais il se rendit compte qu'on ne pouvait avant longtemps partager les terres entre eux. Il fallait, en effet, les habituer auparavant au travail libre et leur en faire apprécier les avantages. Richeprey se voua à cette tâche, avec un vrai zèle d'apôtre, cela lui coûta la vie. Tandis que sa femme s'occupait des malades et des enfants, lui-même « supprimait avec circonspection tout ce qui retenait les nègres dans la souffrance et l'aviilissement, cherchait à développer leur intelligence, à leur donner par degré l'instruction qui devait réveiller en eux le sentiment moral ». Il expérimentait aussi des procédés de travail moins pénibles, préconisait de nouvelles cultures, améliorait la nourriture.

A en juger par ses lettres à Lescallier les nègres ne tardèrent pas à se montrer dociles et compréhensifs. « J'ai versé des larmes de joie, Monsieur et cher associé », lui écrivait-il le 5 janvier 1787 « en lisant la lettre que vous m'avez fait honneur de m'écrire ce matin. Quand vous connaîtrez encore mieux les malheureux au bonheur desquels vous voulez vous dévouer, vous saurez jusqu'à quel point on les calomnie. Où trouver la patience et la douceur aussi constantes et soumises à d'aussi grandes épreuves qu'en eux. Si peu montrent autant d'intelligence que les Européens c'est parce qu'on les livre dès l'enfance à l'opprobre et à l'aviilissement... »

Les lettres suivantes témoignent d'un égal enthousiasme. « Les nègres s'empressent de répondre aux bonnes intentions de leurs maîtres et de mériter les bienfaits qu'ils vous doivent », assure Richeprey le 17 janvier. Il ajoute : « Ils me surprennent souvent pas les preuves qu'ils me donnent de leur reconnaissance et par le zèle et l'intelligence avec laquelle ils travaillent... »

Encouragé par ces débuts prometteurs, Richeprey envisage déjà le développement de son expérience, La mise en valeur rapide de la Guyane par la généralisation du travail libre lui paraît très possible, et il entrevoit que ce pays meurtrier, une fois assaini et fertilisé, deviendra une terre de liberté.

« Pourquoi, dit-il à Lescallier, ne pas transformer immédiatement en colons libres les quelques cinq à six cents nègres qui vivent dans les hauts de Maroni, ainsi que les quelques Indiens sauvages qui errent dans les forêts ? Rien de plus facile à ses yeux ; il suffit de gagner leur confiance et l'on y parviendra en allant former un établissement à côté d'eux... »

Les résultats étaient en réalité beaucoup moins brillants. L'installation des Richeprey à la Gabrielle avait coïncidé avec une grave épidémie de fièvre jaune. Le zèle de Richeprey n'en fut que stimulé mais sa femme se montra moins enthousiaste ; nous n'avons plus ses lettres où elle s'efforçait d'ailleurs de donner le change à sa famille mais les réponses de sa sœur nous permettent de nous faire une idée des terribles épreuves que traversa le ménage. La sœur de Madame de Richeprey, Sophie Gaillard y écrivait le 7 avril 1787 : « ... on peut bien dire que vous avez passé par toutes les épreuves malheureuses. L'affreuse tempête me fait encore frissonner... Quel terrible sort vous avez essuyé ! Vous êtes des héros dans toute la réalité du terme. M. de La Fayette peut bien vous couronner plus que de lauriers à votre arrivée... »

Elle fait dans une autre lettre ces curieuses réflexions à propos des nègres : « Tu parais bien apprivoisée avec tes nègres. Pourquoi restes-tu seule au milieu d'eux ?... Peut-être qu'ils te mangeront. Nous en avons quelque frayeur... »

A son arrivée en Guyane la santé d'Henri de Richeprey était déjà altérée par de longs et fatigants travaux. Le climat meurtrier l'aggrava rapidement. Il comprit bientôt avec désespoir que sa mort était proche et que ses généreux efforts resteraient vains. Il succomba à un accès de fièvre jaune le 9 février 1787. Il n'avait pas trente-six ans. « En quittant la vie, écrit son frère, il implore le ciel pour ces nègres dont il craint qu'on abandonne la régénération. »

Son inquiétude n'était que trop justifiée, personne ne vint en effet le relever dans sa tâche épuisante. Son ami Lescallier eut bien quelque temps la velléité de continuer son œuvre émancipatrice. Moins d'un an après la mort de Richeprey, il y renonçait cependant et, découragé, s'embarquait pour la France sans même attendre son rappel. C'en fut fait de la régénération de la Guyane.

« Aussitôt que l'établissement de Richeprey aurait été un peu avancé », assure le Dr Cloquet, « La Rochefoucauld — ami intime de La Fayette et qui se passionnait lui aussi pour la cause de l'affranchissement des noirs — devait acheter une autre plantation, et une troisième l'eût été ensuite par Malesherbes, qui s'intéressait vivement à ce projet. »

Richeprey était irremplaçable, Lescallier aussi, il y eut en outre des changements dans le ministère. Finalement tous ces projets furent abandonnés. D'ailleurs La Fayette, si prodigue d'éloges à Richeprey

vivant, ne lui accorda guère de regrets après sa mort. Adrienne de La Fayette avait pris à cœur cette noble entreprise, comme nous l'apprend sa fille, M^{me} de Lasteyrie, « elle éprouva une vive jouissance lorsque mon père s'occupa de travailler à l'abolition de la traite des nègres. Il acheta une habitation à Cayenne, « La Belle Gabrielle », afin d'y donner l'exemple d'un affranchissement graduel. Il chargea en grande partie ma mère du détail de cette entreprise pour laquelle le désir d'enseigner aux nègres de cette habitation les premiers principes de religion et de morale s'unissait avec celui qu'elle partageait avec mon père de les amener à la liberté. Elle choisit de concert avec lui M. de Richeprey... Elle se lia avec des prêtres du Séminaire du Saint-Esprit qui avaient une mission à Cayenne. Que ne possédons-nous encore sa correspondance avec les missionnaires ! déplore sa fille. Vous y verriez le bien qu'elle avait commencé, celui qu'elle comptait faire. Son ardeur pour les idées philanthropiques était encore animée par des vues surnaturelles. Sa charité s'enflammait par l'espoir d'apprendre aux nègres à connaître et à aimer Dieu, et aux philosophes amis des noirs que le succès de leur entreprise serait en grande partie dû à la religion. »

Malgré l'avortement de cet essai d'émancipation des noirs, La Fayette ne jugea pas que l'expérience de Richeprey eût été vaine. « C'est au moins une consolation que dans la seule colonie où l'émancipation graduelle avait été essayée depuis quelques années et où un esprit de douceur s'était répandu, la révolution noire n'a pas présenté les horreurs qui l'ont souillée ailleurs », écrivait-il le 27 janvier 1798 à son ami, le D^r Clarkson, un des chefs de la Société anglaise des Amis des Noirs. On trouve des remarques analogues dans la biographie de M^{me} de La Fayette par sa fille Virginie.

La Fayette étant considéré comme émigré en 1793, la Convention confisqua tous ses biens et ordonna de vendre ses nègres à Cayenne. De Chayaniac, où elle résidait alors, Adrienne protesta énergiquement contre cette vente, en faisant remarquer que ces nègres n'avaient été achetés que pour être rendus à la liberté après avoir été instruits, et non pour être revendus aux enchères, comme objets de commerce et de spéculation.

*
* *

La Fayette ne voulait affranchir les noirs que graduellement, à mesure que, par leur éducation morale et intellectuelle, ils se seraient montrés dignes de la liberté. Il pressentait déjà, assure le D^r Cloquet qui reçut plus tard ses confidences, les inconvénients qu'il y aurait à émanciper tout à coup un peuple flétri par l'esclavage, à le faire passer d'une manière immédiate de son état d'abrutissement à une entière liberté, qui ne saurait alors être pour lui qu'une licence effrénée, dont le despotisme s'emparerait adroitement, comme d'une arme terrible, pour s'établir d'abord, et se justifier ensuite.

A son avis cependant, plus les difficultés étaient grandes à surmonter pour abolir l'esclavage, plus le zèle des vrais philanthropes devait redoubler, plus leurs efforts devaient s'accroître pour arriver à cet honorable résultat. Il voyait avec peine, nous dit encore Jules Cloquet, qu'un vil intérêt paralysait le cœur de quelques hommes qui auraient pu donner une chaleureuse impulsion à l'émancipation des noirs.

*
* *
*

La Fayette fut un des membres les plus actifs de la « Société des Amis des Noirs » créée à Paris le 19 février 1788 par Brissot, à l'imitation de la Société anglaise du même nom fondée à Londres le 22 mai 1787 par Granville Sharp et Thomas Clarkson qui devinrent bientôt de grands amis du Marquis. L'ardeur généreuse de celui-ci déchaîna contre lui un grand nombre de propriétaires des colonies. On le craignait beaucoup en effet en raison de sa grande popularité. On essaya donc de prétendre qu'il avait changé d'opinion à l'égard des Noirs : « M. de La Fayette est calomnié, son zèle pour l'humanité a pu l'égarer un moment, mais je suis bien sûr qu'il a renoncé depuis plus de six mois à toute idée de l'abolition de l'esclavage des nègres dans les colonies », pouvait-on lire dans une brochure datée du 28 décembre 1789. On y trouvait ensuite un récit de l'expérience tentée à Cayenne par Richeprey qui contenait cette accusation perfide contre le jeune général :

« Il y a six mois au plus que Monsieur Rouit, avocat à Paris et chef du bureau de l'Union des créanciers des Jésuites, a proposé au nom du Marquis de La Fayette, la vente des 52 esclaves qu'il avait destinés à la liberté. Si la vente n'est pas encore effectuée, prétendait-on, c'est uniquement parce que les prix demandés sont trop élevés.

Tous ces renseignements, ajoutait l'auteur de la brochure, proviennent d'un homme honnête ; on peut les vérifier. Ils prouvent que M. de La Fayette n'est plus des Amis des Noirs, car il est impossible que notre jeune commandant général, célèbre autant par son amour de la justice, sa franchise et sa générosité que par son courage, ait pu se décider à vendre 52 esclaves dans le moment même où il travaillait à l'abolition de l'esclavage... Une telle conduite couvrirait d'opprobre un homme ordinaire et on dirait avec raison que M. de La Fayette est un monstre de duplicité, d'hypocrisie, de cupidité et d'injustice. »

La Fayette traita par le mépris ces calomnies et continua à s'intéresser activement aux esclaves libérés. « Les Amis des Noirs accueillaient un à un ceux qui arrivaient des colonies malgré les barrières mises au départ par les Comités provinciaux et au débarquement par des commissaires des ports stylés par le Club Massiac. Les

nouveaux venus étaient reçus par La Fayette et plusieurs qui avaient servi dans les milices ou la maréchaussée coloniale ne trouvaient rien de mieux que de revêtir l'uniforme des gardes nationaux. Peut-être le leur conseillait-on ? », écrit M. Debien dans sa thèse sur le Club Massiac.

Thomas Clarkson fut agréablement surpris de trouver en 1790, à la table de La Fayette, deux hommes de couleur en uniforme d'officiers de la garde nationale de Saint-Domingue.

Brissot qui, par la suite, se désolidarisa de La Fayette, reconnaît dans ses « Mémoires » que celui-ci fut « un des plus zélés et un des plus fermes soutiens de la Société des Amis des Noirs ». A la demande de Clavière, nous dit-il, La Fayette alla même en parler à Loménie de Brienne, alors premier ministre, lui assurant que l'objet de la Société n'était que de répandre des lumières sur la question de la cause des nègres, de traduire et de publier les ouvrages anglais imprimés sur cette matière, enfin que la souscription qui devait s'ouvrir avait pour but de fournir à ces dépenses.

A en croire Brissot, Brienne aurait feint de s'indigner de l'existence de la traite et de l'esclavage des nègres et déclaré que la Société pouvait compter sur la protection du gouvernement mais à condition de mettre beaucoup de prudence et de sagesse dans ses assemblées, dans ses démarches et dans ses écrits.

« Tout cela, écrit Brissot, était de véritables paroles de cour et La Fayette le savait aussi bien que moi, mais au moins il avait présenté la Société sous un aspect inoffensif, et c'était un grand point pour sa tranquillité et son existence sous un gouvernement encore despotique. »

Les lourdes responsabilités qui incombèrent à La Fayette jusqu'à ce qu'il quitte la France, le 19 août 1792, ne lui laissèrent guère le temps de s'occuper des Noirs ; les événements tragiques qui se déroulèrent aux Antilles ne le découragèrent pas cependant de vouloir préparer l'abolition de l'esclavage.

Il s'inquiétait du sort de ses esclaves de Guyane, écrivant le 15 mars 1793 de sa prison de Magdebourg à M^{me} d'Hénin : « Je ne sais ce qu'on aura fait de mon habitation à Cayenne ; mais j'espère que ma femme se sera arrangée pour que les noirs qui la cultivent conservent leur liberté. » Le 25 avril, toujours de Magdebourg, il demandait à Adrienne : « A propos d'héritage, je ne sais ce qu'on aura fait de nos biens, et je serais inquiet sur l'habitation de Cayenne si je ne comptais sur votre fermeté et votre zèle pour que rien ne prive ceux qui la cultivent du sort qui leur appartient... »

Les efforts d'Adrienne furent malheureusement vains et pendant leur longue captivité à Olmutz les deux époux se demandèrent souvent ce qu'étaient devenus leurs esclaves.

*
* * *

En janvier 1798, le Dr Clarkson fut un des premiers à féliciter La Fayette de sa libération. Il lui annonça en même temps, avec tristesse que le Parlement anglais avait autorisé la continuation du commerce des esclaves. L'ami de Washington lui répondit longuement le 27, déclarant : « Mes compatriotes ont à présent pour mission de panser des blessures qu'on eût pu éviter et d'assurer à tous les colons, blancs et noirs, la jouissance de la liberté et de l'ordre légal. »

Déploquant l'attitude du Parlement britannique, La Fayette écrivait : « Je m'abstiens, ainsi que vous, de chercher à découvrir dans les secrets de la Providence comment elle écartera les obstacles ; il est un moyen pourtant que j'appelle de mes vœux ardents, c'est une paix prochaine. Presque toutes les puissances maritimes s'y trouvent intéressées. Ce serait une belle réparation pour les calamités et les crimes de cette guerre, si l'on insérait dans le traité un article formel mettant un terme à l'infâme commerce, accélérant et amenant, autant que possible la réhabilitation de nos frères noirs dans les droits de l'humanité ? Quel gouvernement chrétien oserait s'y opposer ? Ce ne serait assurément pas celui de la république française. Aucun orgueil national ne pourrait intervenir dans une convention qui devrait être universelle.

Sur ce point, au moins, l'innovation ne sera pas, j'espère, jugée immorale ou impie, et l'interdiction de la plus horrible piraterie ne sera pas considérée comme le renversement du bon ordre... »

Les événements déçurent cruellement La Fayette. Bonaparte rétablit l'esclavage dans les colonies françaises par la loi du 30 floréal an X (20 mai 1802).

On raconte qu'il aurait déclaré, à la même époque, à l'abbé Grégoire : « D'après ce qui se passe à Saint-Domingue, je voudrais que les Amis des Noirs eussent dans toute l'Europe la tête voilée d'un crêpe funèbre. »

Toute sa vie La Fayette fut préoccupé par l'esclavage. Son voyage dans le Sud des Etats-Unis en 1825 ne fit que le confirmer dans ses inquiétudes. « Il n'y a qu'un point sur lequel je me résigne moins que jamais, écrivait-il de la Nouvelle-Orléans le 15 avril, c'est l'esclavage et les préjugés anti-noirs. Je crois qu'aussi sur ce point mon voyage aura été utile... »

Quatre ans plus tard, le 26 février 1829, il écrivait au général Giles, gouverneur de la Virginie : « ... Comment et quand pensez-vous que la seule anomalie qui se trouve dans l'admirable système constitutionnel des Etats-Unis pourra être enlevée ? Je veux parler de l'escla-

vage. » Il ajoutait : « Le travail des esclaves est la moins profitable des industries. Je reconnais les difficultés attachées à cette question, et je serais embarrassé de trouver un remède qui n'exigerait pas une application de plusieurs années ; je sais aussi que l'enthousiasme d'un immédiat affranchissement dont quelques Virginiens ont donné le noble exemple, ne peut s'étendre à toute la communauté ; mais ne peut-on tenter quelque chose pour amener dans la suite un événement si désirable ?... »

Comme il l'écrivait le 10 février 1830, au général Boyer, président de la république d'Haïti, il espérait qu'un grand nombre d'Africains, affranchis aux Etats-Unis, pourraient trouver un refuge dans cette île. Il fut indigné que la Monarchie de Juillet n'ait pas aboli l'esclavage dans les Colonies françaises ainsi que la traite des esclaves. Le 25 septembre il demanda à la Chambre des députés que la traite fût assimilée à la piraterie mais il ne fut pas suivi.

Sa dernière lettre fut adressée le 1^{er} mai 1834 à Glasgow à M. Murray qui y présidait la Société d'émancipation des noirs. Fort longue, elle est consacrée en entier à l'esclavage qu'il souhaitait ardemment voir disparaître définitivement des colonies françaises. Il affirmait aussi son espoir qu'il en serait de même, et par des solutions pacifiques, dans l'Union américaine. Il devait cependant constater avec regret qu'un grand nombre des hommes de couleur libres qui s'étaient rendus à Haïti en étaient revenus pour habiter les grandes villes des Etats-Unis.

Il y rappelait aussi l'expérience entreprise en Guyane, près d'un demi-siècle auparavant, écrivant à ce propos : « Si les premières mesures législatives d'émancipation graduelle ont été prises en Amérique, je crois que les premières expériences européennes ont commencé dans la colonie française de Cayenne, trois ans avant la révolution de 89... » Il reconnaissait que l'Angleterre était en avance sur la France en ce qui concernait les mesures anti-esclavagistes.

*
* *

La Fayette mourut le 20 mai 1834 ; au 1^{er} janvier 1838, moins de quatre ans plus tard, l'émancipation des esclaves était achevée dans les colonies anglaises. Malgré les efforts d'hommes généreux dont beaucoup étaient des admirateurs du « Héros des Deux mondes », il fallut attendre la Révolution de 1848 pour qu'il en fût de même dans les colonies françaises. Grâce surtout à Victor Schoelcher qui, bien plus que La Fayette était un homme d'action, ce résultat fut enfin définitivement obtenu en 1849. A part quelques incidents, tout cela s'était fait pacifiquement, il en alla tout autrement aux Etats-Unis où Abraham Lincoln ne se décida à proclamer l'émancipation

des noirs que le 1^{er} janvier 1863, après deux années d'une guerre atroce qui faillit briser l'Union. En décembre 1865, après la victoire du Nord, le Congrès ratifia le treizième amendement à la Constitution qui abolit l'esclavage et rendit ainsi officielle la liberté des noirs.

Albert KREBS.

BIBLIOGRAPHIE

Nous n'aurions pu réaliser cet article sans la bienveillance de M. Henri Guilhamon qui nous a autorisé à utiliser ses recherches sur Richeprey et particulièrement l'Introduction du Tome I — « Rouergue » de sa remarquable édition critique du « Journal des voyages en Haute-Guienne de J.F. Henry de Richeprey », Rodez, 1952, In-8°, LXXXVI, 484 p. Cet ouvrage contient une importante bibliographie sur Richeprey. Les instructions de La Fayette à celui-ci ont été publiées intégralement dans le livre du marquis J. de Pomairols, « Une famille de Villefranche-de-Rouergue : Pomairols » Villefranche-de-Rouergue, 1936.

Comme pour toute étude sur La Fayette, il est indispensable de consulter les ouvrages de Louis Gottschalk, les quatre parus jusqu'ici ne dépassant pas 1789 mais d'autres, éclairant le rôle de La Fayette pendant la Révolution française, vont paraître prochainement à l'Université de Chicago comme les précédents.

« Lafayette comes to America » (1935).

« Lafayette joins the American army » (1937).

« Lafayette and the close of the American Revolution » (1942).

« Lafayette between the American and the French Revolution, 1783-1789 » (1950).

Melvin D. Kennedy, « Lafayette and slavery, from his letters to Thomas Clarkson and Granville Sharp », Easton, 1950.

« Mémoires, correspondance et manuscrits du général Lafayette », éd. par sa famille, Paris, 1837-1838, 6 vol.

Jules Thomas, « Correspondance inédite de La Fayette, 1793-1801 », Paris, 1903.

« Vie de Madame de La Fayette, par Madame de Lasteyrie, sa fille... », Paris, 1868.

Jules Cloquet, « Souvenirs sur la vie privée du général Lafayette », Paris, 1836.

Catalogue de l'Exposition La Fayette. Archives Nationales. 1957.

A propos surtout de l'activité anti-esclavagiste de La Fayette après 1800, voir notre article : « La Fayette et l'esclavage », *Les Cahiers français*, décembre 1957.

Ouvrage essentiel sur la question :

Gaston-Martin, « Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises » Paris, 1948.

Paul Grunebaum-Ballin, « Henri Grégoire », Paris, 1948.

On trouvera de précieux documents dans le « Journal de la traite des nègres... présenté et commenté par Jehan Mousnier » qui vient de paraître aux Editions de Paris.

Très importants pour la Guyane sont le tome I des « Mémoires » de Malouet, 2^e éd. Paris, 1874 et les ouvrages de :

Daniel Lescallier, « Réflexions sur le sort des noirs dans nos Colonies » (s.l.), 1879 et « Exposé des moyens de mettre en valeur et d'administrer la Guyane », 2 éditions publiées à Paris en 1791 et 1798. On y joindra l'article du R. P. Charles Larère, « La suppression de la mission de la Guyane française (1763-1766) », *Archivum Historicum Societatis Jesu*, juillet 1940, p. 208-226.

Gabriel Debien, « Les Colons de Saint-Domingue et la Révolution. Essai sur le Club Massiac (août 1789-août 1792) », Paris, 1953.

Anna L. Cooper, « L'attitude de la France à l'égard de l'esclavage pendant la Révolution », Paris, 1925.

J.-P. Brissot, « Mémoires », Ed. Cl. Perroud, Paris (s.d.), 3 vol.

Abbé Grégoire, « Mémoires », Ed. H. Carnot, Paris, 1837, 2 vol.

Deux articles parus dans *La Révolution française* en juin 1906 et mars 1916 :

Léon Cahen, « La Société des Amis des Noirs et Condorcet »

et Cl. Perroud, « La Société française des Amis des Noirs ».

LETTRES CLOSES, LETTRES «DE PAR LE ROY »

DE

PHILIPPE DE VALOIS

AVANT-PROPOS

Dans la masse des actes expédiés au nom du premier Valois ceux qui émanent directement de sa personne et qui sont la manifestation précise de ses volontés présentent un intérêt tout particulier pour l'histoire politique de son règne. Si beaucoup d'actes contrôlés et scellés par la chancellerie sous le règne de Philippe VI sont la rédaction d'instructions royales, il n'en est pas moins vrai que les intentions et les pensées du souverain s'expriment très spécialement en des lettres, dispensées du visa du chancelier, qu'il commande directement aux personnes qui l'accompagnent dans ses déplacements et dont l'expédition ne peut tolérer les retards qu'entraînerait la procédure habituelle.

Ces lettres, scellées du sceau du secret, peuvent être closes ou patentes. Un grand nombre de mandements ont été envoyés par Philippe de Valois sous le sceau du secret à ses officiers, généralement pour qu'ils exécutent quelque besogne urgente. Ce n'est pas l'objet de la présente étude qui voulait, au premier abord, se limiter aux lettres closes de Philippe VI. Il est cependant parfois impossible de préciser si telle lettre, dont on ne possède pas l'original et que l'on ne connaît que par une copie plus ou moins tardive, a été expédiée close ou ouverte. C'est le cas de certaines lettres « De par le roy » qui sont des lettres closes lorsque le sceau du secret est apposé sur le dos du parchemin, mais qui sont patentes quand ce sceau se trouve au recto. La copie ne dit généralement rien sur le sceau et la présence, ou l'absence, de l'année de l'Incarnation, qui pourrait être un autre critère, n'est pas garantie par les transcriptions, car certains copistes ont cru bon d'ajouter le millésime lorsqu'il n'y figurait pas, et peut être aussi de l'ôter lorsqu'ils ne croyaient pas sa mention nécessaire. C'est pourquoi il a semblé indispensable d'ajouter au présent catalogue les lettres patentes « De par le roy », dites aussi « lettres de sceau plaqué », bien que cette appellation ne semble pas employée durant le règne de Philippe VI de Valois. On trouvera donc dans les pages qui suivent des lettres dont le caractère personnel et secret est marqué soit par le fait qu'elles ont été expédiées closes, soit par la mention qu'elles ont été envoyées « De par le roy ».

La nécessité pour le souverain de clore certaines lettres dont le contenu ne doit être révélé qu'au destinataire s'est fait sentir avant le xiv^e siècle. Cependant les lettres closes aujourd'hui conservées deviennent plus nombreuses pour la première moitié du xiv^e siècle, et surtout, elles revêtent des formes nouvelles très caractéristiques.

Arthur Giry ne connaissait que deux originaux de lettres closes de Philippe de Valois et pensait que les lettres de sceau plaqué n'étaient

pas antérieures à la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle¹. Cependant les *Archives historiques de la Gironde*² avaient déjà publié plusieurs lettres du roi au sire d'Albret dont les originaux se trouvent aux archives des Basses-Pyrénées. Par la suite d'autres publications firent connaître de nouvelles lettres closes de ce roi : Miret y Sans en publia qu'il découvrit aux archives de la Couronne d'Aragon, à Barcelone³. M. Cordey publia la plupart des lettres adressées par le roi au comte de Savoie⁴. M. Paul Deschamps transcrivit un certain nombre de lettres adressées par Philippe VI aux gardes du Trésor des Chartres⁵. La connaissance de la correspondance personnelle du roi s'élargissait ainsi peu à peu. Elle restait cependant dispersée et incomplète puisque, sur les deux cent quatorze lettres de ce catalogue, cent quatorze n'avaient encore été l'objet d'autre publication. Beaucoup de ces lettres, en outre, avaient été mal datées.

Le parti adopté a été de ne pas publier de nouveau les lettres de Philippe VI qui avaient été correctement transcrites dans ces publications. Les lettres déjà publiées ont été insérées à leur date exprimée ou vraisemblable dans le catalogue, Leur analyse a été particulièrement développée afin de pallier l'absence du texte auquel il est toujours possible de se référer en cas de besoin. Les lettres closes dont le texte est perdu, mais dont le sens est connu par une analyse ou par une mention, ont été également retenues. Il n'a cependant pas été tenu compte de telles mentions lorsqu'elles ne permettaient pas de connaître, même sommairement, le contenu et la date de la lettre.

Le problème de la datation des lettres closes a souvent été résolu grâce à l'*Itinéraire de Philippe VI de Valois* dressé par Jules Viard. Il a pu arriver cependant que des lettres inconnues ou mal datées par Viard aient été utilisées pour compléter ou pour corriger cet itinéraire. Lorsqu'une lettre scellée du sceau du secret est en désaccord à ce point de vue avec une lettre de grande chancellerie, il faut donner raison à la première, car beaucoup de lettres patentes ont été envoyées au nom du roi par le chancelier, par la chambre des comptes ou par le parlement, en l'absence du souverain. L'*Itinéraire* de Viard mériterait d'être repris sur ce point ; nombre de séjours du roi à Paris sont très suspects.

Ce catalogue des lettres closes et « De par le roy » de Philippe VI est partiellement une mise en œuvre des publications anciennes ; mais il cherche aussi à les compléter par la transcription de lettres demeurées inédites, soit à l'état d'originaux, soit à l'état de copies de différente nature. Il a semblé utile de profiter de la réunion de cet ensemble de lettres closes et « De par le roy » pour le faire précéder d'une courte étude diplomatique de cette correspondance émanée du

1. *Manuel de diplomatie*, p. 780 note et 783.

2. Tome II, p. 126 et suiv.

3. *Lettres closes des premiers Valois*, dans *Moyen Age*, t. XX, 1917-1918, p. 53-58.

4. *Les comtes de Savoie et les rois de France*, Pièces justificatives, p. 283 et suiv.

5. *Les lettres closes au début du XIV^e siècle* dans *Moyen Age*, t. XXVIII, 1926, p. 333-347.

roi dont les règles n'avaient pas encore été très spécialement étudiées en ce qui concerne le règne de Philippe VI.

Ce catalogue tente d'être aussi complet que possible, mais il est bien certain, — et souhaitable pour la connaissance de ce souverain et de son règne, — que de nouvelles lettres de cette nature se révéleront dans l'avenir. Les dépôts d'archives de France et de l'étranger en conservent probablement, tant en originaux qu'en copies ou en vidimus, que je n'ai pu atteindre.

La publication de ceux de ces documents qui sont restés inédits n'est peut-être pas une entreprise tout à fait inutile, car la destruction des originaux n'est pas seulement un fait ancien ; il s'en est encore perdu plusieurs durant le dernier siècle, soit par faits de guerre, soit par disparitions inexplicables. Certaines lettres dont les originaux étaient encore visibles au xix^e siècle ou au début du xx^e ne sont plus connues que par les publications qui en ont été faites¹.

Je dois et j'adresse de très vifs remerciements à tous ceux qui m'ont aidé dans la recherche et dans l'étude de ces lettres, à Monsieur le Professeur Perroy qui a bien voulu me conseiller très utilement dans ce travail, à mademoiselle Vielliard qui a eu la grande obligeance de me communiquer le fruit de ses recherches aux archives de la Couronne d'Aragon, ce qui m'a permis de faire microfilmer un certain nombre de lettres qui avaient échappé aux recherches de Miret y Sans², aux archivistes de la Côte d'Or, des Basses-Pyrénées, des villes de Reims, d'Arras, d'Abbeville, entre autres.

1. C'est le cas, par exemple, des lettres 192, 193 et 199.

2. Les lettres au roi d'Aragon dont je dois la connaissance à mademoiselle Vielliard sont datées des 10 février et 27 mars 1331, 18 octobre 1332, 16 janvier 1333, 25 janvier 1334, 16 août 1336, 29 mai [1338 ?] 27 mars [1342 ?], 10 mars, 11 mai et 11 juillet 1343, 1^{er} mai 1344, 21 novembre 1345, 24 janvier 1346, 15, 27 mai et 7 juin 1347, 2 février, 2 juillet et 20 août 1350. (N^{os} 25, 31, 44, 46, 53, 64, 90, 147, 154, 157, 158, 160, 175, 176, 187, 188, 190, 212, 213 et 214.)

INTRODUCTION DIPLOMATIQUE

Les lettres recensées et publiées dans ce catalogue ne nous ont pas toutes été conservées en original. Plus de la moitié ne nous sont connues que par des copies manuscrites ou imprimées de valeur inégale. Un certain nombre de ces copies sont contemporaines des originaux ; ce sont celles qui ont fait l'objet d'un enregistrement presque immédiat sur les registres du parlement ou de la chambre des comptes. Malheureusement les registres de la chambre des comptes ont brûlé au xviii^e siècle et nous ne connaissons les documents qui y étaient reproduits que par des copies d'érudits ou des publications de seconde main.

Les quelques lettres closes ou « De par le roy » qui se rencontrent dans les registres de la chancellerie sont des *vidimus*. Aucune lettre de cette nature n'a été, à ma connaissance, enregistrée pour elle-même à la chancellerie durant le règne de Philippe de Valois. Elles ne se trouvent, et rarement, qu'insérées dans des lettres patentes.

Il ne semble pas qu'en général le roi ni ses conseillers se soient préoccupés de conserver trace de cette correspondance diplomatique ou administrative, reçue ou expédiée. Il en était heureusement différemment de certains barons français et princes étrangers. C'est ainsi que les rois d'Aragon, les comtes de Savoie, les comtes de Foix, les sires d'Albret ont conservé une partie de la correspondance reçue du roi, ainsi que certaines villes telles que Reims, Arras, Abbeville, Tournai. D'autres, comme Venise et le pape, ont fait enregistrer quelques lettres du roi de France. Le seul officier dont les ordres qu'il a reçus du roi soient venus jusqu'à nous en assez grand nombre est le garde des chartes et privilèges que sa fonction d'archiviste mettait peut-être mieux à même de comprendre l'intérêt de garder cette correspondance.

Ce qui nous en reste est très peu de chose. C'est cependant suffisant pour tenter de décrire les règles de la rédaction et de l'expédition de ces lettres émanées directement du souverain.

Ce qui frappe, au premier abord, c'est leur diversité de rédaction et d'apparence. Elles ont pourtant quelques caractères communs : elles sont toutes écrites sur des feuilles de parchemin et aucune de celles dont j'ai pu voir les originaux n'est sur papier ; comme le texte en est souvent court, elles sont rédigées sur des morceaux de parche-

min allongés qui ont, en général, de 20 à 25 centimètres de longueur ; la hauteur en varie selon l'abondance du texte. On n'y rencontre pas de grandes initiales et les marges sont étroites. Destinée à être portée parfois loin et pliée, la lettre devait tenir le moins de place possible.

Rien ne donne à penser que ces lettres du roi soient autographes. Le premier roi de France qui traça son nom au bas d'une lettre close conservée est le roi Jean. Qu'un notaire ait signé, ou non, bien que le concours de ces officiers ne soit pas indispensable pour la rédaction des lettres closes, il semble que la correspondance du roi soit rédigée par ceux d'entre eux qui accompagnent le roi. Certaines lettres à la reine ou au duc de Normandie, certains ordres aux officiers royaux semblent écrits sous la dictée du souverain. D'autres, spécialement les lettres en latin, paraissent laisser plus de place à la rhétorique du scribe qui amplifie son style sans réussir toujours à être parfaitement clair. Le seul de ces notaires que l'on puisse identifier par les particularités de son orthographe et de son écriture est celui qui signe « Rob », ou « Robert » et que Philippe de Valois utilise avant son accession au trône : sous sa plume les terminaisons en *ez* deviennent souvent *aiz* et *ois* s'écrit régulièrement *oys*.¹

Nous examinerons successivement dans les pages qui suivent les caractères propres aux lettres closes et aux lettres patentes « De par le roy ».

1. Lettres 1, 3, 4, 6.

LES LETTRES CLOSES

Formes diverses selon l'adresse et la suscription.

Les lettres que Philippe VI de Valois trouve nécessaire d'adresser fermées à ses correspondants ne se présentent pas sous une forme invariable. Le protocole de ces lettres, les formes de l'adresse et de la suscription qui sont parmi leurs caractères le plus spécifiques, les font classer en plusieurs catégories différentes :

- A. Lettres closes commençant par une suscription semblable à celle d'une lettre patente, c'est-à-dire, en français : *Philippe par la grace de Dieu roi de France...* et, en latin : *Philippus Dei gratia Francorum rex...* On peut les appeler *lettres closes de forme ancienne* parce que c'est de cette façon que les Capétiens du XIII^e et du XIV^e siècles ont généralement expédié leurs lettres fermées. On en connaît notamment d'assez nombreuses de Philippe III¹, et de Philippe IV², de Philippe V³ et de Charles IV⁴.

Monsieur Paul Deschamps pensait que le passage de la lettre close de forme ancienne à la lettre close de forme nouvelle caractérisée par le « De par le roy » s'était effectué sous le règne de Charles IV le Bel. L'existence de lettres closes de forme ancienne non seulement sous le règne de Philippe de Valois, mais sous ceux de ses successeurs, comme celle de lettres « De par le roy » au temps des fils de Philippe le Bel, montre qu'il n'y a pas eu brusque passage d'un mode à l'autre et que les deux formes de lettres closes ont coexisté pendant longtemps.

1. Ant. Ubieta Arteta, *Mandatos navarros de Felipe III el Atrevido*, dans *Estud. de Edad Media de la corona de Aragon*, vol. IV (1951), p. 648 et suiv. et Mariano Arigita y Lasa, *Cartulario de Felipe III rey de Francia*, Madrid (1913), dans *Publ. Centro de estudios historicos*.

2. Deux lettres ont été publiées par M. Tessier (*Observ. sur les actes royaux de 1180 à 1328*, B.E.C. 1934 p. 67-73). Voir aussi : *Hist. de Languedoc*, X, 240-241, Perrichet, *La grande chancellerie de France*, p. 262, n. 1 et P. Deschamps, *Les lettres closes au début du XIV^e*, *Moyen Age* (1926) p. 335.

3. Arch. nat. X 2a 1, fol. 72 et probablement JJ 58 f^o 67.

4. P. Deschamps, *Op. cit.*, p. 336.

Les lettres closes de ce modèle qui ont été retrouvées sont au nombre de huit¹. Les sept premières sont antérieures à 1337. Une seule, du 7 juin 1347, date de la fin du règne.

- B. Lettres closes dans lesquelles l'adresse est placée avant la suscription, contrairement à ce qui est fait dans la catégorie précédente. Dans les lettres en latin, cette adresse est au datif, ce qui donne, par exemple : « *Serenissimo (ou magnifico, ou excellentissimo, ou illustri) principi Petro Dei gratia regi Aragonum consanguineo nostro carissimo Philippus eadem gratia Francorum rex...* » et, en français : « A tres noble, a tres excellent prince Pierre par la grace de Dieu roy d'Aragon nostre treschier et tres amé cousin Philippe par cette mesme grace roy de France... »

Seule cette interversion les rend différentes des lettres de la catégorie précédente. Le présent catalogue en contient dix sept, nombreuses surtout dans les dernières années du règne. Toutes celles que nous possédons sont adressées au roi d'Aragon².

- C. Lettres closes où l'adresse conserve la forme précédente, mais où la suscription et le salut ont disparu. La suscription est remplacée par une formule finale définissant la personnalité de l'expéditeur.

Les seules lettres de cette sorte que nous connaissions sont celles que le roi a expédiées à Benoît XII en 1340 et 1341, qui ne sont malheureusement connues que par des enregistrements du Vatican. En français, elles débutent ainsi : « A nostre tressaint pere le pape. Tressaint pere... » et se terminent par : « Vostre devot filz le roy de France. » En latin, on trouve : « *Sanctissimo patri in Domino Benedicto divina providentia sacrosancte romane et universalis ecclesie summo pontifici...* » et « *...Devotus et humilis filius vester rex Francorum* ». Ces lettres sont caractérisées par le fait que la suscription devient une sorte de souscription, mais leur étude diplomatique serait plus sûre si nous possédions, au lieu de copies, quelques originaux.

- D. Lettres closes où l'adresse est placée soit au verso du parchemin, soit sur la queue ou la bandelette qui servent à clore et où la suscription est remplacée par la formule « De par le roy ».

C'est à cette forme qu'appartient la majorité des lettres closes que nous possédons.

Dans les lettres des catégories précédentes, l'adresse insérée dans le protocole fait double emploi avec celle qui, devant être visible pour indiquer le nom du destinataire quand la lettre est fermée, se trouve soit sur le verso du parchemin, soit sur la queue repliée, soit sur la bandelette qui est passée dans les incisions du parchemin. C'est peut être pour cette raison que l'adresse intérieure disparaît.

Quant à la formule « De par le roy », elle tient la place de la suscription. Elle est une sorte de suscription, mais hors teneur. Elle remplace le « Philippe par la grâce de Dieu... » qu'on ne trouve pas dans les actes « De par le roy », car le nom du souverain importe peu, ces lettres

1. N° 18, 26, 39, 51, 52, 71, 83 et 190.

2. Philippe le Bel écrivait déjà sous cette forme au roi d'Aragon (Miret y Sans, *Lettres closes des derniers capétiens*, p. 39-41).

n'étant pas des titres que l'on conserve de siècle en siècle pour garantir une possession ou un privilège.

Le sens de la formule « De par le roy » peut s'interpréter de deux façons. On peut y voir l'équivalent du latin « *Per regem* », en s'appuyant sur l'existence d'une lettre de Philippe de Valois, du 31 mars 1340, dont on ne possède toutefois qu'une copie, qui porte, en vedette, « Par le roy »¹, et en invoquant une habitude de la chancellerie du sceau privé d'Angleterre qui traduit « De par le roy » par « *Per regem* »². Mais on peut y voir aussi l'équivalent du latin « *Ex parte regis* ». Le fait que la formule est parfois écrite « De part le roy » milite en ce sens ; c'est le cas d'une lettre au roi d'Aragon³ et d'une lettre au sénéchal de Beaucaire du 21 mai (1339)⁴ ; on rencontre même cette graphie dans une lettre du roi d'Angleterre⁵. D'autre part le chancelier Jean Cherchemont comprenait la formule de cette manière lorsqu'il écrivait, en 1327, au garde du Trésor des Chartes « *Ex parte cancellarii Francie* »⁶.

Les mentions « Par le roy » et « De par le roy » ne semblent pas équivalentes dans la petite chancellerie royale française. La première signifie que le notaire a reçu du roi l'ordre d'écrire la lettre, tandis que la seconde, tenant la place de la suscription qui disparaît dans ces lettres, répond à la nécessité de faire connaître au destinataire la personnalité de celui qui lui écrit. Le fait que ces deux formules correspondent à des besoins différents est attesté par la présence simultanée de ces mentions dans plusieurs lettres, l'une en tête et l'autre en queue⁷.

Déprez déclare que l'on ne rencontre de lettres « De par le roy » en Angleterre qu'à partir du règne d'Edouard III et, plus précisément, après 1340⁸. Si cette affirmation est exacte, ce que je n'ai pu vérifier dans les archives d'Outre-Manche, on peut se demander si le roi anglais n'a pas emprunté au roi de France cette manière d'écrire au moment où il adopte solennellement son titre et ses armes. Les clercs anglais, ignorant la genèse de la formule, l'auraient alors traduite par « *Per regem* ».

Cette formule n'est pas très ancienne dans la correspondance royale. M. Deschamps a montré qu'elle avait été employée dès la première année du règne de Charles IV le Bel⁹. Il semble même qu'on puisse remonter un peu plus haut, car un registre du greffe du parlement contient la copie de deux lettres de Philippe V le Long enregistrées avec la formule « De par le roy »¹⁰.

1. Lettre n° 120.

2. Déprez, *Études de diplomatique anglaise, de l'avènement d'Edouard I^{er} à celui d'Henri VII* (1272-1485), t. 1, *Le sceau privé, le sceau secret, le signet*, Paris, 1908, p. 53. — Lettre d'Edouard III du 25 juillet 1343 — et Perroy, *The Diplomatic Correspondence of Richard II*, London, 1933, n° 163, 168, 178, 201, 216 et 217 — Lettres au duc et à la duchesse de Gueldres de 1392 à 1394.

3. Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*, 56.

4. N° 107.

5. Déprez, *op. cit.*, p. 83.

6. Deschamps, *Les lettres closes au début du XIV^e*, 343.

7. N° 62, 67, 68 et 84.

8. *Op. cit.*, p. 53.

9. *Op. cit.*, p. 346.

10. Arch. nat. X 1a 8844, f° 41 v° et 44.

L'utilisation de cette formule par le roi de France est probablement un emprunt aux habitudes épistolaires privées. On connaît de la comtesse Mahaut d'Artois, belle-mère de Philippe V, des lettres datant de 1316 à 1319 et expédiées « De par la comtesse d'Artois et de Bourgogne »¹. Le comte de Poitiers, qui n'était pas naturellement destiné à régner, a pu utiliser cette manière d'écrire avant son accession au trône et la conserver par la suite. Son règne bref, mais fécond pour tout ce qui touche aux institutions, aurait ainsi également marqué dans le domaine de la diplomatie.

Théoriquement cette formule ne peut être employée dans la correspondance adressée à des personnes étrangères au royaume. C'est en effet la règle et les lettres aux étrangers portent une formule complétée. Philippe VI écrit à un envoyé du roi d'Aragon qui séjourne en France : « De part le roy de France » et, n'étant encore que régent, il fait suivre une lettre au roi d'Aragon de la mention : « De par le conte de Valois regent les roiaumes de France et de Navarre »². Si les lettres adressées au comte de Savoie sont écrites « De par le roy », c'est parce que ce comte était vassal du roi de France tant pour des terres qu'il possédait dans le royaume que pour des rentes qu'il touchait sur le trésor, et parce qu'il était attaché à lui par une solide alliance. Le seul roi qui compte réellement pour le comte de Savoie est le roi de France.

La lettre close « De par le roy » n'est pas, en général, d'usage en diplomatie, mais plutôt en matière administrative ou militaire. C'est le mode courant de correspondance du roi avec ses conseillers, les membres de la chambre des comptes, du parlement, des bailliages et des sénéchaussées, et avec les barons du royaume. Les lettres du roi aux villes, qui deviendront très nombreuses sous les successeurs de Philippe VI, n'apparaissent guère qu'à la fin du règne³.

E. Lettres closes dont l'adresse se trouve à l'extérieur, comme dans les précédentes, et où toute forme de suscription, même sous la forme « De par le roy » disparaît. On réserve généralement à ces lettres l'appellation de *lettres missives*. Elles commencent directement par une apostrophe : « Dame », quand le monarque écrit à son épouse⁴, « Beau cousin », « Tres cher et amé cousin », lorsqu'il s'adresse au roi d'Aragon⁵, « Belle niece », en tête d'une lettre adressée à la reine de Navarre⁶, « Tres cher et bon ami » pour le doge de Venise⁷.

1. Abbé Bled, *Un mayer de Saint Omer*, dans Bull. Phil. et hist. 1895, p. 478-523 et Elie Berger, *Les lettres closes de Saint Omer*, B.E.C. 1906, p. 1 et suiv. Elie Berger pensait que les princes avaient imité le roi dans cette façon d'écrire. Le contraire semble plus plausible. La comtesse Mahaut n'est pas seule à utiliser le « De par... » Le 23 avril 1317, Charles de Valois écrit au maréchal de Beaumont : « De par le comte de Valois a nostre amé Desramé de Biaumont mareschal de France, salut et boene amor. » (abbé Bled, *Op. cit.*, p. 500).

2. La formule « De par... » se trouve en effet parfois au bas du texte : ainsi une lettre des trésoriers de Philippe de Long (Bled, *op. cit.*, p. 504-505).

3. La première est une lettre à l'échevinage de Tournai pour autoriser l'octroi d'une « courtoisie » au gouverneur royal. Cette lettre est de 1334 (n° 52).

4. N° 182 à 185.

5. N° 28, 31, 44 par exemple.

6. N° 203.

7. N° 50.

Toutes celles que nous connaissons sont adressées à des personnages de rang royal, à des chefs d'états. Alors que la reine reçoit des lettres missives, celles que le roi adresse à son fils le duc de Normandie, si l'on en juge par la seule qui nous reste, comportent la formule « De par le roy ». La lettre missive n'est cependant pas la seule façon d'écrire aux souverains puisque des lettres closes des formes A, B et C leur sont également envoyées.

Dans les lettres missives le salut disparaît, comme dans la plupart des lettres « De par le roy », et le texte commence immédiatement après l'apostrophe.

Le texte.

A l'exception des lettres closes de forme ancienne (A), le texte des lettres closes commence généralement par une apostrophe semblable à celle qui caractérise les lettres missives (E) et qui correspond au vocatif latin. Cette apostrophe peut être la qualité ou la fonction du destinataire : « Chancelier »...¹, « Tressaint pere... », « Beau cousin... », « Beau frere... »², « Les genz de noz comptes... », « Noz genz tenant nostre present parlement... », « Noz amez et feauls tresoriers a Paris... », « *Princeps serenissime*... » Elle peut être le nom de la personne à qui la lettre est adressée : « Mestre P. Julien.. » « Raymond de Melan... », « Pierre de Rochefort... », « Pierres de Cuignieres... », « Sire de Lebret... », « Jehan... »

Quelques lettres closes cependant nomment le ou les destinataires sous forme d'une adresse qui serait en latin au datif et qui est suivie d'une formule de salut : « A noz amés et feauls les gens de nostre parlement a Paris... »³. D'autres commencent tout de suite l'exposé sans nommer les destinataires : « Comme nostre amé et feal le... »⁴, « Vous savez et il est notoyre chose... »⁵ Il peut même arriver que le monarque passe directement du « De par le roy » au dispositif : « Nous vous mandons... »⁶ l'adresse extérieure paraissant suffisante pour identifier la personne à laquelle l'ordre est donné.

La lettre close ne s'embarrasse pas de règles pour exprimer ce qu'elle veut faire savoir. Elle expose souvent certains faits, certaines raisons qui sont à l'origine de la décision ou de la demande faite par le roi, mais le souverain, quand il écrit à ses officiers, ne se croit pas nécessairement tenu à donner les motifs de son ordre. Beaucoup de lettres passent directement de l'apostrophe à la formule « nous vous mandons ». Les lettres de diplomatie, par contre, comportent fréquemment un assez copieux exposé, suivi de « *requirimus* » ou « *rogamus* » ou « nous vous prions si acertes ».

Les clauses finales sont exceptionnelles et de deux sortes. Dans les lettres aux princes et souverains, le roi termine souvent par un

1. N° 21.

2. N° 118.

3. N° 24 et 105.

4. N° 116.

5. N° 121.

6. N° 41.

souhait de bonne santé ou de protection divine : « Nostre Seigneur vous ait en sa garde... »¹, « Dieu soit garde de l'ame et du cors de vous... »² « Li sainz Esperiz vous ait en sainte garde... »³, « *Personam vestram et statum prosperum regni vestri dignetur conservare et augere Altissimus ut optatis...* »⁴

Les autres sont des clauses comminatoires aux officiers qui n'exécuteraient pas l'ordre reçu : « Et ce ne lessiez pas... »⁵, « Et ce ne lessiez en nulle maniere... »⁶ « Et ce faites en telle maniere que par vous n'y ait faute... »⁷, « Se nous trouvons que vous y soiez negligenz nous vqus monstrerons que il nous en deplaiz... »⁸.

La date.

La règle générale des lettres closes, et qui en est un caractère très particulier, est l'absence du millésime. Cette règle cependant a souffert de rares exceptions dont deux sont certaines puisque nous possédons les originaux des lettres en question et que le fait qu'elles ont été envoyées closes est attesté par la présence d'incisions dans le parchemin. L'une est un ordre au bailli de Gisors de se saisir de faussaires⁹ et la seconde, qui porte encore au verso la trace du sceau du secret qui attachait l'extrémité de la queue, est un ordre à Jean de la Queue, garde des privilèges du roi¹⁰. D'autres lettres que nous ne possédons qu'en copie portent également l'année de l'Incarnation, mais il est possible que cette mention ait été ajoutée par le copiste¹¹. Cette hypothèse est d'autant plus plausible qu'un tel fait s'est produit à une époque relativement récente, puisque Decrusy et Isambert, lorsqu'ils ont transcrit dans leur recueil la lettre du roi au sire de Moreuil¹² que d'Achery, le premier éditeur, croyait à tort être de 1328, ont tout bonnement inclus l'année dans le protocole final, ce qui trompe doublement le lecteur.

Pourquoi les lettres closes n'ont-elles pas de millésime ? Probablement parce qu'elles sont, avant tout, des ordres brefs à exécuter de suite. Elles ne fondent aucun droit, aucun privilège. Elles n'ont donc pas à être conservées par le destinataire, ce qui a entraîné des pertes immenses de documents. La commodité de cette façon d'écrire, qui évite le contrôle de la chancellerie, a cependant poussé le roi à utiliser la lettre close pour des nominations, des interventions en matière judiciaire ou financière que nous connaissons souvent parce que les administrations chargées de les exécuter ont pris soin de les enregistrer. La copie enregistrée par l'administration destinataire ou utilisatrice parmi d'autres documents de même époque est revêtue d'une plus

1. N° 83.

2. N° 53.

3. N° 182, 185 et 190.

4. N° 212.

5. N° 66.

6. N° 43, 49, 162 et 209.

7. N° 75.

8. N° 206.

9. N° 86.

10. N° 162.

11. Par exemple n° 174.

12. N° 200. *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. IV, p. 358.

grande force probante que l'original lui même dont la date ne peut être que difficilement prouvée.

Les règlements généraux ne sauraient être édictés par lettres closes. Lorsqu'en décembre 1335 Philippe VI mande aux gens des comptes de ne plus respecter les termes de l'ordonnance spécifiant que les lettres de dons ou de grâces doivent mentionner les dons et grâces déjà reçus par l'impétrant, il a pris soin de leur adresser des lettres ouvertes mot pour mot semblables¹. Il arrive que le roi accompagne d'une lettre close l'envoi à ses officiers de telle ou telle ordonnance, afin de montrer qu'elle correspond à sa volonté², mais le règlement lui même est rédigé sous forme patente. Les lettres émanées du roi et destinées à être utilisées comme des titres sont généralement envoyées ouvertes, sous le sceau du secret au recto, soit sous forme de mandement, soit avec la formule « De par le roy ».

Tout l'intérêt de la lettre close précisément vient de son manque de force probante et de la conséquence qui en découle qu'elle ne peut être facilement utilisée contre celui qui l'envoie. Ni le destinataire, ni le tiers entre les mains duquel elle vient à tomber ne peuvent s'en servir contre le roi, car elle n'est ni datée d'une façon précise, ni signée par un notaire, ni vérifiée à la chancellerie et l'expéditeur a toujours la ressource de la désavouer. Le souverain se laisse parfois aller à y écrire des choses qu'il n'oserait confier à une lettre patente et cette correspondance, si elle avait été mieux conservée, éclairerait d'un jour précieux le règne du premier Valois.

Mentions hors teneur.

Les lettres closes de Philippe VI se terminent ordinairement avec l'indication du mois de la date. Il n'est jamais fait mention de la relation de maîtres des requêtes de l'hôtel, ce qui fait penser que le roi les dictait ou les commandait directement à ses secrétaires ou à ceux qui tenaient la plume s'ils n'étaient pas secrétaires.

Ce qui était la règle n'avait pas besoin d'être mentionné au bas du document. Cependant plusieurs de ces lettres font état de l'intervention de Philippe de Valois. Sur la première, alors qu'il n'était encore que comte de Valois, on trouve « par mons. »³. La seconde, du 11 décembre 1337⁴, porte « par le roy » avant la signature du secrétaire et la troisième, du 18 avril 1346, est écrite « du commandement du roy ». Cette dernière accordait à Robert de Lorris l'office de maître des comptes en lui conservant celui de notaire-secrétaire et il est compréhensible que ce personnage ait cru devoir s'assurer une garantie supplémentaire en faisant noter la volonté royale par son collègue rédacteur de la lettre⁵.

Deux lettres closes mentionnent l'intervention d'un autre personnage que le souverain. L'une, antérieure encore à l'avènement, est commandée

1. N° 63 et mandement de Brive du 6 décembre 1335 (*Ord.* II, 105-106).

2. N° 47, 168 et 170.

3. N° 1.

4. N° 84.

5. N° 178.

« par le bailli d'Anjou », c'est-à-dire par Pierre Forget, le futur trésorier¹, et l'autre par le chancelier Guillaume de Sainte Maure, en février 1331². Ces deux interventions s'expliquent par la grande confiance que Philippe de Valois plaçait en ces deux personnages. Elles ne peuvent suffire à contester le principe que les lettres closes émanent directement du roi.

En principe également, la lettre close ne porte pas de signature de notaire ; le caractère privé, ou provisoire, du document ne demande pas cette garantie. Il y a cependant quelques exceptions à cette règle : la lettre de 1331 commandée par le chancelier est signée « J. Lagatu. ». Celle du 11 décembre 1337 est signée par R. de Molins. Celle du 23 juin 1339 au comte de Hainaut est signée « Montagu », celle du 18 avril 1346 « P. d'Aunoy » et celle du 18 mars 1348 « Mathieu ». On ne voit pas d'explication à ces exceptions si ce n'est un réflexe de notaire.

L'adresse extérieure.

Elle se trouve sur la partie apparente soit du dos du parchemin de la lettre close, soit de la queue repliée, soit de la bandelette de clôture. Elle est semblable à l'adresse intérieure : « A nostre trescher fill Jehan »³, « A nos amés et feaus les deputés de par nous a oir les comptes de nos gens d'armes de la langue d'oc »⁴, « A nostre chier et amé le conte de Foix »⁵. Toutes celles qui sont conservées sont en français.

Parfois l'adresse est suivie des deux mots « pour nous ». Ainsi une lettre à Gui Baudet portant « A nostre amé et feal chancelier. Pour nous »⁶ et plusieurs lettres au comte de Savoie publiées par Cordey : « A nostre amé et feal cousin le comte de Savoye. Pour nous ». Quel est le sens de ces deux mots ? S'agit-il de distinguer dans le courrier dont le messenger est porteur les lettres du roi d'autres lettres qui seraient confiées au même intermédiaire ? Il semble que le sceau du roi aurait suffi à cette distinction. L'habitude de joindre « pour nous » à l'adresse se perd d'ailleurs rapidement et n'est apparemment suivie que de 1335 à 1337⁷.

La clôture de la lettre.

Cette question a été étudiée par Léopold Delisle qui distingue quatre procédés de fermeture⁸ :

1° On plie la lettre, puis on y pratique des incisions pour y passer soit des lacs de soie, soit une bandelette de parchemin dont les extrémités sont arrêtées sous le sceau.

2° On découpe au bas de la lettre une queue de parchemin. On plie la lettre. On l'incise et l'on passe dans les fentes la queue de parchemin dont l'extrémité est prise sous la cire.

1. N° 2.

2. « Par vous » n° 24.

3. N° 143.

4. N° 128.

5. N° 100.

6. N° 58.

7. N° 77 et 78.

8. *Mémoire sur une lettre inédite adressée à la reine Blanche par un habitant de La Rochelle*, B.E.C. 1856, p. 533.

3° On plie la lettre et on la met sous une bande qui reçoit l'adresse et dont les bouts sont pris dans la cire.

4° On plie la lettre de façon à ce que l'une des extrémités soit engagée entre les replis de l'extrémité opposée.

Au temps de Philippe de Valois, le premier procédé est le plus employé. Cependant, alors que l'on a conservé certaines bandelettes de parchemin, il ne reste aucune trace de l'emploi de lacs de soie ou de cordonnet quelconque. Le deuxième procédé cité par Delisle a été aussi employé et certains parchemins de lettres closes qui ont la queue arrachée présentent un aspect très caractéristique¹. Certaines, qui ne portent pas de fentes dans le parchemin, ont dû être envoyées par l'un des deux autres procédés.

Le sceau.

Il s'agit toujours du sceau du secret qui est apposé en cire rouge. Ce sceau, ou plutôt la trace ou les débris de ce sceau, car il est généralement brisé lors de l'ouverture de la lettre, se trouvent toujours au verso du parchemin.

Philippe VI a utilisé deux sceaux du secret, d'un diamètre de 30 à 31 millimètres². Ils comportent tous deux quatre lobes enfermant des oiseaux finement gravés, sans légende, mais ils diffèrent par le nombre des fleurs de lys de l'écu central. Le premier a onze fleurs de lys entières ; le second n'en a que quatre, de plus grand format.

Le premier figure sur des originaux datant d'octobre 1328 à janvier 1332³. Le second est plaqué sur des lettres du 7 décembre 1331⁴, du 11 août 1344⁵ et du 4 octobre 1347⁶. Les deux sceaux ont donc été utilisés ensemble, au moins durant quelques semaines.

Le roi nomme ce sceau son « petit seel de secret »⁷ ou, tout court, son « petit seel »⁸.

Le sceau n'est pas annoncé dans la lettre.

Ce sceau du secret, sans doute porté par un chambellan⁹, ne doit pas

1. Par exemple, Arch. nat. J 476, n° 2 (20).

2. Douet d'Arcq et Morel leur donnent un diamètre d'environ 25 millimètres. Effectivement le sceau du secret frappé dans la cire rouge enveloppant les queues des lettres patentes a une dimension de 25 à 27 millimètres (Arch. nat. J 349a, n° 28 bis et S 856, n° 12). Mais, plaqué au verso des lettres closes ou au recto des lettres de sceau plaqué, il est de 30 à 31 millimètres. Je ne pense pas qu'il faille y voir deux sceaux différents. Il semble que sur les queues des lettres patentes il se soit produit une sorte de contraction dont témoigne la pliure du parchemin sous la cire. Le sceau du secret qu'utilisait Philippe de Valois avant son avènement au trône avait déjà une largeur de 30 à 31 millimètres (A.N. J 476, n° 2 (15) et (32)).

3. A.N. J 476, n° 2 (17) et (14) ; J 349a, n° 28 bis et n° 29.

4. A.N. J 476, n° 2 (20).

5. A.N. S 856, n° 12.

6. B.N. *Pièces originales* 366, *Blaru*, n° 2.

7. N° 70.

8. Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France*, P.J. 6, p. 288.

9. C'était la règle sous Philippe le Long (Ord. I, 670, art. 4). A la même époque, en Bourgogne, le sceau du secret du duc est porté par un clerc, Hélié Bourgeoise (Richard, *L'affaire des Bourgeoise et la réformation de 1343 en Bourgogne*, Ann. de Bourg., XXVII (1955), 15). Un secrétaire du roi aurait pu de même en recevoir la garde.

être confondu avec le signet que porte le roi lui-même. Le signet ne semblerait pas avoir été utilisé pour sceller les lettres closes si nous ne savions que le roi s'en servit au moins une fois pour authentifier une lettre close aux gens des comptes¹.

Les porteurs de lettres closes.

Le roi entend que les lettres closes, qui sont des messages urgents, soient remises à leurs destinataires le plus rapidement possible. Il exige parfois qu'elles soient portées « par nuyt et par jour »², ce qui contraint pour les destinations un peu lointaines à changer de messager en cours de route.

D'autre part, le caractère important et secret de beaucoup de ces lettres oblige Philippe VI à les confier à des porteurs de confiance et de qualité, d'autant plus que ces messagers sont souvent chargés, particulièrement en ce qui concerne la correspondance adressée de souverain à souverain, d'expliquer les données des lettres qu'ils portent. Parfois même, la lettre du roi n'est qu'une lettre de créance accréditant tel personnage auprès de tel prince étranger, le messager étant porteur d'instructions verbales pour le prince en question. C'est le cas de la lettre du 24 mars 1341 par laquelle le roi annonce à Benoît XII qu'il lui adresse Pierre de Cugnières et Simon de Bucy³ et de celle du 27 mars 1347 par laquelle Philippe VI fait savoir à Pierre le Cérémonieux qu'il lui envoie Raymond Saquet et Robert de Charny « *super intentionem nostram plenius informatos* ». Ces personnages de confiance peuvent être des maîtres des requêtes de l'hôtel comme Raymond de Salgues⁴ et Bérenger de Montaut qui fait, en 1347, la navette entre le roi et la reine⁵, un futur sénéchal comme Guillaume de La Barrière envoyé au sire d'Albret⁶, un maître de l'hôtel comme Yvon de Montigny⁷, un secrétaire comme Pierre de Verberie⁸, un écuyer comme Raoul de Rochefort⁹, des sergents d'armes comme Arnaud de Millars¹⁰ et Gille de Maucras¹¹.

Le roi n'a pas recours à de hauts personnages lorsqu'il expédie des lettres closes touchant l'administration ou la conduite de ses guerres. La façon habituelle de procéder semble alors d'envoyer la lettre par courrier à l'officier royal le plus proche qui se charge de la faire parvenir au destinataire par ses propres agents. C'est le bailli de Caen qui ordonne à un certain Jehan le Breton de se transporter à Falaise, à Sées, à Argentan pour présenter des lettres closes du roi à l'évêque de

1. N° 197, note 3.

2. Le moine, *Chron. de Richard Lescot*, Append., p. 221.

3. N° 133.

4. N° 137, 138, 212 et 213.

5. N° 185.

6. N° 106.

7. N° 153.

8. N° 119.

9. N° 27.

10. N° 46.

11. N° 147. En 1307 le pape avait manifesté à Philippe le Bel son étonnement que les missives royales lui aient été portées par d'humbles personnages (Molat, *La diplomatie pontificale au XIV^e siècle* dans *Mélanges Halphen*, p. 507).

Sées¹. C'est le lieutenant du bailli de Chaumont qui charge le prévôt de Montéclair de faire porter aux comtes de Bar, de Vaudémont, de Linanges, à Nicolas de Salm, à Anseau et à André de Joinville les lettres closes les convoquant à l'ost et les sergents du roi eurent parfois du mal à les joindre². C'est le receveur de Périgord qui est chargé de faire porter aux riches gens de la sénéchaussée les lettres closes demandant un prêt pour la guerre³.

Destinataires des lettres closes.

Emanant directement du roi, la lettre close est utilisée dans les domaines que le roi se réserve. C'est d'abord le mode normal de la correspondance familiale, dont il nous reste quelques exemples par les lettres à la reine, au duc de Normandie, à la reine de Navarre, rares épaves d'une correspondance qui dut être très active, puisque, du 27 avril au 1^{er} mai 1347, c'est à-dire en cinq jours, nous avons quatre lettres du roi à sa femme. Durant les six premiers mois de 1337, le *Compte de menues dépenses de l'hôtel* mentionne l'envoi de nombreuses lettres à la reine⁴, au comte d'Alençon⁵, au roi de Navarre⁶, à Isabelle⁷ et à Jeanne de Valois⁸...

C'est aussi le mode normal de la correspondance diplomatique que le roi échange avec les souverains spirituel et temporels. Les trente neuf lettres au roi d'Aragon, les quatre lettres au doge et aux Vénitiens, les dix lettres au pape, la lettre à Edouard III, la lettre au comte de Hainaut sont quelques épaves de cette correspondance diplomatique. Le roi utilisait également la lettre close pour écrire à ses grands feudataires comme le prouvent les treize lettres au comte de Savoie, les sept lettres au sire d'Albret et au comte de Foix, la lettre au duc de Bretagne et celle au comte de Flandre.

Si l'on en croit le compte des dépenses de l'hôtel du premier semestre 1337, le roi écrivait fréquemment au sire de Noyers, qui aurait reçu huit lettres en six mois, probablement closes, en tous cas sous le sceau du secret. Il n'en reste aucune. Nous en avons quatre au chancelier, deux à Pierre de Cugnieres, une à Simon de Bucy et une autre au maréchal de Moreuil. C'est peu pour les personnages qui dirigent l'administration du royaume. Il s'en est certainement beaucoup perdu.

Les collectivités d'officiers royaux en ont reçu et la pratique de l'enregistrement en a conservé beaucoup ; mais il ne faut pas en conclure que le parlement ou la chambre des comptes étaient les principaux bénéficiaires des lettres closes. Nous ne possédons que trois lettres à des baillis ou sénéchaux et une au prévôt de Paris ; pourtant s'ils avaient

1. B.N. *franç.* 25997, n° 311.

2. Lemoine, *Chron. Richard Lescot*, append., p. 221-223. Les sergents demandaient au destinataire des « lettres de réception » qui prouvaient que leur mission était accomplie.

3. N° 120.

4. Ed. Fawtier, n° 6, 8, 54, 56, 133, 145, 148, etc...

5. *Ibid.*, n° 19, 111, 144, 165, etc...

6. *Ibid.*, n° 135, 146, 167, 252.

7. *Ibid.*, n° 93.

8. *Ibid.*, n° 289.

conservé leurs archives aussi bien que les gardes du trésor des chartes nous en posséderions vraisemblablement bien davantage.

Le domaine de la lettre close est celui de l'activité personnelle du roi. Or on ne rencontre dans cette correspondance personnelle de Philippe VI que des lettres touchant à la politique et à l'administration. Aucune ne paraît dictée par des goûts personnels, par la recherche de divertissements ou de plaisirs de quelque espèce. Est-ce le hasard qui ne nous a transmis que des lettres d'objet politique ou faut-il attribuer ce fait à la conscience du roi, au zèle qu'il manifeste pour la seule chose publique, pour le bien de ses sujets et pour le bon état du royaume qui lui a été dévolu en 1328 ?

II

LETTRES PATENTES « DE PAR LE ROY »

La liberté de forme des lettres closes, leur caractère secret, l'absence de tout contrôle sur leur rédaction et sur leur contenu leur interdisaient d'avoir aucune force probante. Il était pourtant nécessaire que le roi puisse donner à ses officiers, sans passer par la chancellerie, des ordres nécessitant une prompte exécution et que les officiers destinataires de ces ordres puissent conserver par devers eux ou présenter à qui de droit des justifications et des décharges de pleine valeur. C'est à cette nécessité que répond la lettre ouverte « De par le roy », dite aussi « lettre de sceau plaqué ».¹

Ces lettres patentes sont essentiellement utilisées par le roi lorsqu'il écrit à ses agents comptables ou payeurs qu'il se reconnaît débiteur d'une somme envers tel ou tel et lorsqu'il ordonne un paiement. La liste des destinataires est très symptomatique : alors que Philippe VI n'est encore que comte de Valois, il envoie de telles lettres à son receveur du Mans qu'il qualifie aussi de « sous-bailli ». Quand il est monté sur le trône, il les adresse aux gens des comptes, aux trésoriers, au maître de la chambre aux deniers à l'argentier ou à un bourgeois de Paris comme Nicolas Ode qui exécute pour son compte certains paiements.

Ces lettres commencent par « De par le roy » ou, avant l'avènement, par « De par le conte de Valois ». Le texte en débute ensuite soit par une adresse qui serait en latin au datif, suivie d'un salut : « A nostre recevour dou Maine, salut ».², « A noz amez et feaulz tresoriers a Paris, salut et dilection. »³ Plus généralement, surtout à partir de 1335, cette adresse et ce salut sont remplacés par une apostrophe analogue à celle des lettres closes : « Pierre de Rochefort... »⁴, « Noz amez et feauls tresoriers a Paris... »⁵, « Guillaume de Monstereuil nostre argentier... »⁶.

Le texte comporte fréquemment une clause ordonnant aux gens des comptes de déduire ce paiement de la recette de l'officier payeur :

1. Cette désignation ne se rencontre pas sous le règne de Philippe VI. On appelle souvent ces lettres des « cédules ».

2. N° 5.

3. N° 45.

4. N° 55 et 62.

5. N° 67.

6. N° 68.

« laquelle somme nous voulons estre aloee en vos comptes et deduis de vostre recepte par noz amez et feaus gens de nos comptes à Paris. »¹. Il se termine toujours par le millésime, mention indispensable à qui veut utiliser la lettre comme décharge ou comme titre.

La partie inférieure du parchemin comporte régulièrement des mentions hors teneur destinées à en garantir l'authenticité. C'est d'abord la mention de la personne qui a commandé l'acte. Celui-ci est délivré généralement « par le roy »². On trouve cependant une fois, en 1327, « par mons. Geoffroy de Beaumont »³ et, trois fois, après l'avènement : « par le roy a la relat. mons. Geoffroy de Beaumont »⁴, ce qui semble montrer que ce chambellan tient une grande place à l'hôtel du roi. On trouve aussi une fois « par le roy a la relat. mons. de Noyers »⁵ et une fois aussi « par le roy present le mareschal de S. Venant »⁶.

Le notaire ne doit pas seulement mentionner au nom de qui l'acte est commandé et le nom de celui qui lui a transmis cet ordre. Il doit encore signer la lettre de sceau plaqué et les originaux que nous possédons sont effectivement signés par Robert [le Clerc ?], Rémi [de Sainte-Marguerite ?], [Pierre d'] Han [gest ?], [Martin de] Mellou, Pierre Barrière, Jean Marie, Blanchet, Renaud de Molins, Robert de Lorris, Pierre d'Aunoy, G. du Bois.

Tous ces notaires sont-ils *secrétaires* du roi ? On ne peut l'affirmer en ce qui concerne Robert le Clerc, Rémi de Sainte-Marguerite, Pierre d'Hangest. Pourtant, à la fin du règne au moins, la règle semble formelle et les ordres de paiement doivent être expédiés sous forme patente et rédigés par un notaire-secrétaire. Le 18 septembre 1349, Jean de Normandie ordonne à son trésorier de payer le transport de certains vins : « ... et nous voulons que ce que vous paierez pour ceste cause soit alloué en voz comptes sanz contredit, *non contestant que ces presentes ne soient patentes, lesquelles ne le puent estre pour ce que a present aucun de noz secretaires n'est par devers nous.* »⁷ La règle veut alors que les cédules soient écrites et signées par un secrétaire. L'idée des futurs « secrétaires des finances » n'appartient donc pas tout entière à Charles V et, dès le règne de Philippe VI de Valois, les secrétaires ont eu le monopole des lettres ordonnant sortie de deniers⁸. L'innovation de Charles V a été de distinguer parmi les secrétaires trois personnages qui ont eu l'exclusivité des « lettres de don »⁹.

Ces lettres patentes « De par le roy » sont toujours scellées du sceau du secret, en cire rouge. Ce sceau, particulièrement avant l'avènement de Philippe de Valois et au début de son règne, est apposé sur une

1. N° 67.

2. Ou « par mons » quand Philippe de Valois n'est pas encore sur le trône.

3. N° 4.

4. N° 62, 67 et 68.

5. N° 45.

6. N° 196.

7. L. Delisle, *Actes normands de la chambre des comptes*, n° 231, p. 396. On peut en conclure, *a contrario*, que les lettres closes pouvaient être écrites par n'importe qui.

8. Octave Morel soutient la proposition contraire et s'oppose au *Nouveau traité de diplomatique* qui pensait qu'il existait des secrétaires des finances dès 1343 (p. 68, n. 3).

9. *Ord.* V, 539.

simple queue découpée au bas du parchemin¹. Il est ensuite plaqué au bas et à droite du rectangle de parchemin².

Nous possédons une lettre patente « De par le roy » datée du 17 septembre 1347 et qui porte au recto du parchemin, à côté du sceau du secret du roi, deux petits sceaux rouges. Il s'agit selon toute vraisemblance des sceaux des abbés de Saint-Denis et de Marmoutier auxquels a été confié, à la fin de 1346, le soin de contrôler les dépenses du royaume.³

Octave Morel a vu, sur l'original de la lettre n° 67 qui se trouve à la Bibliothèque nationale et qui est datée du 26 décembre 1336, un débris infime du signet royal⁴. Lorsqu'il a examiné cette lettre, il restait, à gauche, sur la marge, un petit morceau de l'empreinte du signet en cire rouge. Il n'y a aujourd'hui sur le parchemin qu'une petite trace oblongue, sans aucun débris de cire, qui peut être une simple tache, mais qui peut être aussi, comme le pensait Morel, un reste du signet de Philippe VI. On ne peut donc ni confirmer la découverte de cet érudit, ni la contredire. Elle est cependant plausible, car il est certain qu'à la fin de son règne Philippe de Valois utilisait un signet ; un texte de 1349, également cité par Morel⁵, exige l'apposition du signet, plaqué et apparent, sur les ordonnances de paiement des gages des officiers royaux absents.

Cette exigence de l'apposition du signet s'explique parce que la lettre ouverte « De par le roy » pouvait être rédigée et expédiée à l'insu du souverain. Il suffit, en effet, que le chambellan, porteur du sceau du secret, soit d'accord avec un notaire-secrétaire pour faire écrire une lettre « par le roy a la relation... » Il ne semble pas qu'il existe aucun contrôle. Il y eut probablement des abus de cette sorte au profit d'officiers du roi et la garantie du signet, porté par le roi, fut édictée pour y porter remède.

1. N° 3, 4, 6, 7, 45.

2. N° 60, 62, 67, 68, 155, 156, 191 et 207.

3. Voir Cazelles, *La société politique...*, p. 187-188

4. *La grande chancellerie*, p. 268.

5. *Ibid.*, p. 267.



Il semble qu'on assiste, durant cette première moitié du xiv^e siècle, en ce qui concerne la correspondance émanée du roi, à une sorte de prolifération qui contraste avec ce que l'on sait des anciens usages. Les lettres que le roi fait envoyer personnellement à ses correspondants revêtent des formes très variées dont l'analyse est, au premier abord, déconcertante. Pourquoi, quand il écrit au roi d'Aragon, par exemple, Philippe VI utilise-t-il tantôt la lettre close et tantôt la lettre patente ? Pourquoi les lettres closes sont-elles rédigées de telle ou telle façon ? En français ou en latin ? Il est difficile de toujours l'expliquer.

Cependant, sous cet aspect multiple, s'élabore un protocole assez savant. Les lettres au souverain pontife obéissent à une diplomatique différente de celles aux souverains temporels. Les princes ont droit à des formules de politesse dont sont privés les personnages plus humbles. Les vassaux du roi ne sont pas traités comme les étrangers. Les cédules ne sont pas écrites suivant les mêmes règles que les autres mandements aux officiers. Il est regrettable que nous ne possédions pas de formulaire à l'usage d'un secrétaire du roi, mais il était peut être trop tôt pour en rédiger un, car les usages n'étaient pas fixés.

La correspondance personnelle de Philippe VI, lettres « De par le roy », lettres missives, lettres patentes sous le sceau du secret, est abondante. Elle le serait bien davantage si nous la possédions toute. M. Fawtier a remarqué que la chancellerie¹ du sceau du secret consomme beaucoup de cire : quarante quatre livres entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 1337² et des messagers sont envoyés à Paris pour réclamer du parchemin au trésor de la Sainte Chapelle³.

L'importance des affaires, leur nombre, leur urgence sont tels que le roi ne peut faire passer toute sa correspondance par la chancellerie. Le chancelier et le roi se trouvent rarement ensemble ; le premier réside principalement à Paris et à Saint-Mandé où se trouve son hôtel⁴ et part de temps à autre en quelque mission lointaine. Le roi réside peu à Paris et beaucoup aux alentours de la capitale, dans ses différentes « maisons ». Il expédie donc tout naturellement un grand nombre de lettres qui ne passent pas par l'audience du sceau.

Mais la valeur et l'authenticité de telles lettres peuvent être discutées ; les officiers du roi peuvent en refuser l'exécution. Philippe le Long n'avait autorisé l'emploi du sceau du secret que pour les « lettres de prière, d'état, de réponse, de cerfs et sangliers »⁵ et l'usage en était habituel, outre les lettres closes, pour celles qui concernaient l'hôtel. Ces prescriptions furent mal suivies mais, durant le règne de Philippe VI on ne constate pas qu'il y ait eu de graves contestations au sujet de lettres scellées du sceau du secret.

1. Ce terme n'est pas employé par M. Fawtier. On le rencontre dans un texte copié par Menant (Bibl. de Rouen, vol. XI, f^o 132) : « De la chancellerie du scel du secret du roi, 18 l.p. »

2. *Un compte de menues dép. de l'hôtel*, p. 5.

3. *Ibid.*, n^o 86.

4. Viard, *Journaux du trésor de Charles IV*, p. LIII.

5. Arch. nat. P 2290, cité par Morel, *La grande chancellerie*, p. 248.

C'est peut être la pratique de l'enregistrement à la grande chancellerie des lettres de grâce, de justice scellées du petit sceau qui limite l'abus possible de l'emploi de ce dernier. Beaucoup de bénéficiaires, en effet, trouvent utile de requérir l'inscription des lettres patentes qu'ils ont obtenues de cette façon du roi sur les registres de la chancellerie.

Ainsi le contrôle du chancelier n'est pas aboli et le roi ne cherche pas à s'en dispenser ; car c'est sur ce contrôle du chancelier que repose d'administration quotidienne du royaume et le respect des ordonnances. Le chancelier joue un rôle éminent au conseil, au parlement, même à la chambre des comptes. Un conflit entre les deux chancelleries aurait été en réalité, un conflit entre le souverain et son principal conseiller et la monarchie, encore discutée, des Valois n'y aurait rien gagné. L'usage du sceau du secret correspond à une nécessité pratique, non à un dessein politique contre la chancellerie du grand sceau.

Raymond CAZELLES

CATALOGUE



CATALOGUE

1 [1326], 28 juin ou [1327], 27 juin. — Beauvoir-en Lyons¹.

Le comte de Valois mande à son bailli d'Anjou et du Maine² de se satisfaire du paiement de cent livres d'amende dues par Bridoul de Valennes³.

Original sur parchemin percé de fentes pour permettre la clôture. Pas de sceau. Bibl. nationale, *Clairambault*, vol. 109, n° 109.

De par le conte de Valloys⁴

A nostre baillif d'Anjou et du Maine, salut, amour. Il nous semble se Bridoul de Valaines nous poie cent livres de l'amende que il nous doit pour le cas que vous savez qu'il souffra et vous mandons que vous levaiz les diz cent livres sanz nul delay et que vous l'en quitaiz par tant et que quant vous aurais les diz cent livres receuz vous li rendais ce que vous tenez du sien pour la dite amende. Donné a Beauvoir en Lions samedi apres la Saint Jehan.

par mons.

1. Seine-Maritime, arr. Neuchâtel-en-Bray, cant. Argueil.

2. Pierre Forget (B.N. *Clairamb.* 85, n° 34) qui reste bailli d'Anjou et du Maine après l'avènement de Philippe VI, jusqu'au 26 février 1330, date à laquelle il est nommé trésorier du roi (Viard, *Journ. trës. Phil. VI*, p. iv, n. 1).

3. Valennes, Sarthe, arr. Saint-Calais, cant. Vibraye. Un Geoffroy de Valennes sera chambellan du duc de Normandie en 1337 (Fawtier, *Compte de menues dépenses de l'hôtel*, n° 103), en 1346 et 1349 (*Journ. trës. Ph. VI*, 463 et 1800 n).

4. Ce comte de Valois ne peut être que Philippe, puisque l'Anjou et le Maine sont réunis dans la même main. Charles de Valois étant mort à la fin de 1325 et Philippe VI montant sur le trône au début de 1328, on peut hésiter entre les années 1326 et 1327. Le peu de renseignements que l'on possède sur les séjours de Philippe de Valois avant son avènement ne permet pas de choisir entre ces deux années.

2 [1326], 29 décembre ou [1327], 28 déc. — Gennes¹.

Le comte de Valois mande au receveur du Mans² de bailler certaines choses à Hanequin garde du séjour³.

Original sur parchemin, avec fentes. Bibl. nat., *Clairambault*, vol. 109, n° 107.

De par le conte de Valloys

A nostre receveur du Mans, salut et amour. Nous vous mandons que vous delivraiz a Hanequin de nostre sejour pour les chevaux de

1. Maine-et-Loire, arr. Saumur, ch. l. de cant.

2. Guillaume de Montreuil, qualifié également de sous-bailli du Maine (B.N. *Clairamb.* 55, n° 89 et 91), futur argentier de Philippe VI de Valois.

3. Sans doute Hanequin Lalemant ou Jehanequin Lallemand qui, en juillet 1328, se fait payer 25 l. pour l'achat d'un cheval (*Journ. trës. Ph. VI*, 45). Il devint garde des grands chevaux du roi et mourut avant mai 1341, date à laquelle 12 l.p. de rente qui lui avaient été données par son maître furent rétrocédées au palefrenier Pierre Chatriot (A.N. JJ 78 n° 51).

nostre dit seiour et pour les vallez tout ce que mestier li sera et gardez qu'il n'i ait faute. Donné a Jennes lundî après Noel.

par le bailli d'Aniou.

3

1327, 20 février. — Gué-de-Mauny¹.

Le comte de Valois mande au sous-bailli du Mans² que la veuve de Berthelot Le Mounier a payé ce qu'elle devait.

Original sur parchemin scellé sur simple queue. Bibl. nat., Clairambault, vol. 79, n° 114.

De par le conte de Valloys

A nostre soubailiff du Mans salut et amour. Savoir vous faisons que nous avons quité a la fame feu Berthelot Le Mounier les neuf livres troys sous tournois qu'ele nous devoit du moulin de Chestineau et vous mandons que vous l'en lessaiz empès. Donnée au Gué de Mauny l'an MCCCXXVI, XX jours en fevrier.

par mons.

1. Résidence préférée de Philippe de Valois avant son avènement. En cette année 1327, il fait travailler à la construction de la chapelle de ce château (J. Denais, *La Sainte chapelle royale...*, p. 378). L'emplacement du Gué-de-Mauny se trouve aujourd'hui inclus dans les faubourgs du Mans.

2. Guillaume de Montreuil. Voir lettre 2, n. 2.

4

1327, 21 février. — Gué-de-Mauny.

Le comte de Valois ordonne au sous-bailli du Mans de délivrer des cote-hardies aux pages de ses chiens.

Original sur parchemin scellé sur simple queue. Bibl. nat., Clairambault, vol. 109, n° 103.

De par le conte de Valloys

A nostre soubailiff du Mans salut et amour. Nous vous mandons que vous delivraiz au troys pages de noz chiens troys cotes hardies teles comme a eus afiert. Donné au Gué de Mauny l'an MCCCXXVI, XXI jour en fevrier.

par mons. Geoffroy de Beaumont¹
Rob.²

1. Seigneur du Lude, second fils de Robert vicomte de Beaumont-au-Maine et de Marie de Craon, futur chambellan du roi. Il meurt sans enfants en 1355 (Guérin, Arch. hist. Poitou, t. XIII, n° 321 n.).

2. Peut être Robert dit Le Clerc, notaire de Philippe VI en 1328 (Viard, *Documents parisiens...*, I, 18).

5

1327, 22 février. — Gué-de-Mauny.

Le comte de Valois mande au receveur du Maine qu'il a donné 10 livres de gages par an à son fauconnier Gilet¹.

Copie faite le 13 mars 1327 sous le sceau de la cour du Mans. Parchemin scellé sur simple queue. Bibl. nat., *Clairambault*, vol. 109, n° 102².

De par le conte de Valois

A nostre receveur dou Maine salut. Nous avons donné à Gilet nostre fauconnier X livres de gaiges tant comme il nous plaira pour chescun an a poier moitié a la Toussainz et moitié a Pasques. Si nous mandons que de ci en avant vous les li poiez aus termes dessus diz et nous mandons aux genz de nos comptes que les vous rabatent et comptent sus les comptes que vous ferez, et dou terme de la Toussainz darrenierement passée qui deu li est li poiez. Donné au Gué de Mauny le XXII^e jour de fevrier l'an mil CCCXXVI.

1. Peut-être Gilet d'Auque, premier valet des faucons en 1328 (Viard, *L'hôtel de Philippe VI de Valois*, B.E.C. 1894, t. LV, tir. à part, p. 28).

2. La lettre de Philippe de Valois est précédée du mot : « transcript », et suivie de la mention suivante : « Cest present transcript saellé dou sael de nostre court dou Mans fut fet le vendredi après reminescere l'an dessus dit » et signé, d'une écriture différente « Lorenz ».

6

1327, 28 février. — Gué-de-Mauny.

Le comte de Valois mande au receveur du Maine qu'il tient Jehannot Le Mounier quitte des 15 l. 11 s.t. qu'il lui devait.

Original sur parchemin scellé sur simple queue. Bibl. Nat., *Clairambault*, vol. 79, n° 115.

De par le conte de Valloys

A nostre receveur du Maine, salut et amour. Savoir vous faisons que nous avons donnez et quitez et donnons pour Dieu a Jehannot Le Mounier les quinze livres onze sous tournoys qu'il nous devoit de la ferme des troys moulins de Pont Perrin et vous mandons que vous l'en tiengniez pour quite et pour assouz. Donné au Gué de Mauny l'an MCCCXXVI le desrain jour de fevrier.

a la relation Robert de Bouterviller¹
Robert

1. Robert de Boutervilliers (Seine-et-Oise, arr. Etampes) est l'un des cinq échansons de Philippe VI en 1328 (Viard, *L'hôtel de Philippe VI...*, p. 11). Il l'est encore en 1337 (Fawtier, *Le compte de menues dépenses*, n° 118 et 313). En 1349, il sera qualifié de chevalier, maître de l'hôtel (*Journ. très. Ph. VI*, 867).

7

1327, 7 juin. — Gué-de-Mauny

Le comte de Valois mande au receveur du Mans de payer à un de ses forestiers le prix de quatre loups pris au piège et de deux cote-hardies.

Original sur parchemin scellé sur simple queue. Bibl. nat., Clairambault, vol. 109, n° 104.

De par le comte de Valois

A nostre receveur du Mans salut et amour. Nous vous mandons que vous poiez a Symon nostre segreier de Lonc Aunoy¹ pour quatre leus pris au pieges le pris acoustumé et le pris acoustumé aussi pour une cote hardie d'iver desrainement passé et d'une pour cest esté present. Donnee au Gué de Mauny l'an MCCCXXVII sept jours en juin².

par mons.

1. Le bois de l'Augonay ou Longonay, près de La-Suze-sur-Sarthe.

2. C'est peut-être une abréviation pour « juignet ». Il faudrait alors reculer la lettre d'un mois.

8

1327, 12 décembre.

Le comte de Valois mande à Guillaume de Montreuil de verser 40 livres au clerc de son séjour.

Original sur parchemin portant un sceau plaqué rouge et un petit sceau noir sur une queue passant par trois fentes au bas du parchemin. Bibl. nat., Clairambault, vol. 115, n° 4.

De par le conte de Valais

A Guillaume de Monstreuil nostre receveur dou Maine salut. Nous vous mandons que vous baillez a Jehannot de L'Avoine¹ clerc de nostre seiour quarante livres tournois pour la despense de nostre seiour des chevaux deu tournai². Donné XII jours en decembre l'an MCCCXXVII.

1. Un Jehan de La Veine est, en 1328, un des enfants de la cuisine du roi (Viard, *L'hôtel...*, p. 15).

2. En novembre 1327, après la Toussaint, Philippe de Valois s'est rendu à un tournoi à Rouen, accompagné par Hugues de Saint-Pol, par le maréchal de Trie, par le sire de Soyecourt et par d'autres chevaliers (B.N. *nouv. acq. franc.* 7413, ff. 182-183). Il y demeura neuf jours.

9

[1327-1328 ?], « ce mardi ». — Bois-de-Vincennes.

Le comte de Valois mande à Pierre Julien¹ de faire copier rapidement

1. Garde du trésor des chartes après Pierre d'Etampes. Il est en fonctions dès février 1325 jusqu'à sa mort qui survient en 1333 (Dessales, *Le trésor des chartes dans Mém. prés. à l'Acad. des Inscr.*, t. I, p. 396-407).

la donation jadis faite à Guillaume des Roches¹ des sénéchaussées de Touraine, Anjou et Maine² et de donner cette copie au bailli d'Anjou porteur de ces lettres³.

Original parchemin percé de fentes, bandelette perdue ; traces du sceau du secret au dos. Archives nat. J. 476, n° 2 (32).
Publiée par Paul Deschamps, *Les lettres closes au début du XIV^e siècle dans Moyen Age*, 1926, p. 344.

1. C'est Arthur de Bretagne qui a donné à Guillaume des Roches les sénéchaussées d'Anjou et du Maine, donation confirmée par Philippe Auguste en 1199 (Dubois, *Guill. des Roches*, B.E.C., t. XXX, p. 398 et Beautemps-Beaupré, *Recherches sur les anciennes juridictions de l'Anjou et du Maine*, I, 290). Jean sans Terre confirme ces donations (*Ibid.*, p. 298).

2. Amaury de Craon avait épousé la fille de Guillaume des Roches et c'est de cette façon que les sénéchaussées entrèrent dans les biens de la maison de Craon. En 1323, Amaury III de Craon cède la sénéchaussée de Touraine à Charles le Bel (Bertrand de Broussillon, *La maison de Craon*, I, 292) qui, la même année, confirme un règlement de Philippe Auguste touchant la sénéchaussée d'Anjou (*Ord. XI*, 486).

3. La lettre du comte de Valois peut être attribuée soit à Charles de Valois qui ne meurt qu'à la fin de 1325, soit à son fils Philippe. Il semble cependant qu'il soit préférable de la dater des mois qui ont précédé immédiatement l'accession de Philippe de Valois au trône, car elle semble préparer l'achat que fera Philippe VI, en 1331, des sénéchaussées d'Anjou et du Maine au sire de Craon, en échange d'une rente de 1500 l. sur Marennes et d'une somme de 10.000 livres payable en dix ans (A.N. J 175 b, n° 35).

10

[1328], 8 mars. — Rebais.¹

Philippe de Valois écrit au roi Alphonse IV d'Aragon qu'il a pris connaissance de la lettre que ce dernier avait écrite à Charles IV et qu'il lui a donné la suite qu'elle comportait.

Original sur parchemin. Archives de la couronne d'Aragon, perg. extra inv. 3345².

Publ. J. Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*, dans *Moyen Age* 1917-1918, p. 54.

1. Seine-et-Marne, arr. Coulommiers, ch. I. de cant.

2. La formule « De par le comte de Valois regent les roiaumes de France et de Navarre » se trouve au bas du texte, à droite.

11

[1328], 14 mars. — Royallieu¹.

Le régent ordonne aux gens des comptes de se procurer l'accord récemment conclu entre Charles IV et l'évêque de Liège par lequel ce dernier a le droit de prendre chaque année 1000 livres de rente sur le trésor².

1. Oise, comm. de Compiègne.

2. Adolphe de La Marck fut évêque de Liège de 1313 à 1344. Philippe V lui avait déjà donné une rente de 1.000 l. sur le trésor (*Journ. trës. Charles IV*, éd. Viard, n° 6343 et A.N. J 527, n° 7 et 8). L'évêque de Liège paraît être en France au moment où cette lettre est écrite ; il avait fait arrêter des Liégeois sur le territoire français et le régent l'avait cité (G. Kurth, *La cité de Liège au Moyen Age*, II, 33.)

Original sur parchemin percé de fentes, bandelette perdue. Au dos traces du sceau du secret. Archives nat. J 476 n° 2 (15).
Publiée par P. Deschamps, *Les lettres closes au début du XIV^e siècle dans Moyen Age*, 1926, p. 339.

12

[1328], 30 mars. — Bonport¹.

Le régent mande à Pierre Julien de montrer à Jean Hautfuney² et à Guy Chevrier³ qu'il envoie au Saint Père, ainsi qu'à Jean d'Arches son confesseur⁴ les privilèges accordés par les papes aux derniers rois de France, spécialement à Charles IV, de leur en donner copie et de les laisser emporter, contre reçu, ceux qu'ils voudront.

Original sur parchemin percé de fentes, bandelette absente ; traces de sceau du secret au dos. Arch. nat. J 476, n° 2 (16).
Publiée par P. Deschamps, *Les lettres closes au début du XIV^e siècle dans Moyen Age*, 1926, p. 339.

1. Eure, arr. Louviers, cant. et comm. Pont-de-L'Arche.

2. Clerc du roi, chantré de Coutances (Mollat, *Jean XXII lettres communes*, 45224). Le 6 août 1328, il revient d'Avignon et apporte au roi plusieurs bulles, résultat de sa mission (Bibl. de Rouen, coll. Menant, VIII, 108). Il retournera auprès du pape en 1329 (Riezler, *Valikanische Akten*, p. 415, n° 1149). Sur la recommandation du roi, il remplace Jean de Vienne comme évêque d'Avranches à la fin de 1330 (Mollat, *op. cit.*, 51982).

3. Maître de la chambre des comptes. Le 2 avril 1328, il reçoit une somme d'argent pour les frais d'un voyage en Avignon (A.N. KK 2, f° 36). Voir sur ce personnage : H. Stein, *Guy Chevrier sénéchal royal sous Philippe le Bel...*, B.E.C. XCVI, 1935, p. 49-62, L. Carolus-Barré, *Deux conseillers du roi : Guy et Alphonse Chevier*, B.E.C., t. CI, 1940, p. 49-79 et Maillard, B.E.C. 1955, 194).

4. En mai 1324, le frère Jean d'Arches, des frères prêcheurs, est qualifié de « socius » du frère Jean Taurin confesseur de la reine défunte Marie de Luxembourg. (*Journ. trés., char. IV*, 5058.)

13

[1328]¹, 23 septembre. — Pont-Sainte-Maxence².

Philippe VI mande à Pierre Julien de montrer à Guy Baudet et à Jean Hautfuney les bulles relatives aux sentences portées contre les Flamands.

Original sur parchemin percé de fentes ; bandelette portant l'adresse ; sceau du secret en partie conservé au dos. Arch. nat. J 476, n° 2 (10).

A nostre feyal et amé mestre Pierre Julien

De par le roy

Mestre Pierre Julien, mostrez a mestres Guy Baudet³ et Jehan Haut-

1. Jules Viard (*Itinéraire de Philippe VI*, B.E.C. 1913, p. 91, n. 2). a rétabli la date de cette lettre que Dessalles (*op. cit.*, p. 401) donnait à Charles IV.

2. Oise, arr. Senlis, ch.l. de cant.

3. Clerc de l'hôtel du roi en 1328 (Viard, *L'hôtel...*, p. 24) et conseiller maître à la Grand'Chambre à la fin de l'année (Guillois, *Recherches sur les maîtres des requêtes de l'hôtel*, p. 271). Maître des requêtes de l'hôtel de 1331 à 1334 (*Ibid.*, p. 210, n. 10) et chancelier depuis le début de 1335 jusqu'à sa mort, en 1338.

funey nos clers toutes les bulles qui touchent le fait de Flandres qui sont en vostre garde et, se vous en savez aucunes autre part qui touchent ce meismes, si leur faites voyer et, se il y en a aucunes pour le fait dessus dit qui touchent l'assolucion et relaxacion des sentences de Flandres, si leur balliez pour apporter devers nous¹. Escript au Pont Sainte Mes-sence le XXIII^{me} jour du mois de septembre.

1. Le roi a besoin de ces actes pour régler la situation de la Flandre après la victoire de Cassel. Les sentences ecclésiastiques sont fulminées à chaque rébellion flamande, puis retirées à chaque paix.

14 [1328]¹, 18 novembre. — Breteuil-sur-Iton².

Le roi mande à Pierre Julien de copier sous son sceau, pour le comte de Flandre³ la soumission des villes flamandes⁴ et l'ordonnance de leurs otages⁵.

Original sur parchemin percé de fentes ; bandelette perdue ; au dos sceau du secret presque intact. Arch. nat. J 476, n° 2 (14).

De par le roy

Maistre P. Julien, nous vous mandons que vous faites faire au conte de Flandres de la submissions que les villes de Flandres qui a nous se rendirent en ceste derreine guerre de Flandres nous firent copie souz nostre seel et ausi de l'ordenance des hostages et de ce qui a ceste chose appartient. Donné a Bretueil le XVIII^e jour de novembre.

1. Dessales avait pensé que cette lettre, comme la précédente datait du règne de Charles IV. Viard a rétabli l'année 1328 (*Itin.*, p. 93 n.) qui ne peut faire de doute en raison des mentions relatives à la guerre de Flandre.

2. Eure, arr. Evreux, ch.l. de cant.

3. Louis, dit de Nevers.

4. Dunkerque se rendit au roi le 24 août, Furnes et Nieuport le 26, Poperinghe le 27, Ypres le 2 septembre, Courtrai et Bruges le 9 septembre. D'autres villes comme Bergues, Gravelines, Bourbourg firent directement leur soumission au comte (Viard, *La guerre de Flandre* (1328) dans B.E.C. LXXXIII, 1923, p. 376).

5. Le roi exigea 500 otages de la ville de Bruges (A.N. J 569, n° 6 et 7).

15 [1329], 25 janvier. — Fromont-sur-Seine¹.

Le roi mande aux gens du parlement de rétablir en son office Raoul Chaillou² dont l'innocence est prouvée.

1. Seine-et-Oise, arr. et cant. Corbeil, comm. Ris-Orangis.

2. Raoul Chaillou ou Chaillot a été bailli d'Auvergne de 1314 à 1316 et bailli de Caux de 1317 à 1319 (Delisle, *Rec. hist. de la France*, t. XXIV, p. *24 et *115). Il siège au parlement sous Charles IV (Aubert, *Nouvelles recherches...* dans N.R.H.D., 1916, p. 263) qui l'envoie, en 1325, comme commissaire réformateur dans le Languedoc (*Hist. de Languedoc*, IX, 446, n. 6), charge qu'il semble conserver jusqu'au début du règne de Philippe VI (*Invent. de Rob. Mignon*, p. 224). Il meurt avant le 24 avril 1337 (A.N. KK 5, f° 17). C'est ce personnage qui collabora au *Roman de Fauvel* (Langlois, *La vie en France au Moyen Age*, p. 287).

Original perdu.

Copie contemporaine enregistrée au parlement¹. Arch. nat. X
Ia 8845, f° 6 r°.

Les genz de nostre parlement, nous avons receu voz lettres par les quelles vous nous avez fait assavoir que selonc le mandement que fait vous avons vous avez veu les proces faiz tant par nostre seneschal de Tholouse² comme par nostre juge d'Agenois³ contre Giraut de Sabanac⁴ nostre tresorier dudit lieu pour cause du fait duquel nous avons fait suspendre de son office Raoul Chaillou, chevalier, et que veu ledit proces, oiz ledit chevalier, noz dis seneschal et juge et autres notaires de Tholosain, tout considéré et regardé, vous ne avez de riens trouvé en coupe dudit fait le dit Raoul Chaillou, ancoiz tant comme il touche sa personne s'en est bien espurgez et delivrez, et pour ce que vous le avez tel trouvé nous le reestablishons a son dit office qu'il avoit en nostre parlement et vous mandons que vous le recevez dore en avant en l'estat qu'il estoit ouït parlement avant ce que son office li fust suspendus pour la dessus dicte cause. Et pour ce qu'il ne peut estre que sur ledit proces n'ait esté faite mauvestié, qui que faite l'ait, nostre entente est et voulons et vous mandons que bien et diligemment vous enquerés ou faciez enquerir de ceste mauvestié si que la verité en soit sceue et deue purgation faite, car de certain, se la verité ne est sceue et trouvee, il nous desplaira forment. Donnée à Formont sus Saine le XXV^e jour de janvier.

1. L'enregistrement porte la mention suivante : « *ista littera fuit sic missa dominis parlamenti sub signo suo.* »

2. Mouton de Blainville qui est précisément rappelé « en France » en octobre 1328 pour « certaines affaires », sans doute celles mentionnées ici. (A.N. X Ia 8845, f° 3).

3. Raymond d'Aubenas ; juge mage d'Agenais depuis 1326, date à laquelle il est nommé à ce poste par le lieutenant du roi Alphonse d'Espagne (B.N. *nouv. acq. fr.* 5846, n° 4). Il l'est encore en octobre 1337 (*Ibid.*, n° 5).

4. Géraud de Sabanac avait été receveur de Périgord et de Quercy en 1323, receveur de Bigorre de juillet 1324 à juin 1327. Il est qualifié de receveur de Toulouse à la Saint Jean de 1328 (A.N. KK 2, ff 21 à 25). Charles IV l'appelait son « valet » et il était originaire de Cahors (Viard, *Journ. trés. Charles IV*, p. 654 n.).

16

1329 (n.st.), 8 février,

Philippe VI ordonne au chancelier¹ de délivrer désormais une bourse sur la grosse chancellerie de cire verte aux cinq maîtres clercs de la Chambre des comptes².

Original perdu.

Transcrite en partie dans Arch. nat. P 2288, p. 1270 et Bibl. nat., *franç.* 10988, f° 71 v°.

Publiée en partie par Du Chesne, *Histoire des chanceliers*, p. 292-293.

1. Mathieu Ferrand.

2. La mention suivante prouve qu'il s'agit d'une lettre close : « Mémoire que en une lettre cloze que le roy envoya au chancelier, donnée huit jours en février l'an trois cens vingt huit, estoit contenue une clause dont la teneur s'ensuit » (A.N. P 2288, p. 1270).

17

[1329]¹, 19 avril. — Paris.

Le roi Alphonse IV d'Aragon ayant prié Philippe VI de lui donner répit pour payer les sommes d'argent dues par son père Jacques II à des marchands de Montpellier et de Narbonne, le roi de France l'informe que le parlement a donné à ces marchands des lettres de marque contre les Aragonais et les Catalans et que seul le paiement immédiat des sommes dues peut en éviter l'exécution.

Original sur parchemin. Arch. de la couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* 434.

Publiée par J. Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois dans Moyen Age*, 1917-1918, p. 55-56.

1. Le 19 novembre 1326, le roi Jacques d'Aragon reconnaissait devoir à des marchands de Montpellier et de Narbonne 31323 l. à payer en trois années. Il avait été même entendu que s'il ne tenait pas ses engagements, les marchands pourraient se faire délivrer des lettres de marque sans mise en demeure préalable. Sur la protestation des Barcelonais le roi avait demandé à Charles IV de le dispenser de l'exécution de cette dernière clause et, le 12 janvier (1327), le roi de France avait accédé à ce désir (A.N. X la 8844 ff. 303 et 304). En 1328, accordant un subside pour la guerre de Flandre, les consuls de Montpellier se plaignent des pirateries des Aragonais et des Génois et demandent que le roi fasse quelque chose en leur faveur (*Hist. de Languedoc*, X, c. 678). C'est peut-être à la suite de ces démarches que le parlement leur accorde des lettres de marque.

18

[1329]¹, 17 mai. — S.I.².

Philippe VI remercie le doge de Venise, François Dandolo, de sa lettre du 4 mai relative à la défense des intérêts de Guillelmus Pincharellus de Premano et de feu Jean de La Croix³, bourgeois de Montpellier, en contestation avec le vénitien Andreolus Dedo.

Original perdu. Copie contemporaine, Archives de Venise, *Commemorial*, III, f° 32 v°.

Publiée par L. de Mas-Latrie, *Commerce et expéditions militaires de la France et de Venise au Moyen Age*, dans *Mélanges hist.*, t. III, de la collection des documents inédits, p. 82.

1. Mas-Latrie estimait que cette lettre pouvait dater de 1328 ou de 1329 ; mais, François Dandolo ayant été élu doge le 4 janvier 1329, cette dernière année peut seule être retenue. Cette lettre suppose une lettre antérieure écrite au doge en faveur de ces bourgeois de Montpellier qui doit être du mois d'avril et peut être rapprochée de la lettre n° 17 qui concerne également des bourgeois de Montpellier.

2. Le roi doit se trouver à Fontaine-Notre-Dame-en-Valois, c'est-à-dire à la chartreuse de Bourfontaine où, selon l'itinéraire de Viard, il séjourne les 15 et 18 mai.

3. S'agit-il du Jean de La Croix qui a été, peu avant mai 1324, *regaliator episcopatus trecensis* (*Journ. trës. Charl. IV*, n° 6054) et qui est, en octobre 1325, receveur de Lille (*Ibid.*, 8618) ? Un Jean de La Croix, bourgeois de Montpellier, sans doute parent du précédent, est, en 1359, trésorier de Languedoc (*Hist. de Languedoc*, X, 1162).

19

[1329], 17 novembre. — Saint-Germain-en-Laye.

Le roi mande à Pierre Julien de lui procurer un privilège pontifical relatif à la punition des chapelains de ses châteaux.

Original sur parchemin percé de fentes. La clôture était assurée par une queue qui est arrachée. Au dos, trace du sceau du secret. Arch. nat. J 476, n° 2 (20).

De par le roy

Maistre Pierre Julien, nous vous mandons que tantost ces lettres veues vous nous envoieez ou apourtez la ou nous serons un privilege que vous avez par devers vous qui fu ottroïé a aucuns noz devanciers roys de France, dont l'evesque de Senliz est exeuteur, qui parle de la punicion des chapellains de noz chasteaus quant il se meffont¹; et ce ne leissiez en nulle maniere. Donné a Saint Germain en Laie le XVII^e jour de novembre².

1. Bulle ou rescrit de Boniface VIII, du 1^{er} juillet 1298, adressé à l'évêque de Senlis « pour punir les excez des chapelains es bénéfices des chappelles de fondation royale » (Du Tillet, *Recueil des rois de France* (1618), I, 440).

2. Ce privilège fut remis le 22 novembre au secrétaire du roi Pierre Barrière, ainsi qu'en fait foi l'inscription qui se lit au dos du parchemin : « Je Guy de Beryon baillay a mestre P. Barr. le privilege de quoy ceste lettre fest mention le mercredi devant la S. Katherine, presens l'arcediacre de Langres, mons. G. Bertran, mestre Robert d'Aigneville et mestre J. de Sainte Solenge, l'an mil CCC vint et neuf. »

20

[1330], 26 mars. — Royaumont¹.

Le roi ordonne aux gens du parlement d'instituer le clerc de Pierre de Cugnières² au premier office de sergent au parlement qui sera vacant et d'enregistrer cet ordre.

Original perdu. Copie enregistrée au parlement, Arch. nat. X la 8845, f° 61 v°.

De par le roy

Noz genz de parlement, comme nous vous aiens seignefié par nostre amé et feal l'evesque de Biauvez³ que l'office de sergenterie de nostre parlement premierement vacant nous avons octroïé au clerc de nostre amé et feal chevalier P. de Cuigneres, nous vous mandons que en la manere que ledit evesque le vous a dit de par nous vous le institués audit office toutefois que il sera escheus et pour ce que vous l'aiés a memoire nous voulons que vous facés des lettres bien garder et enregistrer si que ledit ne puisse estre defraudés de nostre octroy. Donné a Royaumont le XXVI^e jour de marz.

1. Seine-et-Oise, arr. Pontoise, cant. Luzarches, comm. Asnières-sur-Oise.

2. Premier président du parlement après l'exécution d'Hugues de Crusy. Voir sur lui : Aubert, *Notes pour servir à l'hist. de P. de Cugnières* dans *Bull. soc. hist. Paris*, 1884, p. 134-137. Son clerc s'appelle Jehannot Fritel, dit de Paris, du Plessis-Belleville.

3. Jean de Marigny, frère d'Enguerran, un des plus influents conseillers de Philippe VI de Valois.

21 [1330]¹, 28 mars. — Val-Notre-Dame².

Le roi mande au chancelier³ de lui envoyer avant le lendemain soir des lettres relatives au comté d'Artois scellées de son sceau et de celui de son frère⁴.

Original sur parchemin percé de fentes. Bandelette perdue.
Au dos traces du sceau secret. Arch. nat. J 476, n° 2 (35).
Publiée par P. Deschamps, *Les lettres closes au début du XIV^e siècle* dans *Moyen Age*, 1926, p. 340.

1. Viard date cette lettre de l'année 1331 (*Itinéraire*, p. 102, note), le mercredi avant les Rameaux tombant le 20 mars. Ce séjour au Val-Notre-Dame en 1331 est cependant peu vraisemblable, le roi habitant en cette localité dans la première quinzaine de mars, mais restant à Paris et à Vincennes dans la seconde moitié. L'année 1330 est plus acceptable, puisque le 26 mars de cette année Philippe VI est à Royaumont et qu'il est certain qu'il passe au Val-Notre-Dame dans le courant de ce mois (A.N. JJ 66, n° 132 et 316). Viard a cru que le roi se trouvait le 29 mars à Paris, ce qui rendait peu probable le séjour du 28 au Val-Notre-Dame ; mais les séjours de Philippe VI à Paris, tels que les dresse l'*Itinéraire*, sont souvent suspects, beaucoup d'actes datés de la capitale ayant été expédiés hors de la présence du roi.

Au dos du parchemin figure une note du garde du trésor des chartes, Pierre Julien : « *Virtute presentis mandati ego P. Julien tradidi domino cancellario litteras acordi comitis Atrabatenensis et comitis Bellismontis super comitatum Atrabatensem domino regi deferendas.* » Un accord entre Robert d'Artois comte de Beaumont et la comtesse se situe mieux en 1330, quand le procès civil commence à peine, qu'en 1331, où les positions des parties se sont durcies.

2. Seine-et-Oise, arr. Versailles, cant. et comm. Argenteuil.

3. Guillaume de Sainte-Maure.

4. Le frère du roi est le comte d'Alençon, mais le duc de Bourgogne, dont l'épouse est comtesse d'Artois et qui est frère de la reine, est souvent aussi qualifié par le roi de « frère ».

22 [1330], 20 novembre. — Saint-Germain-en-Laye

Le roi ordonne aux gens du parlement de tenir en état les causes de la trésorerie de Laon jusqu'à ce qu'un trésorier soit investi d'une manière incontestable¹.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement : arch. nat. X 1a 8845, f° 124.

De par le roy

Noz amés et feaus gens de nostre parlement, nous entendons que autrefois vacant la thresorerie de Laon vous avés tenu en estat les

1. Le chancelier Jean Cherchemont est trésorier de Laon au début du règne de Philippe VI. Après sa mort, en octobre 1328, Guillaume Bertran en est pourvu le 29 décembre (Mollat, *Jean XXII, lettres communes*, n° 43656). Celui-ci l'abandonne lorsqu'il est fait évêque de Noyon et cette prébende est donnée par Jean XXII au chancelier Guillaume de Sainte-Maure, qui avait refusé l'évêché de Noyon (12 mars 1331. Mollat, *op. cit.*, 53046). La lettre du roi semble indiquer que, malgré la collation pontificale, la possession de la trésorerie de Laon par Guillaume Bertran n'était pas très sûre. Maître des requêtes de l'hôtel, Guillaume Bertran est le frère du maréchal Bertran. Il deviendra évêque de Bayeux, puis de Beauvais.

causes et besoignes d'icelle pendens en nostre parlement. Si voulons encore et vous mandons que les dictes causes et besoignes d'icelle thresorerie pendens oudit parlement vous teigné en estat juques a tant qu'il vous appere que il y ait thresorier qui en soit en possession et qui en joisse paisiblement. Donné a Saint Germain en Laye le XX^e jour de novembre.

23 [1331], 24 janvier. — Longpont-lez-Monthléry¹.

Philippe VI prie Alphonse d'Aragon de retarder une seconde fois l'expédition qu'il projette contre les Maures de Grenade², comptant prochainement savoir si les perspectives de guerre ou de paix en Gascogne³ lui permettront de contribuer puissamment au succès de cette croisade.

Original parchemin, Archives de la couronne d'Aragon, *perg. extra inv.* 3361.

Publiée par J. Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*, dans *Moyen Age*, 1917-1918, p. 58.

1. Seine-et-Oise, arr. Corbeil, cant. Longjumeau.

2. Voir à ce sujet : Miret y Sans, *Negociacions diplomatiques d'Alfons III de Catalunya-Arago ab el rey de França per la croada contra Granada* (1328-1332) dans les publications de l'*Institut d'estudis catalans* (1908), pièce n° XI.

3. La guerre entre la France et l'Angleterre est alors de nouveau menaçante et il n'y a aucune raison pour suspecter, comme le fait Miret y Sans (*Lettres closes des premiers Valois*, p. 59), la sincérité de Philippe VI. C'est pourtant la paix qui l'emporte par les traités de mars 1331 et par la rencontre d'Edouard III et de Philippe de Valois à Saint-Christophe-en-Halatte au mois d'avril.

Cette lettre donne à penser que le roi de France était décidé à liquider, au besoin par les armes, les difficultés existant entre les deux royaumes.

24 [1331], 9 février. — Saint-Germain-en-Laye.

Le roi ordonne aux gens du parlement de tenir en état les causes du comte de Blois jusqu'au 20 février.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Arch. nat. X Ia 8845, f° 126 v°.

De par le roy

A noz amés et feauls les gens de nostre parlement a Paris salut, nous vous mandons et pour cause que les journées que nostre trescher amé et feal frere le conte de Blois a par devant vous en parlement vous continués juques au mercredi après les brandons prochain venant. Donné a Saint Germain en Laye IX jours de fevrier.

par vous¹. J. Lagatu².

1. « Par vous » signifie que cette lettre close a été commandée par le chancelier Guillaume de Sainte-Maure. Exemple rare, sinon unique, qui prouve l'autorité de ce personnage.

2. Secrétaire du roi. Jean Lagatu figure sur la liste des notaires de 1328-1329 (Viard, *L'hôtel...*, p. 25).

25 [1331], 10 février. — Saint-Germain-en-Laye.

Philippe VI demande au roi d'Aragon des nouvelles de sa santé et le prie de lui faire connaître ses projets relatifs à la croisade contre les Maures de Grenade.

Original sur parchemin. Arch. de la couronne d'Aragon, perg. extra inv. 3320.

Tres cher, tres haut et tres amé cousin, pour ce que touzjours nous voudrions vostre bon estat et en oïr souvent nouvelles a nous agreables, nous vous prions que vous nous en vueillez faire savoir la certainneté le plus souvant que vous pourrez et vous prions aussi que vous nous vueillez signifier en quel point est orendroit la besoingne de Grenade et le voiage que vous en avez emprís et tout ce que vous en pensez a faire. Quant a nostre estat le quel vous desirrez estre bon si comme nous pensons sachez que au partir de ces lettres nous estions en bon point, sain et hestié grace Nostre Seigneur. Donnée a Saint Germain en Laye le X^e jour de fevrier.

26 [1331], 10 février. — Saint-Germain-en-Laye.

Le roi demande à Jean Semeriz, chevalier du roi d'Aragon, des nouvelles de l'expédition projetée par son maître contre Grenade. Il le prie également de ne pas partir immédiatement pour cette croisade, car il est possible qu'il soit obligé d'aller guerroyer en Gascogne et il serait heureux d'avoir alors ce chevalier à ces côtés.

Original sur parchemin. Archives de la couronne d'Aragon, perg. extra inv. n° 550¹.

Publiée par J. Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois dans Moyen Age*, 1917-1918, p. 61.

1. Cette lettre close débute comme une lettre patente : « Ph. par la grace de Dieu rois de France, a nostre cher et amé... » Mais l'année n'y est pas indiquée.

27 [1331], 6 mars. — Val-Notre-Dame.

Philippe VI demande au roi d'Aragon de reporter l'expédition contre Grenade au carême, ce qui permettra à de nombreux chevaliers du royaume de France, et peut être au roi lui-même, de s'y rendre. Il le prie aussi de croire ce qui lui sera dit par l'écuyer Raoul de Rochefort qu'il lui envoie¹.

Copie ancienne. Archives de la couronne d'Aragon, *Cartes reials*, sans numérotation.

Publiée par J. Miret y Sans, *Negociacions diplomatiques d'Alfons III de Catalunya-Arago ab el rey de Franca...* Publ. Institut d'estudis catalans, p. 68.

1. Raoul de Rochefort est le beau-frère de Jean du Chastellier, qui avait épousé Blanche de Rochefort. Cet écuyer semble avoir été connu de la mère du roi d'Aragon (Miret y Sans, *Neg. dipl.*, p. 54).

28

[1331], 7 mars. — Val-Notre-Dame.

Philippe VI prie le roi d'Aragon de ne pas faciliter la venue du comte de Juliers¹ et de Jean de Hainaut² en Aragon, estimant qu'il serait regrettable qu'une expédition se fasse contre Grenade en cette saison et qu'on n'attende pas que les Français, et peut-être le roi lui-même, puissent y participer.

Copie ancienne. Archives de la couronne d'Aragon, *cartes reials*.

Publiée par J. Miret y Sans, *Negociacions diplomatiques...* p. 68.

1. Il s'agit du comte Guillaume de Juliers qui a prêté hommage à Philippe VI, en décembre 1328, pour une rente de 600 l.t., à condition de le servir contre tous, sauf le roi d'Allemagne et le duc de Brabant. (Wauters, *Table chronologique des chartes... concernant l'histoire de la Belgique*, t. IX, p. 317.)

2. Sire de Beaumont et de Chimay, frère du comte Guillaume de Hainaut, Jean de Hainaut est un des chevaliers le plus admirés de son temps. Voir sur ce personnage : Waller Zeper, *Jan van Henegouwen, heer van Beaumont*. La Haye (1914).

29

[1331], 11 mars. — Val-Notre-Dame.

Philippe VI demande au roi d'Aragon de rencontrer le roi de Navarre¹ pour préparer la croisade contre les maures de Grenade, à laquelle il compte se joindre personnellement à Noël. Il écrit aussi au roi de Navarre à ce sujet.

Copie ancienne. Archives de la couronne d'Aragon, *cartes reials*.

Publiée par J. Miret y Sans, *Negociacions diplomatiques...* p. 69.

1. Philippe d'Evreux, roi de Navarre par sa femme fille de Louis X.

30

[1331¹, mars].

Philippe VI demande à Jean XXII de reculer jusqu'à Noël le point de départ de la décime triennale accordée au roi d'Aragon pour l'expédition de Grenade, sans retenir ce qui a pu être déjà perçu ; il le prie d'écrire au roi d'Aragon de reporter sa croisade à cette date et de ne pas favoriser le passage en Espagne, avant Noël, du comte de Juliers et de Jean de Hainaut, car il ne peut laisser ses chevaliers sortir du royaume

1. Tout concourt à dater cette lettre, que nous ne connaissons que par la copie que Philippe VI fit envoyer au roi d'Aragon, du mois de mars 1331. C'est le 1^{er} mars, à Saint-Germain que le roi exprime à l'envoyé aragonais son désir de retarder la croisade jusqu'à Noël (Miret y Sans, *Negociacions diplomatiques*, p. 35). C'est le 7 mars qu'il demande à Alphonse IV de ne pas faciliter le passage en Espagne du comte de Juliers et de Jean de Hainaut (Lettre 28). Elle est postérieure au 9 mars, puisque le roi sait que ses gens et ceux d'Edouard III ont signé un accord qui fut passé en Angleterre à cette date (Rymer, *Foedera...* t. II, 2^e ptie, p. 806), mais antérieure au traité d'avril puisque Philippe VI émet encore des doutes sur la solidité de cet accord.

tant qu'il n'est pas certain que l'accord conclu entre ses gens et ceux d'Edouard III sera ferme et durable.

Copie sur parchemin, Archives de la couronne d'Aragon, *perg. extra inv.* 3366.

Publiée par J. Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois dans Moyen Age*, 1917-1918, p. 59-60.

31

[1331], 27 mars. — Wirm¹.

Philippe VI demande encore au roi d'Aragon de remettre à l'année suivante l'expédition contre Grenade.

Original sur parchemin, Archives de la couronne d'Aragon, *perg. extra inv.* 606. Le parchemin est percé de fentes. Au dos traces de sceau du secret².

Tres haut et tres chier et amé cousin, si comme autrefois vous avons escript nous voudrions moult et nous sembleroit bon que le voiage que vous avez empris a faire en Grenate en ceste prochaine nouvelle saison vous aloingnessez jusques a un an, car pluseurs genz de nostre royaume qui avoient empris le dit voiage a faire et lesquels il convient demorer a present pour ce que nous pensons avoir a faire en nostre royaume pourroient acomplir l'annee qui vient leur dite emprise et en pourriez avoir grant aide dont la besoingne pourroit assez mieux valoir. Si vous prions, beau cousin, que sus le dit aloignement vous veuillez avoir vostre avis et le faire se senz grant dommage de vostre emprise et senz peril peust estre fait et sus ce nous veuillez tost rescrire ce que vous en pourrez faire en bonne maniere. Donné a Wirm. le XXVII^e jour de marz.

1. On lit nettement « Wirm. », ce qui est difficile à expliquer. Est-ce Viarmes (Seine-et-Oise, arr. Pontoise, cant. Luzarches) ? Mais le roi paraît séjourner à Paris à la fin du mois de mars. Serait-ce Winestre, c'est-à-dire Bicêtre ?

2. Cette remarque m'a été communiquée par Mademoiselle Viellard.

32

[1331], 13 mai. — Le Vaudreuil¹.

Philippe VI félicite le roi Alphonse d'Aragon de n'avoir pas conclu de trêve avec les gens de Grenade et d'avoir envoyé un informateur auprès du roi de Castille qui aurait conclu une trêve de quatre ans avec eux. Il le prie de lui adresser, dès que possible, l'infant Pierre et le chevalier Don Jean Semeriz de Reux qui lui exposeront ses projets touchant la croisade. il lui annonce que le roi d'Angleterre, qui est venu récemment en France², paraît disposé à se joindre à eux.

Copie ancienne, Archives de la couronne d'Aragon, *cartes reials*.

Publiée par Miret y Sans, *Negoc. diplom.*, p. 69-70.

1. Eure, arr. Les Andelys, cant. Pont-de-L'Arche.

2. Edouard III s'est embarqué à Douvres le 4 avril et se trouve à St Christophe-en-Halatte le 13 (Rymer, *op. cit.*, p. 815).

33

[1331], 22 mai. — Abbaye de Bonport¹.

Philippe VI demande au roi d'Aragon de lui envoyer un messenger afin de lui faire connaître la date de la réunion à tenir avec le roi de Navarre. Ce messenger devra passer par Bordeaux et Poitiers afin de rencontrer éventuellement celui qu'envoie le roi de France. Philippe VI prie encore Alphonse IV de retenir l'enfant Pierre et don Jean Semeriz jusqu'à l'arrivée de son messenger.

Copie ancienne, Arch. de la couronne d'Aragon, *cartes reials*.
Publiée par Miret y Sans, *Negoc. diplom.*, p. 70.

1. Eure, arr. Louviers, cant. et comm. Pont-de-L'Arche.

34

[1331], 22 juillet. — Breteuil¹.

Le roi d'Aragon n'ayant pas encore reçu de réponse du roi de Castille et n'ayant pu réunir l'ensemble de son conseil, Philippe VI retient en France ses messagers, se fiant au roi d'Aragon pour l'organisation de l'expédition à laquelle il compte prendre part avec Edouard III. Il assure aussi à Alphonse IV que les messagers que celui-ci envoie en Avignon ne seront pas inquiétés par suite des lettres de marque accordées contre les Aragonais, à condition qu'ils ne se comportent pas en commerçants.

Copie ancienne, Arch. de la couronne d'Aragon, *cartes reials*.
Publiée par Miret y Sans, *Negoc. diplom.*, p. 71.

1. Breteuil-sur-Iton, Eure, arr. Evreux, ch. l. de cant.

35

[1331], 12 août. — Saint-Germain-de-Navarre¹.

Philippe VI écrit à Raymond de Melan, représentant du roi d'Aragon en France, qu'il a bien reçu les lettres d'Alphonse IV et de son frère l'enfant Pierre, qu'il fait faire une enquête sur l'affaire concernant Roger de Comminges² et qu'en attendant le résultat de l'enquête il laisse cette affaire en état.

Original sur parchemin, Archiv. de la couronne d'Aragon,
perg. extra inv. n° 3339.

Publiée par Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*
dans *Moyen Age*, 1917-1918, p. 56.

1. Localité aujourd'hui réunie à Evreux (de Blossville, *Dict. topogr. du départ. de l'Eure*, Paris 1877, p. 194).

2. Fils d'Arnaud de Comminges, vicomte de Couserans, et de Philippe de Foix (Anselme, II, 643), damoiseau en 1315 (*Journ. trës. Charles IV*, n° 938). Le 20 avril 1330, le parlement donne raison à Roger de Comminges en ce qui concerne une mine d'argent située dans les Pyrénées dont les revenus avaient été saisis par le roi (A.N. X la 6, f° 103 v°). La demande du roi d'Aragon était peut-être déterminée par la suite à donner à cette affaire. Ce Roger de Comminges est-il le même personnage que celui qui fut fait prisonnier à Auberoche, en 1345, et à qui le duc de Bourbon donna 2.000 l. pour sa rançon (Bertrand, *Etudes sur les chroniques de Froissart*, p. 116).

36 [1331], 12 août. — Saint-Germain-de-Navarre.

Philippe VI exprime au roi d'Aragon la satisfaction qu'il éprouve à le voir, ainsi que son frère l'infant Pierre dont il attend la venue en France, préparer activement la croisade de Grenade et l'assure qu'il a toujours la ferme intention d'y collaborer.

Copie ancienne, Arch. de la couronne d'Aragon, *cartes reials*.
Publiée par Miret y Sans, *Negoc. diplom.*, p. 72.

37 [1331], 5 septembre. — Saint-Germain-en-Laye

Le roi demande au garde du trésor des chartes de rechercher une bulle de Clément V relative à une contestation sur une prébende dans l'église d'Orléans, au temps de Philippe le Bel.

Original sur parchemin percé de fentes. La queue qui portait l'adresse est perdue. Le verso porte des traces du sceau du secret. Arch. nat. J. 476, n° 2 (28).

De par le roy

Maistre Pierre Julien, nous vous mandons que vous querez tantost entre les lettres et privileges que vous avez en garde une bulle du temps pape Clement sur une declaracion ou sentence faite ou temps de nostre cher seigneur et oncle le roy Phelippe le bel d'un debat qui lors fu de la provende d'Orleans qui vaca par la promocion a l'arceveschié de Reyns de Robert de Cortenay¹ laquelle pape Boniface donna a un lombart et nostre dit oncle la donna par le droit de son regale a maistre Thiebaut d'Aunoy qui fu doien de Chartres²; et soiez diligent de querir senz delay la dicte bulle laquelle, se vous la trouvez, nous apportez ou envoyez tantost. Donnée a Saint Germain en Laie le V^e jour de septembre.

1. Robert de Courtenay fut promu à l'archevêché de Reims le 8 septembre 1299.

2. Thibaut d'Aunoy (*Theobaldus de Alneto*) fut, en effet, créé doyen de Chartres par Boniface VIII le 29 juin 1298, bien qu'il fût déjà chanoine de Beauvais et de Thérouanne et qu'il prétendit à la prévôté de l'église de Saint Amand de Douai. Le pape l'autorisa, en même temps, à ne résider qu'à Chartres (*Registres de Boniface VIII*, 4093 et 4094).

38 [1331]¹, 26 septembre. — Bois-de-Vincennes.

Philippe VI demande à Edouard III de faire faire une enquête sur la rébellion des tenanciers des manoirs d'Ogbourne appartenant aux

1. La présence de Philippe VI à Vincennes à la fin de septembre 1331 est attestée (Viard, *Itinéraire*). Cette année coïncide avec une période de bons rapports entre les rois de France et d'Angleterre permettant des relations épistolaires amicales.

moines de l'abbaye du Bec-Hellouin¹ et, si l'enquête est favorable aux moines, de faire droit à leurs demandes.

Original sur parchemin incisé conservé au *Public Record Office* de Londres — *Ancient correspondence of the Chancery and Exchequer*, Vol. XXXVIII, n° 49.

Trescher et tres amé cousin, comme selon ce que noz amez chapelains l'abbé² et le couvent du Bec-Helluyn nous ont donné a entendre il aient en vostre royaume deux manoirs appelez Okebourne le grant et le petit qui furent iadis donnez en pure et perpetuel aumosne pour la vesteure des moines demouranz et servanz Dieu au dit lieu du Bec et es appartenances, les quels euls et leurs predecesseurs ont depuis touz jourz tenuz et esté et demourez saisi de tous les tenanz des diz manoirs comme de leurs vilains sers en prenant d'iceus rachat de char et de sanc, taillage de ³ et finance de terre apres vuidance a leur voulement et d'avoir de eus pluseurs autres services, coustumez et redevances de si lonc temps qu'il n'est memoire du contraire, et de nouvel les diz sers et tenanz soient devenuz rebelles ne ne leur veulent faire les diz services, coustummes et redevances si comme il y sont tenu a cause de leurs corps qui sont leurs villains et des terres que il tiennent en villenage, et pour la force de eus et de leurs soustenanz les diz religieux ne les puissent iusticer ne contraindre, nous vous prions, trescher cousin, bien affectueusement que vous veuillez mander et commettre a un ou a deux bonnes personnes de voz genz qu'il en-

1. Ogbourne se trouve dans le Wiltshire. Ogbourne-le-Grand s'appelait aussi Saint-George et Ogbourne-le-Petit Saint-Andrew. Ces manoirs avaient été donnés à l'abbaye du Bec dans la première moitié du XII^e siècle. En 1133, Henri I^{er} d'Angleterre confirme la donation faite par Robert de Bry et par sa femme Malthilde de Wallingford. La première donation ne comprenait que le Petit-Ogbourne. Devenue veuve, Mathilde de Wallingford augmenta la donation à plusieurs reprises. Ces actes ont été publiés par Marjorie Chibnall, *Select documents of the English lands of the abbey of Bec*, Camden third series, vol. LXXIII, Londres 1951, p. 10 (n° XVIII), p. 20 (n° XXXVII), p. 24 et 25 (n° XLVI à XLVIII). Robert de Bry et sa femme étaient des partisans dévoués de l'impératrice Mathilde qui séjourna à Ogbourne.

Quand Gilbert de Saint-Etienne, administrateur d'Ogbourne pour le compte des moines du Bec, mourut le 24 août 1327, les revenus de ces manoirs furent, on ne sait pour quelle raison, mis en la main du roi d'Angleterre. Les tenanciers d'Ogbourne s'opposèrent au nouvel administrateur. L'abbé adressa une pétition au roi d'Angleterre qui prescrivit une enquête, à la suite de laquelle il fut reconnu que les hommes étaient ses vilains. Cependant les tenanciers appuyés par des chevaliers voisins, continuèrent à refuser les services qu'ils devaient. Finalement l'intervention de Philippe VI produisit un résultat puisque les rebelles le plus obstinés furent mis en prison et que l'abbaye retrouva sa pleine autorité sur Ogbourne en 1332 (Marjorie Morgan, *The English lands of the abbey of Bec*, Londres, 1953, p. 107-108).

Une vingtaine d'années auparavant Ogbourne avait été l'occasion d'un autre conflit dans lequel était intervenue la chevalerie de Normandie. Clément V, en 1305, avait donné les revenus d'Ogbourne à son neveu, Raymond de Got. Les moines protestèrent et 18 barons normands, descendants des bienfaiteurs de l'abbaye, adressèrent en 1308 une supplique au pape. Heureusement Raymond de Got mourut en 1310 ; Clément V ne lui donna pas de successeur à Ogbourne et, en 1313, releva les religieux du Bec des peines encourues pour lui avoir résisté (Porée, *Hist. de l'abbaye du Bec*, II, 60).

2. Geoffroy Faé, futur évêque d'Evreux.

3. Mot illisible sur la photocopie.

quierent hastivement et diligemment la verité de la chose et, ou cas ou il trouveront que ce soit le droit des diz religieux, il le leur delivrent de par vous et les en facent joir, aus quels religieux nous vous prions que vous vuillez estre gracieus et favorables en leur droit gardent pour l'amour de nous et en faire tant qu'il se puissent appercevoir envers vous de nostre priere. Donné au bois de Vincennes le XXVI^e jour de septembre.

39 [1331], 18 novembre. — Châteauneuf-sur-Loire¹.

Philippe VI qui a entrepris de délivrer la Terre Sainte demande au doge et à la commune de Venise de lui adresser pour le 23 décembre² quelques citoyens de leur ville afin de lui faire connaître dans quelle mesure et à quel prix les Vénitiens pourraient collaborer à cette croisade, en fournissant des navires de transport et des provisions³.

Copie ancienne, Archives de Venise, *Commemorial*, III, f^o 71. Publiée par Mas-Latrie, *Commerce et expéditions militaires de la France et de Venise au Moyen Age dans Mélanges historiques*, t. III, (Coll. des documents inédits), p. 97-98.

1. Loiret, arr. Orléans, ch. l. de cant.

2. Bien que portée par courriers, la lettre n'arriva à Venise que le 17 décembre et il est impossible que les Vénitiens aient pu arriver à Paris à la date fixée. (Mas-Latrie, *op. cit.*, p. 97.) Les ambassadeurs vénitiens : Jean Bellegno, Blaise Zeno et Marin Morosini n'arrivèrent en France qu'en 1332 et remirent au roi, le 11 mai, la réponse demandée (Mas-Latrie, *op. cit.*, p. 98-101).

3. Philippe VI, entre le 12 août et le 18 novembre s'est donc rendu compte qu'il lui serait impossible de participer à une croisade en Espagne, en raison de l'attitude du roi de Castille. Il n'abandonne ce projet que pour en former un autre, plus grandiose : la délivrance de la Terre Sainte.

40 [1331¹], 7 décembre. — Abbaye de Châalis².

Le roi mande au garde du trésor des chartes de rechercher une bulle de Clément V qui concerne l'évêque de Senlis et des gens de l'hôtel et d'en donner copie à Pierre Barrière³.

Original sur parchemin percé de fentes ; au dos sceau du secret légèrement détérioré ; Arch. nat. J. 476, n^o 2 (21).

De par le roy

Maistre P. Julien, nous vous mandons que vous faciez querir entre noz privileges une bulle du temps pape Climent qui fait mention de l'evesque de Senlis et des genz de nostre hostel si comme il vous devi-

1. Viard, dans *l'Itinéraire* adopte l'année 1329, ce qui n'est pas absolument impossible, mais qui n'est pas non plus prouvé. L'année 1331 est plus vraisemblable, car, le 10 décembre, le roi se trouve à Crécy-en-Brie, localité qui n'est pas très éloignée de Châalis.

2. Fontaine-Châalis. Oise, arr. Senlis, cant. Nanteuil-le-Haudouin.

3. Pierre Barrière est évêque de Senlis de 1314 à 1334 et ne doit pas être confondu avec son homonyme et parent, le secrétaire du roi. Le contenu de cette bulle pontificale est trop vaguement défini pour pouvoir être identifié.

sera plus a plein et en baillez la copie au dit evesque. Donné a Chaaliz le VII^e iour de decembre.

41

[1332], 21 février. — Vert-le-Grand¹.

Philippe VI mande aux gens du parlement de ne rien changer dans leur manière de correspondre avec les officiers du duché de Normandie et des comtés d'Anjou et du Maine qu'il a donnés à son fils².

Original perdu.

Copie contemporaine enregistrée au parlement, Arch. nat. X la 8845, f^o 201 v^o.

De par le roy

Nous vous mandons que, non obstant ce que nous avons nagueres donné a nostre trescher et amé fil Jehan de France la duchie de Normandie, la conté d'Aniou et du Maine et de ce l'aions receu en nostre foy et hommage, vous escrivés et faciés escrire aus officiers des dictes duchie et conté de par nous en la forme et manere que vous faisies par avant le don et homage devant dis juques a tant que il nous plaira et que vous aurez de par nous autre mandement. Donné à Ver le Grant le XXI^e jour de fevrier.

1. Seine-et-Oise, arr. Corbeil, cant. Arpajon.

2. La donation de ces fiefs à Jean de France date du 17 février 1332 (Brusel, *Usage des fiefs*, II, p. LXXXXI). Ce prince avait douze ans et le roi n'entendait pas lui laisser la propriété réelle de ces territoires. Les officiers royaux de la Chambre des comptes et du parlement ne changèrent pas leurs façons d'administrer ces régions, tout en expédiant les lettres au nom du duc-comte et en prenant soin de faire inscrire par les notaires la mention : « par mons. le duc, du commandement (ou de la volonté) du roi. »

42

[1332], 27 juin. — La-Loge-Saint-Denis.

Philippe VI mande au garde du trésor des chartes de donner copie à Robert Le Veneur, maître des eaux et forêts¹, des registres concernant les forêts de Normandie.

Original sur parchemin muni de fentes ; au dos traces du sceau du secret ; la bandelette de parchemin portant l'adresse est conservée.

Arch. nat. J. 476, n^o 2 (26).

A nostre amé clerc mestre Pierre Julien

De par le roy

Mestre Pierre Julien, nous vous mandons que vous sanz delay bailliez

1. Jean Le Veneur est, aussi, maître des forêts en 1332 (Viard, *L'hôtel de Philippe VI* p. 35). Il a probablement succédé dans cet office à Robert Le Veneur qui occupait ces fonctions sous les derniers Capétiens (Viard, *Journ. trés. Charles IV*, n^o 677 n.), en 1329 (A.N. JJ 68, n^o 79) et en 1332.

a nostre amé Robert Le Veneur, chevalier, mestre de noz eaues et foresz ou a son certain commendement par lui coppie de noz registres lesquels vous gardez touchanz noz foresz de Normandie car il en a mes-tier pour nous. Donné a la Loige Saint Denis XXVII^e jour de juing.

43

[1332], 22 juillet. — Becoiseau¹

Philippe VI mande au garde du trésor des chartes de donner copie au bailli de Chaumont² du privilège pontifical par lequel nul ne peut mettre interdit en ses terres³.

Original sur parchemin percé de fentes ; au dos traces de sceau du secret, bandelette perdue. Arch. nat. J 476, n° 2 (29).

De par le roy

Maistre P. Julien, nous vous mandons que a nostre balli de Chaumont vous baillez copie dou privilaige que nous avons dou pape comment nuls ne puet mettre interdit en noz villes ne en noz lieus et ce ne laissez en nulle maniere. Donné a Becoiseil le XXII^e jour de jull.

1. Seine-et-Marne, arr. Coulommiers, comm. Mortcerf.

2. Godemar du Fay, seigneur de Bouthéon (Loire, arr. Montbrison, cant. Saint-Galmier), bailli de Vitry et Chaumont au moins depuis 1329 (A.N. JJ 66, n° 339) jusqu'à 1335 (*Gallia regia* 6822).

3. Nicolas III, Honorius IV, Alexandre IV, Grégoire IX et Jean XXII avaient accordé au roi que ses chapelles ne pourraient être mises en interdit que par le pape. Clément VI, en 1351, accorda au roi Jean un privilège plus grand encore : personne, sauf le pape, ne pouvait désormais jeter l'interdit sur ses domaines, non compris ceux des barons (Du Tillet, *Recueil des rois de France* (1618), p. 446).

44

[1332]¹, 18 octobre. — Saint-Germain-en-Laye.

Philippe VI écrit au roi d'Aragon qu'il a bien reçu la lettre que ce dernier lui a écrite au sujet de la restitution de la cargaison volée à Pierre Dadde, marchand, par des Aragonais, mais qu'il ne peut lui répondre avant d'avoir entendu le marchand et ceux qui ont prononcé l'arrêt en sa faveur.

Original sur parchemin percé de fentes. Archives de la couronne d'Aragon, *perg. extra inv.* 3368.

Tres excellent prince, trescher et amé cousin, nous avons receu voz lettres et veu ce que escript nous avez sus le fait de Pierre Dadde, marchaant, et avons aussi veu et fait retenir par devers nous la copie d'un instrument publique faisant mention de la value de la marchandise que li diz Pierres avoit fait chargier en sa coque dont il demande restitution selon ce que arrest en fu donnez pour lui en nostre cour

1. Les registres du parlement ne semblent pas avoir gardé la trace des lettres de marque obtenues par Pierre Dadde. C'est regrettable car cela permettrait sans doute de dater plus sûrement cette lettre que l'*Itinéraire* de Philippe VI peut également permettre de placer en 1328 ou en 1333.

contre vos genz et voz subgiez qui ladite marcheandise prirent. Si vous faisons assavoir, trescher cousin, que sus ce que vous nous avez par voz dictes lettres signifié de ladite besoigne nous ne vous povons bonement faire response jusques a tant que nous aions oi parler ledit marchaant et noz genz qui donnerent ledit arrest, mais, eus oiz sitost qu'il seront par devers nous, nous vous en rescrirons a plein nostre entente. Donné a Saint Germain en Laie le XVIII^e jour d'octobre.

45

1332, 21 octobre. — Saint-Germain-en-Laye.

Philippe VI ordonne aux trésoriers de payer 100 l.t.    Raoul de Meulan, fait chevalier par le duc de Normandie, en compensation d'un cheval qui ne lui avait pas été donné en cette circonstance.

Original sur parchemin à simple queue ; cette queue est détachée et perdue ; elle devait porter le sceau. Bibl. nat. *Nouv. acq. franç.* né 20025, pièce 120.

De par le roy

A noz amez et feaulz tresoriers a Paris salut et dilection, nous vous mandons que a Raoul de Meulenc, lequel Jehan nostre filz duc de Normandie fist chevalier a la feste de sa chevalerie¹, vous balliez et delivrez ou a son certain mandement pour li cent livres tournois lesquelles nous li avons donnees ceste foiz en recompensacion de ce qu'il ne hust destrier ne palefroy de nous ne de nostre dit filz a sa dicte chevalerie, et gardez qu'il n'i ait deffaut ; et nous donnons en mandement a noz amez et feaulz les gens de noz comptes a Paris que les dictes cent livres alloent en voz comptes et rabatent de vostre recepte. Donné a Saint Germain en Laye le XXI^e jour d'octobre l'an de grace mil trois cens trente et deux.

par le roy a la rel. mons de Noyers²
Remigius³

1. Le duc de Normandie fut fait chevalier par son père, le 29 septembre 1332, en présence d'un grand nombre de princes (*Chron. par. anon.*,   d. Hellot, p. 150, né 233).

2. Cet ordre « De par le roy » se présente sous la forme d'une lettre patente à simple queue, commandée par Mile de Noyers qui est souverain de la Chambre des comptes et signée par un notaire. La mention de la relation et la signature du notaire ne sont pas de la même écriture que le corps de la lettre.

3. Sans doute Rémy de Sainte-Marguerite, cité comme notaire en 1328-1329 (Viard, *L'hôtel de Philippe VI*, p. 23 et *Doc. par.*, p. 12).

46

1333, 16 janvier. — Marles-en-Brie¹.

Philippe VI demande au roi Alphonse d'Aragon de consentir, en vue de la croisade, à une trêve d'un an avec Gènes et Savone et d'envoyer en France, pour le 6 juin, des ambassadeurs munis de pleins pouvoirs pour en traiter. Philippe VI adresse une lettre semblable au roi de Majorque et fera conn  tre    Alphonse IV la réponse de celui-ci.

1. Seine-et-Marne, arr. Coulommiers, cant. Rozoy-en-Brie.

Original perdu.

Copie ancienne sur papier. Arch. de la couronne d'Aragon, *cartes reales diplom.* Alfons III, 1800.

Magnifico principi consanguineo nostro carissimo Alfonso regi Arragonum illustri Philippus Dei gracia Francorum rex salutem et successus ad vota. Cum, sicut intelleximus, magne discordie ac dissensiones inter vos et magnificum principem consanguineum nostrum carissimum Jacobum regem Majoricarum illustrem¹ vestrosque subditos, ex una parte, et capitaneos, gubernatores ac habitatores Janue ac Saone eorumque subditos, ex altera, fuerint et sint exorte, procurante humani generis inimico, ex quibus magna hinc inde provenerint jam incommoda possentque sequi majora nisi circa hec in brevi provideretur de remedio oportuno, nosque desiderantes ex intimis pacem esse inter quoslibet christianos ut per hoc viagium ultramarinum pro recuperatione terre sancte, quam infideles diu tenuerunt et detinent occupatam, fieri posset in brevi libenter intenderemus ad hoc quod bona et perpetua pax et firma veraque amicitia essent inter vos, terras et subditos vestros et capitaneos, gubernatores et habitatores predictos, terras et subditos eorumdem et quod omnis dissencionis materia inter vos precideretur omnino per debita remedia que, cum Dei adjutorio, super hoc apponere curaremus, celsitudinem vertram regiam affectuose rogamus quatinus contemplacione nostra et pro bono pacis velitis pro vobis et subditis vestris treugas seu attenanciam guerre usque ad annum duraturas inter vos et capitaneos, gubernatores et habitatores predictos, terras et subditos cujuslibet capere, vestrasque de hoc patientes litteras bonas et efficaces concedere ac eas nobis celeriter mittere par dilectum servientem nostrum armorum Arnaudum de Millars², presentium portitorem, quem ad vos propter hoc destinamus, et cum hoc vestres sollempnes nuncios qui habeant speciale mandatum et plenariam potestatem a vobis et subditis vestris faciendi, concordandi et complendi que per nos super premissis pro bono pacis contigerit ordinari velitis ad nostram mittere presenciam qui sint ad nos in quindena instantis proxime Penthecoste nosque de responsione vestra super hiis per dictum servientem nostrum armorum vel, eo impedito, per alium vestrum nuncium quamciculus poteritis certificare velitis ut prefatis capitaneis, gubernatoribus et habitatoribus rescribere plenius possimus vestrum et nostrum intentum quibus, sicut et vobis, jam super premissis scripsimus per alium servientem nostrum armorum; super hiis autem per dictum presentem portitorem, modo simili, scripsimus regi Majoricarum predicto, habitaque responsione ipsorum vos certificabimus. Datum apud Marlam in Bria XVI^a die januarii anno domini M^o CCC^o tricesimo secundo.

1. Jacques II de Majorque.

2. Arnaud de Millars ou de Millarz avait été institué sergent d'armes le 27 mai 1323 (*Journ. très Charles IV*, 6860).

47

1333, 17 juillet. — Espieds¹

Philippe VI adresse aux gens des comptes une ordonnance faite en conseil sur les eaux et sur la garde de ses châteaux² et leur ordonne d'expédier aux baillis, sénéchaux et receveurs des lettres pour la mettre en application.

Original perdu.

Copies récentes, Bibl. nat., Fontanieu, *Nouv. acq. franç.* 7603, f° 10 et Bibl. de Rouen, *Menant*, vol. 7, f° 7 v°.

De par le roy

Les gens de nos comptes, nous vous envoyons en un rollet certaine ordonnance laquelle nous avons faite en notre conseil suz nos eaues et estanz et suz les rivières et suz la garde et l'état de nos chateaux et manoirs ; si vous mandons que, si comme vous verrez estre contenu audit rollet encloz sous notre scel du secret, vous faites faire tantost lettres de par nous et envoyer a noz senechaux et bailliz et receveurs si comme vous verrez qu'il appartiendra selon chacun article contenu oudit roulet. Et ce faites en telle maniere et si diligemment qu'il n'y ait deffaut. Donné à Espiers le XVII jour de juignet l'an M CCC XXX III.

1. Aisne, arr. et cant. Château-Thierry.

2. C'est l'ordonnance du 11 juillet 1333 ; faite à Marigny-en-Orxois (Aisne, arr. et cant. Château-Thierry) en présence, entre autres, du chancelier Sainte-Maure et du trésorier Forget (*Ord.* II, 93-94).

48

[1333]¹, 22 septembre. — Saint-Germain-en-Laye.

Le roi ordonne à Pierre d'Hangest² de nommer de nouveaux commis-

1. La présence de cette lettre dans un registre du greffe du parlement permet de la situer entre 1332 et 1334. L'itinéraire du roi ne permet pas de faire un choix entre ces années, car sa présence à Saint-Germain, le 22 septembre, est aussi possible en 1332 qu'en 1333 et en 1334. Le choix de l'année 1333 peut se justifier parce qu'elle correspond à l'un des épisodes du long procès qui oppose Arnaud-Garcie du Fossat à Bertrand de La Mote. Celui-ci, en janvier 1329, a obtenu levée de la main royale apposée sur certains châteaux ayant appartenu à feu Gaucher du Fossat (A.N. X Ia 6, f° 18 v°). Le 27 mars 1331, le parlement a confirmé une sentence du lieutenant du sénéchal d'Agenais cassant, en qualité de commissaire, une sentence du sénéchal de Toulouse qui avait attribué d'autres châteaux à A.-G. du Fossat, par substitution (*Ibid.*, f° 150). Le 13 août 1333, le parlement décide de compléter une enquête relative à la nullité d'une procédure du bayle de Sainte-Marie dans une affaire opposant les mêmes plaideurs (*Ibid.*, f° 341 v°). C'est sans doute pour cette enquête que sont nommés les commissaires dont il est question dans la lettre du roi. Les procès se continuent en 1339 (X Ia 9, f. 75), et en 1340 (X Ia 8, f° 111 v°). Bertrand de La Mote semble en sortir vainqueur en 1342 (X Ia 9, f° 250).

2. Greffier civil du parlement depuis 1330 (H. Lot, *Essai sur l'authenticité et le caractère officiel des Olim*, p. 52) en conservant l'office de notaire qu'il occupe au moins depuis 1329 (Perrichet, *La grande chancellerie*, p. 542), puisqu'en 1334 on l'intitule « major notarius » (Mollat, J. XXII, *lettres comm.* 64173). En 1340, il figure parmi les conseillers à la grand'chambre (Aubert, *Le parlement de Paris* (1886), p. 369).

saires pour instruire le procès qui oppose Arnaud-Garcie du Fossat à Bertrand de La Mote¹.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Arch. nat. X Ia 8845, f° 331.

De par le roy

Maistre Pierre de Hangest, Arnaut Garsie du Fossat, chevalier, nous a donné a entendre que les commissaires donnez entre luy et Bertran de La Mote, chevalier, li sont souspeçonneus pour ce que il sont amis et favorables audit Bertran, pour quoy nous volons ladite suspicion hoster, vous mandons que vous balliez aus diz commissaires autres commissions, une ou plusieurs convenables, et bailliez lesdites commissions entre lesdites parties a aucuns autres de nostre conseil deputés pour autres besongnes en celes parties et qui puissent aler avant en la besongne, non obstant que parlement soit commencié, avant que la dite besongne soit parfaite. Donnée a S. Germain en Laye le XXII^e jour de septembre.

1. Est-ce le même personnage que le Bertrand de La Mote, damoiseau, qui est d'intelligence avec les Anglais en 1346 et qui facilite leur pénétration dans le Quercy et l'Albigeois (*Hist. de Languedoc*, IX, 600).

49

[1333]¹, 7 octobre. — Poissy.

Philippe VI ordonne aux gens des comptes de lui faire parvenir les ordonnances concernant les hôtels de Saint Louis, de Philippe le Hardi, de Philippe le Bel et de Philippe le Long, avec ce qui se rapporte à l'écurie et à l'argenterie. En post-scriptum, il leur fait savoir qu'il sera à Paris vers le 7 décembre et qu'il voudra connaître alors l'état de ses affaires².

Original perdu.

Copies récentes, Bibl. nat. Fontanieu, *nouv. acq. franç.* 7063, f° 12 et Bibl. de Rouen, *Menant*, vol. 15, f° 15-16.

De par le roy

Les gens de nos comptes, nous vous mandons que vous fassiez tantost extraire les ordonnances des hostieux M. Saint Loys, du roy Philippe son fils et du roy Philippe notre oncle et du roy Philippe le Longe

1. L'année est précisée par la mention qui accompagne l'enregistrement par les gens des comptes : « Reçues 8^e jour de novembre l'an 1333 en la chambre des comptes à Paris. » Mais il semble étrange que la lettre du roi ait mis plus d'un mois à être portée à la chambre des comptes. Peut-être le secrétaire du roi s'est-il trompé de mois et la lettre a-t-elle été écrite le 7 novembre. Cela expliquerait que le roi n'ait pas mentionné qu'il allait séjourner à Paris dans le courant de novembre — il s'y trouve en effet le 11 de ce mois (lettre 51) — et que les gens des comptes aient jugé nécessaire de mentionner qu'ils n'avaient reçu la lettre qu'un mois et un jour après la date écrite de sa rédaction. Philippe VI séjourne à Poissy tant au début de novembre qu'au début d'octobre. Il est encore possible que ce soit le scribe de la chambre des comptes qui se soit trompé ou qu'il y ait eu une erreur de copiste.

2. Le roi est à Paris du 8 au 15 décembre, puis à Vincennes.

notre cousin que Dieux absoille et aussy les parties en gros des escuries et des argenteries d'icelui temps et du notre, et toutes ces choses nous envoyés cest prochain dimenche¹ et ce ne laissiés en nulle maniere. Ecrit a Poissy VII jours d'octobre.

Nous pensons estre a Paris as huictaines de la S. Andrieu pour voir et savoir l'estat de noz besongnes ; si vous mandons que vous ordenés par devers vous tout ce qui a vous en appartient en tele maniere que nous le puissions clerement et certainement veoir.

1. 10 octobre, ou 14 novembre si la lettre a été écrite en novembre.

50

[1333], 3 novembre. — Poissy.

Philippe VI répond à la lettre du doge de Venise lui demandant de se joindre à l'empereur de Constantinople et au maître de l'Hôpital pour arrêter les progrès des Turcs en Romanie que, bien que les préparatifs de la croisade absorbent la majeure partie de ses ressources, il enverra au printemps un certain nombre de galées qui agiront de concert avec les leurs¹.

Original perdu.

Copie contemporaine, Arch. de Venise, *Commemorial*. III, f^o 97.

Publiée par Mas-Latrie, *Commerce et expéditions de la France avec Venise au Moyen Age* dans *Mélanges historiques*, t. III, coll. Documents inédits, p. 101-102.

1. Philippe VI a pris solennellement la croix le 1^{er} octobre 1333, au Pré-aux-clercs (*Grands chron.* éd. Viard, IX, 133 et *Chron. par. anon.* éd. Hellot, p. 154, n^o 248).

L'engagement de secourir la Romanie est tenu par le roi puisque Jean de Chepoy est envoyé, en mars-avril 1334, avec Eustache de Montigny « en certaines parties » pour les besoins de la croisade avec le titre de « capitaine et gouverneur des galées envoyées pour garder les chrétiens contre les mescréants Turcs » (Viard, *Lettres d'état*... n^o 63 et 65). Le 19 mai 1334, au moment de leur départ, Jean XXII leur accorde différents privilèges (Mollat, *op. cit.*, 63170 à 63173). Suivant Delaville Le Roulx, cette expédition ne prit la mer qu'en 1335 (*La France en orient au XIV^e*, I, 101).

51

[1333], 11 novembre. — Paris.

Philippe VI notifie au doge et aux Vénitiens qu'il a été nommé par le pape capitaine général de la croisade et leur demande d'envoyer à Paris, pour Noël, des gens qui puissent lui indiquer dans quelle mesure Venise peut participer à cette croisade.

Original perdu.

Copie contemporaine, Arch. de Venise, *Commemorial*. III, f^o 97.

Publiée par Mas Latrie, *Commerce et expéd.*, p. 103.

52

[1334], 16 janvier. — Bois de Vincennes.

Philippe VI autorise son sergent d'armes, Pierre de La Marlière, qui

*gouverne la ville de Tournai à la satisfaction de tous, à recevoir cinq cents livres par an des échevins de la ville, à prendre sur la maltôte*¹.

L'original se trouvait aux Archives de la ville de Tournai (layette de 1334) qui ont péri dans l'incendie de mai 1940².

Publiée par d'Herbomez, *Les constitutions de Tournay sous Philippe de Valois* dans *Nouv. rev. hist. de dr. fr. et étr.* 1906, p. 376.

1. Peut-être originaire du Cambrésis (J. Carpentier, *Histoire du Cambrésis*, t. II, 3^e pie, p. 763) le sergent Pierre de La Marlière vient à Tournai avec Jean du Chastellier en août 1332 et devient gouverneur de cette ville en décembre (d'Herbomez, *op. cit.*, p. 359-360). En 1336 ou 1337, il quitte Tournai pour devenir bailli de Rouen (Veyrat, *Etude... sur les baillis de Rouen*, p. 62). Est-ce le même personnage que le *Petrus de Maleria* qui reçoit 400 livres de gages en compagnie du maréchal de Trie, le 5 février 1323 (*Journ. trës. Charles IV*, 2454) ?

2. D'Herbomez décrit ainsi l'original : « original sur parchemin, portant au dos les traces d'un cachet rouge. La queue de parchemin, sur laquelle était probablement l'adresse, est arrachée, de même que la partie inférieure du parchemin. Il ne semble cependant pas que la lettre ait porté une signature. »

53

[1334]¹, 25 janvier. — Corbeil.

*Philippe VI envoie au roi d'Aragon Gui Baudet*², *Hue Quiéret*³ et *le sénéchal de Beaucaire*⁴ pour lui faire connaître les décisions qu'il entend prendre au sujet de la croisade et pour le réconcilier avec les Génois.

Original sur parchemin percé de fentes. Arch. de la couronne d'Aragon, *perg. extra inv.* 3355.

Tres chier et tres amé cousin, nous pensons qu'il soit deja venu a votre congnoissance comme nous, a l'oneur de Dieu e l'essaucement de la foy crestienne, par le bon conseil et enhortement de nostre tres saint pere le pape, avons empris le saint voiage d'outré mer a commencer de l'aoust qui vient en deux ans et, pour ce, tres chier cousin, que nous avons ferme esperance que vous, comme prince tres catholique, avez ladite besoigne a cuer et que vous y ferez tele aide en vostre persone ou autrement, si comme vous verrez que faire le puissiez bone-ment, qui sera agreable a Dieu et honorable et profitable avous au cors et a l'ame, voudriens nous volentiers nous entre mettre d'oster tout ce qui vous pourroit destourber de la dite besoigne, et ce voudriens nous faire en y gardant tous jours vostre honeur liquel nous vou-

1. On pourrait hésiter entre 1333, puisque cette année le roi se trouve le 24 janvier à Corbeil et le 26 à Fontainebleau, et 1334. Mais la qualification donnée à Gui Baudet de doyen de Paris oblige à se déterminer pour cette dernière année, car il n'a reçu cette dignité que le 6 février 1333 (Mollat, 59545).

2. Le maître des requêtes Gui Baudet deviendra chancelier au début de 1335, après la mort de Guillaume de Sainte-Maure, et mourra dans cette charge, évêque de Langres, en 1338 (Guillois, *Recherches sur les maîtres des req.*, p. 210).

3. Seigneur de Tours-en-Vimeu, sénéchal de Beaucaire de 1325 à 1332, puis maître de l'hôtel du roi, Hue Quiéret conduira, en 1335, quelques galées en orient contre les Turcs (Viard, *Lettres d'état*, n° 78). Amiral, il périra à la bataille de l'Ecluse.

4. Philippe de Prie, d'origine nivernaise, sénéchal de Beaucaire de 1333 à 1340 (*Gallia regia*, 2933).

driens tous jours essaucer et acroistre si comme tenu y somes par plusieurs raisons. Et, comme la besoigne que vous avez a present avec les Genevois puisse porter mout grant destorbier ou dit voiage se elle n'est mise a aucune bonne fin, nous, pour ce faire et pour parler plus a plain a vous de nostre entente sus ledit saint voiage, envoions vers vous noz amez et feaus Guy Baudet doyen de Paris, nostre clerc, et Hue Kieret, chevalier, mestre de nostre ostel, et nostre seneschal de Beauquaire. Si nous prions, tres chiers cousins, que vous a noz diz trois messages, a deux ou à l'un d'eux, veuillez adjouster plainne foy en ce qu'il vous diront des choses dessus dites de par nous. Et en veuillez faire si convenable response que elle soit au plaisir de Nostre Seigneur cuy la dite besoigne est et au profit et a l'onneur de vous et de vostre royaume et que nous en soiens plus tenu a vous. Et pour ce, tres chier cousin, qui pourroit avenir que vous seriez en si lointengnes marches en aucuns de vos royaumes que il ne pourroient bonnement venir vers vous si hastivement comme la besoigne le requiert, plaise vous en yceli cas recevoir agreablement leur lettres et envoyer de voz gens vers euls en aucun lieu convenable de nostre royaume sus les parties devers vous aianz plain pouvoir de vous pour traitier et acorder sur la dite besogne des Genevois¹. Tres chier cousin, Diex soit garde de l'ame et du cors de vous. Escript a Corbeuil le jour de la feste de la conversion saint Pol l'apostre.

1. Baudet et Quiéret se trouvent, dès mars 1334, en Avignon (Mas-Latrie, *Commerce et expéd. milit.*, p. 104). C'est peut-être dans cette ville qu'ils devaient rencontrer les Aragonais ; mais la lettre de Philippe VI au roi d'Aragon du 9 octobre 1335 dit nettement que les ambassadeurs d'Alphonse IV ne s'y rendirent pas. (Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*, dans *Moyen Age* (1917-1918), p. 64).

54

[1334]¹, 22 mai. — Senlis.

Philippe VI ordonne aux gens du parlement, qui excipent de leur incomptence, d'exécuter le contenu des lettres qu'il a précédemment adressées aux présidents au sujet de Guillaume Pouvreau² et d'Hugues Sengler³.

Original sur parchemin muni de fentes ; au dos traces du sceau du secret ; la bandelette de parchemin portant l'adresse est encore glissée dans les fentes du parchemin et porte, en haut et à droite : « H. Sengl. » Arch. nat. X Ic n° 143.

A noz amez et feauz les genz de nostre parlement.

De par le roy

Les gens de nostre parlement, veu ce que escript nous avez sur les

1. Cette date paraît la plus probable, la présence du roi à Senlis ce jour étant prouvée (*Itinéraire*, p. 114).

2. Ancien sénéchal de Saintonge et d'Angoumois de 1324 à 1329 (*Journ. trés. Charles IV*, 7841 et 10393). On connaît une lettre close de Guillaume Pouvreau « chevalier le roi et son sénéchal de Saintonge et d'Angoumois » (B.N., Franç. 25995, n° 39).

3. Sans doute parent d'Aymeri Sanglier qui est en procès, en 1335, avec l'abbaye de Fontevrault (A.N. X Ia 7, ff. 31, 67 v° et 101).

chouses contenues en noz lettres qui sunt adreciez a noz genz presidenz touchanz Guillaume Poureau, chevalier, d'une part, et Hugue Sengler, d'autre part, et que vous doubtez icelles mettre a execution pour cause de ce que elles ne venoient a vous, nous vous mandons que, senz attendre autre mandement de nous, facez et acomplissez les chouses contenues en nos dictes lettres tout aussi comme se elles venoient a vous. Donné a Senliz le XXII^e jour de may.

55

1334, 28 mai. — Maubuisson.

Philippe VI déclare à Pierre de Rochefort¹ qu'il autorise ses chapelains et les clercs de sa chapelle à percevoir sur la chambre aux deniers les premiers cent sous parisis, les seconds cinq sous parisis par an pour la cire de la chapelle, s'il est prouvé que cela se pratiquait sous le règne de Philippe le Bel².

Copie récente, Arch. nat. P 2291, p. 143.

Pierre de Rochefort, nos chappellains et clercs de nostre chapelle nous ont donné a entendre que il ont accoustumé a prendre chascun an par devers nostre chambre aux deniers pour cause de la cire de la chapelle, chascun chappellain cent sols paresis et chascun des clercs cinq sols parisis, au terme de l'anssenssion, et que ainsi les ont acoustumé a avoir leurs devanciers chappellains et clercs des roys dès le temps du roy Philippe de Biau nostre oncle. Et nostre entention n'est pas, ne fu oncques, que leurs drois accoustumez leur soient en aucune chose amenuisé, mes volons que il les aient et preignent entierement tous et tieulx que il a esté accoustumé du temps dudit roy nostre oncle. Pourquoy nous vous mandons que les dites sommes d'argent, s'il est ainsi comme il dient, vous leur delivrez et paieez d'ores en avant sans contredit avec tous les autres droiz accoustumez a prendre par vostre main, non contrestant quelconque ordenance faite par nous ou par nos gens au contraire. Et mandons aux gens de la chambre de nos comptes a Paris par la teneur de ces lettres que dorenavant les vous aloent en vos comptes et, si mestier est et il vous en requerent, faites savoir nostre presente declaration. Donné a Maubuisson de lez Pontoise le vint huitiesme jour de may l'an mil trois cent trente et quatre.

1. Maître de la chambre aux deniers. Il l'est encore en 1349 (*Journ. trés. Phil. VI*, table).

2. L'ordonnance du 22 février 1334 (*Ord. II*, 97) supprimait les droits des officiers, ne leur laissant que leurs gages.

56

[1334], 2 juin. — Maubuisson.

Les gens des comptes et les trésoriers se soupçonnant mutuellement d'avoir conseillé au roi de rédiger l'ordonnance abolissant les droits et accroissements de gages de ses officiers¹, Philippe VI leur fait savoir que ce conseil lui a été donné par Pierre Forget, aujourd'hui décédé².

Copie récente, Arch. nat. P 2291, p. 137.

De par le roy

Les gens de nos comptes et nos tresoriers, nous avons entendu que vous souspeçonnez aucun de vous que par li ou par instruction ou escrits qu'il nous a baillé nous avons fait certaines ordenances par lesquelles nous avons volu et ordené que tous droiz et croissance de gaiges qui estoient pris tant par vous, par ceuz de nostre parlement et des enquestes, comme par ceuz de nostre hostel fussent appliquez a nous et que pour cause des despens qui estoient necessaires pour le saint voiage vous et nosdites autres gens vous souffrissiez de les panre et desportissiez dès lors en avant. Si ne nous plaisoit mie que a tort vous cuidissiez ou presumissiez qu'il nous fust venu de nul de vous et pour ce pour oster toute doubte et souspeçon d'entre vous nous vous faisons assavoir que feu nostre amé et feal tresorier Pierre Forget nous bailla l'escript ou un role contenant plusieurs memoires desdiz droiz et croisances et nous moustra voies et donna conseil par quoy nous feismes lesdites ordenances de quoy nous li sceusmes bon gré, car bien moustroit la loyauté et amour qu'il avoit a nous quant pour nostre profit il meismes conseilloit lesdites ordennances qui aussi bien estoient contre li comme contre vous ; et soiez certains que elles ne furent faictes que par nous et par li, sans ce que aucun de vous en baillast devers nous ne sceust riens jusques a tant que nous vous envoiasmes nos lettres sur ce ; et, se aucun de vous nous eussiez dit ne moustré aussi comme il fist, nous vous en sceussions aussi bon gré comme a li, car ce fu un des services qu'il nous feist onques qui nous fu plus agreable. Donné a Maubuisson le second jour de juing.

1. Il s'agit encore de l'ordonnance du 22 février 1334. Ses effets avaient été atténués les 22 mai et 1^{er} juin (A.N. P 2291, p. 143 ro°).

2. Bailli d'Anjou et du Maine depuis 1316, pour Charles puis pour Philippe de Valois (Borrelli de Serres, *Recherches sur divers services publics*, III, 87), il le demeure lors de l'avènement de son maître jusqu'au 26 février 1330, date à laquelle il devient trésorier (Viard, *Journ. trés. Phil.* VI, p. iv, n. 1). Il le demeure jusqu'à sa mort.

57

[1334], 18 décembre. — Vincennes.

Le roi notifie aux gens du parlement qu'il autorise le comte de Blois¹, d'une part, les hommes jugeants de Saint-Quentin et les religieux de Prémontré², de l'autre, à s'accorder sans amende.

Original perdu.

Copie contemporaine de l'original, enregistrée au parlement,
Arch. nat. X 1a 8846, f° 2.

De par le roy

Nos genz tenant nostre parlement, savoir vous faisons que il nous plaist et volons de grace especial que, sur les descors et debas qui sont entre nostre chier et feal frere le conte de Bloys, d'une part, les hommes

1. Gui de Châtillon, comte de Blois, beau-frère du roi.

2. Aisne, Arr. Laon, cant. Coucy-le-Château.

jugens a nostre court a Saint Quentin en Vermendois et les religieux de l'abbeye de Premonstré, d'autre part, dont la cause est venue en nostre dit parlement par appel fait de la partie de nostre dit frere d'une sentence donnee contre li par les diz hommes et pour les diz religieux, les dictes parties puissent acorder et eulz appaisier sanz amende. Si vous mandons que de ceste grace les lessiez ioir paisiblement. Donné au boys de Vincennes le XVIII^e iour de decembre.

58 [1335], 18 mars. — Fontainebleau.

Le roi mande au chancelier Gui Baudet d'installer Jean du Chastellier¹ en qualité de troisième président du parlement, après Pierre de Cugnieres et Hugues de Crusy².

Original perdu.

Copie contemporaine enregistrée au parlement, Arch. nat. X Ia 8846, f^o 4.

A nostre amé et feal chancelier. Pour nous.

De par le roy

Chancelier, nous vous mandons que au siege de ceus qui tiennent nostre parlement vous mettez le tiers Jehan du Chasteller, c'est assavoir après Pierre de Cugneres et Hugue de Crusy. Donné a Fontainebliaut le XVIII^e jour de mars.

1. Ancien serviteur des comtes Charles et Philippe de Valois, Jean du Chastellier entre au parlement dès 1322 et y fait une féconde carrière. Après la condamnation d'Hugues de Crusy, il devient second président et, en février 1344, il devient l'un des présidents de la Chambre des comptes. Il meurt le 23 avril 1349. (Cazelles, *La société politique*, p. 60.)

2. Après avoir été bailli de Tonnerre, puis bailli d'Auxerre pour le comte Jean de Chalon (Petit, *Bourguignons de l'Yonne à la cour de Philippe VI* dans Bull. soc. sc. hist. et natur. de l'Yonne, 1898, 2^e sem. tir. à part, p. 14), Hugues de Crusy entre au service de Charles IV qui en fait son prévôt de Paris. Vers 1330, il devient Premier Président du parlement, poste qu'il occupe jusqu'en 1336, date de son arrestation et de son exécution pour corruption et concussion.

59 [1335], 5 mai. — Meulan.

Le roi mande aux gens du parlement de reporter au 1^{er} juillet le procès d'Oudard Jacques de Berron contre Jean Cotin au sujet de la cure de Berron¹.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Arch. nat. X Ia 8846, f^o 4 v^o.

De par le roy

Les genz tenant nostre parlement a Paris, nous vous mandons que la iournee que nostre procureur et Oudart Jaques de Berron, clerc, ont

1. Ce procès eut son épilogue le 18 juillet 1335 ; Oudard Jacques renonce, avec l'accord du procureur du roi, à la collation qui lui a été faite en vertu de la régle de la cure contestée. Jean Cotin, pourvu vers le pape, triomphe (X Ia 7, f^o 56).

au mois de pasques en nostre dit parlement contre Jehan Cotin, prestre, pour cause de la cure de Berron vous continuez iusques aus octaves de la saint Jehan en autel estat. Donné a Meullen le V^e jour de may.

60

1335, 20 juillet. — Taverny¹.

Le roi ordonne aux gens des comptes de déduire de la recette de Guillaume de Mello² le prix d'un pot en or fabriqué à l'occasion de la maladie du duc de Normandie³.

Original sur parchemin. Traces d'un sceau plaqué au recto. Bibl. nat., franç. 25698, n° 54.

Publiée par J. Viard, *La chambre des comptes sous Philippe VI de Valois*, dans B.E.C. 1932, p. 341, note 2.

1. Seine-et-Oise, arr. Pontoise.

2. Maître de la chambre aux deniers de la reine à cette date, Guillaume de Mello l'est encore en 1339 (*Journ. trës. Phil. VI*, 3421).

3. Le duc Jean de Normandie, futur Jean le Bon, tomba gravement malade à Taverny au milieu du mois de juin 1335. On craignit pour sa vie et il ne fut hors de danger que le 7 juillet, date à laquelle le roi se rendit à pied de Taverny à Saint-Denis en action de grâces (*Chron. par. anon.*, p. 164 et Lebeuf, *Hist. du dioc. de Paris* (1883), II, 65).

61

[1335], 9 octobre. — Chartres.

Philippe VI rappelle au roi d'Aragon qu'il lui a précédemment demandé d'envoyer des ambassadeurs en Avignon pour rencontrer les siens et ceux des Génois, mais qu'ils ont manqué au rendez-vous. Il le prie de nouveau d'envoyer des plénipotentiaires à la cour pontificale, pour Noël, afin de négocier entre Gênes et l'Aragon une paix qui permette le départ de la croisade. Il écrit de même façon aux Génois et au roi de Majorque¹.

Original sur parchemin, Arch. de la couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* 3363. L'adresse se trouve sur la queue découpée dans la partie inférieure du parchemin.

Publiée par Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*, dans *Moyen Age*, 1917-1918, p. 64.

1. Il ne semble pas que les envoyés du roi de France et du roi d'Aragon se soient rencontrés avant le mois de juin suivant. Le 15 juin, Benoît XII écrit à Philippe VI de laisser en Avignon Guy Chevrier et Mathieu Gayte pour faire la paix entre Aragon et Majorque, d'une part, et Gênes, de l'autre (Daumet, *Benoît XII — Lettres closes...*, n° 190).

62

1335, 11 décembre. — Lussac-en-Poitou¹.

Philippe VI ordonne à Pierre de Rochefort de payer à un drapier de Poitiers le prix d'une cote-hardie faite pour le duc de Normandie.

1. Lussac-les-Châteaux, Vienne, arr. Montmorillon, ch.-l. de cant.

Original sur parchemin portant des traces d'un sceau plaqué au recto, Bibl. nat. *franç.* 25698 n° 56.

De par le roy

Pierre de Rochefort, nous vous mandons que vous baillez et delivrez aussitost et sans delay a Jehan Le Poullietier, drapier de Poitiers, pour drap achaté de luy par Jehannot Dorion¹ sommelier de chambre nostre chiere compaignie la royne pour faire une coste hardie de nostre commandement pour nostre chier filz Jehan duc de Normandie et pour couture et despens a ce faire cent quatre soulz et ... deniers parisis en prenant parties du dit Jehannot par lesquelles aveq ceste presente cedula nous voulons et mandons la dicte somme estre alloe en vos comptes et rabatue de vostre recepte par nos amez et feaus les genz de noz comptes a Paris. Donné a Lussac en Poitou XI jourz de decembre l'an CCC trente et cinq.

par le roy a la relation mons. Geffroy de
Beaumont.

Han².

1. En 1332, il est sommelier de chambre de Marie de Valois qui devait être fiancée au fils du duc de Brabant, mais qui mourut le 22 septembre 1333 (Viard, *L'hôtel de Phil. VI*, p. 30 et 32 ; *Chron. par. anon.*, p. 155).

2. Ce notaire est-il Pierre d'Hangest ?

63 [1335], 30 décembre. — Rocamadour.

*Le roi mande aux gens des comptes et aux trésoriers de ne plus tenir compte de l'ordonnance spécifiant que les lettres portant dons ou grâces doivent mentionner les dons ou grâces précédemment obtenus par l'impé-
trant¹. Il leur demande aussi de lui expliquer en quoi le lèse l'autorisation qu'il a donnée au bailli de Rouen² de se décharger de la recette de son bailliage en faveur d'un tiers pour un an.*

Original perdu.

Copie contemporaine enregistrée dans le *Mémorial B* (f° 18 v°) de la chambre des comptes également perdue.

Copie du XVIII^e siècle, Arch. nat. P 2291, f° 61.

De par le roy

A nos amez et feaux les gens de noz comptes et tresoriers, nous avons receu les lettres closes de vous noz genz des comptes faisant mencion de l'ordonnance que fait avions sur les dons et graces que nous fai-

1. C'est l'ordonnance du 11 mai 1333 (*Ord. II*, 92). Jusqu'aux mots « ayons au contraire » le texte reprend mot pour mot le mandement adressé aux gens des comptes, de Brive, le 26 décembre 1335 (*Ord. II*, 105-106). Effectivement beaucoup de lettres de dons porteront alors la mention « non contrestant autres dons... » (Viard, *Doc Par. I*, p. 265 et 267 p. ex.)

2. Pierre Bonjan (Veyrat, *Les baillis de Rouen*, p. 61) qui meurt avant octobre 1336.

sions a plusieurs et diverses personnes, lesquels dons et graces par ladite ordenance n'estoient point de valüe se en noz lettrez les diz dons et graces ne estoient declarez et especifiez singulierement et nommément touz les autres dons et graces que nous ou noz predecesseurs eussions fait tant a ceuls a qui nous faisons de nouvel lesdiz donz et graces comme a leurs devanciers, et disiez en vos dittes lettres que en lettres de dons et graces que nous faisons et avions fait depuis laditte ordenance estoient contenues plusieurs diverses manieres de escrire lesquelles estoient bien especifiees en vos dittes lettres et estoient contre nostreditte ordenance. Si en voulez avoir nostre declaracion et savoir nostre entente. Si en avons eu nôtre avis en nostre conseil et vous faisons assavoir que, combien que laditte ordenance feust faite pour nostre profit et pour bonnes causes, toutesvoyaes nous, considerans plusieurs inconveniens que en pouroit ensuir et le dommage que ceuls a qui nous ferions aucuns dons ou graces en pouroient avoir, voulons et vous mandons a chacun de vous que les dons et graces que fait avons depuis laditte ordenance et que nous ferons doresnavant a quelconques personnes vous passez nos lettres esquelles sera contenu non contestant autres dons que nous ou noz predecesseurs ayons fait a euls et a leurs devanciers, sans faire aucune autre declaracion desdiz dons et graces, non contestant la devant dite premiere ordenance et quelconques mandemens que fait vous en ayons au contraire, et ces choses vous avons autrefois escript par noz autres lettres ouvertes.

Sur ce dont escript nous avez de la recepte de Rouen de laquelle nous avions deschargié pour une année le baillif et chargié un autre a sa requeste et a ses depens et disiez que ce estoit grant dommage a nous sans declarer nulle cause nous en serons bien toujours avisez, toutesvoyaes vouldrions nous bien que laditte cause vous nous ecreissiez par quoy nous en peussions mieus faire reponse convenable qui nous en parleroit. Donné a Rochemadour le samedi apres Noël.

Collatio facta in camera compotorum duodecimo die januarii trigesimo trigesimo quinto cum originali per me J. de Noer et me Clarinum Palmerii¹.

1. Jean de Noyers et Clarin Paumier sont des clerks de la chambre des comptes.

64

[1336], 16 août. — Conflans-près-Paris¹.

Philippe VI intervient auprès du roi d'Aragon en faveur de Guillaume de Bonnesmains, de Figeac, et contre Pierre de Mediavilla, de Barcelone².

Original sur parchemin, Arch. de la couronne d'Aragon, Perg. extra inv. 1025.

1. Conflans, près de Charenton.

2. Le bourgeois de Figeac Guillaume de Bonnesmains avait été envoyé par Charles IV en Egypte pour sonder les intentions du soudan (H. Lot, *Essai d'intervention de Charles le Bel en faveur des chrétiens d'orient* dans B.E.C. t. XXXVI, 1875, p. 588-600). Pillé sur le chemin du retour par l'Aragonais P. de Mediavilla, Guillaume de Bonnesmains fut, à son arrivée en France, sur la dénonciation du roi d'Aragon, mis aux arrêts et menacé d'être brûlé vif si les lettres qu'il apportait de la part du soudan étaient prouvées fausses. Une enquête confiée à Pierre

Serenissimo et magnifico principi Petro Dei gracia regi Arragonum consanguineo nostro carissimo Philippus eadem gracia Francorum rex salutem et feliciū successuum et honoris augmenta. Nuper regie serenitatis litteras nobis per vestrum nuncium presentatas recepimus inter cetera continentes quod super facto tangente Guillelmum Bonnesmains de Figiaco, subditum nostrum, in hiis que habet agere contra Petrum de Mediavilla, habitatorem Barchinone, suosque consortes, subditos vestros, si dictus Guillelmus per se vel procuratorem suum coram vobis comparere voluerit, eidem facietis exhiberi celeris justicie complementum, quodque super contumeliis et verbis nephariis in que dictus Petrus in nostrum ac predecessorum nostrorum contemptum dicitur nequiter prorupisse, licet alias super hoc contra eum fuerit inquisitum, nichilominus iterato facietis inquiri cum diligentia veritatem et, si super hoc culpabilis inventus fuerit, ipsum juxta rigorem justitie punietis taliter quod cedet aliis in terrorem, et cetera prout hec et alia in eisdem litteris regiis serius vidimus que nobis utique grata fuerunt pariter et accepta. Et licet, rex serenissime, secundum quod per consilium nostrum extitit ordinatum contra eundem Petrum super indemnitate dicti Guillelmi et alias potuissemus de rigore justicie providere de remedio oportuno, verumtamen ob sanguinis vinculum et veri amoris affectum quod ligamur ad invicem super hujusmodi remedio duximus desistendum firmam spem fiduciamque tenentes quod vos qui nuper, disponente domino, regni gubernacula suscepistis ejus subfulti presidio justiciam et judicium ut facti testatur experientia exercetis ita et imposterum in hiis et aliis exercebitis corroborante Deo propitio regium thronum vestrum. Quapropter magnificenciam regiam requirimus et rogamus attente quatinus tantum super hiis faciat regia sublimitas quod exinde debeamus merito contentari dictusque Guillelmus super restitutionibus et petitionibus suis justis se regali magnificencie expeditam et celerem justiciam gaudeat reportasse. Datum apud Confflantium prope Parisius XVI^a die augusti.

de la Palu et à Guillaume Durand le justifia. Le 18 février 1335, les gens du parlement écrivent au roi que Bonnesmains a été gravement lésé par les sujets du roi d'Aragon, mais qu'ils ne peuvent rien faire pour lui tant que Philippe VI n'aura pas indiqué quelles mesures il convient de prendre en pareil cas (B.N. Moreau 1075, p. 68-69). L'enquête du parlement, avec une lettre du roi de France au roi d'Aragon en date du 3 septembre 1335, a été publiée par Francisque Michel (*Lettre de Philippe de Valois à Alphonse IV d'Aragon tirée des registres du parlement*, Paris, 1835).

Le mécontentement de Philippe VI envers *P. de Mediavilla* s'était accru du fait de paroles injurieuses prononcées par celui-ci à l'égard de son père Charles de Valois qualifié de « plus grand traître du monde ».

L'affaire se prolongea. Le 26 mai 1339, Philippe VI prescrit de confisquer les biens que *Mediavilla* pourrait posséder dans le royaume ; mais, le 18 janvier 1341, le roi mande à ses justiciers de considérer ces lettres comme non avenues, car le roi d'Aragon promet de rendre justice à G. de Bonnesmains (A.N. X la 9, f° 166 v°). Le 14 août 1348, justice n'ayant pas été rendue, le parlement octroie à G. de Bonnesmains des lettres de marque (A.N. X la 11, f° 225).

65

[1336], 1^{er} septembre. — Sainte-Gemme¹.

Le roi signifie à Pierre de Cugnières² qu'il a nommé Robert de Picquigny³ conseiller au parlement et lui mande de recevoir son serment.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement le 18 novembre suivant, Arch. nat. X Ia 8846, f^o 163⁴.

De par le roy

Pierres de Cuignieres, nous avons retenu de nostre parlement nostre amé et feal conseiller Robert de Pinqueigny, chevalier. Si vous mandons que vous le y recevez et prenez son serement en la maniere acoustumee. Escript a Sainte Gemme le premier jour de septembre.

1. Seine-et-Oise, arr. Versailles, cant. Marly-le-Roy, comm. Feucherolles.

2. Il vient de succéder à Hugues de Crusy comme premier président du parlement.

3. Fils de Jean de Picquigny, vidame d'Amiens, et frère de Ferry de Picquigny, maître des requêtes de l'hôtel, Robert de Picquigny est, par sa femme, seigneur de Fluy, (Somme, arr. Amiens, cant. Molliens-Vidame). Il meurt avant 1350 et laisse une nombreuse postérité ; son fils Jean jouera un rôle important dans le parti navarrais (S. Honoré-Duverger, *Des partisans de Charles-le-Mauvais, les Picquigny*, B.E.C., CVII, 1947-1948, p. 84).

4. On lit au bas de la copie : « *Presentata fuit in camera XVIII die novembr.* »

66

[1336], 16 novembre. — Paucourt¹.

Le roi mande à Pierre de Cugnières d'instituer Artur de Pommeure conseiller lai et Jean Le Bescot, fils de Philippe Le Bescot, conseiller clerc aux enquêtes.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement le 19 novembre 1336², Arch. nat., X Ia 8846, f^o 163.

De par le roy

Pierre de Cuignieres, nous vous mandons que vous mettez et instituez de par nous en nostre chambre des enquestes a Paris noz amez Artur de Pommeure, chevalier, et mestre J. Le Bescot, filz de nostre amé et feal conseiller iadiz mestre Philippe Le Bescot, c'est assavoir ledit chevalier en l'estat des lays et ledit mestre Jehan en l'estat des clers, et ce ne lessiez pas. Donnée a Poocourt le XVI^e jour de novembre.

1. Loiret, arr. et cant. Montargis.

2. On lit au-dessous de la copie : « *Ista littera fuit registrata de precepto domini P. de Cuigneriis die XIX novembri anno XXXVI.* »

67

1336, 26 décembre. — Le Louvre.

Le roi ordonne aux trésoriers de payer 34 l. 18 s. parisis à Jean de

Lille, son valet¹, pour une « seurcointe » de cuir de lion pour Jean de Normandie².

Original sur parchemin portant au recto la trace du sceau su secret plaqué. A gauche trace du signet royal³. Bibl. nat., franç. 25698, n° 62.

De par le roy

Noz amez et feauls tresoriers a Paris, nous vous mandons que tost et senz delay vous delivrez ou faciez delivrer, ces lettrez veues, a nostre amé varlet Jehan de Lille trente quatre livres diz et uyt soulz par. pour la garnison d'or et pour la façon d'une seurcointe de cuir de lion qui est Jehan nostre filz et que il a par devers li, laquelle somme nous voulons estre aloee en vos comptes et deduis de vostre recepte par noz amez et feaus gens de nos comptes a Paris. Donné au Louvre le XXVI^e jour de decembre l'an de grace mil III^e trente et six.

par le roy a la rel. mess. Gieffr. de Biaumont
R. de Molins

1. Jean de Lille ou de l'Isle, orfèvre. En 1328, il prise les bijoux de Clémence de Hongrie (Douet d'Arcq, *Nouv. comptes de l'argenterie*, p. 38). En 1352, à l'occasion des noces de Blanche de Bourbon avec Pierre le Cruel, Jean de Lille le jeune, orfèvre et bourgeois de Paris, fournit une couronne d'or (Douet d'Arcq, *Comptes de l'argenterie*, p. 300). Un Jean de Lille sera partisan d'Etienne Marcel.

2. Une seurcointe est une ceinture qui se met sur un vêtement de dessus (Douet d'Arcq, *Comptes de l'argenterie*, table des mots techniques, p. 401).

3. C'est Octave Morel qui a remarqué le premier la présence de ce qu'il a identifié comme le signet royal (*La Grande chancellerie*, p. 268, n. 1). Il restait dit-il, un débris de cire rouge lorsqu'il l'a examiné. Aujourd'hui il ne reste plus que le contour de ce que l'on pourrait prendre pour une simple tache de cire.

68

1336, 28 décembre. — Le Louvre.

Le roi ordonne à Guillaume de Montreuil, son argentier, de fournir à l'ouvrière Marguerite de Léry¹ quatre marcs d'argent pour la garniture de l'épée du duc de Normandie.

Original sur parchemin portant des traces d'un sceau plaqué, Bibl. nat., franç. 25698, n° 63.

De par le roy

Guillaume de Monsterueil nostre argentier, nous vous mandons que tantost et senz delay, ces lettres veues, vous delivrez ou faciez delivrer a Marguerite de Lery nostre ouvriere quatre mars d'argent pour la garnison de l'espee a parer de nostre treschier filz Jehan duc de Normandie, et ce ne laissiez en aucune maniere, les quix nous voulons estre aloez en voz comptes et deduis de vostre recepte par noz

1. Il est encore fait mention de Marguerite de Léry dans les *Journaux du trésor* de décembre 1349 et de février 1350 (nn° 3396 et 3594). Sa fille Etiennelette travaillait aussi pour le roi et le duc d'Orléans (n° 1052).

amez et feauls genz de nos comptes a Paris senz aucune difficulté. Donné au Louvre le XXVIII^e jour de decembre l'an de grace mil CCC trente et six.

par le roy a la rel. monss. G. de Beaumont
Mellou¹

1. Probablement Martin de Mello ou de Mellou, encore qualifié de notaire-secrétaire du roi en 1359 (Morel, *La grande chancellerie*, P.J. n° 21, p. 516).

69

[1337], 13 février. — Poissy

Le roi ordonne à Thomas Fouques¹ de délivrer des armes à Nicolas Hélie² pour exécuter certaines besognes secrètes confiées à Nicolas Béhuchet³.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Bibl. nat., *Pièces originales* 265, doss. 5776 (Béhuchet), n° 11.

De par le roy

Thomas Fouques, nous avons enchargié certaines besoingnes secretes a nostre amé et feal conseiller Nicolas Behuchet par lesquelles il pourra avoir mestier des artilleries, armeures et des autres choses que tu as en ta garde. Si voulons et te mandons que pour la nécessité des dictes besoingnes tu baillies et delivres a nostre amé sergent d'armes Nicolas Helye des dictes artilleries, armeures et autres choses que tu as en ta garde quant il t'en requerra tant comme mestier sera. Et ce fai en telle maniere qu'il n'y ait deffaut, en prennant toutevoie lettre de ce que tu auras baillé audit Nicolas Helye pour la dicte cause, par laquelle lettre nous voulons que les dictes choses par toi ainsi delivrees te tiengnent lieu. Donné a Poissy le XIII^{me} jour de fevrier.

1. Garde du clos des galées de Rouen.

2. Sergent d'armes et vice-amiral. Le 9 mai 1337, se trouvant en sa nef, près du Chef de Caux, N. Hélie reconnaît avoir reçu des armes de Thomas Fouques par l'intermédiaire de Godefroy Desnoetes (B.N. *Nouv. acq. franç.* 20025, n° 136).

3. Bourgeois du Mans et agent financier de Charles et Philippe de Valois. Après avoir été maître des eaux et forêts, en 1328, trésorier en 1331 et maître des comptes en 1335, il devient amiral avec Hue Quiéret. Les besognes secrètes dont le roi le charge concernent très probablement la préparation de la guerre contre l'Angleterre et le ravitaillement des Ecossais. Le 28 avril 1337. Béhuchet se trouve au Mans et le roi lui fait porter une lettre (R. Fawtier, *Compte de menues dépenses de l'hôtel*, dans *Bull. philol.*, et *hist.* 1928-1929, n° 237).

70

[1337]¹, 26 mars. — Le Moncel-lez-Pont-Sainte-Maxence².

Le roi mande aux gens des comptes d'exécuter ce qui est contenu dans une supplique³ de l'abbesse et du couvent de Maubuisson ; le roi le leur

1. Oise, arr. Senlis, cant. et comm. Pont-Sainte-Maxence.

2. Cette date, conforme à l'itinéraire du roi dressé par M. Fawtier (*Compte de menues dép.*, p. 4) paraît être la seule qui puisse être retenue. Le 26 mars 1336 le roi est à Pont-Saint-Esprit et l'acte dans lequel cette lettre est vidimée ne permet pas une année postérieure.

3. Cette supplique concerne une rente de 100 livres sur le bailliage de Caen.

a accordé en raison des prières que les moniales ont faites pour la santé du duc de Normandie lorsqu'il était malade à Taverny.

Original perdu.

Copie dans un registre de la chancellerie, Arch. Nat. JJ 70, f° 149.

De par le roy

Les genz de noz comptes, nous vous envoions par nostre amé et feaul clerck et conseiller maistre Jacques Rousselot¹ une informacion qui a esté faite de nostre commandement par le bailli de Caen² enclouse souz nostre petit seel de secret pour l'abbesse et le couvent de Nostre Dame la royaul de lez Pontoise³ et une supplicacion pour elles dedanz enclouse laquelle nous leur avons ottoïé. Si vous mandons que ycelle informacion et requeste vous veez o bonne diligence et passez tout ce qui y appartendra a passer par vous si tost et si brievement que nous ne aions plainte des dictes religieuses, car ce nous leur voulons estre fait de grace especial et pour consideracion du divin service et devotes prieres qui firent pour nostre trescher fil Jehan de France duc de Normandie quant il fut darrenierement malades a Taverny⁴, pour laquelle consideracion et pour les devotes prieres que il font encores chascun jour et entendent a faire pour nous, pour nostre treschere compaignie la royne, pour nostre trescher filz dessus dit et pour nos autres enfanz nous leur feimes le dicte grace selonc le contenu de la supplicacion. Donné au Montcel XXVI^e iour en mars.

1. Archidiacre de Reims et frère de feu l'évêque de Saint-Malo Raoul Roussetot. Il est maître des requêtes de l'hôtel durant la majeure partie du règne de Philippe VI de Valois (Guillois, *Recherches...*, p. 246.)

2. Probablement Robert Bretel, bailli de Caen jusqu'en 1337, à moins qu'il ne s'agisse de son successeur Renaud de La Mare (*Gallia regia*, 4221 et 4222).

3. C'est l'abbaye de Maubisson.

4. Voir lettre n° 60, note 3.

71

[1337]¹, 20 mai. — Bois de Vincennes.

Philippe VI demande au comte de Foix de se trouver à la quinzaine de la saint Jean à Marmande pour l'aider à défendre sa couronne.

Original perdu.

Vidimus du prévôt de Paris, Pierre Belagent, en date du 10 octobre 1338, Arch. nat. J 880, n° 14.

Philippe par la grace de Dieu rois de France a nostre amé et feal le conte de Foix, salut et dilection. Comme nous vous eussions escript²

1. Viard (*Itinéraire*, p. 526) date cette lettre de 1338. Dom Vaissette, qui l'a connue, la rapporte à 1337 (*Hist. de Languedoc*, IX, 495). Le roi se trouve à Vincennes le 20 mai de ces deux années (Fawtier, *Compte de menues dép...*, p. 4, n.). Mais la convocation du comte de Foix à Marmande au commencement de juillet coïncide bien avec le séjour du comte d'Eu en Gascogne en 1337 et cette année paraît plus probable. Le connétable et le comte de Foix assiègent ensemble Saint-Macaire. Gnastron de Foix fait campagne en Languedoc jusqu'au 20 septembre (*Hist. de Lang.* IX, 496).

2. Cette lettre semble perdue.

que vous vous apparillissiez pour venir en la deffense de la couronne de France par quoy nous vous peussions avoir toutes foiz que nous le vous ferions assavoir dedenz ceste prochaine penthecouste et nous vous signefierions le jour et le lieu que vous devriez venir, nous vous mandons et requérons que a la quinzaine de la feste saint Jehan baptiste prochainement venant vous soiez a Marmande en Agenois en chevaux et en armes avecques nous ou avecques celui ou ceuls que nous y com-mettrons ou enverrons pour nous¹ pour aidier a deffendre et a garder nostre honneur de la dicte couronne et de nostre royaume. Donné au Bois de Vincennes le XX^e jour de may.

1. Le roi n'alla pas lui-même en Gascogne. Son lieutenant et connétable, le comte d'Eu, adressa le 10 juillet un billet au comte de Foix pour lui dire qu'il serait à Aiguillon le lendemain et qu'il comptait y dîner avec lui (A.N. J 880, n° 14).

72

[1337], 11 juin. — Bois de Vincennes.

Philippe VI qui a fait deux mandemens, l'un à Marmande et l'autre à Amiens, et qui ne sait encore auquel il se rendra, prie le comte de Savoie de se tenir prêt à le rejoindre avec deux cents hommes d'armes dès qu'il le lui demandera¹.

Original sur parchemin percé de fentes ; bandelette portant l'adresse conservée ; Turin, *Archivio di stato — Negoziations con la Francia* I, n° 3.

Publiée par J. Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France pendant la Guerre de Cent Ans*, Bibl. de l'Ec. des Haut. Etudes, fasc. 189, p. 284, P.J. n° 2.

1. Philippe VI a, en effet, fait double semonce de gens d'armes (Voir lettre précédente et A.N. X la 8846, f° 168). C'est l'incertitude où il se trouve des intentions d'Edouard III qui est le motif de ces mandemens : « Si ne savoit le roy de France par quelle part il y vouloit entrer » (*Gdes chron.*, éd. Viard, IX, 159).

73

[1337]¹, 15 juin. — Bois de Vincennes.

Philippe VI invite le comte de Foix à ravager les terres du vicomte de Tartas², à moins qu'il ne soit occupé, au service royal, à une autre besogne.

1. Il n'est pas possible d'attribuer cette lettre à l'année 1338 où le roi est à Poissy le 15 juin (*Itinéraire*, p. 257).

2. Guitard d'Albret, vicomte de Tartas, frère de Bernard Ezi sire d'Albret. Il y a longtemps qu'Edouard III recherchait l'alliance du vicomte de Tartas et, le 24 décembre 1333, il écrivait déjà au sénéchal de Bordeaux de se l'attacher secrètement, par de l'argent (B.N. Moreau, 698, f. 30). Il est vraisemblable que, convoqué par le comte d'Eu, Gaston de Foix n'opéra pas immédiatement contre le vicomte. Cette action s'engagea, semble-t-il, au début de l'hiver et elle était achevée dès le 4 janvier 1338 puisque, ce jour-là, Edouard III écrit à son sénéchal de Gascogne d'indemniser le vicomte de Tartas qui a tout perdu (Rymer, II, 2^e p. (1821), p. 1009). Pourtant, le 5 février, le comte de Foix s'empare encore de la place de Geaune (Landes, arr. Mont-de-Marsan) (*Chron. normande*, éd. Molinier, p. 244-245 et *Hist. de Lang.*, IX, 498 n.) Guitard d'Albret mourut peu après car, le 8 mai 1338, son frère a hérité de lui Tartas (Rymer, p. 1038).

Original perdu.

Copie du XVIII^e siècle, Bibl. nat., *Doat*, vol. 186, f^o 125 v^o.

A nostre cher cousin et feal le conte de Foix

De par le roy

Beau cousin de Foix, nous voulons et nous plaist que tout le damage que vous pourrés faire vous faciez sur le viconte de Tartays de par nous et en nostre nom sauf tousiours vostre honneur ; toutesvoies ne voulons nous mie que se vous estes en aucun lieu par especial pour nous que vous vous en partiés pour cette cause. Dieux vous ait en sa garde. Donné au bois de Vincenes le XV^e iour de juing.

74 [1337], 28 juin. — Bois de Vincennes.

Philippe VI fait savoir au comte de Savoie qu'il a délibéré sur les demandes qui lui ont été présentées par Godemar du Fay¹ et Guillaume de Chatillon, chevaliers du comte, et qu'il renonce, en raison de l'alliance de Louis de Bavière et d'Edouard III à prendre la tête de ses troupes de Gascogne. Il le prie également de se tenir prêt à le rejoindre au premier signe.

Original sur parchemin percé de fentes, bandelette portant l'adresse conservée, Turin, *Archivio di stato, Negazioziani con la Francia*, I, n^o 3.

Publiée par Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France...* p. 286, P.J. n^o 4.

1. Seigneur de Bouthéon (Loire, arr. Montbrison, cant. Saint-Galmier), Godemar du Fay sera successivement bailli de Vitry-Chaumont, gouverneur de Tournai, bailli de Vermandois, sénéchal de Toulouse et de Beaucaire. S'il est chevalier du comte de Savoie, il est également appelé, en mai 1335, « chevalier le roy » (Lacaille, *Chartes de Rethel*, II, 18).

75 [1337], 29 juin. — Bois de Vincennes.

Philippe VI mande à l'évêque d'Arras¹, à Jean du Chastellier et à Simon de Bucy² de réintégrer Fouque de Chanac³ au parlement.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Arch. nat., X Ia 8846, f^o 169.

1. Jean Mandevilain, qui est le premier maître du parlement (Guilhiermoz, *Enquêtes et procès*, p. 636).

2. Troisième président du parlement à cette époque (*Ibid.*, 637). Si la lettre n'est pas adressée également à Pierre de Cugnières, c'est sans doute parce qu'il n'est pas encore rentré d'une ambassade à la cour pontificale (Vidal, 4742).

3. Fouque de Chanac était conseiller à la grande chambre en 1336 (Guilhiermoz, *op. et loc. cit.*). Le 24 avril 1337, l'évêque de Paris, Guillaume de Chanac s'étant « porté autrement que deument » envers le roi, tous ses parents, dont Fouque, furent privés de leurs offices (A.N. X Ia 8846, f^o 167). Un témoignage du pardon des Chanac et de la réintégration de Fouque au parlement est fourni par le paiement à ce dernier, le 30 juin, c'est-à-dire au lendemain de la lettre du roi, de la somme de 51 l. 10 s. pour ses gages au parlement (A.N. KK 5, f^o 234 v^o).

A noz amez et feaulz conseillers l'evesque d'Arraz, Jeh. du Chastell. et mestre Symon de Bucy et a chascun de eulz.

De par le roy

Evesque d'Arraz, Jehan du Chastellier et Symon de Bucy, nous vous mandons et a chascun de vous que nostre amé et feal clerc et conseiller mestre Fouque de Chenac vous remettiez en nostre parlement en l'estat ou il souloit estre avant que nous l'en eussions fait oster pour aucune certaine cause, et nous avions ce meismes commandé de bouche a nostre amé et feal chancelier, mais il n'y puet entendre a present pour ce que il est empeschiez d'autres noz besongnes¹ ; et ce faites en telle manere que par vous n'y ait faute. Donné au Bois de Vincennes le penultime jour de juing.

1. Le chancelier Guy Baudet est alors occupé à ménager la paix entre Jean de Chalon et le duc de Bourgogne (Plancher, *Hist. de Bourg.*, II, p. CCLXI).

76

[1337], 14 août. — Le Moncel.

Le roi accepte l'offre du comte de Savoie de le servir à plus de deux cents hommes d'armes et le prie de se trouver à Amiens vers le 23 septembre¹ avec trois cents hommes d'armes.

Original sur parchemin percé de fentes, bandelette portant l'adresse conservée, Turin, *Archivio di stato, Negoziazioni con la Francia*, I, n° 3.

Publiée par Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France...* p. 287, P.J., n° 5.

1. « A la quinzaine de la septembresche prochaine », c'est-à-dire à la quinzaine de la Nativité de la Vierge fêtée le 8 septembre.

77

[1337]¹, 1^{er} septembre. — Paris.

Philippe VI annonce au comte de Savoie qu'il est inutile qu'il se rende à Amiens avant le 8 octobre, les ennemis n'étant pas encore prêts à attaquer. La solde pour un mois des hommes d'armes du comte sera à sa disposition à Mâcon².

Original sur parchemin muni de fentes, avec bandelette portant l'adresse, Turin, *Archivio di stato, Negoziazioni con la Francia*, I, n° 3.

Publiée par Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France*, p. 289, P.J. n° 8.

1. Cette date, admise par Cordey et par Viard est la seule possible. Elle aurait pu cependant être mise en doute à cause de la présence du roi, le même jour, à Joyenval, près de Saint-Germain-en-Laye (A.N. JJ 70, n° 364). Mais l'acte en question est fait au nom du duc de Normandie. Bien que l'acte soit expédié « au commandement du roy » et que deux maîtres des requêtes soient présents, il est difficile d'affirmer la présence de Philippe VI. Il n'est cependant pas absolument impossible qu'il ait quitté Joyenval dans la matinée pour être au soir dans sa capitale.

2. Le 14 août le roi avait ordonné aux trésoriers d'envoyer quelqu'un à Mâcon pour faire l'avance de la solde des gens d'armes du comte de Savoie (Cordey, *op. cit.*, p. 287).

78

[1337], 16 septembre. — Maubuisson.

Le roi fait savoir au comte de Savoie qu'il est inutile qu'il soit à Amiens avant la Toussaint.

Original sur parchemin muni de fentes, avec bandelette portant l'adresse, Turin, *Archivio di stato, Negoziazioni con la Francia*, I, n° 31.

A nostre trescher et amé cousin le conte de Savoye.

Pour nous.

De par le roy

Biaus cousins, comme nous vous eussions prié que vous feussiés a Amiens devers nous au mois de la feste Nostre Dame en septembre darrainement passee garni de gens d'armes sicomme autrefois vous avions escript et nous n'avons mie encore sceu de certain quant nos anemis doivent venir sur nous ne en nostre reaume, nous qui ne vous voulons faire faire missions senz grant cause ne avant que besoins et lieux en soient vous alongons la dicte journee du mois de la septembreche duques a la toussaint apres ensuiant prochainement et vous prions que lors vous soiés a Amiens si et en la maniere que autrefois escript vous avons et vous tenés si garnis ce pendent que, se plus tost vous faisons savoir que vous venissiés vers nous pour celle meisme cause, que vous y peussiés tantost venir comme nous vous le ferions savoir. Donné a Maubuisson le XVI jour de septembre. Et toutesvoiez envoieiz quinze jours avant la toussaint a Mascon pour avoir le prest des gages de vos gens pour un mois en la maniere que autre fois le vous avons escript.

1. Cordey n'a pas publié cette lettre. Peut-être la jugeait-il trop semblable à la précédente.

79

[1337], 29 septembre. — Bois de Vincennes.

Apprenant qu'Edouard III et Louis de Bavière comptent pénétrer dans le royaume, le roi avertit le comte de Savoie d'avoir à se tenir prêt avec ses gens d'armes.

Original sur parchemin percé de fentes, bandelette portant l'adresse conservée, Turin, *Archivio di stato, Negoziazioni con Francia*, I, n° 3.

Publiée par Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France*, p. 289, P.J. n° 9.

80

[1337], 2 octobre. — Bois de Vincennes.

Le roi demande au comte de Savoie de se tenir prêt à le rejoindre avec ses gens d'armes à la quinzaine de la Toussaint.

Original sur parchemin avec fentes, bandelette portant l'adresse, Turin, *Archivio di stato, Negoziazioni con la Francia*, I, n° 3.

Publiée par Cordey, *Op. cit.*, p. 290, P.J. n° 10.

81

[1337]¹, 2 octobre. — Bois de Vincennes.

Philippe VI mande au sire d'Albret² de se trouver à Amiens, à la quinzaine de la Toussaint, avec au moins quarante hommes d'armes et mille hommes de pied, surtout arbalétriers.

Original sur parchemin muni de fentes, au dos traces du sceau du secret, Archives des Basses-Pyrénées, E 26.

Publiée dans les *Archives historiques de la Gironde*, tome II, p. 130.

1. Cette lettre a été publiée dans les *Archives historiques de la Gironde* sous l'année 1339. L'itinéraire du roi s'y oppose. La comparaison avec la lettre précédente impose l'année 1337, à laquelle s'était rallié Viard.

2. Bernard Ezi II sire d'Albret (1324-1358). Il semble avoir balancé quelque temps avant de prendre ouvertement le parti d'Edouard III. Henry Knighton place cette décision en 1339 (*Chronicon*, éd. J. Rawson Lumby, t. II, p. 13) et Murimuth en 1341 (*Continuatio chronicarum*, éd. E.M. Thompson, t. II, p. 121).

82

[1337], 7 octobre. — Bois de Vincennes.

Le roi réitère au comte de Savoie sa convocation pour la quinzaine de la Toussaint, à Amiens.

Original sur parchemin muni de fentes, bandelette portant l'adresse conservée, Turin, *Archivio di stato, Negoziazioni con la Francia*, I, n° 3.

Publiée par Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France*, p. 290, P.J. n° 11.

83

[1337], 28 novembre. — Brunoy¹.

Le roi d'Aragon ayant demandé à Philippe VI de nommer des commissaires pour régler avec les siens les affaires pendant entre les deux souverains et entre leurs sujets, le roi répond qu'il y réfléchira et demande à Pierre le Cérémonieux des nouvelles de sa santé.

Original sur parchemin muni de fentes, Archives de la couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* 3324.

Philippe par la grace de Dieu roy de France a tres excellent prince nostre trescher et amé cousin le roy d'Arragon, salut et dilection entereine. Nous avons bien veu ce que escript nous avés de faire commission a nos gens afin que il eussent pooir de congnoistre et determiner sur les debas pendens entre nouz deux et nos subgis, d'une part et d'autre, aussi comme vous nous escrisiés avoir fait a certainnes personnes de vostre conseil. Si sachiés, biau cousins, que pour ce que nous entendons que les causes sont grans et pesans nous en voulons avoir deliberacion plus grant et tout ce que nous verrons que nous porrons faire bonnement sur ce pour amour et consideracion de vous et a la conservacion de nostre droit, quar autrement ne le voulés vous ce te-

1. Seine-et-Oise, arr. Corbeil, cant. Villeneuve-Saint-Georges.

nous nous, nous le ferons et ordenerons volontiers et vous en rescrirons quant temps sera ou quant vous renvoyerés devers nous pour ce si que vous en deverés estre content. Biaus cousins, se savoir voulés de nostre estat sâchés que, la merci de Dieu, nous estions sains et hetîés quant ces lettres furent faites, ce que Diex vous otroit tousjours. Si nous faites souvent savoir la certeinneté du vostre estat quar moult nous plaira a oïr en bonnes nouveles souvent et volentiers ferons a nostre bon pooir ce que vous seroit plaisant, si nous en escrisiés fiablement. Nostre Seigneur vous ait en sa garde. Donné a Brunay le XXVIII jour de novembre.

84

[1337], 11 décembre. — Ozoir-la-Ferrière¹.

Le roi ordonne à Simon de Bucy ou à Jean du Mur² d'installer à la chambre des enquêtes Isarn de Saint-Astier à la place de Raymond de Saint-Crépin, doyen de Limoges.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Arch. nat. X Ia 8846, f° 172 v°.

De par le roy

Mestre Symon de Bucy ou vous mestre Jehan du Mur, nous vous mandons et a chascun de vous que nostre amé et feal conseiller mestre Ysaart de Saint Astier³ vous mettiés en la chambre de nos enquestes ou lieu du doyen de Limoges sicomme par nos autres lettres vous apperra que nous l'aions ottroïé et que ledit mestre Ysaart vous mousterra que ledit doyen n'entent plus a retourner, et a ce fere l'un de vous n'atende l'autre. Escript a Oureour la Ferriere XI^e jours en decembre.

par le roy, R. de Molins⁴.

1. Seine-et-Marne, arr. Melun, cant. Tournan.

2. Rapporteur à la chambre des enquêtes en 1328 (Guillois, *Recherches...*, p. 274), Jean du Mur passe à la Grand'Chambre le 24 novembre 1336 (A.N. X Ia 8846, f° 164). Il y figure parmi les laïcs bien qu'on l'appelle « mestre ».

3. Dans ses « autres lettres » le roi précise qu'il nomme Isarn de Saint-Astier aux enquêtes pour y remplacer Raymond de Saint-Crépin lorsqu'il sera absent. C'est sur la recommandation de Saint-Crépin que Saint-Astier le remplace (A.N. X Ia 8846, f° 172). Isarn était déjà aux enquêtes, mais il était resté deux ans en Avignon pour un procès en matière bénéficiale intéressant Jean de Vienne, archevêque de Reims (*Ibid.*).

4. Renaud de Molins, notaire du roi dès le règne de Philippe le Long (Lehuguer, *Le mécanisme du gouvernement*, p. 212). Notaire-secrétaire de Philippe de Valois qui l'emploiera dans plusieurs missions diplomatiques, il mourra évêque de Nevers en 1361.

85

[1338 ?]¹, 12 janvier. — Bois de Vincennes.

Le roi mande à Jean de la Queue, garde du trésor des chartes², de don-

1. La date du 12 janvier 1336-1337 ne paraît pas coïncider avec l'itinéraire du roi tel qu'il a été établi, pour les six premiers mois de 1337, par M. Fawtier (*Compt. de men. dép.*, p. 3), car le roi quitte Vincennes le 10 janvier pour le Louvre. 1336 ne conviendrait pas non plus, le roi se trouvant alors dans le Languedoc. Les années 1338, 1339 et 1340 conviendraient mieux.

2. Jean de la Queue, *Johannes de Cova*, notaire du roi, succède à Pierre Julien le 5 septembre 1333 (A.N. PP 117, p. 428).

ner à Amaury de Condé¹, chapelain de la chapelle Saint Louis à Saint-Denis, copie de la charte de fondation de cette chapelle et de la faire sceller.

Original apparemment perdu.

Publiée par Dessalles, *Le trésor des chartes, sa création, ses gardes, leurs travaux....* dans Mém. de l'Acad. des Inscr., I, p. 410-141, qui donne comme référence « Arch. du roy. Reg. du trés. des ch. coté A, fol. 120 » ; mais le registre JJ A ne comporte pas de f° 120.

1. Amaury de Condé serait mort chanoine de la Sainte Chapelle en 1337 (Morand, *Hist. de la Sainte Chapelle*, p. 112 n.).

86

1338, 6 février. — Chartres.

Le roi ordonne au bailli de Gisors¹ de se saisir, à Vernon, de Bienvenue, épouse de Jean Sevestre, et de son fils Richardin et de les livrer au prévôt de Paris, avec les lettres et sceaux qui seront trouvés à leur domicile².

Original sur parchemin muni de fentes, Bibl. nat., *Nouv. acq. franç.* 5846, n° 8.

De par le roy

Baillif de Gisors, nous te mandons et pour cause que tu tantost et sens deslay, ces lettres veues, pren ou fay prendre Bienvenue femme Jehan Sevestre et Richardin son filz qui sont a hostel chiés Juhan de Vernon en la dicte ville de Vernon sicomme l'en dit, et la dite fame et son dit filz envoye souz sainne et seure garde avecques toutes les lettres et seauls que il auront a nostre prevost de Paris, et t'en pren bien garde car il en ont pardevers eus sicomme nous avons entendu et le fay si et en telle meniere que par toy n'y ait deffaut et que il apere de ta diligence. Donné a Chartres le VI^e jour de fevrier l'an de grace mil CCCXXXVII.

1. Robert Bretel (*Gallia regia* 12978).

2. Ce sont probablement des faussaires.

87

[1338], 4 mai. — Bois de Vincennes.

Le roi mande à l'évêque de Nîmes de faire faire des processions dans les villes de son diocèse, aux principales fêtes et le dimanche, de faire dire des messes et, à la messe, des oraisons spéciales pour la paix et la défense du peuple du royaume, qu'en ces cérémonies des sermons soient prêchés sur les points suivants : que le roi expose sa vie, celles des princes de sa famille et des barons, nobles et autres pour se battre contre le roi d'Angleterre et ses alliés au nombre desquels se trouve l'excommunié Louis de Bavière ; qu'Edouard III, après lui avoir fait hommage, a causé, contre son serment, de graves dommages au royaume et tenté de lier à ses machinations les rois de Castille et d'Aragon ; que la menace qu'il fait peser sur le royaume a empêché Philippe VI de partir en croisade ; qu'il s'est refusé à faire arbitrer le conflit franco-anglais par des personnes impar-

tiales et dignes de confiance ; que Philippe a attendu, pour autoriser ses marins à attaquer les corsaires anglais, que les alliances contractées par Edouard III aient rendu sa rébellion patente ; que le roi d'Angleterre a proposé la conclusion de trêves pleines d'artifice et de malice et qu'il a maintenant l'intention de passer sur le continent pour envahir le royaume ; que chacun doit défendre et secourir ce royaume de tous ses moyens ; que le roi se fie pour cela en Dieu et dans les prières du peuple et que, si ce peuple a été dans le passé victime de quelques abus, ce n'a pas été avec la connivence royale¹.

Publiée par Ménard, *Histoire civile ecclésiastique et littéraire de la ville de Nîmes*, t. II. Preuves, p. 103-104, qui donne comme référence : « registre du xiv^e siècle des manuscrits de Baluze cotté n° 643 — 10310.2, f° 145 à la bibl. du roi. »

1. Il est probable que cette manifestation de propagande fut commandée non seulement à l'évêque de Nîmes, mais à l'ensemble des prélats du royaume. Il ne reste pourtant trace que de celle-ci.

88

[1338], 14 mai. — Bois de Vincennes.

Le roi, ayant appris par des rapports d'Angleterre et d'Allemagne que les ennemis sont obligés de retarder leur attaque en raison du manque de nourriture et de fourrage, annonce au sire d'Albret qu'il reporte son mandement d'Amiens et de la Pentecôte à la Saint Jean¹.

Original sur parchemin muni de fentes ; traces du sceau du secret au dos ; Archives des Basses-Pyrénées, E 26.

Publiée par les *Archives historiques de la Gironde*, t. II, p. 127-128.

1. La Pentecôte tombait le 31 mai ; la semonce est donc retardée de 25 jours. Philippe VI aurait-il pris la peine de convoquer le sire d'Albret à Amiens s'il avait connu l'acte du 8 mai 1338 par lequel ce dernier prête hommage à Edouard III et en vertu duquel le roi d'Angleterre promet de l'indemniser de tout ce que pourra lui faire perdre l'hommage prêté (Rymer, t. II, 2^e p. (1821), p. 1038) ? Des pourparlers étaient engagés entre le sire d'Albret et Edouard III depuis le 8 janvier 1338, par l'intermédiaire du vicomte de Tartas (*Ibid.*, p. 1012).

89

[1338], 27 mai. — Bois de Vincennes.

Philippe VI, qui n'a pas encore besoin de troupes considérables dans le nord du royaume, écrit au sire d'Albret d'attendre son ordre avant de quitter le pays et de se mettre éventuellement à la disposition de ses lieutenants qui commandent en Languedoc¹.

Original sur parchemin muni de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Arch. Basses-Pyrénées, E 26.

Publiée dans les *Archives historiques de la Gironde*, t. II, p. 128-129.

1. Il n'y a pas d'opérations cette année-là dans le nord du royaume ; il n'en est pas de même en Languedoc où le sire d'Erquery et Le Galois de La Baume font campagne pour le roi (*Hist. de Lang.*, IX, 500-502). Le 25 juillet 1338, de Marmande, Erquery charge le sire d'Albret de conquérir des places de l'Agenais encore aux mains des Anglais (B.N., *Pièces orig.* Albret, n° 2 et 3).

90

[1338 ?]¹, 29 mai. — Bois de Vincennes.

Philippe VI ayant accordé une marque contre les Aragonais en faveur de Pierre de Roveria et d'autres commerçants Pierre le Cérémonieux avait, en représailles, ordonné l'expulsion des Français résidant en Aragon, puis prolongé le délai d'expulsion de la fin mai à la Saint Martin d'hiver. Pierre le Cérémonieux avait demandé au roi de France de laisser la marque en suspens jusqu'à ce jour, et Philippe VI y consent.

Original sur parchemin, Archives de la couronne d'Aragon, Perg. extra. inv. 1018.

Serenissimo principi Petro Dei gracia illustri Aragonum, Valencie, Sardinie et Corsice regi comitique Barchinonensi consanguineo nostro carissimo, Philippus eadem gracia Francorum rex, salutem cunctis felicitatibus opulentam paratamque ad ejus beneplacita voluntatem. Receptis nuper serenitatis vestre litteris mentionem facientibus de quodam edicto per quod in regno vestro fuerat publice proclamatum quod omnes nostri regnicole terras vestras cum omnibus bonis suis infra finem presentis mensis madii tenerentur exire, quod quidem edictum factum fuerat propter plures vexationes quas subditi nostri vestris regnicolis occasione marcharum concessarum ratione depredacionum comissarum in mari dicebantur hactenus intulisse, amore nostri usque ad festum beati Martini yemalis proximo instans mandaveratis in suspenso teneri concludentibusque quod de quadam marcha ad instantiam Petri de Roveria et quorundam aliorum mercatorum regni nostri qui a vestris subditis asserebant se in mari fuisse depredatos contra eosdem vestros subditos in curia nostra prolata, de qua marcha vobis nostras alias sub certa forma litteras miseramus, ipsius marche executionem usque ad dictum festum faceremus in suspenso teneri et nostris senescallis et officialibus mandarem quod dictam suspensionem observarent et facerent inviolabiliter observari. Sic vestre celsitudini respondemus quod amoris et pacis vinculum que inter vos et nos, vestrosque et nostros predecessores tam ex nativi federe sanguinis quam ex antiqua et radicata dilectione hactenus viguerunt servari et non minui sed augeri quantum possumus et in nobis est nostris temporibus cupientes vestreque serenitati complacere nedum in hiis sed in omnibus que possemus, incontinenti dictis vestris receptis et visis litteris fieri fecimus nostras patentes litteras nostris senescallis et baillivis omnibus directas per quas mandavimus quod dicte marche executionem usque dictum festum beati Martini proxime instans in suspenso teneant et teneri faciant ac inviolabiliter observari. Datum apud nemus Vicennarum die XXIX maii.

1. L'itinéraire du roi permet de dater cette lettre des années 1338, 1342 ou 1350. L'année 1342 paraît cependant à rejeter car, le 10 mars de cette année, Philippe VI suspend pour un an toutes les marques contre les sujets du roi d'Aragon, ce qui contredit le texte de la présente lettre (Furgeot, n° 4072).

91

[1338]¹, 20 juillet. — Maubuisson.

Philippe VI annonce au comte de Savoie que la semonce d'Amiens est reportée de la quinzaine de la Madeleine² à la quinzaine après la mi-août et qu'il va entretenir la comtesse de Valois, sa belle-mère³, du mariage proposé par Louis de Savoie⁴, au nom du comte Aimon, entre Amédée de Savoie⁵ et la fille de Pierre de Bourbon⁶.

Original sur parchemin muni de fentes, bandelette portant l'adresse conservée, Turin, *Archivio di stato, Negoziazioni con la Francia*, I, n° 3.

Publiée par Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France*, p. 292, P.J. n° 14.

Publiée aussi en partie par Delachenal, *Histoire de Charles V*, t. I, p. 26 note 2.

1. Cette lettre devrait être postérieure à celles que le roi écrit le 26 juillet où il dit qu'il compte être à Amiens huit jours avant le 15 août, ce qui correspond à la quinzaine de la Madeleine ; elle devrait avoir été écrite à l'extrême fin du mois de juillet ou tout au début d'août. Toutefois l'itinéraire tel qu'il a été dressé par Viard ne se prête pas à une correction de la date de cette lettre. Il n'est pourtant pas normal que le roi convoque le comte de Savoie à Amiens pour la fin d'août quand il demande au comte de Foix et au sire d'Albret de s'y trouver vers le 8 août.

2. La fête de sainte Madeleine tombe le 22 juillet.

3. Mahaut de Châtillon-Saint-Pol troisième femme de Charles de Valois et mère d'Isabelle de Valois qui avait épousé, le 25 janvier 1337, Pierre, fils du duc de Bourbon.

4. Sire de Vaud et membre du conseil du roi de France. Il a quitté Vaud le 22 février 1338 pour se rendre auprès de Philippe VI (*Journ. trës. Phil. VI*, 5670). Après la mort du comte Aimon, il fut, avec le comte de Genève, tuteur du jeune comte Amédée.

5. Le futur Comte Vert, né à Chambéry le 4 janvier 1334 (Guichenon, *Hist. général. de la royale mais. de Savoie*, t. I, p. 400). Il a donc alors quatre ans. Il a été question, quelques mois plus tôt, de le marier à Marguerite de Luxembourg, petite-fille du roi Jean de Bohême ; un contrat avait même été rédigé le 9 mars 1338 (Cordey, *Les comtes de Savoie*, p. 74).

6. Duc de Bourbon à la mort de son père, en 1342. Sa fille Jeanne n'avait alors que quelques mois, étant née le 3 février 1335. Elle épousera, en 1350, le futur Charles V, le projet de mariage dont il est question dans la lettre n'ayant pas eu de suite.

92

[1338], 26 juillet. — Bois de Vincennes.

Philippe VI demande au comte de Foix de venir à Amiens avec ses gens d'armes une huitaine de jours avant la mi-août et de laisser cependant le Languedoc bien garni de troupes¹.

Original perdu.

Copie du XVIII^e siècle, Bibl. nat., *Doat*, vol. 186, f° 126.

A nostre trescher et feal cousin le conte de Foix.

De par le roy

Biaus cousins, nous vous mandons que tantost et sans delay toutes

1. Cette lettre du roi au comte de Foix étant connue de Dom Vaissette (*Hist. de Languedoc IX*, 505).

excusations cessant vous veniés a nous a Amiens pour nous aider a contrester contre le roy d'Angleterre qui est passé par deça et quiert tant comme il peust aides et alliances contre nous pour meffaire en nostre royaume, et amenés avec vous ou le plus tost que vous pourrés apres vous tant de gens d'armes, de gens de pié et d'arbalestrers les meilleurs que vous porrés, tant comme vous en porrés amener, quar a ceste fois convient il que ceux qui nous sont tenus monstrent de fait leur bonne volonté maintenant. Si vous avanciés, biaux cousins, quar ainsi comme nous vous avions en covent que nous vous ferions sçavoir quant nous et Jehan nostre fill, avec lequel nostre volontés est que vous soiés en chiefs, irons contrester a nos anemis, nous vous faisons sçavoir que nous y entendons a estre a Amiens environ les huitieme jours avant la mi aoust et, biau cousins, comment qu'il soit, garnissiés si le pays de delà, tant le nouvel acquis comme le nostre autre, que il n'i peust avoir dommage ne deffault pour nous et le lesiés en main si seure que il n'i ait point de doute ni de perill, et pour ce faire prenés de nos senechaus, excepté celuy de Tholose, et d'autre gent seure et loial pour nous que le dit pais peust demourer a seur et hors de doubte tant ville comme chateaux et autres lieux qui seront a garder, et tout ce faites, biaux cousins, si tost et si convenablement que nous vous en doions sçavoir gré et de plus en soions tenus a vous. Donné au bois de Vincennes le 26^e iour de juillet.

93

[1338]¹, 26 juillet. — Bois de Vincennes.

Philippe VI demande au sire d'Albret de venir à Amiens, avec ses gens d'armes, une huitaine de jours avant la mi-aoust². En post-scriptum il lui fait savoir qu'il lui suffira d'amener cinquante hommes d'armes et un nombre satisfaisant de gens de pied et d'arbalétriers ; si, parmi les vassaux du sire d'Albret il existe des combattants désirant servir le roi aux mêmes gages et s'ils sont de bonne qualité, qu'il les amène avec lui³.

1. Les Arch. hist. de la Gironde datent cette lettre de 1339. Jules Viard a déjà rectifié cette erreur (*Itinéraire*, p. 527 n.).

2. Le texte de la première partie de cette lettre est semblable à la première partie de la lettre précédente au comte de Foix, jusqu'à « et, biau cousins » (16^e ligne). On y trouve la même promesse de laisser le commandement en chef à l'intéressé, sous l'autorité du duc de Normandie. Est-ce une preuve de la duplicité royale, ou une erreur du notaire ? Ou bien l'intention du roi était-elle de laisser au comte de Foix et au sire d'Albret une réelle indépendance dans la conduite des opérations, sans qu'ils soient tenus de se conformer aux directives du connétable ou des maréchaux ?

3. La seconde partie de la lettre se présente sous la forme d'une bande de parchemin séparée et, bien qu'elle n'ait ni « de par le roy », ni date, ni sceau au dos, elle a été publiée dans les Arch. hist. de la Gironde comme une lettre indépendante. Il semble que ce soit un simple *post scriptum* à la lettre, le roi s'étant sans doute aperçu qu'il n'avait pas précisé quel nombre de combattants il souhaitait. Cette bande de parchemin porte, en haut et à gauche, un trou par lequel ce *post scriptum* devait être attaché à la lettre du 26 juillet par une étroite lanière de parchemin. Nous avons un bon exemple d'un tel *post scriptum* sur bande de parchemin séparée et attachée à la lettre dans celle que Philippe VI écrit à son fils le 20 octobre 1341 (n° 143). L'écriture de la seconde partie de la présente lettre montre des formes très analogues à celles de la première partie datée du 26 juillet.

Original sur parchemin muni de fentes, au dos traces du sceau du secret, Archives des Basses-Pyrénées, E 26.

Publiée dans les *Archives historiques de la Gironde*, t. II, p. 129, 130 et 131.

94 [1338], 28 juillet. — Bois de Vincennes.

Philippe VI mande au comte de Foix d'être à Amiens huit jours avant la mi-août, en laissant les places du Languedoc bien garnies de troupes et de vivres¹. Il l'informe que, bien qu'Edouard III ait fait des ouvertures de paix² et que Jean de Bohême ait annoncé que Louis de Bavière abandonnait l'alliance anglaise³, il ne contremande pas le rendez-vous d'Amiens.

Original perdu.

Copie du XVIII^e, Bibl. nat., *Doat*, vol. 186, f^o 210.

A nostre amé et feal cousin le conte de Foix.

De par le roy

Biaus cousins, combien que nous vous aions mandé par nos autres lettres que vous veniés a nous vers Amiens et que vous ameniés avec vous cent hommes d'armes, nous vous mandons que vous vous avançiés le plus que vous pourrés de venir a nous ou dit lieu car, a l'aide de Dieu, nous y entendons a estre aux huit jours avant la mi aoust ; et amenés avec vous ou faites bientost venir apres vous deux cens hommes d'armes, bonnes personnes et souffisans et telles que vous y puissiés et doiés avoir honneur ; et aussi faites venir des arbalestrers les meilleurs que vous porriés avoir et des gens de pié ce que vous verrez que bon sera, car, sicomme nous avons entendu, le roy d'Angleterre qui est passé par deça met toute la peine qu'il puet a acquerir alliance contre nous⁴. Biais cousins, si vous veuillés avancer et faire en tant

1. S'il appartenait au comte de Foix de munir les places de Gascogne de bonnes garnisons, c'est parce qu'il avait été nommé lieutenant du roi en Languedoc. Dom Vaissette dit qu'il reçut ses lettres de lieutenant avant le 26 juillet. Cette attribution a été mise en doute par Molinier, à tort semble-t-il (*Hist. de Langued.* IX, 503).

2. Seul texte qui en parle, à ma connaissance. Le 22 juillet, Edouard avait pourtant révoqué les pouvoirs qu'il avait donnés à l'archevêque de Canterbury et à l'évêque de Durham pour négocier avec Philippe VI (Déprez, *La papauté, la France et l'Angleterre*, p. 194).

3. Le roi de Bohême, Jean de Luxembourg, est l'un des rares princes de l'Empire à ne pas céder aux promesses et aux cadeaux d'Edouard III. L'année précédente, le 12 juillet 1337, il avait eu trois jours d'entretiens avec l'Empereur pour le persuader de ne pas rompre le traité qui le liait à Philippe de Valois. Il est normal qu'il ait fait de même en 1338. Le roi de France entretenait des émissaires en Allemagne, chargés d'enchérir sur les offres du roi d'Angleterre et, quelques jours après la remise solennelle du vicariat de l'Empire à Edouard III, il est encore question d'une « journée » de rencontre entre les gens de Philippe VI et ceux de Louis de Bavière (Valls-Taberner, dans *Miscellanea Fr. Ehrle*, p. 104). Cependant le succès dont fait état Jean de Luxembourg dans cette lettre fut sans durée.

4. C'est le 16 juillet qu'Edouard III a débarqué en Flandre. Il s'installe à Anvers et s'entretient avec ses alliés (Déprez, *La papauté, la France et l'Angleterre*, p. 194).

que nous vous en doions scavoir gré et en soions de plus tenus a vous, et toutesvoies, sicomme mandé le vous avons par nos autres letres, laissiés le pays par dela si garni de gens d'armes et de vivres, tant le nouvel acquis comme celuy que nous y avions par avant, que il n'y peut avoir peril ne dommage pour nous pour cause de vostre departie. Biaux cousins, combien que li roys d'Angleterre ait envoié ses messages devers nous pour requerre paix, toutes voies ne nous laissons nous point pour [ce a pourvoir]¹ que nous ne nous avancions d'aller vers Amiens le plus que nous povons, et combien aussi que nostre cousin le roy de Boemie nous ait fait sçavoir que li Bavares et aucuns autres que li roys d'Angleterre pansset avoir avec li se sont despartis de li, toutesvoies ia pour ce ne nous lairons a avancier et ordener le plus tost que nous porrons ; si vous avanciés, biaux cousins, aussi si que vous soiés a nous a Amiens a la my aoust proche au plus tart. Donné au bois de Vincennes le vingt et huitieme iour de juillet.

1. La copie de la coll. Doat écrit « apercevoir » ce qui n'a pas de sens. J'ai corrigé le texte en comparant cette lettre à celle qui, le même jour, a été écrite au sire d'Albret et dont les termes sont semblables (Lettre n° 95).

95

[1338]¹, 28 juillet. — Bois de Vincennes.

Le roi écrit au sire d'Albret dans les mêmes termes que ceux de la lettre précédente au comte de Foix.

Original sur parchemin muni de fentes, au dos traces du sceau du secret, Archives des Basses-Pyrénées, E 26.

Publiée dans les *Archives historiques de la Gironde*, t. II, p. 131-132.

1. Les *Archives historiques de la Gironde* ont cru que cette lettre datait de 1341, ce qu'a accepté J. Viard dans son *Itinéraire* de Philippe VI. Pourtant les événements qu'elle relate ne paraissent pas pouvoir s'y rapporter. Ces auteurs ont sans doute été trompés par la référence à la défection de Louis de Bavière qui ne rompt réellement avec Edouard III qu'en 1341. Mais la révocation du vicariat impérial donné à Edouard date du 13 juin 1341 et le roi de France n'aurait pas attendu le 28 juillet pour en être averti (*Arch. Nord*, B 266, n° 7398).

96

[1338]¹, 7 août. — Royaumont.

Le roi demande au sire d'Albret de hâter sa venue, car, s'il n'arrive huit jours après la mi-août, il sera trop tard.

Original sur parchemin muni de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Archives des Basses-Pyrénées, E 26.

Publiée dans les *Archives historiques de la Gironde*, t. II, p. 129-130.

1. Viard, (*Itinéraire* p. 528, note) s'était déjà aperçu que cette lettre ne pouvait être datée de l'année 1339, comme il était dit dans les *Archives historiques de la Gironde*. Le 7 août 1339, le roi se trouve à Vincennes (A.N. J 405, n° 9). Rien, au contraire, ne s'oppose à sa présence à Royaumont le 7 août 1338 et il est prouvé qu'il s'y trouvait le 8 (*Chron. de Richard Lescot*, p. 216).

97

[1338], 8 août. — Châalis.

Le roi mande à Roger-Bernard de Foix¹ de se trouver à Amiens aux octaves de la mi-août et de n'être retenu dans son départ par aucun bruit de négociation.

Original perdu.

Copie, Bibl. nat., *Doat*, vol. 186, fol. 128-129.

A nostre cher et feal cousin Rogier de Foix.

De par le roy

Biaus cousins, nous vous mandons tant acertes comme plus poons que toutes excusations cessans vous et tant de vos gens d'armes comme vous devez amener soiés a nous a Amiens aux octaves de la mi aoust prochain au plus tart et, se tant n'en poiés amener avec vous comme vous en devés et peussés a amener, si ne laissiés point pour ce a venir hastivement et en amener ce que vous pourrés avec vous et le demourant faites venir apres vous le plus tost que vous pourrés, quar nous avons receu plusieurs fois nouvelles qui toutes s'entresievent et continuent que nos ennemis s'aprochent moult des marches de nostre royaume pour y meffaire, pourquoy se plus longuement demourés de venir vostre venue et aide nous seroient peu proufitables. Si ne lesiés en nulle maniere que vous ne soiés ainsi a nous ausdits iours et lieu au plus tost, non contrestant quelconques cri fait sur alonguement de journée dont aucune chose soit venue a vostre conoissance, quar nostre entention ne fu oncques que pour cri fait de par nous darraignerement li noble soient de riens contremandé. Donné a Chalit le huictiesme iour d'aoust.

1. Frère du comte de Foix et vicomte de Castelbon.

98

[1338], 8 août. — Châalis.

Lettre entièrement semblable à la précédente, mais adressée au comte de Foix.

Original perdu.

Copie, Bibl. nat., *Doat*, vol. 186, f° 129 v° et 130.

99

[1338], 15 août. — Le Moncel-lez-Pont-Sainte-Maxence.

Bien qu'il ait été informé que Louis de Bavière a abandonné le parti anglais, Philippe VI mande au comte de Foix de se hâter de le rejoindre pour l'aider contre Edouard III et les autres alliés qui n'abandonnent pas le roi d'Angleterre.

Original perdu.

Copie Bibl. nat., *Doat*, vol. 186, f° 128.

A nostre trescher cousin et feal le comte de Foix.

De par le roy

Beau cousin comte de Foix, nouvelles nous sont venues lesquelles nous tenons assez pour certaines que li Bavaires s'est du tout departi des alliances du roy d'Angleterre pour ce que li dis roys ne li avoit pas acompli les convenances qu'il li avoit, mais pour ce ne se departent pas nos autres ennemis qu'il ne veuillent venir meffaire en nostre royaume se il peuvent, ausquels et a tout leur effort nous entendons a resister a l'aide de Dieu, de vous et des autres feaux de nostre royaume, et pour ce sommes ia partis et nous en allons a Amiens ...¹ pour aller outre où nous saurons que nos ennemis devront venir en nostre royaume. Si vous prions, beau cousin, que vous vous avanciés de venir devers nous le plus hastivement que vous pourrés a tant de gens d'armes et de pié, especialment de bons arbalestriers, que vous pourrés avoir prestement, car, beau cousin, vostre venue par deça pourroit estre si tart qu'elle ne nous pourroit porter profit pour ce que nos ennemis se avancent le plus qu'il peuvent de venir pour meffaire en nostre royaume ; et pourvés que nos lieux et chateaux de par dela demeurent a seur et sauvement nonobstant vostre departie, se fait ne l'aviés desia. Donné au Moncel delés Pons Sainte Maxence le quinsième iour d'aoust.

1. Lacune dans la copie.

100 [1338], 15 août. — Le Moncel-lez-Pont-Sainte-Maxence.

Ayant entendu dire que ses ennemis répandent dans le royaume le bruit qu'une trêve a été conclue afin d'empêcher les hommes d'armes de se rendre à Amiens, le roi écrit au comte de Foix qu'il n'en est rien et le prie de se hâter de se rendre à Amiens où il va lui-même¹.

Original perdu.

Copie, Bibl. nat., *Doat*, vol. 186, f° 127.

A nostre chier et amé cousin le comte de Foix.

De par le roy

Beau cousin, nous avons entendu que nos ennemis, que volenters se pourforceroient tousiours de porter damage a nous et a nostre royaume par toutes les voyes, manieres et cauteles que il porroient, ont fait dire et semer en plusieurs lieux de nostre royaume et ailleurs où ils scevent que nous avons amis que il est pais ou treve entre nous et eux et que nous avons fait alongier nostre semonse, et ce ont il fait et font encores par tres grand malice appensée afin que vous et les

1. Philippe VI est en effet à Amiens le 24 août (*Ord.* II, p. 130). Gaston de Foix, qui se trouve à Mont-de-Marsan le 12 août (*Hist. de Languedoc*, IX, 504) arrive à Paris le 1^{er} septembre et ses troupes l'y rejoignent durant la première moitié du mois. Il amène au roi 12 chevaliers bannerets, 7 damoiseaux bannerets, 13 chevaliers bacheliers et 306 écuyers (A.N. J 880, n° 14).

autres qui devés venir en nostre aide vous delaissiés ou retardés de y venir et que parmi vous nous n'ayons pas nos gens d'armes si a tant et a point comme mestier seroit, par quoy quand moins aront nos dis anemis de resistance il nous puissent plus penre en seur saut et faire greigneur damage. Si vous faisons a sçavoir que a nos dits anemis ou a aucun d'eux nous n'avons paix ne treve ne ne sommes en esperance d'avoir. Si vous requérons, prions et avec commandons sus la feauté en laquelle vous estes tenus a nous et a la couronne de France que vous vous hastés le plus que vous pourrés de venir en chevaux et en armes a tel nombre comme autrefois vous avons escript, ou a tel comme vous porrés, vers nous a Amiens où nous nous en allons tout droit et desia y fussions se nous eussions nos gens d'armes, vous et les autres, quar nos dits anemis se aprochent forment pour venir en nostre royaume. Si ne vous delaiés point de venir si hastivement comme vous porrés pour chose que vous oiés dire de paix ou de treve ou de alongement de nostre semonse se nous ne le vous faisons sçavoir par nos lettres. Donné au Moncel les Pons Sainte Maxence le 15^e iour d'aoust.

101

1338, 8 septembre. — Amiens.

Philippe VI mande à la chambre des comptes d'expédier sine financia les lettres de bourgeoisie de Montpellier accordées aux frères Bettache sur la recommandation du roi de Bohême¹.

Original perdu.

Cette lettre close n'est connue que par la mention que se trouve au bas de la lettre de bourgeoisie dans un registre de la chancellerie : « *Exped. in camerà comp. absque fin.^a mand. regis per litteras clausas datas Ambianis die VIII sept. CCCXXXVIII^o* » (Arch. nat., JJ 68, f^o 23 v^o).

1. Le roi de Bohême devait être nommé, le 30 novembre, capitaine général et lieutenant du roi en Languedoc (*Hist. de Languedoc*, IX, 508).

102

1338¹, début décembre.

Le roi mande le sire de Noyers à Péronne, pour le 18 décembre, afin de s'opposer au roi d'Angleterre qui a l'intention d'envahir le royaume².

Original perdu.

Mentionnée dans un compte de Mile de Noyers (Arch. de la Côte d'Or, B 1274 bis) publié par Ern. Petit, *Les sires de Noyers — Le maréchal de Noyers...*, p. 259, P.J. 15.

1. Le compte du sire de Noyers où cette lettre est mentionnée et analysée est daté de 1338. Mile de Noyers reçut la lettre le 6 décembre. Il fit son mandement à Compiègne et quitta personnellement Joigny, où il se trouvait, le 8 décembre. Il arriva à Pont-Sainte-Maxence le 18 décembre et y apprit que la sémence royale était contremandée.

2. Cette date du 18 décembre est celle qu'avait choisie Edouard III pour réunir les seigneurs de l'Empire (Déprez, *La papauté...*, p. 198). Il y fut en réalité décidé par les confédérés d'attendre l'année suivante pour attaquer la France.

103

[1338] 21 décembre. — Le Moncel.

Le roi approuve une ordonnance présentée par les gens du parlement fixant à huit le nombre des huissiers, avec dérogation temporaire en faveur du supplémentaire Pierre Hériver¹. Il demande toutefois qu'elle soit corrigée afin d'être parfaitement claire.

Original perdu.

Copie enregistrée au greffe du parlement, Arch. Nat. X Ia 8847, f^o 1 v^o.

A noz amez et fealz genz ten. nostre parlement.

De par le roy

Les genz de nostre parlement, nous avons bien oy ce que nostre amé et feal clerc et conseiller maistre Fremin de Coquerel nous a dit de par vous. Si avons moult agreable l'ordenance que il n'i ait que huit huissiers en nostre parlement prenant gages ne autres aussi. Et puis que de l'acort des huit dessusdiz Pierre Heriver y est demourez, a vostre priere et que vous l'avez ainsi fait, nous li deporterons, mais ce n'est pas nostre entente que dores en avant nulz y soit receuz oultre ledit nombre, pour lettres que nous vous envoions. Et pour ce que li diz maistre Fremin nous a dit que il y a aucunes choses en ladicte ordonnance pour lesqueles vous avez esté induit a ainsi faire, nous vous mandons que vous en faciez une si clere escrire où il ne chiee point de doubte et laquele vous nous envoyiez si la ferons seeller. Donné au Moncel le lundi avant Noël.

1. Le 7 février 1337, Philippe VI avait déjà fixé à huit le nombre des huissiers en fonctions au parlement. Cinq autres, dont Pierre Hériver, attendaient une vacance (A.N. X Ia 8846, f^o 166). Désormais il n'y aura donc plus qu'un huissier expectatif. L'ordonnance visée par la présente lettre porte la date du 2 janvier 1339 (A.N. X Ia 8847, f^o 2). Voir Aubert, *Le parlement de Paris* (1886), p. 300.

104

[1339]¹, 3 janvier. — Bois de Vincennes.

Sur la plainte du roi de Majorque, Philippe VI enjoint à Barthélemy Cama et au viguier de Béziers de cesser de contraindre les cent plus riches bourgeois de Montpellier à lui faire des prêts. Il s'étonne également que ces commissaires aient osé s'emparer dans les ateliers de monnaies de l'argent destiné à payer ceux qui avaient apporté du billon pour la frappe.

1. La présence de Philippe VI au Bois de Vincennes un 3 janvier est admissible pour 1338, 1339, 1340, 1341, 1342 et 1344. Si, comme il est probable, la lettre close du 18 mai 1340 fait allusion à celle-ci, on ne peut plus hésiter qu'entre les trois premières de ces années. Le millésime 1339 est le plus probable si on rapproche ce texte d'une autre lettre du roi, datée du 17 juillet 1339, dans laquelle il est question d'une intervention efficace du roi Jacques de Majorque en faveur des habitants de Montpellier (*Histoire de Languedoc*, t. X, c. 846).

Original sur parchemin percé de fentes ; au dos traces du sceau du secret. Archives de la ville de Montpellier.

Analysée dans : Oudot de Dainville, *Archives de la ville de Montpellier* — *Documents omis dans l'inventaire du Grand Chartier*, n° DCXLIII.

A nostre amé clerc maistre Berthelemy Came¹ et au viguier de Bédiers² et a chascun de euls, Montpellier.

De par le roy

Maistre Berthelemy Cama et Raymon viguier. Nous avons entendu par la complainte de nostre trescher cousin et feal le roy de Maillorgues que vous pour certain prest faire a nous avez fait citer nouvellement pardevant vous a Montpellier sanz requerre les officiers de nostre dit cousin cent des plus riches du dit lieu et pour ce les avez arrestez et faictes distraire leurs biens et neant moins leur donnez menaces, la quelle chose nous vient a grant merveille et nous desplaist forment se ainsi est, et vous mandons et commandons et a chascun de vous en paine de encourre nostre indignacion que vous cessiez du tout de contraindre tant par adiournement comme par prise ou arrest de corps et de biens ou par menaces ou autres voies compulsives quelscunques noz subgiez par moian ou sanz moien a nous faire prest, quar nostre entente n'est mie que aucun soit a ce contraint fors tant seulement requis ou enduit de par nous amiablement pour la deffense de nostre royaume, et tout ce que vous aurez fait au contraire remettez tantost au neant non contestant commission ou commandement que vous en aiez ou quelcunques lettres envoiees ou a envoyer a vous sur ce. Et de ce que nous avons entendu que vous ou l'un de vous avez pris ou fait prendre de par nous en aucunes de noz monnoies de par dela l'argent de quoy l'en devoit paier ceuls que avoient apporté billon a noz dictes monnoies en donnant parmy ce occasion aus marchans et autres personnes de non apporter de ci en avant billon a noz dictes monnoies et de les faire cesser ainsi du tout de battre et monnoier en nostre grant dommage et diffame de ycelles noz monnoies nous qui moult nous merveillons dont si grant presumpcion vous vient voulons que vous sachez que se vous estes si hardiz que des ores mes vous vous entremectez de ce faire ne aussi des autres choses contenues ci dessus nous vous en pugnirons si griesment que ce sera en exemple perpetuel aus autres et que chascun verra bien que vous n'avez mie fait tels choses de nostre volenté ne science, quar tous iours mesmement ou temps de maintenant voulons nous garder de griés et oppressions et traictier amiablement et benignement les subgiez de nous et de noz feauls. Donné au bois de Vincennes le tiers jour de janvier.

1. Barthélemy Came ou Cama était, dès 1336, commissaire pour réformer les abus des officiers royaux de la viguerie de Montauban (*Hist. de Languedoc*, t. X, c. 828). Il sera notaire dans la suite.

2. Selon la *Gallia regia* (n° 5108) un Raymond est viguier de Béziers en 1336 et en 1339.

105

[1339], 28 février. — Val-Notre-Dame.

Le roi ordonne aux gens du parlement de donner gain de cause dans un procès au prieur et au couvent de Sainte-Gemme¹ et d'imposer perpétuel silence à leurs adversaires.

Original perdu.

Copie enregistrée au greffe du parlement, Arch. nat. X 1a 8847, f° 3.

De par le roy

A noz amez et feaulz les gens tenant nostre parlement a Paris, salut et dilection. Nous avons octroïé et pour cause qui a ce nous a esmeu à noz amez et feaulz le prieur et couvent de Sainte Gemme une lettre de grace scellée en cire vert et en laz de soie de laquelle il vous apparra et laquelle nous voulons estre tenue et gardée selon la teneur d'icelle non contestant quelconques lettres empetrées ou a empetrer de nous ou de nostre court et oppositions faites ou a faire. Si vous mandons et commandons que des choses contenues en ladite grace vous ne tenez court ne cognoissance, mais ledit prieur et couvent delivrez et licenciez hastivement et a son adverse partie imposez perpetuelle silence des choses contenues en ladite lettre. Escript en l'abbaye du Val Nostre Dame le derrenier jour de fevrier.

1. Charente-Maritime, arr. Saintes, cant. Saint-Porchaire. Les religieux de Sainte-Gemme devaient donner au roi, à chaque changement de prieur, un « marbotin » en or. Les revenus qui servaient au don de ce « marbotin » étaient assis sur Champagne (Charente-Maritime, arr. Rochefort, cant. Saint-Agnant) et Nancras (*Ibid.*, arr. Saintes, cant. Saujon). Or le roi avait donné Champagne et Nancras au sire de Craon. Olivier de Clisson, tuteur du mineur Amaury de Craon, prétendait que les religieux relevaient désormais du tribunal du sire de Craon et, sans doute, que le don relatif au changement de prieur devait lui être fait. Philippe VI affirme que le couvent de Sainte-Gemme est toujours sous sa seule garde et relève de son tribunal de Saintes (A.N. X 1a 8847, f° 2 v°).

106

[1339]¹, 16 avril. — L'Hay².

Après avoir entendu ce que le sire de La Barrière³ lui a rapporté de la part du sire d'Albret, le roi renvoie La Barrière à ce dernier, avec ses instructions.

Original sur parchemin muni de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Archives des Basses-Pyrénées, E 26.

Publiée dans les *Archives historiques de la Gironde*, t. II, p. 126.

1. Les Arch. hist. de la Gironde avaient daté de 1338. Viard (*Itinéraire*, p. 531, n.) a rétabli l'année 1339 sur la foi de lettres patentes datées de la même localité.

2. Seine, arr. Sceaux, cant. Villejuif. Les *Archives hist. de la Gironde* avaient pensé à Saint-Germain-en-Laye, ce qui semblait difficile à retenir.

3. Guillaume de La Barrière deviendra sénéchal d'Agenais en 1341, puis sénéchal de Périgord. Le roi le choisit comme maître des requêtes de son hôtel en 1343 (Guillois, *Recherches*, p. 209), comme gouverneur du bailliage de Vermandois en 1344 (Waquet, *Le bailliage de Verm.*, p. 183) et comme sénéchal de Poitou en 1346 (Viard, *Lettres d'état*, n° 371). Sa dernière mission connue date de 1354, quand Jean II l'envoie en Castille (*Gallia christiana*, X, 1560).

107

[1339], 21 mai. — Conflans.

Le roi écrit au sénéchal de Beaucaire¹, comme Edouard III ne met aucune bonne foi dans les pourparlers de paix² et qu'il prépare activement l'invasion de la France, de venir en armes et chevaux à Compiègne pour la Madeleine³.

Original perdu.

Publiée par Ménard, *Histoire de ... Ntmes*, t. II (1751), Preuves, p. 110, qui donne comme référence : « registre du xiv^e siècle cotté n° 8409 f° 22 v°, Bibl. du roi. »

1. Philippe de Prie.

2. Le roi de France avait, comme dit la lettre, octroyé une première fois des sauf-conduits aux plénipotentiaires, valables jusqu'au 30 mai (Déprez, *La papauté, la France et l'Angleterre*, p. 214). Par la suite, il donna d'autres sauf-conduits qui permirent à Edouard III de nommer de nouveaux plénipotentiaires le 1^{er} juillet. Philippe VI avait été jusqu'à accepter d'y être désigné comme « soi-disant roi de France » (*Ibid.*, p. 215-216).

3. 22 juillet. Le 21 mai 1339, le roi a fait un mandement convoquant l'ost à Compiègne pour cette date et a spécifié que les dettes de ceux qui s'y rendraient seraient suspendues pour la durée du service (Arch. nat. X 1a 8847, f° 4).

108

[1339], 23 juin. — Bois de Vincennes.

Le roi se plaint au comte de Hainaut¹ de ce que certains de ses sujets pillent et rançonnent dans le royaume déguisés en marchands ou d'autre façon.

Original sur parchemin, Trésorerie des chartes des comtes de Hainaut, Archives de l'Etat, Mons. D 61².

Publiée par Devillers, *Cartulaire des comtes de Hainaut*, t. I, p. 81.

1. Guillaume, comte de Hainaut de 1337 à 1345. Si Philippe VI lui écrit, c'est qu'il n'est pas encore aussi délibérément lié à Edouard III que son père. Il a prêté hommage au roi de France pour l'Ostrevant (Devillers, *op. cit.*, I, 9) et hésite entre les deux partis. C'est peut-être en réponse aux doléances de Philippe VI qu'il se plaint que les Français font des emprises sur ses terres et, le 14 août 1339, le roi de France envoie Jacques Rousselot et Jean de Cayeu faire une enquête à ce sujet (Arch. Nord, B 7319). Il participera cependant, en 1339, à l'attaque contre Cambrai et en sera puni par l'entrée du duc de Normandie dans le Hainaut au printemps de 1340.

2. Je n'ai pas vu l'original dont la référence est donnée par Devillers, qui dit que le parchemin porte des traces d'un sceau rouge, mais qui ne dit pas si ces traces se trouvent au recto ou au verso. Il y signale aussi la signature d'un notaire secrétaire « Montagu ».

109-114

1339, fin juillet ou août.

Le roi fait porter des lettres closes au comte de Bar¹, au comte de Vau-

1. Henri, comte de Bar, qui a succédé à son frère Edouard mort en orient en 1337. Très jeune, il se trouve sous la tutelle de Philippe VI lors de son avènement au comté de Bar (G. Renard, *Le château de Bar...*, p. 272, P.J. n° 7). Le 12 mai 1340, le roi lui accordera des lettres d'état, car il est « embesoigné tant de sa propre guerre comme de la nôtre » (Viard, *Lettres d'état*, n° 129).

démont¹, au comte de Linanges², au sire de Joinville³, à André de Joinville⁴ et à Nicolas de Salm⁵ ⁶.

Les originaux, qui sont perdus, étaient scellés du sceau du secret⁷.

Ces lettres sont mentionnées dans un compte de Guillaume de Bourdon, prévôt de Montéclair-Andelot, dans le bailliage de Chaumont, pour 1339. Ce compte, qui se trouve au *British museum* (addit. chart., 9) a été publié par J. Lemoine (*Chron. de Richard Lescot*, p. 221, Append. VI).

1. En janvier 1337, le comte de Vaudémont s'était engagé à prêter hommage à Philippe VI pour une rente de 300 l.t. et à le servir en ses guerres avec trente hommes d'armes (A.N., J 635, n° 9).

2. Geoffroy comte de Linanges avait promis de servir Philippe VI avec 20 hommes d'armes contre une somme de 500 l. et une rente de 200 l.t. (*Ibid.*, J 620, n° 24).

3. Anseau sire de Joinville, membre du conseil secret du roi de France et sénéchal de Champagne.

4. Frère du précédent.

5. Nicolas de Salm, chevalier, s'est engagé, en août 1337, à servir le roi aux mêmes conditions que le comte de Linanges (A.N. J 620, n° 25).

6. Ces lettres ont très probablement pour objet de convoquer ces chevaliers à l'ost de Compiègne, le 8 septembre.

7. Le compte de Guillaume de Bourdon parle de « VI peres de lettres closes ».

115

1340 (n.st.), 16 janvier. — Bois de Vincennes.

Le roi écrit à l'évêque de Beauvais¹ et aux gens des comptes qu'il a bien reçu l'avis qu'ils lui ont donné de la nécessité d'augmenter de 5 s.t. le prix du marc d'argent et de 40 s.t. le prix du marc d'or afin d'empêcher les monnaies de chômer. Il leur demande d'agir au mieux de ses intérêts en prenant cependant l'avis du seigneur de Noyers et du Chancelier². Il est personnellement trop peu compétent en cette matière et trop chargé d'affaires par ailleurs pour s'en occuper³.

Original perdu.

Copie enregistrée à la chambre des comptes, Mémorial B, fol. 107 r°, également perdue.

Copie du ^{xviii}e siècle, Arch. nat., P. 2291, p. 309.

Publiée d'après le Mémorial de la chambre des comptes par Secousse, *Ordonnances des roys de France de la troisième race*, t. VI, p. + VII.

1. Jean de Marigny. Le roi le range au nombre des gens de ses comptes parce qu'il est l'un des souverains, ou présidents, de la chambre des comptes, ce qui équivalait à la qualité de membre du grand ou secret conseil.

2. Guillaume Flote, sire de Revel.

3. Bien qu'elle débute par « De par le roy » cette lettre semble avoir été expédiée patente. En tous cas elle comporte dans toutes les copies la date d'année et est signée ainsi : « par le roy. Lorris. » Il s'agit de Robert de Lorris, notaire-secrétaire du roi.

A la suite de cette lettre on lit, dans P 2291 des *Archives nationales*, la lettre suivante de Mlle de Noyers et de Guillaume Flote : « Mess. de Beauvez, nous et vous avons parlé ensemble de cette matière. Si nous samble que, puisqu'il vous est avis et aux gens des comptes que la chose soit bonne à faire qu'il se face, si la faites faire. — Noyers et Revel. » Effectivement le marc d'argent fut, le 20 janvier, payé 110 sous au lieu de 105, et le marc d'or 71 livres au lieu de 69 (De Saulcy, *Doc... monn.*, p. 15 et 37). Le 31 janvier 1340-1341, Philippe VI attribuait aux gens de la chambre des comptes pleine autorité pour croître ou affaiblir les monnaies (*Ibid.*, p. 236).

116

[1340], 5 février. — Montargis.

Le roi ordonne aux gens du parlement de retarder d'une quinzaine de jours le jugement du procès entre Guillaume Le Preus¹ et Robert du Palais².

Original perdu.

Copie enregistrée au greffe du parlement, Archives nat. X Ia 8847, f° 61 r°.

De par le roy

Comme nostre amé et feal conseiller mestre Guillaume Le Preus nous ait donné a entendre que il est adiournez par devant vous en une cause d'appel contre Robert du Palays a lundi prochain ansivant et il soit demourez par devers nous de nostre commandement pour certaines besognes qui nous touchent pour quoi il ne puet estre a la dite journee, nous vous mandons que la dite journee vous continués iusques a XV jours et se aucune chose a esté fait contre li si le mettes a nient, quar ainsi li avons nous octroïé et pour cause. Donné a Montargis le V^e jour de fevrier.

1. Conseiller lai à la chambre des enquêtes en 1339 et 1345 (A.N. X Ia 8, f° 23 et Aubert, *Le parlement de Paris* (1890), p. 284). Il y est encore en janvier 1348 (*Journ. trës. Phil. VI*, n° 1713).

2. Le parlement, le 12 avril 1340, rejette la demande présentée par Robert du Palais d'un nouveau partage des biens meubles laissés par ses père et mère, notamment ceux qui garnissent le « palais des Termes » à Paris et, le 2 juin, le parlement mande à trois huissiers de contraindre Robert du Palais à rembourser ses dépens à son frère Guillaume (A.N. X Ia 8, fol. 93 v° et 105 v°). Guillaume Le Preus semble être le même personnage que Guillaume du Palais qui paraît habiter le palais des Thermes. Ce serait donc peut-être aussi le même personnage que le Guillaume de Nangis, dit du Palais des Thermes, qui possède une maison à côté de celles que l'abbé de Cluny achète à Jean de Trié et à Jean de Chateaufvillain, en 1335, et qui deviendront l'hôtel de Cluny (Viard, *Doc. par.* I, 227). Ce Guillaume de Nangis est appelé Guillaume de Nauges par Le Roux de Lincy (*Recherches sur les propriétaires et les habitants du Palais des Thermes*, dans *Mém. de la Soc. des antiq. de France* (1846), t. XVIII, p. 30).

117

[1340]¹, 17 mars. — Saint-Germain-en-Laye.

Philippe VI qui a appris que le roi d'Angleterre tente d'obtenir l'alliance de Pierre le Cérémonieux écrit à ce dernier qu'il compte fermement que les étroits rapports de famille qui lient les rois de France et d'Aragon l'empêcheront, comme jadis son père, d'écouter les propositions d'Edouard III qui promet toujours plus qu'il ne peut tenir².

1. Miret y Sans pensait que cette lettre était de 1332. S'y opposent, d'une part, le fait qu'Edouard III est qualifié d'« ennemi », ce qui n'était pas le cas en 1332, et, de l'autre, l'allusion au mariage du roi d'Aragon avec la fille de Philippe d'Evreux et de Jeanne de Navarre, qui date de 1338. Il semble qu'on puisse opter pour 1340, car, le 1^{er} mai de cette année, Pierre le Cérémonieux répond à deux lettres de Philippe VI en affirmant n'avoir reçu aucun messenger d'Edouard III (Valls Taberner, *Notizie della Francia inviate da Felippo d'Evreux*, dans *Miscellanea Fr. Ehrle*, t. III, p. 108, n. 1 et 2).

2. L'allusion à l'attitude loyale du père de Pierre le Cérémonieux devant de semblables propositions d'Edouard III se rapporte peut-être aux contacts pris entre l'Angleterre et l'Aragon en 1329 et 1330 (Rymer, t. II, 2^e p. (1821), pp. 770, 790 et 793). Le 28 août 1337, Edouard III écrit à Pierre de Cérémonieux « *de amicitia continuenda* » (*Ibid.*, p. 993).

Original sur parchemin, Archives de la couronne d'Aragon¹.
Publiée par Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*,
dans *Moyen Age*, 1917-1918, p. 62-63.

1. Cet original n'a pas été retrouvé et Miret y Sans ne donne pas la référence du document. Il a seulement coté que la lettre était écrite sur parchemin (« vélin »), comportant huit lignes d'écriture, qu'il n'y avait pas d'adresse et qu'elle était tracée dans une gothique s'apparentant à celle de la seconde moitié du xiv^e. L'attribution à Philippe VI de Valois n'est donc pas absolument certaine, bien qu'elle soit probable.

118

1340, 18 mars. — Saint-Germain-en-Laye.

Le roi accorde au duc de Bretagne, après avoir consulté les princes de son lignage et les membres de son conseil, la grâce de lui remettre l'amende à laquelle il a été condamné, s'il s'engage à ne frapper qu'une monnaie très différente de celle du roi.

Original perdu.

Copie sur papier dont l'écriture semble appartenir à la seconde moitié du xiv^e siècle, Archives nation., J 459, n° 31.

Autre copie plus récente, Arch. nat. Z Ib 54, fol. 157.

De par le roy

Beau frere, nous avons veu voz lettres de creance que nous ont aporrees voz gens et les avons ouys sur les choses qu'ilz nous ont requis de par vous sur le fait de vostre monnoie, et sur ce leur ont noz gens fait response en nostre presence, lesquelles nous vous envoyons enclose soubz le seel de nostre secret et lesqueles, selon ce qu'il semble a plusieurs de nostre lignage et a aucuns autres de nostre grant conseil, sont justes et raisonnables, et par icelles vous pourra apparoir que noz commissaires et gens ont bien et justement fait ce que fait ont sur ce. Tutevovyes, beau frere, pour la tres grant amour que nous avons a vous et pour consideracion des bons et agreables services que vous et voz devanciers avez fait ou temps passé a noz predecesseurs et a nous et creons fermement que vous nous ferez encores, nous voudrions faire pour vous tout ce que nous pourrions bonnement, avons par deliberacion de nostre conseil fait finable response a voz dictes gens par la maniere qui s'ensuit : c'est assavoir que, ou cas que vous et voz gens vous voudrez souffrir de faire venir et recevoir a voz monnaies billon de noz monnaies ou de noz predecesseurs ou monnaies royaulx pour billon et aussi de faire aucunes monnaies fors tant seulement aux coings anciens ausquelx voz et voz predecesseurs l'avez acoustumé a faire de ancieneté par quoy elles soyent si differens que le peuple les puist cognoistre des nostres, nous, pour la grant amour que nous avons a vous et voudrions avoir tousiours, vous remettons et quittons toutes les peines et amendes esqueles vous, voz gens ou ceulz qui en aucune maniere se sont entremis de la monnaie que vous avez fait faire jusques a la date de ces presentes. Et, beau frere, saichez certainement que nous ne savons nul de quelque estat qu'il soit a qui nous feissions tele ou semblable grace et, se il avenoit, que ja n'aveigne,

que vous, voz gens ou vos subgez le vouldisiez autrement faire, dont nous aurions grant merveille, nostre entente est de y garder nostre droit tout aussi comme nous feissions et faire peussions avant la date de ces presentes. Donné a Saint Germain en Laye le XVIII^e jour de mars l'an mil CCC XXXIX.

Adam¹.

1. Sans doute Adam Boucher qui signe des actes en avril 1340 et en décembre 1343 (Viard, *Doc. par.* II, p. 55 et 217). Il est encore notaire du roi en novembre 1349 (*Journ. trës. Phil.* VI, n° 4717) et, du 22 décembre 1348 au 12 juin 1349, il a été receveur de l'émolument du sceau (*Ibid.*, n° 5047).

119

[1340], 20 mars. — Poissy.

Le secrétaire du roi Pierre de Verberie¹ ayant transmis à son maître le refus du pape d'entériner l'utilisation faite par le roi des décimes recueillies pour la croisade² ou de se contenter de la promesse du remboursement de ces sommes, Philippe VI prie Benoît XII de revenir sur son refus et invoque les nécessités et les hasards de la guerre qu'il a l'intention de porter en Brabant³.

Original perdu.

Copie enregistrée dans le registre 135 des Archives du Vatican, n° CCLIX, fol. 94.

Publiée par Daumet. — Benoît XII — *Lettres closes, patentes et curiales...*, n° 708, col. 433, et par Fierens, Benoît XII, *Lettres* (1334-1342), n° 946.

1. Pierre Coquerel de Verberie, notaire du roi en 1328 (Guillois, *Recherches...*, p. 275), procureur du roi le 6 février 1330 (A.N. X 2a 4, f° 106 v°), secrétaire du duc de Normandie en 1334 (Carlier, *Hist. du Valois*, t. III, p. clxxxvii) et du roi en 1336 (Vidal, 3699). Marié à une certaine Pétronille (Déprez, *Lettres closes de Clément VI*, n° 960), il fut chargé de différentes missions par le roi.

2. Sans avoir obtenu l'accord de Benoît XII, Philippe VI avait utilisé pour la guerre l'argent destiné à la croisade. Le registre KK 5 des Archives nationales contient de nombreuses mentions des versements faits par les trésoriers du Saint Passage (p. ex. ff. 81 v°, 83 v°, 87, 89...).

3. C'était en réalité en Hainaut que le roi devait faire pénétrer ses troupes, en mai 1340, sous la conduite du duc de Normandie. C'est peut-être parce qu'il se méfie des indiscretions de la cour pontificale que le roi dissimule ses intentions véritables.

120

[1340], 31 mars. — Maubuisson.

Le roi envoie au receveur de Périgord¹ plusieurs lettres closes adressées à des prélats, chapitres, collèges et autres gens d'église, et d'autres sans adresse qu'il lui demande de faire tenir aux bourgeois riches pour les prier de lui prêter de l'argent. Ces demandes ne doivent pas être ébruitées.

1. Jean de Probolain, receveur de Périgord de 1324 à 1340. Marc de Probolain lui succédera d'août 1340 à 1349 et Mathieu de Probolain de 1349 à 1351 (*Gallia regia*, 17300-17302).

Original perdu.

Copie contemporaine dans le manuscrit *français* 25997 de la Bibliothèque nationale, n° 284 (1) v°.

Par le roy

Receveur de Pierregort, nous t'envoions plusieurs lettres closes adreces de par nous a plusieurs prelas, chapitres, colleges et autres gens de eglise lesquels nous voulons et te mandons que tu faces presenter et bailler a ceus a qui elles sont adreces, et les autres que nous te envoyons es quelles il n'y a pas escript en la queue a qui elles s'adrecent contenens la fourme contenue en une cedule ci dedens encloze, si saches les noms des plus riches homes bourgoys et marchans de la sen. de Pierregort qui soient afiez de nous faire prest et fais escrire en la queue des dictes lettres le nom dudit riche homme en ceste fourme : a nostre amé tel bourgoys et marchant de tel lieu, et, quant le nom sera escrip en la dicte lettre, baile la li et le requier amablement en toutes les bonnes menerees que tu pouras que il nous face prest selonc sa possibilité et l'en recoy de touz ceuls qui prester nous voudront et envoie tout a nostre tresor a Paris, et, se aucun se excuse, fay qu'il vous en face reponce par ses lettres. Donné a Maubuisson delez Pontoyse le darrenier jour de mars. Et tien ceste cause le plus secrete que tu pouras.

121

[1340], 1^{er} avril. — Maubuisson.

Le roi demande à un bourgeois de la sénéchaussée de Périgord de faire un prêt au trésor¹.

Original perdu.

Copie contemporaine de l'original dans le manuscrit *français* 25997 de la Bibliothèque nationale n° 284 (1) v°.

De par le roy

Vous savez et il est notoyre chose a chascun comme nous avons eu et avons moult a faire pour la deffencion de nostre royaume et comment il nous a convenu et convient faire tres grans mises et despens pour la dicte cause pour quoy nous convient avoir recours a nous feaux et amés. Si nous pensons bien acertes que vous nous vueilliez aider en prest et prester selonc vostre possibilité laquelle nous savons bien qui est bonne ; et ce vueilliez bailler a nostre receveur de Pierregort ou a

1. Cette lettre est la « cedule » dont il est question dans la lettre précédente et que le receveur devait adresser aux riches bourgeois du bailliage. Les lettres envoyées aux gens d'église ne devaient pas être très différentes.

De telles demandes n'étaient pas réservées au Périgord. Voici d'autres exemples de lettres closes expédiées avec la même intention : « pour les despens de Jehan le Breton pour soi transporter de Falaise a Sées, a Argentan, a Brionne pour présenter les lettres closes du roy a l'evesque de Sees ... contenant qu'il lui prestasse certaine somme d'argent » (B.N. *Franç.* 25997, n° 311). « Pour plusieurs lettres closes du roy nostre sire envoiees aus prelas et barons de la dicte baillie [de Caen] pour faire près de deniers pour cause de ladite armee. » (Delisle, *Actes normands...*, p. 264.)

son lieutenant ou mandement qu'il le nous appointera ; et ce que vous nous presterés nous la vous ferons rendre si que vous n'arez nul domage et nous vous en saurons bon gré et le cognoisserons se le cas se offre ; et ne vous en failliez pas a ces besoingne quar a cest besoingne nous appercevons qui nous sera feal et amé et pour ce que nous avons fiance et esperance plus en vous que en pluseurs autres vous enscrivons nous. A Maubuisson lez Pontoise le premier jour d'avril.

122-123

1340, vers avril.

Philippe VI mande aux chevaliers Foucaud de Melle et Jean de Vieuxpont de se rendre à Compiègne, en la compagnie du duc de Normandie, un mois après Pâques¹.

Originaux perdus.

Mention dans le manuscrit *français* de la Bibliothèque nationale, 25997, pièce 311².

1. Il semble que ces lettres datent de 1340, année où le duc de Normandie envahit le Hainaut au mois de mai. Pâques tombant cette année-là le 16 avril, les deux chevaliers étaient convoqués à Compiègne pour le milieu de mai. Or le duc de Normandie quitte Saint-Quentin le 18 mai pour le Cateau-Cambrésis (B.N. *Franç.* 7878, f° 281 et *nouv. acq. franç.* 9238 f° 160 v°).

D'autres gens d'armes furent convoqués à Amiens pour la même date, sous la bannière du duc de Normandie ; le bailli de Caen a été chargé d'adresser des lettres closes du roi à plusieurs barons de son bailliage pour ce motif (Delisle, *Actes normands...*, p. 265).

2. Ces lettres du roi ne sont connues que par la mention qui en est faite dans ce compte : « pour porter plusieurs lettres closes dudit nostresire le roy a monseigneur Foucaut de Melle et a monseigneur Jehan de Vielpont, chevaliers, pour estre a la dicte journee. »

124

[1340]¹, 22 avril. — Bois de Vincennes.

Le comte de Savoie ayant fait connaître au roi que l'attitude menaçante du dauphin de Viennois risquait de l'empêcher de se rendre au mandement royal, Philippe VI lui écrit qu'il se préoccupe d'arbitrer son

1. Cordey a publié cette lettre en la datant de 1337. Jules Viard n'a pas accepté cette date sans réticences et préférerait 1338 (*Itinéraire*, p. 525, n. 1). Il est impossible que cette lettre soit de 1337. En effet, le 22 avril de cette année, le roi est à Maubuisson (A.N. X 1a 8846, f° 167) où il séjourne jusqu'au 26 (Fawtier, *Compte de menues dépenses...*, p. 4). Comme il a séjourné du 11 au 20 à Poissy, il est invraisemblable que le roi soit passé par Vincennes pour se rendre de Poissy à Maubuisson.

Cordey fonde son argumentation sur le fait que cette lettre doit être antérieure à l'accord signé, en septembre 1337, entre le dauphin et le savoyard, les relations de ces princes demeurant pacifiques après cette date. Il expose cependant lui-même (p. 35) qu'« un instant la situation se troubla », les deux contractants ayant élevé des forteresses en des emplacements contestés. Ils « firent préparer la guerre et réunirent des troupes » vers le milieu de 1339. Il est très vraisemblable que c'est à ces querelles que la lettre fait allusion. Il faut donc la situer en 1340, car, en 1341, l'itinéraire du roi ne s'y prête pas.

Au surplus, Philippe VI rappelle que le comte de Savoie l'a servi « par plusieurs foiz », ce qui ne serait pas possible en 1337 ou en 1338, Aimon n'ayant eu alors l'occasion de servir Philippe de Valois qu'à Cassel.

*différend avec Humbert II et lui confirme qu'il compte sur sa présence audit mandement*¹.

Original sur parchemin muni de fentes, Turin, *Archivio di stato, Negoziazioni con la Francia*, I, n° 3.

Publiée par Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France*, p. 283, P.J. n° 1.

1. L'arbitrage entre la Savoie et le Dauphiné était de l'intérêt du roi de France puisqu'il désirait que les deux princes viennent grossir son armée contre Edouard III et ses alliés. L'arbitrage des Valois est, du reste, une tradition dans les conflits delphino-savoyards. En 1301, Charles de Valois avait été choisi comme arbitre par Amédée V et Humbert I^{er} et rendit sa sentence en juillet, près de Montmélian (Petit, *Charles de Valois*, p. 58-60). En 1328, Philippe VI avait négocié une trêve entre les Savoyards et les Dauphinois qui leur permit de se rendre à Cassel (Cordey, *op. cit.*, p. 15) et des commissaires royaux s'efforcèrent de la transformer en paix.

125

[1340]¹, 18 mai. — Le Moncel.

*Le roi écrit aux consuls de Montpellier qu'il a chargé Thomas de Montferrier*² *et le juge mage de la sénéchaussée de Beaucaire*³ *de leur demander un prêt d'argent.*

Original sur parchemin, aux Archives de la ville de Montpellier, qui porte au verso des restes du sceau du secret. La queue découpée au bas de ce parchemin porte l'adresse et a été utilisée pour la clôture.

Analysée dans : Oudot de Dainville, *Archives de la ville de Montpellier — Documents omis dans l'inventaire du Grand Charter, n° DCXLVI.*

A noz amez les consulz de Montpellier.

De par le roy

Vous savez et est notoire chose a chascun comment nous avons heu et avons moult a faire pour la defension de nostre royaume et comment il nous a convenu et convient faire moult tres grans mises et despens pour la dicte cause et des ja y avons exposé nostre trescher filz le duc de Normandie⁴ et ceux de nostre lignage et nous meismes y entendons a exposer et touz noz biens pour quoi il nous convient avoir recours a noz feaux et amis. Si vous prions bien acertes que vous nous vueilliez aidier par maniere de subsidie ou de autre subvencion ou en cas que vous n'y seriez tenuz vueilliez le faire par maniere de prest selonc vostre possibilité et facilité de vostre ville laquele nous

1. L'année 1340 paraît sûre, car cette lettre est à rapprocher de la lettre patente du 3 mai 1340 publiée dans l'*Histoire de Languedoc* (t. X, c. 870-873). Des phrases entières leur sont communes.

2. Thomas de Montferrier figure au parlement en 1324 (Aubert, *Le parlement de Paris* (1890), p. 316), en 1336 (Guilhiermoz, *Enquêtes et procès*, p. 636) et en 1341 (Aubert, *op. cit.* (1886), p. 371).

3. André Auban ou Aubant (*Gallia regia* n° 2998).

4. Le duc Jean de Normandie commande alors l'armée française qui fait campagne dans le Hainaut.

savons bien que est tres bonne et tres grande, et ce vueilliez faire par la maniere que noz amez et feaux clerz maistre Thomas de Montferrier et nostre juge maieur de nostre seneschaucie de Biaucaire ou l'un d'eulx vous requerra de par nous ausquies et a chascun d'eux nous avons escript et commis ces choses et dit au dit juge nostre volenté de bouche, et ne vous vueilliez de ce excuser en aucune maniere pour occasion d'aucunes lettres a vous octroies sur ce pour contemplacion de nostre trescher cousin le roy de Maillorgues¹ ou autrement quar il n'est pas nostre entente que les dictes lettres ou aucunes autres vous teignent lieu ne donnent excusacion que vous ne soiez tenuz de nous aidiez a ceste foiz considere la tres grant necessité que nous avons de present pour laquelle nous ne povons muer que nous ne vous requerrons, ce n'est outre a nostre volenté que ce que vous nous ferez de present vous tourne ou soit a aucun preiudice ou dommage ou temps avenir, et ce que vous nous presterez ou aiderez nous le ferons rendre si que vous n'y aiez nul dommage et nous vous en sarons bon gré et le cognoistrons se le cas se offre, et ne nous en failliez pas a cest besoing quar a cest besoign nous appercevrons que nous seront feauls et amis, et pour ce que nous avons fiance et esperance en vous vous en escrivons nous par especial. Donné au Moncel lez Ponz S. Messance le XVIII jour de may.

1. Il y a là sans doute une allusion à la lettre du 3 janvier (1339) adressée à Barthélemy Cama et au viguier de Béziers.

126

[1340], 21 mai. — Le Moncel.

Le roi dégage sa responsabilité de l'attentat commis contre Nicolino Fieschi et son fils¹ et fait savoir à Benoît XII qu'il a provisoirement interdit la publication des sentences pontificales relatives à cette agression².

Original perdu.

Copie aux archives du Vatican, *Registre* 135, n° CCLXV, f° 98 v°.

Publiée par Daumet, *Lettres de Benoît XII...*, n° 720, col. 446.
Et par Déprez, *Les préliminaires de la guerre de Cent Ans*
— *La papauté, la France et l'Angleterre*, p. 306, note.

1. Ambassadeur d'Edouard III en Avignon dont des inconnus se saisirent le 13 avril 1340. Il fut embarqué sur le Rhône et conduit dans un lieu resté inconnu. Les partisans d'Edouard III dans la cité pontificale accusèrent immédiatement le roi de France d'avoir machiné cette affaire ; mais Benoît XII reconnu, par la suite, que les auteurs de l'agression étaient des familiers de sa cour (Déprez, *op. cit.*, p. 305-307).

2. Benoît XII avait jeté l'interdit sur les lieux où Nicolino avait été détenu et avait chargé l'évêque de Modène et deux de ses chapelains de procéder à une enquête et de tirer les conclusions de cette enquête (*Ibid.*, p. 307).

127

[1340]¹, 13 juin. — Noyon.

Le roi remercie le pape d'avoir suspendu jusqu'au 29 juin les sentences prononcées contre les ravisseurs de Nicolino Fieschi et lui annonce

1. Cette date semble à retenir car, le 10 juin, le roi se trouve déjà à Noyon et, selon l'itinéraire, il n'y retournera plus jusqu'à sa mort.

qu'un de ses sergents d'armes, Bernard André¹ a été chargé de retrouver ce dernier et de le lui rendre. Il lui annonce également qu'il a reçu des propositions de sa nièce, épouse de Louis de Bavière, pour une médiation entre la France et l'Angleterre et qu'il ne l'a pas découragée².

Original perdu.

Copie aux Archives du Vatican, *Registre* 135, n° CCLXX, f° 103 v°.

Publiée par Daumet, *Lettres de Benoît XII...* n° 727, col. 454.

Et par Déprez, *Les préliminaires de la guerre de Cent Ans* — *La papauté, la France et l'Angleterre*, p. 310, note.

1. Déjà sergent d'armes en 1317 (*Journ. trës. Charles IV* n° 5802). En 1325 Charles le Bel l'a envoyé en mission dans plusieurs régions du royaume (*Ibid.*, 9132). Il est châtelain de Montréal dans la sénéchaussée de Carcassonne quand le roi le charge de retrouver N. Fieschi et il s'en acquitte à son honneur puisque Benoît XII lui fait remettre cent florins d'or le 28 juin, pour avoir ramené Nicolino, son fils et son écuyer (Déprez, *La papauté, la France et l'Angl...*, p. 311, n.). Le 22 janvier 1342, la chancelier, qui se trouve en Avignon, fait payer au viguier d'Uzès, Mahieu de Rocquemont, 60 l.p. en compensation des pertes qu'il a subies du fait de la prise de « Nicolas de Flisque » chevalier (B.N., *Frang.* 10430, n° 1361).

2. La nièce du roi est Marguerite de Hainaut, fille de Jeanne de Valois, sœur du roi. Elle épousa Louis de Bavière en 1324, à Cologne, en même temps que sa sœur Jeanne épousait le fils du comte de Juliers.

128

[1340], 7 octobre. — Le Moncel.

Le roi ordonne aux députés qu'il a chargés d'ouïr les comptes des gens d'armes de Languedoc de compter en parisis¹ les gages des gens d'armes du comte de Foix ayant servi au siège de Tournai².

Original perdu, au dos duquel était le sceau du secret.

Copie du XVIII^e Bibl. nat., *Doat*, vol. 187, fol. 71 v° et 72.

A nos amés et feaus les deputés de par nous a oïr les comptes de nos gens d'armes de la Languedoc.

De par le roy

Les deputés de par nous a oïr les comptes des gens d'armes de la Languedoc, nous vous mandons que vous comptez a nostre amé et

1. Les vivres ayant considérablement enchéri pendant le siège de Tournai, le roi avait décidé, pour indemniser les défenseurs, de payer leurs gages en parisis au lieu de tournois. Un acte du 10 novembre décide qu'en profiteraient le connétable d'Eu, le comte de Foix, le maréchal Bertran, Godemar du Fay et leurs gens (*A.N. Nouv. acq. franç.* 9238, f° 55).

2. Le comte de Foix avait rejoint, à la fin de juillet, le connétable et le maréchal que Philippe VI avait envoyés à Tournai en prévision du siège (*G. Le Muisit, Chronique*, éd. Lemaitre, p. 127). Les vivres se firent bientôt rares et le comte, ayant pour son déjeuner un poisson et un pain et apprenant que d'autres n'ont rien, fait donner son poisson à un pauvre (*Chronographia regum francorum*, II, 150). Il parlait également de tenter une sortie pour ne pas mourir de faim. La trêve signée le 25 septembre mit fin au siège et les « grands gages » furent payés aux défenseurs de la ville jusqu'au premier octobre.

Les comptables royaux firent, malgré l'ordre du roi, des difficultés pour payer ces gages en parisis et Philippe VI dut adresser deux nouveaux mandements impératifs en ce sens, les 22 et 29 octobre (B.N. *Doat*, fol. 72 v° et 73).

feal cousin le comte de Foix des gages deservis pour luy et pour ses gens d'armes estant en garnison pour nous a Tournay et ailleurs en nos presentes guerres la saison devan, et pour le temps qu'ils ont esté a Tournay leur comptez a parisis et li en bailliés escroe, et ce faites tantost et sans delay en telle maniere qu'il puisse envoyer ses gens. Escript au Moncel le septiesme iour d'octobre. Et se aucun debat avoit oudit compte creez en nostre dit cousin par son serement.

129

[1340], 27 octobre. — Saint-Ouen.

Philippe VI accepte que le pape fasse à Edouard III des propositions de paix portant atteinte aux conquêtes que Charles de Valois¹ et lui-même ont opérées en Guyenne, à condition que le roi d'Angleterre abandonne le titre et les armes de France².

Original perdu.

Copie aux Archives du Vatican, *Registre* 135, n° CCCIV, f° 114 v°.

Publiée par Daumet, *Lettres de Benoit XII...*, n° 787, col. 485.

Et par Déprez, *Les préliminaires de la guerre de Cent Ans — La papauté, La France et l'Angl...*, p. 348, n. 6.

1. C'est Charles de Valois qui commandait pour Charles le Bel l'armée de Gascogne, en 1324 et 1325.

2. En octobre 1337, Edouard III prend pour la première fois officiellement le titre de roi de France (Lancelot, *Mémoire concernant les pairs*, p. 500-501).

130

1341 (n.st.), 11 janvier. — Bois de Vincennes.

Le roi mande aux gens du parlement de tenir en état les causes de l'évêque de Beauvais¹ jusqu'au 26 février.

Original perdu.

Copie enregistrée au greffe du parlement, Arch. nat. X Ia 8847, f° 79.

De par le roy

Les genz tenant nostre parlement, savoir vous faisons que pour certaines choses nous avons continuees et mises en estat et voulons estre tenues toutes les choses que nostre amé et feal conseiller l'evesque de Biauvays a a nostre dit parlement ou a a feire tant en demandant comme en deffendant jusques a lendemain des brandons prochains. Si vous mandons et deffendons que entre deux vous ne suffrez aucune chose estre faite au contraire et faites signifier aus parties ceste presente continuacion. Donné au bois de Vincennes le XI^e jour de janvier l'an CCCXL.

1. Jean de Marigny, qui est nommé, le 12 février, lieutenant du roi en Toulouse, Agenais, Bordelais, Saintonge, Gascogne et Languedoc (A.N. JJ 78, n° 31). Le 25 février, il se fera donner de nouvelles lettres d'état jusqu'à Pâques (Viard, *Lettres d'état*, n° 149).

131

[1341], 5 mars. — Saint-Germain-en-Laye.

*Ayant promis aux Flamands d'obtenir du souverain pontife, avant le 18 mars, l'annulation de toutes les sentences prononcées contre eux par les prédécesseurs de Benoît XII, Philippe VI demande au pape de faire le nécessaire pour les satisfaire*¹.

Original perdu.

Copie aux Archives du Vatican, *registre* 136, n° CCXXXVIII, f° 97.

Publiée par Daumet, *Lettres de Benoît XII...*, n° 817, col. 523.
Et par Fierens, *Lettres de Benoît XII*, n° 949, p. 445-446.

1. De Bouvines, au mois de septembre, le roi avait déjà adressé une lettre patente au pape à ce sujet (Fierens, *op. cit.*, n° 947, p. 442). Cette révocation des sentences pontificales avait fait l'objet d'un accord entre la comtesse douairière de Hainaut, sœur du roi, Jeanne de Valois, et le comte Louis de Flandre. Raymond de Salgues avait été envoyé en Avignon pour obtenir l'assentiment du pape, mais Benoît XII, le 2 avril 1341, répondit par un refus (*Ibid.*, n° 673, p. 354).

132

[1341]¹, mars.

*Le roi mande à Jean du Chastelier d'installer auprès de lui au parlement Jean de Travecy², car Pierre de Cugnières et Simon de Bucy vont prochainement quitter Paris*³.

Original perdu.

Copie enregistrée au greffe du parlement, Arch. nat. X 1a 8847, f° 80 v°.

De par le roy

Jehan du Chasteller, comme nos amés et feaulz chevaliers et conseillers Pierres de Cuignières et Symon de Bucy se doivent briesment partir et absentir pour certaines nos besongnes et de nostre commandement, il nous plaist et volons que vous prenez et mettés emprès vous en nostre parlement nostre amé et feal conseillez Jehan de Travecy pour l'expédition des besongnes de nostre dit parlement.

1. Cette lettre qui a été enregistrée sans lieu ni date se trouve entre deux lettres du mois de mars 1341, Le déplacement des deux présidents ne laisse pas de doute quant à l'époque à laquelle elle a été écrite.

2. Jean de Travecy est déjà l'un des lais de la grand'chambre à la fin de 1336 (Guilhiermoz, *Enquêtes et procès*, p. 637). Il y figure encore en novembre 1340 (Aubert, *Le parlement de Paris* (1890), p. 322). Ce n'est donc pas comme conseiller que le roi l'établit, mais comme président provisoire pour remplacer les deux absents.

3. Pierre de Cugnières et Simon de Bucy sont envoyés en Avignon, comme l'explique la lettre du 24 mars adressée par le roi au pape. Ils sont, sans doute, chargés d'exposer à Benoît XII les motifs de la réconciliation de Philippe VI avec Louis de Bavière, toujours excommunié. L'alliance du roi et de l'empereur date du 24 janvier 1341, aboutissement des négociations de Marguerite de Hainaut (A.N. J 386, n° 3).

133

[1341], 24 mars. — Saint-Germain-en-Laye.

Le roi annonce à Benoît XII qu'il lui envoie Pierre de Cugnieres et Simon de Bucy et le prie d'ajouter foi à ce qu'ils lui diront.

Original perdu.

Copie aux Archives du Vatican, registre 136, n° CCXLI, fol. 99 v°.

Publiée par Daumet, *Benoît XII — Lettres...*, n° 828, col. 259.

Et par Déprez, *Les prélimin. de la guerre de Cent Ans — La papauté, la France et l'Angl.*, p. 370-371, note 6.

134

[1341], 14 avril. — Maubuisson.

Philippe VI informe le roi d'Aragon que, le roi de Majorque ayant refusé de se reconnaître son sujet pour Montpellier et récusé le jugement de son parlement, il a décidé de mettre cette ville en sa main ; il le prie de ne pas fournir d'aide à Jacques II s'il se rebelle et de ne pas se formaliser si ses officiers font quelque entreprise sur les fiefs que le roi de Majorque tient du roi d'Aragon¹.

Original perdu.

Copies du xiv^e siècle, Archives nationales, JJ 270, fol. 83 v° et 95 v°.

Publiée par Lecoy de La Marche, *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque*, tome II, p. 296, Document n° LIX, et par Bofarull y Sartorio, *Proceso contra el rey de Mallorca*, I, 333-335.

1. Jacques II, roi de Majorque, seigneur en partie de Montpellier, paraissait alors céder aux offres d'Edouard III. Les choses s'étaient aggravées à la suite d'un tournoi organisé par le prince à Montpellier, malgré l'interdiction de Philippe VI (*Hist. de Languedoc*, IX, 528). Jacques II, au moment de rompre avec le roi de France, cherchait à s'entendre avec Pierre le Cérémonieux et les deux cousins eurent une entrevue à San-Celoni, en Catalogne (Lecoy de La Marche, *op. cit.*, p. 40-41).

135

1341¹, 17 avril. — La Chasse².

Le petit clerc des comptes Thomas de La Ruelle³ ne pouvant, en raison de son âge, s'acquitter convenablement de sa charge, le roi mande aux gens des comptes de le remplacer, si c'est nécessaire, par le clerc de Pierre des Essars auquel il a promis la première place vacante⁴.

Original perdu.

Copie enregistrée dans le *Mémorial B* de la chambre des comptes, fol. 160, également perdue.

Copie aux Archives nationales, P 2291, p. 545 et à la Bibliothèque de Rouen, coll. *Menant*, t. I, fol. 25 v°.

1. Dans les extraits de *Menant*, cette lettre est datée du 18 avril.

2. Seine-et-Oise, arr. Pontoise, cant. Ecouen, comm. Domont.

3. Thomas de La Ruelle occupe ce poste au moins depuis 1322 (*Journ. très Charles IV*, n° 4350 n.).

4. Pierre des Essars est maître des comptes depuis le 6 août 1336. Il y remplace son frère Martin (Bibl. mazarine, ms. 3035, p. 51). Son clerc est Jean Clabart qui est institué petit clerc des comptes le 20 avril 1341 (A.N. P 2291, f° 160).

De par le roy

Nos gens des comptes, l'on nous a donné advis que mestre Thomas de la Ruelle qui estoit de nos petits clerks en ladite chambre est si ancien qu'il ne peut bonnement travailler ainsy comme son office requiert et qu'il seroit profit et nécessité que au lieu dudit mestre Thomas fut mis un autre qui peut et sceut bien travailler mesmement car nous avons donné audit mestre Thomas ses gaiges a sa vie, comme l'en dit, et ce qu'il pourroit faire il farroit toujours selon que vous li ordennerez. Si vous mandons que si vous veez qu'il soit necessitez de mettre un autre au lieu dudit mestre Thomas si comme dit est et celui que notre amé et feal conseiller Pierre des Essars a qui nous avions pièce ottroyé le premier lieu qui vacqueroit est souffisant a ce faire vous le mettez et établissez de par nous audit lieu et ledit maitre Thomas mettez en autres besognes selon ce que vous verrez qu'il pourra et sçaura besogner. Escript a La Chace le dix septieme jour d'avril mil trois cent quarante un.

136

[1341], 15 mai. — Etioles¹.

Trop occupé par la préparation de la guerre, Philippe VI mande aux gens du parlement d'ajourner devant sa personne, aux octaves de la saint Martin d'hiver², Baras de Châteauneuf³ et Guillaume du Breuil⁴, car il s'est réservé le jugement de l'affaire qui les oppose⁵.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, X 2a 4, fol. 44.

Publiée par Henri Lot, *Additions aux renseignements recueillis sur Guillaume du Breuil*, dans B.E.C., t. XXIV (1863), p. 137.

1. Seine-et-Oise, arr. et cant. Corbeil.

2. 18 novembre. Le roi doit se trouver ce jour-là aux environs de Chartres, ou dans cette ville même, puisqu'il y séjourne le 19. (*Itinéraire*, p. 545.)

3. Chevalier, seigneur de Thémines (Lot, arr. Figeac, cant. Lacapelle-Marival) (A.N. X 1a 8848, f° 264).

4. Le célèbre avocat. Baras de Châteauneuf semble avoir porté contre lui de graves accusations qui conduisirent Guillaume Du Breuil en prison (X 2a 4, f° 34). Le 10 mai, Philippe de Valois ordonne de l'élargir (*Ibid.*, f° 37) sans qu'il ait toutefois l'autorisation de quitter Paris puisque, le 13 novembre, le roi lui permet de se rendre auprès de lui pour son procès, en quelque endroit qu'il se trouve (X 1a 8847, f° 154). Guillaume Du Breuil prend comme avocats pour le défendre Pierre de La Forêt, Robert Le Coq, Dreu Jourdain et Robert de Lapion. Pierre de La Forêt plaide conjointement pour le procureur du roi et pour G. Du Breuil.

5. La première citation était pour le lendemain de l'Ascension, c'est-à-dire pour le 18 mai.

137

[1341], 26 mai. — Saint-Germain-en-Laye.

Le roi insiste encore auprès du Saint Père afin que les sentences contre les Flamands soient révoquées. Il lui dit qu'il a donné au roi Alphonse de Castille, désireux d'obtenir l'aide des royaumes chrétiens contre les

sarrasins¹, pouvoir de traiter de paix, ou d'une longue trêve, avec les Anglais, et que la comtesse douairière de Hainaut pense que les ennemis de la France s'associeront à une telle croisade. L'évêque de Clermont² et Raymond de Salgues sont renvoyés au pape pour lui parler de ces affaires.

Original perdu.

Copie aux Archives du Vatican, *Registre* 136, n° CCXLIV, f° 101 v°.

Publiée par Daumet, *Benott XII — Lettres...*, n° 843.

par Fierens, *Lettres de Benott XII...*, n° 950, p. 446-448.

et par Déprez, *Les préliminaires de la guerre de Cent Ans — La papauté, la France et l'Angl.*, p. 427-428, P.J. XV.

1. Les rois de Castille et de Portugal eurent, en effet, à faire face à une attaque des sarrasins qui avaient mis le siège devant Tarifa. Ils les déconfirent le 30 octobre 1341, au Río Salado (*Grandes chroniques*, éd. Viard, IX, 216-217).

2. Etienne Aubert, futur Innocent VI.

138

[1341], 26 mai. — Saint-Germain-en-Laye.

Philippe VI demande au pape d'annuler les sentences contre les Flamands, afin de pouvoir tenir les promesses qu'il leur a faites et de pouvoir porter secours au roi de Castille. Il lui adresse l'évêque de Clermont et Raymond de Salgues¹.

Original perdu.

Copie aux Archives du Vatican, *Registre* 136, n° CCXLV, f° 102.

Publiée par Daumet, *Benott XII — Lettres...*, n° 844,

par Fierens, *Lettre de Benott XII...*, n° 951,

et par Déprez, *Les prélimin. de la guerre de Cent Ans — La papauté, la France et l'Angl.*, p. 426, P.J. n° XIV.

1. Si les idées exprimées dans cette lettre sont analogues à la précédente, la forme en est différente. Il est possible que Raymond de Salgues et Etienne Aubert aient porté chacun l'une de ces lettres et qu'ils n'aient pas voyagé de concert. La première lettre insiste davantage sur les événements d'Espagne et la possibilité d'une paix avec l'Angleterre ; la seconde porte plutôt sur l'annulation des sentences. Chaque ambassadeur du roi avait peut-être sa matière propre à discuter.

139

[1341], 12 juin. — La Villeneuve-Saint-Denis¹.

Le roi mande à ses gens du parlement et des enquêtes à Paris que certains d'entre eux se joignent à Artus de Pommeure² et Jean de Dinte-

1. Seine-et-Marne, arr. Coulommiers, cant. Rozoy-en-Brie.

2. Membre lai de la chambre des enquêtes en 1336 (Guilhiermoz, *Enquêtes et procès*, p. 639) Artus de Pommeure siège à la grand'chambre en 1340 (Aubert, *Le parlement de Paris* (1886) p. 369). En mars 1343, il est l'un des maîtres nommés par le roi sur le fait des gabelles (*Ord.* II, 179) et il sera envoyé par la reine Jeanne d'Evreux dans sa terre de Champagne, comme commissaire-réformateur (A.N. X 1a 5, n° 22).

ville¹ pour faire une enquête contre Hue Aubert² et que l'affaire soit jugée si elle est en état.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Archives nationales, X 2a 4, f^o 39.

De par le roy

Les genz de nostre parlement et de la chambre de noz enquestes a Paris, nous vous mandons et a chascun de vous que celui ou ceuls de vous qui requis en serez soiez avec noz amez et feauls conseillers Artus de Pommeure et Jehan de Dinteville, chevaliers, es besognes touchans une enqueste qu'ils font contre Hue Aubert, de nostre commandement, et jugiez les reprouches dudit Hue se il sont en estat de jugier en li faisant bon droit. Et ce faites en tele manere que noz diz conseillers par default de vous ou de aucuns de vous n'aient cause de retarder a parfaire la dicte enqueste. Donné a la Villeneuve Saint Denis le XII^e jour de juing.

1. Jean de Dinteville avait été envoyé à Cologne, en 1337, pour s'opposer aux menées anglaises (*Chron. Richard Lescot*, app. IV, p. 211). Il est conseiller lai à la grand'chambre en 1340 et en 1341 (Aubert, *op. cit.*, p. 369). En 1346, il est maître d'hôtel de la reine Jeanne de Bourgogne (Petit, *Hist. des ducs...*, VIII, p. 449, n^o 8338). C'est, sans doute, le même personnage que le Jean de Dinteville qui fut bailli de Dijon pour le duc de Bourgogne en 1327-1328 (Richard, *Les ducs de Bourg.*, p. 471, n.). Un autre Jean de Dinteville, peut être son fils, cleric alors que le président est chevalier, est, en 1349, chantre de Sens, conseiller du roi et du duc d'Orléans, commissaire-réformateur dans le comté de Beaumont-le-Roger et dans la vicomté de Breteuil (B.N. *Pièc. orig.* 1004, 22783 (2 et 3).

2. Bourgeois de Paris dès 1324-1325 (*Journ. trés. Charles IV*, 6844). En 1330, il revendique une maison ayant appartenu à Pierre Rémi et donnée par le roi à un sommelier de la reine (Viard, *Doc. par.* I, 83). Il fut condamné et banni de Paris ; ses immeubles qui avaient été confisqués furent donnés à Doria (*Ibid.*, p. 134-136) et au valet tranchant du roi Anseau le Bonbouteiller (*Ibid.*, p. 171 et 195).

140

[1341], 6 juillet. — Chantecoq¹.

Philippe VI écrit au roi d'Aragon qu'après avoir reçu son ambassadeur Ferrer de Canet² il accepte de différer jusqu'à la Toussaint la saisie de Montpellier sur le roi de Majorque. En ce qui concerne les demandes formulées par Pierre le Cérémonieux en faveur de l'infant Jacques, comte d'Urgel³ le roi attendra, pour lui répondre, d'avoir réuni son conseil à Paris où il compte se trouver à la sainte Madeleine⁴.

1. Loiret, arr. Montargis, cant. Courtenay.

2. Conseiller et grand portier du roi d'Aragon. Il avait été envoyé en France par Pierre IV le 26 mai (Lecoy de La Marche, *op. cit.*, p. 299-300).

3. Frère du roi d'Aragon qui avait épousé Cécile, fille du comte de Comminges Bernard VII. Si Cécile n'obtint pas le Comminges, elle reçut le vicomté de Turenne qu'elle vendit, en 1350, à Guillaume Roger, frère de Clément VI (Higounet, *Le comté de Comminges*, t. I). Dès le 1^{er} mai 1340, Pierre le Cérémonieux demandait à Philippe VI de se montrer favorable au comte d'Urgel (Valls-Taberner, *Notizie...* dans *Miscellanea Fr. Ehrle*, III, p. 108, n. 1 et 2).

4. 22 juillet. Le 24 de ce mois, et jusqu'à la fin juillet, le roi séjourne à Vincennes.

Original sur parchemin, Archives de la couronne d'Aragon, Copie du xiv^e siècle, Archives nationales JJ 270, fol. 93 v^o.
Publiée par Lecoy de La Marche, *Les relations politiques de de la France avec le royaume de Majorque*, t. II, p. 306, Doc. LXVI.

1. La publication de Lecoy de La Marche a été faite d'après un registre composé par un scribe catalan. Les seules différences entre la copie et l'original sont des singularités orthographiques dues à ce fait.

141

[1341], 9 juillet. — Paucourt¹.

Après avoir rappelé au roi d'Aragon les termes de la lettre qu'il lui a écrite le 6 juillet, Philippe VI lui annonce qu'il vient d'apprendre qu'en exécution d'ordres antérieurs Jean de Marigny a mis la terre de Montpellier appartenant au roi de Majorque en sa main. Son honneur lui interdit désormais de lever cette confiscation², mais il n'a aucunement l'intention de déposséder Jacques II³.

Original sur parchemin, Archives de la couronne d'Aragon, Perg. extra inv. n^o 1047.

Copie du xiv^e siècle, Archives nationales, JJ 270, f^o 94.

Publiée par Lecoy de La Marche, *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque*, t. II, p. 307, doc. LXVI
Analysée et commentée par Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*, dans *Moyen Age*, 1917-1918, p. 65-66.

1. Loiret, arr. et cant. Montargis.

2. Si l'on en croit Lecoy de La Marche (*Op. cit.*, p. 46), Jean de Marigny aurait écrit à Philippe VI que, dès le 6 juin, l'opération de Montpellier avait été exécutée sans violence. On a peine à croire que le roi n'ait été averti qu'entre le 6 et le 9 juillet de cet événement. D'ailleurs le texte sur lequel s'appuie Lecoy de La Marche dit seulement que Jean de Marigny se trouve à Montpellier le 6 juin et non qu'il a mis la ville en la main du roi, avec ou sans violences (A.N. JJ 75, n^o 326). La mainmise sur la ville doit dater des tout premiers jours de juillet.

3. L'analyse faite par Miret y Sans est fautive. Elle correspond davantage à la lettre du 6 juillet qu'à celle du 9 du même mois.

On peut faire les mêmes remarques que pour la lettre précédente au sujet de l'orthographe de la copie publiée par Lecoy de La Marche et de celle de l'original.

142

[1341], 17 août. — Paris.

Philippe VI écrit au roi d'Aragon que le comté de Comminges, auquel prétend le comte d'Urgel, sera bientôt mis en main royale en attendant l'issue du procès de dévolution, et qu'en ce qui concerne le roi de Majorque il est disposé à rendre Montpellier dès que sa suzeraineté sera reconnue.

Original sur parchemin, Archives de la Couronne d'Aragon. Perg. extra inv. 1045.

Copie du xiv^e siècle, Archives nationales, JJ 270, fol. 107,
Publiée par Lecoy de La Marche, *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque*, t. II, p. 310, Doc. LXVIII¹.

1. Lecoy de La Marche n'a publié que la partie de cette lettre qui concerne le roi de Majorque.

et par Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*, dans *Moyen Age*, 1917-1918, p. 661.

Beau cousin, vos genz ont esté par devers vous et tout ce que de par vous nous ont requis sus le fait des marques nous avons ottrôié gracieusement tout en la maniere que requis nous en ont, car tousjours voudrions nous faire pour vous tout ce que nous porrions bonnement. Sus la besoigne de vostre frere le conte d'Orgel, notre cousin, de la conté de Comminges dont vos dictes gens nous ont aussi parlé de par vous sachiez, beau cousin, que pour ce que le conte de Foix² et Loys de Poitiers³ aux quix nous aviens commis a mettre en nostre main la dicte conté sont departis elle n'a peu encores estre mise en nostre main. Si avons commis depuis ceste chose a l'evesque de Beauvais, notre lieutenant es parties de la langue d'oc⁴ et ferons que, par amour ou autrement, la dicte conté sera en notre main briefment et, ce fait, sus le debat qui en est entre votre frere et l'autre partie nous ferons si bon et brief droit que vous et li vous en devez tenir apaeiez, et ce avons nous respondu a vos dictes gens. Et, beau cousin, vous povez bien veoir que autre chose nous n'en povons faire par raison puisque la besoigne touche partie et vraiment, se autre chose en peussions faire a pleisir de vous, nous le feissions volentiers. Et quant est de la besoigne du roy de Maillorques, vos dictes gens nous en ont parlé mout deguiseement et, non contrestant leurs paroles, nous leur avons fait respondre pour l'onneur de vous que, se il voloient requerre que nous ostissions nostre main comme a seigneur, nous l'osteriens et si ne fu onques notre entente que notre main feust mise en chose qui soit tenue de vous. Et des autres requestes dudit roy, vos gens vous diront ce que respondu leur avons et nos messages les quix nous entendons briefment a envoyer par devers vous. Escript a Paris le XVII^e jour d'aoust.

1. Miret y Sans a sauté une ligne de l'original, ce qui dénature le sens de la lettre.

2. Le comte de Foix s'était entremis entre Louis de Poitiers et le roi de Majorque au moment de l'affaire du tournoi de Montpellier (*Hist. de Languedoc*, IX, 529). Une guerre avec le sire d'Albret l'occupa durant les mois suivants (*Ibid.*, p. 533, n.).

3. Louis de Poitiers, comte de Valentinois, fut nommé lieutenant général ès parties de Languedoc le 15 décembre 1340 (*Ibid.*, p. 527) et exerça ces fonctions, à partir de février, de concert avec Jean de Marigny. Le 14 août, il quitta Toulouse et on ne sait où il alla jusqu'à la fin de septembre (*Ibid.*, p. 535, n.).

4. Jean de Marigny est à Toulouse le 17 août et à Villeneuve d'Agen le 26. Il ne quitta le Languedoc qu'au mois de novembre (*Ibid.*, p. 534, n.).

143

[1341], 20 octobre. — Le Gué-de-Mauny.

Le roi écrit à son fils Jean, duc de Normandie, de choisir soigneusement la place qu'il entend investir, d'offrir au comte de Montfort de larges compensations s'il abandonne ses prétentions au duché de Bretagne, mais de n'en parler qu'au duc de Bourgogne et au sire de Noyers. Il lui demande de le prévenir si Edouard III débarque sur les côtes de Bretagne et d'écrire à la duchesse de Normandie pour la rassurer. En post-scriptum

il lui recommande de ne pas arrêter sa marche avant que ces négociations aient un résultat certain¹.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Archives de la Côte d'Or, B 11921. L'adresse se trouve au verso du parchemin.

Publiée par Dom Morice, *Histoire de Bretagne, Preuves*, tome I, col. 1425².

et par Kervyn de Lettenhove, *Œuvres de Froissart*, t. XVIII, p. 197-198.

A nostre trescher fill Jehan,

De par le roy

Jehan, nous avons bien veu ce que escript nous avés et puis que aler ne povés à Vennes ainsi comme escript vous avions, nous vous mandons que vous aiés bon avis et bon conseil de faire siege avant que vous le faciés et faites bien veoir la forteresce de la ville que asseger volrez et le convine des ennemis avant que vous le faciés et par tel conseil le faites qu'il ne vous y conviengne mie estre longuement ou vous en retourner par villenie ; et pour ce que tousiours est bon de soi metre en droit vers ses ennemis et eux metre en tort, se vous sentés que le conte de Montfort vous face fere offre convenable, si li faites offrir duques a X ou XII ^m livreerez de terre, (voire duquez a XIII ou XIV mil)³, oultre ce qu'il tient et, se il veult plus, qu'en li acomplisse son laiz que il dit que lessié li fu par le duc trespasé ; si faites veoir ce qui en fu fait et se vous trouvés que Charles nostre neveu⁴ y soit tenu, si li faites acomplir et l'autre tretié se cesse ; et si volons bien aussi que Charles li promete que il ne departira ne desmemblera la duchié de Bretagne a nous ne autre qui que il soit, que elle ne reviegne entiere au dit conte après le decès de nostre nyece la femme dudit Charle ou cas que elle trespaseroit senz hoir de son corps, car autrefois en a on fait doubte ou pays que Charle ne la departissit a nous ou a autre ; et cez choses voulons nous bien que vous offriés si vous avés qui de tretié vous parle et vous gardés a qui vous descouvriés ces choses car vous avés par dela plusieurs qui bien aimment ledit conte et nous semble que bon soit que vous ne diés ce fors a nostre frere le duc et au seigneur de Noyers et par leur conseil en ouvrés et

1. Il est probable que cette lettre atteignit le duc de Normandie devant Champ-toceaux (Maine-et-Loire, arr. Cholet, ch.-l. de cant.) que son armée assiège du 10 au 26 octobre (Froissart, éd. Luce, II, p. xli, n.). Il devait attendre d'un moment à l'autre la chute de cette place et envisager les opérations à venir. Vannes est trop loin et il paraît préférable d'investir une ville plus proche. Le choix se porta sur Nantes qui fut prise vers la Toussaint (la seconde rédaction de Froissart dit le 20 octobre, ce que cette lettre contredit). Jean de Montfort fut fait prisonnier et le projet de traité négocié par les évêques de Laon et de Clermont, en conformité avec les instructions de Philippe VI (Arch. Côte d'Or, B 11921) n'eut pas à être appliqué. Ces évêques, Hugues d'Arcy et Etienne Aubert, sont des collaborateurs proches du duc de Bourgogne et de Mile de Noyers, seuls dépositaires du secret de la négociation envisagée.

2. Cette transcription comporte plusieurs erreurs qui dénaturent la lettre. C'est la raison pour laquelle elle est de nouveau publiée ici.

3. Les mots placés entre parenthèses ont été rayés du texte.

4. Charles de Blois, époux de Jeanne de Penthhièvre.

faites tout au miex que vous pourez. Jehan, sur la foi que vous nous devés, faites nous savoir jour et nuyt si tost comme vous saurez que le roy d'Angleterre soit venu¹ et se vous escrives a nostre fille la duchesse si li escriés que vous avés assés gent et que les ennemis en ont pou et sont gent qui de legier se desconfirent, car on li en a dit aucunes choses et du roy d'Angleterre et d'autre chose qui l'ont toute estree et si est bon que vous l'en reconfortiez par vos lettres. Donnée au gué de Mauny le XX^e jour d'octobre.

Jehan, pour offre qu'on vous face de par le conte de Montfort ne lessiés a cheminer et faire besongne qui conseilée vous sera se vous n'en estes si sceur qu'il doie souffire a vous et a vostre conseil.

1. Edouard III ne vint pas en Bretagne cette campagne là.

144

[1341], 14 décembre. — Paris.

Ayant appris que Benoît XII a absous le comte de Hainaut, Henri de Jodoigne et leurs partisans, le roi proteste contre le bruit qui court que le pape désire que le roi de France retire de Cambrai la garnison qu'il y entretient et qui protège le royaume contre une invasion¹.

Original perdu.

Copie aux Archives du Vatican, *Registre* 136, n° CCXLVIII, fol. 104.

Publiée par Daumet, *Benoît XII — Lettres...*, n° 917, col. 597, par Fierens, *Lettres de Benoît XII...*, n° 952, p. 449, et par Déprez, *Les prélimin. de la guerre de Cent Ans — La papauté, la Fr. et l'Angl.*, p. 388., note 1.

1. Le pape avait absous le comte Guillaume de Hainaut, le chanoine de Cambrai Henri de Jodoigne et tous les partisans d'Edouard III le 9 novembre 1341 (Fierens, *op. cit.*, n° 706 et 707). Le 2 janvier 1342, Benoît XII répond à Philippe VI qu'il n'est aucunement question de la garnison française de Cambrai dans le traité de paix entre la ville de Cambrai et le comte de Hainaut (*Ibid.*, n° 725).

Le comte de Hainaut a toujours eu des visées sur Cambrai. En 1327, l'évêque Gui de Boulogne avait accepté la garde du comte sur la ville (Devillers, *Cartul. des comtes de Hainaut*, 767 et 771). Mais, en 1337, Philippe VI avait acquis la châtellenie de Cambrai et l'évêque Guillaume d'Auxonne lui était favorable (De Moreau, *Hist. de l'égl. en Belgique*, III, 253). En novembre 1339, après le siège manqué d'Edouard III, les habitants de Cambrai avaient autorisé le roi à y maintenir une garnison de 300 hommes d'armes et de 300 arbalétriers destinés à se défendre contre tous, sauf contre l'empereur, et à faire régner l'ordre entre l'évêque et les bourgeois (A.N. J 521, n° 5).

Sur Henri de Jodoigne, voir Riezler, *Vatikanische Akten*, n° 1979, p. 716, Daumet, *op. cit.*, n° 498 et 692 et Vidal, *Lettres communes...*, n° 8227).

145

[1341], 29 décembre. — Pontoise.

Le roi remet à Simon de Bucy une supplique de Gervais de Crécy¹ et le charge d'y donner suite s'il l'estime bon.

1. Clerc, Gervais de Crécy était en procès au sujet de l'héritage d'une certaine Marguerite dite la Riche (X Ia 8, f° 112). Le parlement casse et confirme deux sentences du bailli de Vermandois qui lui reprochaient de ne s'être pas constitué prisonnier au beffroi de Soissons et qui le condamnaient à une amende pour avoir accusé de faux en écritures un certain Simon de Saint-Crépin (X Ia 8, f° 141 v° et X Ia 9, f° 169). Le 5 janvier 1342, en exécution de l'ordre du roi, le parlement décharge G. de Crécy des amendes encourues (X Ia 9, f° 225).

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, *Archives nationales*, X Ia 9, fol. 226.

Publiée par F. Aubert, *Le parlement de Paris... Son organisation* (1886) p. 326, P.J. n° V.

et par H. Furgeot, *Actes du parlement de Paris*, 2^e série, *Jugés*, t. I, n° 3838.

146

[1342], 17 janvier. — Saint-Germain¹.

Philippe VI mande aux sénéchaux de Toulouse² et de Carcassonne³ d'ôter le séquestre qui aurait été mis sur les vicomtés d'Aumelas⁴ et de Carlat⁵ qui sont, paraît-il, tenues en fief du roi d'Aragon par le roi de Majorque⁶.

Original perdu.

Copie du xiv^e siècle aux Archives nationales, JJ270, f° 113 v°.

Publiée par Bofarull y Sartorio, *Proceso contra el rey de Mallorca dans Coleccion de documentos ineditos*, t. XXIX, p. 340. et par Lecoy de La Marche, *Les relations politiques de la France avec les rois de Majorque*, t. II, p. 313, *Doc. LXX*.

1. Sans doute Saint-Germain-en-Laye puisque le roi se trouve le 15 janvier à Sainte-Gemme, le 19 à Poissy et le 20 à Saint-Germain-en-Laye (Viard, *Itinéraire*, p. 546).

2. Agout des Baux.

3. Girard de Roussillon.

4. Hérault, arr. Lodève, cant. Gignac.

5. Cantal, arr. Aurillac, cant. Vic-sur-Cère.

6. Lorsqu'en 1311 Sanche de Majorque succède à son père Jacques I^{er}, il prête hommage à Philippe le Bel pour la portion de Montpellier et Lattes qu'il tient de l'évêque de Maguelonne, mais précise qu'il n'entend pas déroger au droit du roi d'Aragon sur Aumelas et le Carladais (*Hist. de Languedoc*, IX, 326).

147

[1342]¹, 27 mars. — Le Moncel.

Philippe VI demande à Pierre le Cérémonieux de lui adresser deux cents hommes d'armes éprouvés contre Edouard III et d'interdire formellement à ses sujets de combattre aux côtés du roi anglais. Il lui envoie le châtelain de Leucate, son sergent d'armes².

Original sur parchemin muni de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Archives de la couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* 1065.

1. Il est possible, d'après l'itinéraire du roi, de dater cette lettre de 1342 ou de 1347. L'allusion faite à la rupture des trêves fait préférer 1342, car, en mars 1347, la trêve de Malestroit est depuis longtemps rompue et la bataille de Crécy est un fait récent. Dès la fin de 1341, les Anglais débarquent en Bretagne (La Roncière, *Hist. de la marine...*, I, 464) et Philippe VI, qui cherche à nouer des alliances pour les opposer à la coalition que foment Edouard III, pense à chasser les Anglais et à « *iter arripere* » prochainement (Déprez, *La papauté, la France et l'Angleterre*, p. 386).

2. Gille de Maucras, damoiseau, valet du roi, originaire de la sénéchaussée de Nîmes, châtelain de Leucate de 1340 à 1344 (*Gallia regia*, 5575). Le 20 février 1345, le sénéchal de Nîmes, Pierre de La Palu, envoie Gille de Maucras au roi pour l'entretenir de différents sujets et, notamment, d'un projet de vente de Montpellier par le roi de Majorque (*Hist. de Languedoc*, X, 964).

Serenissimo principi P. Dei gracia regi Aragonum illustri consanguineo nostro carissimo Philippus eadem gracia Francorum rex salutem et sincere dilectionis affectum. Princeps serenissime, cum rex Anglie et ejus complices inimici nostri regnum nostrum Francie, penditibus treugis inter nos et ipsum instantibus curie romane legatis datis et juramento vallatis, regnum nostrum predictum invadere non verentes, ipsum regnum et ejusdem regni nostri subditos multis viis et modis maliciosus et iniquis depredare et molestare nittantur, vos, in quo presertim ratione naturalis vinculi quo ad invicem conjungimur specialiter nec inmerito confidimus, requirimus et rogamus ex corde ut de subditis vestris ducentos armorum viros in factis armorum expertos et probatos nobis providere et ipsos ad nos destinare velitis cum nos versus inimicos nostros predictos iter arripere ordina-verimus ut dictorum subditorum vestrorum necnon ac ceterorum amicorum nostrorum mediante juvamine, domino tamen concedente, dictorum inimicorum nostrorum inordinate malicie resistere valeamus. Dictis enim gentibus seu subditis vestris de suis stipendiis et aliis providebimus sicut aliis melioribus stipendariis nostris intendimus providere, vos insuper requirentes, princeps serenissime, ut regni vestri nobilibus et subjectis velitis omnibus viis et modis ad hoc necessariis inhibere ne inimicis nostris predictis in nostri seu subditorum nostrorum prejudicium subsidium quodcumque prestare presumant. Et super hiis dilecto nostro castellano de Leocata nostro servienti armorum quem ad vestram presentiam propter hoc destinamus de voluntate nostra quo ad hoc plenius informatum fidem velitis indubiam adhibere. Datum apud Moncellum juxta Pontem Sancte Maxencie XXVII^o die marcii.

148

[1342], 11 avril. — Saint-Germain-en-Laye.

Le roi demande au comte de Savoie de se trouver à Arras à la saint Jean Baptiste, car les trêves avec le roi d'Angleterre se terminent au lendemain de cette fête¹.

Original sur parchemin percé de fentes, Turin, *Archivio di stato, Negoziations con la Francia*, I, n° 3.

Publiée par Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France*, p. 298, P.J. n° 19.

1. La trêve avait en effet été prolongée jusqu'au 25 juin 1342 (Déprez, *La papauté, la France et l'Angl.*, p. 382).

149

[1342], 8 mai. — Poissy.

Benott XII étant mort¹, Philippe VI fait partir son fils, le duc de Normandie, pour Avignon et invite le comte de Savoie, si cela lui est pos-

1. Il meurt le 25 avril 1342 (Déprez, *op. cit.*, p. 389).

sible, à le rencontrer¹. Il renouvelle cependant son désir qu'il soit à Arras à la saint Jean avec trois ou quatre cents hommes d'armes.

Original sur parchemin percé de fentes, Turin, *Archivio di stato, Negoziations con la Francia*, I, n° 3.

Publiée par Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France*, p. 298, P.J. n° 20.

1. Le duc de Normandie était parti pour Avignon, accompagné par les ducs de Bourgogne et de Bourbon. Pierre Roger était élu pape le jour même où Philippe VI écrivait au comte de Savoie. Jean de Normandie apprit l'élection en route. Il était le 14 mai à Lyon où le comte de Savoie avait envoyé le bailli de Viennois et quelques seigneurs pour l'inviter à passer quelques jours à la cour de Savoie (Cordey, *op. cit.*, p. 59). Mais il est probable que le duc de Normandie se hâta plutôt de descendre la vallée du Rhône, car il assiste, le 19 mai, au couronnement du nouveau pape, Clément VI (Déprez, *op. cit.*, p. 391).

150

[1342]¹, 17 mai. — Saint-Germain-en-Laye.

Philippe VI remercie le comte de Savoie de lui avoir fait connaître l'élection de Clément VI et exprime sa satisfaction de ce choix. Il fait savoir au comte qu'il n'y a pas de nouvelle trêve, ni de rendez-vous prévu pour en discuter.

Original sur parchemin percé de fentes, avec bandelette portant l'adresse, Turin, *Archivio di stato, Negoziations con la Francia*, I, n° 3².

A nostre trescher cousin et feal le conte de Savoie.

De par le roy

Beau cousin, nous avons receu voz lettres par les quelles vous nous avez signifié la provision du saint pere. Si vous en savons tres bon gré et, Dieu merci, il le nous a baillé tel comme nous le desirriens avoir et bien savons que vous en avez esté et estes moult liez et aussi sont touz noz autres amis et bienvillanz. Sachez, beau cousin, que nous n'avons pais ne trieuves ne jornee nulle pour en traiter. Donné a Saint Germain en Laie le XVII iour de may.

1. Ce jour-là l'*Itinéraire* place la résidence du roi à Paris. Viard a accepté l'affirmation d'un ancien itinéraire du roi, manuscrit, qui ne donne pas ses références. De plus les séjours du roi à Paris sont souvent suspects, l'administration commandant des lettres en son nom et en son absence. Cette référence paraît donc négligeable, d'autant plus que la lettre est datée avec certitude par le changement de pape.

2. Cette lettre, bien qu'intéressante, a été négligée, on ne sait pourquoi, par Cordey.

151

[1342], 4 juin. — Bois de Vincennes.

Le roi rappelle au comte de Savoie qu'il compte sur sa présence à Arras, avec trois cents hommes d'armes en bon arroi, huit jours avant la saint

*Jean ou, au plus tard, à la saint Jean, car il entend maintenir sa semonce et s'y trouver en personne*¹.

Original sur parchemin muni de fentes, Turin, *Archivio di stato, Negoiazioni con la Francia*, I, n° 3.

Publiée par Cordey, *Les comtes de Savoie et les rois de France*, p. 299, P.J. n° 21.

1. Le comte de Savoie vint en France, mais ne se rendit probablement pas à Arras, car le roi n'y alla pas. Edouard III pensait plus à intervenir en Bretagne qu'à envahir le nord du royaume. Ce fut le dernier séjour du comte Aimon à la cour de France ; il devait mourir le 22 juin 1343, à 51 ans (Cordey, *op. cit.*, p. 60).

152

[1342], 4 juillet. — Epieds¹.

*Toussaint Du Bus*² ayant demandé qu'une enquête faite par le sire de Ham³ et Simon de Bucy sur les faits qui lui sont reprochés soit bientôt jugée, le roi, auquel on a donné à entendre que cette enquête n'est pas bien faite, mande aux gens du parlement de soigneusement l'examiner avant de l'utiliser dans le procès.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Archives nationales, X 2a 4, fol. 79 v°.

Publiée par Guilhiermoz, *Enquêtes et procès...*, p. 485-486.

1. Aisne, arr. et cant. Château-Thierry.

2. Procureur du roi au bailliage d'Amiens, Toussaint Du Bus avait été accusé de trahison envers le roi, le duc de Normandie et le duc de Bourgogne, et de prévarication. Il avait été emprisonné et ses biens placés sous séquestre. On l'accusait d'avoir, la guerre durant, expédié des marchandises en Angleterre. L'enquête lui fut favorable et conclut à une dénonciation calomnieuse pour avoir trop âprement défendu les droits du roi. Il fut libéré le 4 mars 1343. Les documents parlementaires relatifs à T. Du Bus ont été publiés par Maugis (*Doc. inéd. concern. la ville et le siège du bailliage d'Amiens*, p. 433 et suiv.). La charge de procureur du bailliage lui fut rendue et, après le décès de la duchesse de Bourgogne, le roi le choisit comme bailli royal d'Artois (Arch. Pas-de-Calais, A 84).

3. Oudard, sire de Ham, maître des requêtes de l'hôtel depuis 1339. Il sera bailli d'Amiens vers 1348 (Guillois, *Recherches sur les maîtres des req.*, p. 228).

153

[1343]¹, 21 janvier. — Ploermel

*Philippe VI fait savoir au roi d'Aragon qu'Edouard III, après avoir débarqué en Bretagne et conquis quelques places, à été contraint de se retirer, que des trêves ont été conclues pour trois ans et que des pourparlers de paix doivent s'engager en Avignon*². Il se félicite que les affaires

1. La transcription de Miret y Sans porte la date du 26 janvier. L'original des Arch. de la cour. d'Aragon est du 21 janvier.

2. Edouard III débarque en Bretagne le 30 octobre 1342 (Déprez, *La conférence d'Avignon*, p. 301). La trêve de Malestroit fut signée le 19 janvier 1343 (*Grandes Chron.*, éd. Viard, IX, 231, n.). Les légats pontificaux s'étaient entre-mis pour l'obtenir. Edouard III se rembarque à Vannes le 23 janvier. Les conférences pour la paix ne s'ouvrirent qu'en octobre 1344 (Déprez, *op. cit.*, p. 305).

du roi de Majorque et du roi d'Aragon se soient heureusement terminées et promet à Pierre le Cérémonieux qu'à la considération du roi de Navarre il ne portera aucune aide à Jacques II. Il a retenu des gens d'armes qui voulaient aller à l'aide du roi de Majorque¹ et il va envoyer au roi d'Aragon Yvon de Montigny² qui lui parlera de ces choses.

Original sur parchemin, Archives de la couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* 1038.

Publiée par Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*, dans *Moyen Age*, 1917-1918, p. 68-69.

et, en partie, par Déprez, *La conférence d'Avignon* dans *Essays in medieval history presented to Th. Fr. Tout* (1925), p. 302, n. 3.

1. Le conflit Aragon-Majorque est loin d'être terminé ; un mois plus tard, Pierre le Cérémonieux fera déclarer Jacques II coupable de crimes et ses fiefs seront séquestrés (Lecoy de La Marche, *Relations politiques*, II, 108).

2. Chevalier du roi et maître de son hôtel (B.N. *Pièces orig.* 2025, 46358, n° 7). En 1350 il sera aussi maître de l'hôtel du duc d'Orléans (Viard, *L'hôtel de Philippe VI...*, p. 51) et, en 1353, maître de celui de la reine (B.N. *Loc. cit.*, n° 18).

154

[1343]¹, 10 mars. — Le Val-Notre-Dame.

Le roi d'Angleterre tentant d'engager quelques sujets du roi d'Aragon dans son armée², Philippe VI prie Pierre le Cérémonieux de ne pas les laisser partir.

Original sur parchemin percé de fentes, Arch. de la couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* 3346.

Beau cousin, comme nous ayens entendu que le roy d'Angleterre a envoyé a aucunes genz de vostre royaume pour euls requérir que il soient en s'aide contre nous et vous a prié et requis que vous les laissez passer et venir par devers li, et vous savez comment vous estes tenuz a nous et nous a vous, nous vous prions, beau cousin, bien affectueusement et de cuer que vous ne vuilliez envoyer ne laisser partir ne passer hors de vostre royaume genz contre nous ne nostre honneur, quar vraiment nous ne soufferions mie volontiers partir de nostre royaume par quoy nous le peussions savoir genz ne autres choses qui feussent au damage ne contre l'onneur de vous. Si en vuilliez faire autant comme vous voudriez que nous feissions pour vous en cas samblable et nous en vuilliez rescrire votre volonté bien prochainement par le porteur de ces lettres. Dieux vous ait en sa sainte garde. Donné en l'abbaye du Val Nostre Dame le X^e jour de mars.

1. Cette lettre peut être aussi datée de 1345, le roi se trouvant le 10 mars de cette année au Val Notre-Dame. Ce qui incite à préférer 1343 est que nous connaissons des tentatives d'Edouard III pour trouver des partisans chez les sujets du roi d'Aragon en 1342 (Bibl. de Rouen, *Menant*, XI, fol. 158).

2. Edouard III paraît décidé à rompre la trêve qui devait durer jusqu'en septembre 1346, dès la fin de 1344. Les 16 et 19 mars 1345, Philippe VI avertit le sénéchal de Carcassonne d'avoir à se tenir sur ses gardes (*Hist. de Languedoc*, IX, 572).

155

1343 (n.st.), 13 mars. — Saint-Germain-en-Laye.

Le roi mande à Pierre de Rochefort¹ de payer à Humbert de La Palu², son sergent d'armes, les gages de sa masse et de ses robes pour la durée du service qu'il a accompli en la compagnie du gouverneur du bailliage d'Amiens³.

Original sur parchemin portant au recto la trace d'un sceau rouge, Bibl. nationale, *Clairambault*, vol. 83, *La Palu*.

De par le roy

Maistre Pierre de Rochefort, nous vous mandons que vous comptez a nostre amé sergent d'armes Humbert de La Palu des gaiges de sa mace et robe qu'il li sont deuz depuis le temps que il a a compter, non contrestant ce qu'il n'ait pas esté avec nous es guerres de Bretagne, le quel a esté en la compagnie du gouverneur d'Amiens a fere es frontieres de Flandres, ne ordenances ou deffences faites sur ce au contraire et que les dictes ordenances ou deffence ne soient encorporees de mot a mot en ces presentes, et aussi qu'il ne soit es roles que nous avons envoyé en la chambre de noz comptes a Paris. Donné a Saint Germain en Laye le XVI^e jour de mars l'an de grace mil CCC quarante et deux.

par le roy
Barr.⁴

1. Maître de la chambre aux deniers.
2. Sans doute le même personnage qu'Imbert de La Palu, bâtard, qui figure à l'armée de Gascogne en 1339 (B.N. *Nouv. acq. franç.* 9237, 780).
3. Pierre de La Palu, bailli d'Amiens du début de 1340 au mois d'avril 1343 (*Gallia regia*, 518). Il est probablement le père du sergent d'armes.
4. Pierre Barrière, secrétaire du roi.

156

1343, 29 mars. — Paris.

Le roi mande aux gens des comptes de payer les gages de son sergent d'armes Pierre de Ham¹ qui défendait la région de Calais comme ont été payés ceux des sergents qui l'ont accompagné en Bretagne².

Original sur parchemin portant, au recto, la trace d'un sceau plaqué, Bibl. nat., *Clairambault*, vol. 57, n° 72.

De par le roy

Gens de noz comptes, nous vous mandons que a nostre amé sergent d'armes Pierre de Ham vous faciez compter et paier ses gaiges aussi

1. Pierre de Ham ; bailli de Calais pour le duc de Bourgogne. Un de ses comptes a été publié par J.M. Richard, *Compte de Pierre de Ham dernier bailli de Calais (1346-1347) dans Mémoires de la commission départementale des monuments hist. du Pas-de-Calais*, t. I (1893).
2. On lit au dos du parchemin : « Registratur cum aliis servientibus armorum in camera compotorum. Vos magister P. de Ruppeforti faciatis et compleatis quod rex mandat per hanc cedulam scriplam per gentes compotorum ultima martii CCGXLII ante Pascham.

J. de Sancto Justo. »

et en la maniere comme a ceulx qui ont esté avec nous en Bretagne la saison derrainement passee et ce lui avons ottroyé de grace especial mesmement que nous sommes enformez que lors il estoit sus les frontieres de Calais et de environ du commandement de noz gens pour la garde et deffension du pais. Donné a Paris le XXIX^e jour de mars l'an de grace mil CCC quarante et deux.

par le roy
P. d'Aunoy¹.

1. Secrétaire du roi, chanoine de Paris. En novembre 1344, le roi amortit 10 l. de rente pour lui permettre de fonder son anniversaire dans l'église de Paris (A.N. JJ 75, n° 209). Il prête, en 1346, 300 florins d'or à l'écu à la reine afin de payer les gens d'armes du duc de Normandie à Toulouse ; le remboursement de cette somme lui fut assigné sur la ville de Rouen (B.N. franç. 20410, n° 3 et 4). Il mourut le 15 septembre 1350 (Guérard, *Cartul. de l'égl. N.D. de Paris*, IV, p. 153).

157 [1343], 11 mai. — Fontainebleau.

Philippe VI fait savoir à Pierre le Cérémonieux qu'au vu de ses lettres il a enjoint aux sénéchaux de Toulouse, Carcassonne et Beaucaire de faire les proclamations qu'il lui a demandées¹.

Original sur parchemin muni de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Archives de la couronne d'Aragon, Perg. extra inv. 3332.

Illustri ac magnifico principi Petro Dei gracia regi Aragonum consanguineo nostro carissimo Philippus eadem gracia rex Francorum salutem et felices ad vota successus. Novit magnificencia vestra quod visis vestris litteris senescallis nostris Tholose, Carcassone et Bellicadri mandavimus fieri ad opus vestri certas proclamaciones et deffensiones quas ipsi et eorum quilibet vobis, ipsis completis, juxta mandatum nostrum, significare tenentur, et per ea videre et percipere poteritis quam affectionem ad vos et statum vestrum gerimus et qualiter vellemus vestri dominii statum aliquialiter non ledi eciam nec minui sed augeri. Idcirco nobis semper cum fiducia rescribentes et ille qui regna regit regat et dirigat gressus vestros. Scriptum apud Fontembliaudi XI die maii.

1. Probablement pour renouveler l'interdiction faite aux Français de se porter à l'aide du roi de Majorque dont le roi d'Aragon envahit les états.

158 [1343], 11 juillet. — Villers-aux-Loges¹.

Pierre le Cérémonieux s'étant plaint qu'un certain nombre de Français portent secours au roi Jacques de Majorque, Philippe VI lui écrit que cela se fait sans son aveu. Que le roi d'Aragon lui donne des noms et il

1. Cette localité n'existe plus. Elle se trouvait, selon Viard (*Itinéraire*, p. 618) près de Vennecy (Loiret, arr. Orléans, cant. Neuville-aux-Bois).

fera le nécessaire pour le satisfaire. Toutefois s'il s'agit de personnes liées au roi de Majorque par un lien d'hommage ou de fidélité, le roi ne peut pas les arrêter, bien que leur action ne lui soit pas agréable. Philippe VI prie également le roi d'Aragon d'interdire à ses gens de rien entreprendre sur les terres que Jacques II tient du roi de France, car il serait alors contraint de lui porter secours contre le roi d'Aragon.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Arch. de la couronne d'Aragon, Perg. extra inv. 1067.

Illustri et magnifico principi Petro Dei gracia regi Aragonum consanguineo nostro carissimo Philippus eadem gracia Francorum rex salutem et votivorum successuum felicia incrementa. Litteras magnificencie vestre nos noveritis recepisse et contenta in eisdem diligenter et gratanter audivisse et de status vestri et negociorum vestrorum prosperitate quam semper augeat feliciter altissimus gavisus fuimus ut debemus. Verum, consanguinee dilectissime, quia in litteris celsitudinis vestre inter cetera cavetur expresse quod quidam nobiles regni nostri ad terras Rossilionis se transferre disponunt contra inhibiciones nostras in favorem vestre regalis magnificencie factas adversariis vestris prestituros subsidium et juvamen, vestre constet magnificencie quod nobis non placet nec placuit quod aliqui subditorum nostrorum, ut de facto liquide percipere potuistis, adversarios vestros fovendo prestarent eisdem auxilium vel juvamen sed potius in vestri favorem contrarium fecimus proclamari, nec est intencionis nostre contra predictas inhibiciones nostras in vestri prejudicium aliquid innovare. Et si forsan, quod absit, aliqui subditorum nostrorum contra vos preparaverint gressus suos dirigere id nobis et eorum nomina certificare curetis indilate super quo providebimus taliter quod merito debebetis contentari. Tamen si sint aliqui subditorum nostrorum fideles et homines adversarii vestri quin eidem ad defensionem terrarum suarum ut tenentur prestant subsidium, impedire debite non volumus licet id nobis gratum non existat et quid inde facere commode poterimus ob amorem vestri gracie parati sumus et erimus adimplere. Et advertat vestra nobis carissima celsitudo ne in terris quas idem vester adversarius a nobis tenet a vestris subditis aliquid fiat novitas seu guerra, id vestris subditis districtius et specialiter si placet inhibentes, quia prout vestra novit celsitudo nos circa hoc insurgere, quod absit, compelleret fidelitas qua vassallo nostro abstringimur sicut ipse nobis vice versa propter hoc specialiter est abstrictus. Predilectissime consanguinee, sicut erga nos temporibus retroactis fideliter contra adversarium vestrum et alias multipliciter vos habuistis sic erga vos volumus nos habere statum vestrum utinam semper prosperum nobis, si placet, sepiissime rescribentes. Scriptum apud Villares in Logio die XI^a julii.

maître des requêtes de son hôtel¹ et le prévôt de Paris² au sujet des « prisonniers de Bretagne »³ et leur mande de croire ce qu'ils lui diront de sa part.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Archives nation. X 2a 4, fol. 208 v^o.

Publiée par S. Luce, *Chroniques de Froissart*, tome III, p. x, note 1.

1. Jean Richer, ou Richier, siège au parlement de 1335 à 1338. En 1337, qualifié de professeur ès lois, le roi l'envoie en Frise pour se ménager l'alliance des Frisons (A.N. J 526, n^o 5). Maître des requêtes de l'hôtel depuis 1340 jusqu'à août 1350 (Guillois, *Recherches...*, p. 243-244).

2. Guillaume Gormont qui occupa cette charge du 19 novembre 1339 au 5 avril 1349 (*Journ. trës. Phil. VI*, p. 27, n. 2).

3. Ces prisonniers, au nombre de dix, s'étaient alliés à Edouard III. Six jours après, le 29 novembre, le roi donnait ordre au prévôt de Paris de les exécuter (*Froissart*, éd. Luce III, p. x, n.).

160

[1344], 1^{er} mai. — Livry-en-Launois¹.

Le roi d'Aragon avait demandé à Philippe VI, d'une part, de ne plus tolérer que les parents et vassaux du roi de Majorque portent secours à ce dernier et, d'autre part, de renouveler l'interdiction de sortir du royaume des armes ou des vivres pour Jacques II². Le roi répond qu'il ne lui est pas possible de souscrire à la première demande, mais qu'il accorde la seconde et qu'il écrit en ce sens à l'archevêque de Narbonne³, au sénéchal de Carcassonne⁴ et au viguiier de Béziers⁵.

Original sur parchemin percé de fentes, Archives de la couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* 1020.

Serenissimo ac magnifico principi Petro Dei gracia regi Aragonie consanguineo nostro carissimo Philippus eadem gracia rex Francorum, salutem et votivorum successuum incrementa. Noverit vestra magnificentia nos ejus nuper litteras recepisce in quibus nos de duobus requisivistis principaliter et rogastis primo ut litteras quas consanguineo nostro Majoricarum super prestando ei per consanguineos et feodatarios suos regni nostri subsidio dicimur indultisse faceremus confestim per contrarias litteras revocari, convenciones et alligancias unitas inter vestros progenitores et nostros necnon consanguineitatis et amicie quibus unimur invicem federa ad hujusmodi inducentes, secundo ut

1. Livry, Seine-et-Oise, arr. Pontoise, cant. Le Raincy.

2. Lecoy de La Marche a publié (*op. cit.*, II, 346) un ordre du roi du 5 septembre 1343 enjoignant à tous les sénéchaux et viguiers d'interdire la sortie des hommes et des objets pouvant aider le roi de Majorque. Le 13 mai 1344, au Vivier-en-Brie, Philippe VI ordonne aux sénéchaux de Toulouse et de Carcassonne de punir ceux qui, n'étant ni parents ni vassaux du roi de Majorque, lui ont porté secours (Arch. couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* 332, copie communiquée par M^{lle} Vieilliard).

3. Gausbert Du Val.

4. Girard de Roussillon.

5. Peut-être Pons Clair, docteur ès lois, viguiier de Béziers en 1346 (*Gallia regia*, 5109).

inhibiciones per nos factas in vestri favorem alias ne quis arma vel victualia vel alia de regno nostro ad juvandum contra vos dictum consanguineum extraheret faceremus renovari ac inviolabiliter observari, mandando archiepiscopo narbonensi, senescalque Carcassone aut vicario biterrensi quod dictorum inhibicionum transgressores puniantur eas facientes publice iterum proclamari ; ad quarum contenta vestre magnificencie respondemus quod dictas convenciones et alligancias observare volumus nec quicquam facere contra eas amicitiamque que antiquam contractam inter vos et nos tenere inrefragabiliter et augere ; sane dicto consanguineo nostro feodatarios et consanguineos suos quominus eum juvare valeant auferre non possumus rationabiliter nec debemus quia nec vos nec nos nobis tales subtrahi pateremur libenter, inhibiciones autem predictas mandavimus teneri ac eas firmiter observari et jam scripsimus ut petistis dictis archiepiscopo, senecallo ac vicario ut eas de nuo publicari faciant ac ipsarum puniant taliter quod cedat in exemplum aliis transgressores¹ ; capitula autem alliganciarum inter vos et nos iniendarum de novo et super vendicione jurium substitutionis Montispessulani ac feodis baroniarum ejus de quibus vestre alie littere exprimebant cum ea miseritis libenter videbimus ac super eis curabimus respondere. Datum apud Livryacum in Alneto prima die maii.

1. Sic.

161

[1344]¹, 7 mai. — Becoiseau.

Philippe VI demande à Pierre le Cérémonieux d'arrêter les hostilités contre le roi de Majorque.

Original sur parchemin, Archives de la couronne d'Aragon, Perg. extra inv. 1048.

Publiée par Miret y Sans, *Lettres closes des premiers Valois*, dans *Moyen Age*, 1917-1918, p. 70.

1. Miret y Sans date cette lettre de 1349. Il nous semble préférable de retenir l'année 1344. L'obstacle de l'*Itinéraire* n'est pas grave, car les séjours du roi à Paris, les 6 et 8 mai sont loin d'être prouvés par les textes invoqués ; l'ordonnance du 6 mai est dite « *sigillata secundum ordinationes* », ce qui ne requiert pas la présence du roi. Le 13 mai (Arch. couronne d'Aragon, Perg. extra inv. n° 332, pièce communiquée par M^{lle} Vielliard) et le 14 (Lettre close de cette date), le roi est au Vivier-en-Brie. Rien ne s'oppose au séjour de Philippe VI à Becoiseau le 7, car Becoiseau et Le Vivier sont tous deux dans l'arrondissement de Coulommiers, donc proches l'un de l'autre. Cette date correspond mieux aussi avec les événements militaires, car, dès la fin d'avril, Pierre le Cérémonieux a attaqué son cousin (Lecoy de La Marche, *Relat. polit. des rois de France avec Majorque*, II, 127) alors qu'en 1349 c'est Jacques II qui tente de reconquérir son royaume et il ne part à l'attaque qu'au mois d'août.

162

1344, 14 mai. — Le Vivier-en-Brie¹.

Le roi mande au garde du trésor des chartes de délivrer à Firmin de Cocquerel les originaux du traité conclu avec Henri de Bavière, comte

1. Seine-et-Marne, arr. Coulommiers, cant. Rozoy-en-Brie, comm. Fontenay-Trésigny.

palatin du Rhin, et les lettres du roi de Bohême en garantissant l'exécution¹.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret ; la queue découpée au bas du parchemin, qui servait à clore et, sans doute à porter l'adresse, a été arrachée, Archives nationales, J 476, n° 4 (4).

De par le roy

Maistre Jehan de Keuve, nous vous mandons que tantost et sanz delay vous bailliez et delivrez a nostre amé et feal clerc et conseillier maistre Fremin de Coquerel les originalz lettres de certaines convenances pieça faites a nous par noble homme feu Henry jadiz conte palazin du Ryn et duc de Bavière seellees de son seel et aussi les lettres de nostre chier cousin le roy de Boesme seellees de son seel et annexees parmi les lettres dessus dictes par les quelles il nous promist que a son poir il feroit tenir au dit Henry les choses contenues en ses dictes lettres et pour ces choses tenir et garder et non venir encontre s'oblige le dit roy plege envers nous. Et ce ne laissez en aucune maniere. Donné au Vivier en Brye le XIII^e jour de may l'an CCCXLIII.

1. Il s'agit, selon toute probabilité, du traité conclu, le 7 décembre 1333, par Philippe VI et Henri duc de Basse Bavière et comte palatin du Rhin (A.N. J 432, n° 4). Il y était prévu que, si, comme les contractants l'espéraient, Louis de Bavière renonçait à l'empire et était remplacé par son cousin Henri, gendre du roi de Bohême Jean l'Aveugle, celui-ci recevrait du roi de France la somme de 300.000 marcs d'argent fin, en échange de quoi il donnerait en gage à Philippe VI l'évêché de Cambrai et tout le royaume d'Arles (P. Fournier, *Le royaume d'Arles et de Vienne*, p. 396-399). Le 15 février 1334, à Poissy, Jean de Luxembourg garantissait l'exécution du traité (A.N. J 432, n° 5).

En mai 1344, Jean l'Aveugle et son fils Charles de Moravie séjournent à la cour de Clément VI. Ils y posent ouvertement la candidature du futur Charles IV à la succession de Louis de Bavière que le pape songe à déposer. Mais, cette fois-ci, les difficultés viennent de Philippe VI qui voudrait faire payer à Charles de Luxembourg le même prix qu'à Henri de Bavière. La mission de Firmin de Cocquerel en Avignon est certainement relative à cette affaire.

163

[1344], 16 mai. — Le Vivier-en-Brie.

Le roi mande aux gens du parlement qu'il a reçu leur lettre et entendu ce que lui ont rapporté de vive voix Guillaume de Villers¹ et Jean le Vicomte² au sujet du procès et des enquêtes faits contre certains chevaliers de Normandie. Il donne son accord pour la libération de Raoul de Bigars³,

1. Maître des requêtes de l'hôtel. Le 23 avril de cette année il a rendu son compte des voyages qu'il a effectués « *contra septem milites Normannie* » (B.N. franç. 25998, n° 420).

2. Entre 1328 et 1330, Jean Le Vicomte occupe un poste auprès de Jeanne de Bourgogne (B.N. latin 16125, feuillet de reliure). Le 29 décembre 1336, il est nommé à la chambre des enquêtes (Aubert, *Le parlement de Paris* (1886), p. 49).

3. Raoul de Bigars avait participé à l'attaque de la tour de Glatigny appartenant à l'évêque de Bayeux, Guillaume Bertran. Il avait été pris, avec Robert de Thibouville, lors de la reddition de Saint-Sauveur-le-Vicomte, événements qui se sont passés en février et mars 1343. Thibouville et Bigars avaient été mis en liberté provisoire le 25 avril 1343, puis enfermés encore et élargis de nouveau le 29 mai, remis en prison le 31 du même mois, élargis encore le 7 juin. Guillaume de Briquerville avait d'abord réussi à s'échapper de Saint-Sauveur-le-Vicomte, mais avait été pris plus tard (Cazelles, *La société politique...*, p. 153). L'élargissement conditionnel de Jean de Tournebu sera transformé en libération définitive le 6 mars 1345 (*Furgetol.*, 6257).

l'élargissement de Jean de Tournebu et de Guillaume de Briqueville et pour le maintien en prison de Robert de Thibouville.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Archives nationales X 2a 4, fol. 273.

Publiée par La Roque, *Histoire généalogique de la maison d'Harcourt*, tome III, suppl. p. 4.

164

[1344], 28 mai. — Jouy-l'abbaye¹.

Le roi mande aux gens du parlement de tenir compte de la prolongation qu'il a ordonnée à la prière du cardinal de Comminges d'une « journée » qu'avait devant eux le frère de ce dernier² et de l'attribution de la connaissance de cette affaire au duc de Normandie. Il leur ordonne de ne rien faire avant la décision du duc.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Archives nationales, X 2a 4, fol. 225, v^o.

Publiée dans l'*Histoire générale de Languedoc* (1885) tome X, col. 947-948.

1. Seine-et-Marne, arr. et cant. Provins, comm. Chenoise.

2. Gui de Comminges, fauteur de graves désordres dans l'Albigeois.

165

[1344]¹, 23 juin. — Becoiseau².

Le roi, qui craint un débarquement ennemi sur les côtes de Picardie, mande au bailli d'Amiens³, au cas où il se produirait, de s'y opposer, même si les Anglais pénètrent dans les fiefs du duc de Bourgogne, Artois et Boulonnais⁴.

Original sur parchemin, Bibl. nat. *Pièces orig.* 1675, *Laye*, n^o 7.

De par le roy

Bailli d'Amiens, on nous a rapporté que les Anglois sont en mer et qu'il ont entente de descendre en la costiere de Calais et de Bouloigne ou en Picardie pour y porter damage. Si ne savons se ces nouvelles sont

1. Cette lettre est datée par la pièce n^o 3 du même dossier des *Pièces originales* qui est du 6 septembre 1344.

2. Seine-et-Marne, arr. Coulommiers, comm. Mortcerf.

3. Bailli de Mâcon en 1342 (B.N. *Clairambault* 102, n^o 39) Olivier de Laye gouverne le bailliage d'Amiens de 1343 à 1346 (*Gallia regia*, 519). Il sera bailli de Vermandois de 1346 à 1348 (*Journ. trës. Phil.* VI, 4524), maître des requêtes de l'hôtel et sénéchal de Toulouse la même année (Guillois, *Recherches...*, p. 231) gouverneur du duché de Bourgogne en 1353, gouverneur du bailliage d'Auvergne en 1357-1358 (B.N. *P. orig.* *Laye*, n^o 10).

4. L'Artois appartenait à la duchesse de Bourgogne, fille de Philippe V le Long et petite-fille de Mahaut. Le Boulonnais appartenait à la femme de Philippe de Bourgogne, fils et héritier présomptif du duc. Devenue veuve, Jeanne de Boulogne devait épouser le duc de Normandie, futur Jean le Bon.

vraies. Toutevoies ordenez vous par tele maniere et vous tenez si sus vostre garde que, ou cas que il y descenderoient ou voudroient descendre, vous y alissiez le plus efforcement que vous pourrez a la seurté, garde et defense de noz villes et de noz subgez ; et aussi si descendoient en la terre que nostre frere de Bourgoigne et sen filz ont en Artois, en Boulonnois et en celles parties si y alissiez le plus efforcement et les conseillassiez et confortissiez en toutes choses tout au mieux que vous pourriez ; et gardez que en ce ne ait deffaut et nous faites savoir de l'estat et des nouvelles. Donné a Becoisel le XXIII^e jour de juing.

166

[1344]¹, 20 septembre. — Poissy

Le roi envoie aux gens des comptes une information sur un dommage dont un marchand de bois, Henri Aguilier² prétend avoir été victime à la suite d'une mutation de la monnaie et les prie de donner leur avis à ce sujet.

Original sur parchemin percé de fentes, Bibl. nat., Français 25995, n° 56.

De par le roy

Les genz de noz comptes, nous vous envoions souz nostre seel du secré³ un information faite de nostre commandement sur aucuns dommages que Henry Aguilier se dit avoir eu pour la muance de noz monnoies en certaine quantité de bois qu'il achatta du gruyer de Champagne. Si vous mandons que la dicte information vous veez ou faites veoir diligemment et senz nul delay et ce que vous en aurez trouvé et vostre avis de la grace que nous li en devons faire selon le dommage qu'il aura eu nous escrisez bien tost souz voz seaus si que nous en puissions ordener selon ce que bon nous semblera. Donné a Poissy le XX^e iour de septembre.

1. Plusieurs années sont possibles. L'année 1344 présente l'avantage de suivre le rétablissement de la forte monnaie. Le 8 septembre, le roi est à Poissy, venant de Saint-Germain où il se trouve le 7, et allant à Retz où il séjourne le 10. Rien ne s'oppose à ce que le roi, qui est le 18 à Saint-Germain, passe le 20 à Poissy en se rendant à Retz où il arrive le 21 (*Itinéraire*, p. 559).

2. La supplique d'Henri Aguilier est conservée dans le même volume, n° 28. Ce marchand de bois est cité, en 1347-1348 dans Longnon, *Doc. rel. aux comtés de Champ. et de Brie*, tome III, 403 E et 404 N.

3. Le parchemin étant collé sur le papier du registre, le dos n'est pas visible et on ne peut dire s'il reste des traces de ce sceau du secret.

167

1344, 4 novembre. — Le Moncel.

Le roi mande aux gens des comptes qu'appréciant les services que lui rend l'élu de Langres¹ à la chambre des comptes il le nomme « des premiers et souverains » de cette chambre, en l'état des prélats qui y sont ou y ont été.

1. Hugues de Pommard, maître des comptes depuis 1334 (A.N. P 2291, p. 421), évêque de Langres depuis le 10 septembre 1344 (Déprez, *Clément VI — Lettres...*, n° 1090). Il meurt avant le 8 mai 1345 (A.N. X 1c 174).

Original perdu.

Copie enregistrée à la chambre des comptes, *Mémorial B*, fol. 181^a, également perdue.

Publiée d'après cette copie dans la *Gallia Christiana*, tome IV, col. 622 note.

168

[1344], 22 novembre. — Meaux.

Le roi mande aux gens du parlement d'interdire aux prélats et abbés de plaider par procureur, sauf en cas d'impotence ou de maladie, et ce dans un délai d'un mois après la publication de cette ordonnance.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Arch. nat., X Ia 8848, fol. 189 v^o.

De par le roy

Nos gens de nostre parlement, nous avons ordené estre personnelment par lonc temps en nostre present parlement et pour ce et autres causes voulons que les prelatz qui a faire y auront y soient en leurs personnes et rappellons toutes graces ottroiees a touz prelatz et abbez de nostre royaume pour plaider par procureur en ycellui parlement et que grace ne leur en soit faite se n'est pour cause d'impotence ou de maladie. Si vous mandons que nostre dicte ordonnance vous publiez et le faites savoir a touz les procureurs des dessus nommez que dedans un mois apres vostre publication il le facent savoir a leurs maistres ou il n'y seront plus receu. Escript a Meaulx le XXII^e jour de novembre.

169

1345 (n.st.), 28 janvier. — Bois de Vincennès.

Les gens des comptes ayant fait observer au roi que la vente à Etienne Le Chat, échançon¹, par la veuve d'Ourry Lallemand² de la rente viagère dont elle jouissait sur Miéville-au-Loge le lésait, Philippe VI annulle le consentement qu'il avait donné à cette cession.

Original perdu.

Copie enregistrée par la chambre des comptes, *Mémorial B*, fol. 178, également perdue.

Copie du xviii^e siècle, Arch. nat., P 2291, p. 611.

De par le roy

Nos gens des comptes, nous avons veu ce que escript nous avez sur ce que vous n'avez mie passee les lettres par nous octroiees a Estienne le Chat, nostre eschançon, que il peust achater de la fame feu Ourry Lalemant cent livres de rente que elle prent a sa vie sur nos prevostez

1. Etienne Le Chat est encore échançon du roi en 1349 (*Journ. trés. Phil. VI*, 2186).

2. Ourry Lallemand, sergent d'armes en 1298⁷ (*Journ. trés. Phil. IV*, n^o 175), chevalier en 1322 (*Journ. trés. Charles IV*, n^o 2637). Voir sur lui A.N. JJ 66 n^o 278.

et revenus de Mieville ou Loge pour ce que ce est nostre propre domaine et nous doivent revenir apres sa mort, et toutesvoies aviens octroïé audit Chat qu'il tenist la dicte rente toute sa vie ce il survi-vait la ditte femme, et ainsi par ceste et semblable voye qui poroient venir a accoustumance nos domaines bailliez a vie ne nous revenroient point. Si vous faisons sçavoir que nous ne voulons point que cette grace ne autres semblables que nous faisons audit Chat ou a autre ou lieu dessusdit ne autre part soient passees, car nous ne l'avons mie faite avisément ne n'entendons a faire semblable si nous en sommes avi-siez. Escript au bois de Vinciennes le vingt huitiesme jour de janvier mil trois cent quatreante quatre.

170

[1345]¹, 11 mars. — Le Val-Notre-Dame

Le roi fait savoir aux gens du parlement qu'il a fait, par délibération de son grand conseil, une ordonnance sur les chambres du parlement, des enquêtes et des requêtes du palais et qu'il l'a envoyée à la chambre des comptes. Celle-ci leur en donnera copie². Ils devront l'exécuter intégrale-ment et ne pas donner suite aux mandements qui n'y seraient pas con-formes.

Original perdu.

Copie également perdue enregistrée par la chambre des comptes, *Mémorial B*, f° 147 v°.

Copie enregistrée au parlement, Arch. nat., X 1a 8602, f° 7 v°.

Copie du XVIII^e siècle, Arch. nat., P 2291, p. 501.

Publiée dans les *Ordonnances des rois de France*, tome II, p. 220,

par Lancelot, *Mémoires concernant les pairs de France*, p. 522-524,

et par Decrusy et Isambert, *Recueil général des anciennes lois franç.*, tome IV, p. 498-499.

1. La copie des Archives nationales (P 2291, p. 501) porte la date du 10 mars. La copie enregistrée au parlement porte la date du 11 mars, sans date d'année.

2. C'est la grande ordonnance sur le parlement, les enquêtes et les requêtes du palais.

171

[1345], 7 mai. — Bois de Vincennes.

Le roi confirme l'ordre donné de vive voix au prévôt de Paris¹ de déli-vrer Geoffroy de Dinant, détenu à Paris, et de le remettre au duc de Bre-tagne².

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Arch. nat., X 2a 4, fol. 189 v°.

De par le roy

Prevost de Paris, nous te mandons que Gaufroï de Dinant, cheva-lier, lequel est detenu ou arrêté prisonnier a Paris par les gens de nostre

1. Guillaume Gormont.

2. Charles de Blois.

parlement ou par toy de nostre commandement tu delivres et le envoies devers nostre tres cher et feal neveu le duc de Bretagne ainsi comme commandé le te avons de bouche, et nous mandons par ces lettres a nos dictes gens de parlement que en ce ne te empeschent en aucune maniere. Donné au bois de Vincennes le VII jour de may.

172

1345. 16 juin. — Baug ¹.

Sur la proposition des gens des comptes, le roi nomme le petit clerc des comptes Clarin Le Paumier² maître clerc de cette chambre en remplacement de Roger de Baleham, récemment trépassé, et veut qu'il ait les droits, profits et émoluments de cet office.

Original perdu.

Copie à la bibliothèque de Rouen, coll. *Menant*, tome I, fol. 9-10 et 27-28.

Publiée par Viard, *La chambre des comptes de Philippe VI* dans B.E.C. 1932, p. 358.

1. Maine-et-Loire, arr. Saumur, ch.-l. de cant.

2. Petit clerc des comptes depuis le règne de Charles IV (*Journ. tr s. Charles IV*, 2880), chanoine de Rouen sur la présentation de ce roi (Mollat, *Jean XXII — Lettres comm.* 17816), Clarin Paumier fut reçu maître des comptes le 20 juin (Viard, *La chambre des comptes de Ph. VI*, p. 358), Un Clarin Paumier junior, clerc du diocèse de Laon, se fait recevoir moine de l'abbaye Saint-Vincent de cette ville le 3 juillet 1331 (Mollat, 54142).

173

[1345]¹, 18 juillet. — La Suze².

Le roi demande au sire de Laval d'accepter qu'un impôt de quatre deniers par livre³ soit de nouveau levé, pour un an, en ses terres d'Anjou et du Maine, comme l'ont déjà accepté le vicomte de Beaumont⁴, le sire de Mathefelon⁵, Geoffroy de Beaumont⁶ et d'autres seigneurs, ainsi que les villes. Philippe VI attend sa réponse et lui demande, en même temps, de se tenir prêt et garni pour le combat.

Original perdu.

Copie du XVIII^e siècle, Arch. nat. MM 746, p. 285.

Publiée dans l'*Art de vérifier les dates*, t. XIII (1818) *Chronol. hist. des sires de Laval*, p. 119.

et, en partie, par Viard, *Les ressources extr. de la royauté sous Phil. VI de Valois*, dans *Rev. des quest. hist.* (1888), tir.   part, p. 21-22.

1. Cette lettre est datée à tort de 1340 par Viard et par l'*Art de vérifier les dates*. Viard n'a pas reproduit cette erreur dans son *Itinéraire*.

2. Sarthe, arr. Le Mans, ch.-l. de cant.

3. C'est un impôt sur les transactions commerciales que Philippe VI cherchait à généraliser. Le 30 août 1341, Maurice Chamaillart et Philippe Nicolas avaient déjà été envoyés en Touraine et Anjou pour obtenir des barons et des  glises que l'impôt de 4 deniers par livre coure en leurs terres comme dans les villes royales (A.N. P 2291, p. 565).

4. Jean de Brienne, vicomte de Beaumont-sur-Sarthe.

5. Thibaud sire de Mathefelon, chambellan du roi.

6. Seigneur du Lude, également chambellan du roi.

174

1345, 4 novembre. — Bois de Vincennes.

Le roi, qui a donné à Guillaume Le Maréchal ou de Champagne¹ et à Roberge, sa femme, le manoir de La Grimaudière² mande aux gens des comptes que ce manoir ne sera donné à aucun autre solliciteur et ordonne qu'on le délivre audit Guillaume³.

Original perdu.

Vidimus inséré dans un mandement, Archives nat. JJ 75, n° 369.

De par le roi

Les genz de noz comptes a Paris, comme nous avons donné de par noz autres lettres a Guillaume de Champaigne, dit le Marechal, a Roberge, sa fame, pour euls et pour leurs hoirs et pour ceulz qui d'euls auront cause le manoir et la terre de la Grimaudière et les appartenances d'icelle juques a la value de cinquante quatre livres a par. de rente parmi lequel don nous sommes quittes et deschargiés des gages que ledit Guillaume prenoit sur nous pour cause de sa mace si comme il vous apparaitra par noz autres lettres, si vous mandons que ce n'est pas nostre entencion de bailler ledit manoir ne la dicte terre a autres personnes que au dit Guill. et a sa fame et voulons que vous li delivrez par maintenant en la maniere qu'il est contenu en noz dictes lettres du don que fia li a⁴ en avons, non obstant quelcunques lettres empetrees ou a empetret de nous sur ce au contraire. Donné au boys de Vincenes le IIII^e jour de novembre l'an de grace mil CCC quarante et cinq.

1. Guillaume de Champagne est sergent d'armes et garde du séjour du roi (*Journ. trés. Phil. VI, 741*).

2. Le manoir et la terre de la Grimaudière se trouvaient dans le bailliage de Cotentin. Le 27 juillet 1344, Philippe VI avait donné à Guill. Le Maréchal, en paiement de ses gages, 54 livres de rente sur la forfaiture de Jean de La Roche-Tesson, rente qui devait être payée par le seigneur de Basqueville-en-Caux (A.N. JJ 75, n° 205). Mais, le 24 décembre 1344, le roi dispense le sire de Basqueville du paiement de cette rente et donne en échange au garde du séjour le manoir de la Grimaudière, à concurrence de 54 livres de rente.

3. Ces lettres sont closes, comme l'annonce le mandement où elles se trouvent incorporées : « Et ce avons donné a noz dictes gens des comptes par nos lettres closes dont la teneur s'ensuit. »

4. Ces trois mots qui n'ont pas de sens sont une erreur du notaire pour « fait à li ».

175

[1345]¹, 21 novembre. — Bois de Vincennes.

Philippe VI écrit à Pierre le Cérémonieux pour s'excuser d'avoir, dans une lettre précédente, qualifié Jacques II du titre de roi de Majorque et

1. On peut hésiter, d'après l'itinéraire du roi, à dater cette lettre de 1345 ou de 1347. 1347 semble devoir être écarté, car Philippe VI ne saurait être alors disposé à attaquer Edouard III au printemps suivant, une trêve ayant été conclue.

La lettre où Jacques de Majorque est appelé roi paraît perdue. En tous cas il ne s'agit pas de celle du 27 mars 1342, car, s'il y est bien question d'une armée contre les Anglais, il n'y est pas fait mention de Jacques II.

lui rappelle qu'il compte sur un contingent aragonais pour l'armée qu'il entend faire agir contre les Anglais en mars ou avril prochains.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Arch. de la couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* n° 1072.

Illustri ac magnifico principi Petro Dei gracia regi Arragon. consanguineo nostro carissimo, Philippus eadem gracia rex Francorum salutem et prosperos ad vota successus. Consanguinee carissime, XVIII^a die presentis mensis novembris vestras recepimus litteras in quibus erat insertus aut inclusus tenor quarundam litterarum ex parte nostra alias vestre magnificencie directarum que quidem nostre littere de quadam armata quam contra regem Anglie circa mensem aprilis aut marcii facere proponimus faciebant plenius mencionem, super quibus nullum nobis fecistis responsum eo quod dubitationem accepistis quod predictae nostre littere a nostra consciencia minime processissent prout in vestris litteris continetur. Sane, preclare princeps, predictas nostras litteras fieri precepimus sed, per ignoranciam aut scriptoris errorem, fuit ibi scriptus rex Majoricarum quia diu est quod ipsum non vocavimus regem, sed ipsum vocavimus consanguineum nostrum Majoricarum illustrem et, licet plures litteras nobis transmiserit clausas in quibus se vocat et dicit regem, sciat vestra magnificencia quod ad suas litteras minime curavimus per aliquas litteras respondere ; et, consanguinee carissime, cognoscat indubitanter vestra excellencia regia et sciat quod armatam predictam et circa tempus predictum fieri ordinaverimus, domino concendente, eapropter vestram celsitudinem de qua plenam gerimus fiduciam caro deprecamus affectu quatinus, in casu quo pro gentibus de terris vestris habendis vestre magnificencie mittemus aut scribemus, velit eadem magnificencia proinde disponere et prompte quod de predictis terris habeamus speciales et bonos arbalisterios cum aliis personis pro dicta armata necessarios secundum quantitatem quam vobis intimabimus aut scribemus cum fuerit oportunum, disponentes quod tales sint et sic electi sicuti pro conservacione et honore vestre acciperitis persone. Et ipsis pro vadiis suis facta erit competens satisfactio et condigna. Datum apud nemus Vincenarum XXI^a die novembris predicti mensis.

176

[1346]¹, 24 janvier. — Poissy.

Philippe VI, à la prière de la reine de Navarre, demande au roi d'Aragon de permettre au comte de Terra Nova de se rendre en Navarre pour une affaire dont l'a chargée cette reine.

Original sur parchemin percé de fentes, Arch. de la couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* n° 1069.

Serenissimo principi P. Dei gracia regi Aragonum illustri consanguineo carissimo Philippus eadem gracia rex Francorum salutem et

1. Philippe d'Evreux paraît décédé, puisqu'il n'est question que de sa femme dans cette lettre. Celle-ci ne pourrait donc être antérieure à 1344. L'année 1346 semble seule possible ; le roi passe à Poissy la seconde quinzaine de janvier.

sincere dilectionis affectum. Princeps serenissime, ad supplicationem neptis nostre carissime regine Navarre de fidelitate, sciencia et diligencia dilecti et fidelis militis et consilarii nostri comitis Terre Nove multum non immerito confidentis vos attente rogamus ut dictus comes ad partes regni Navarre pro expeditione negotiorum neptis nostre predictæ secundum quod per ipsam eidem comiti commissum fuerit ire valeat ac ipsi comiti licenciam concedere gaciose velitis, inde nostri ac neptis nostre predictæ contemplacione facientes quod propter hoc vobis teneamur ad merita graciaram. Datum apud Pissiacum XXIIII^a die januarii.

177

1346, 25 mars. — [Poissy]¹.

Le roi décide que les gens de la chambre des comptes et du trésor, sauf les chevaliers bannerets et les prélats, recevront chaque année les mêmes gages et pensions qu'ils touchaient avant une certaine ordonnance².

Original perdu.

Cette lettre n'est connue que par une mention des *Journaux du trésor* (éd. Moranvillé, dans B.E.C. 1888, p. 177, n° 113, et éd. Viard, n° 288).

1. L'*Itinéraire* montre que le roi séjournait ce jour-là à Poissy.

2. Il s'agit vraisemblablement de l'ordonnance du 2 octobre 1345 qui supprimait pour une année les gages des officiers (Ord. II, 235).

178

[1346], 18 avril. — Saint-Germain-en-Laye.

Le roi fait savoir aux gens des comptes qu'il a retenu son secrétaire Robert de Lorris comme maître clerc et lai à la chambre des comptes, tout en lui conservant son office de notaire-secrétaire. Il pourra se faire aider par un petit clerc de son choix à condition que celui-ci soit compétent¹.

Original perdu.

Copie également perdue enregistrée par la chambre des comptes, *Mémorial B*, fol. 190.

Copie du XVIII^e siècle, arch. nat. P 2291, p. 669.

De par le roy

Gens de nos comptes, sçavoir vous faisons que notre amé et feal secretaire M^e Robert de Lorris nous avons mis et retenu en l'état de maître de la chambre de nosd. comptes comme clerc et lay et avons fait prendre par le chancelier en notre présence le serment de luy en la maniere accoustumee et luy avons réservés et reservons l'état et office de notaire et secretaire qu'il a par devers nous et Jean notre fils avec led. état de nostre ditte chambre. Si vous mandons que vous le recevez aud. office de maître de notred. chambre et le faittes entiere-jour des gaiges, droits, profits et esmolumens accoustumez aud. office

1. Ce clerc, qui s'appelle Gontier, est institué le 3 mai suivant.

en la maniere et si comme vous joissiez, et li laissiez instituer et mettre sous luy un clerc en nostre ditte chambre ainsy comm'il est accoustumé que les maîtres clercs de notre chambre les y mettent cessant tout empechement, mais que le clerc soit a ce convenable. Donné a Saint Germain en Laye le dix huitieme jour d'avril.

Du commandement du roy.

P. d'Aunoy.

179

1346, 6 octobre. — [Le Moncel]¹.

Le roi ordonne d'expédier, sans s'arrêter à aucune difficulté, un acte confirmant un privilège accordé par Philippe Auguste aux habitants d'Arras et concernant l'élection de leurs échevins².

Original perdu.

Mention à la fin d'un acte enregistré à la chancellerie, Arch. nat. JJ 76, n° 249, fol. 152³.

1. Ce jour-là le roi se trouve au Moncel-lez-Pont-Sainte-Maxence, localité où il séjourne sans interruption depuis le 10 septembre.

2. Une seconde confirmation interviendra le 13 août 1347, pendant un séjour du roi à Arras (Cazelles, *La société politique...*, p. 227).

3. « *Sine financia de assensu gentium compotorum, presentibus domino episcopo Claromontensi, S. de Briaco (sans doute de Buciacio) et J. Richerii, militibus, quia rex mandavit per litteras suas clausas datas VI^a octobr. MCCCXLVI quod transiret sine difficultate.* Clarinus. »

180

1346, 14 décembre. — Maubuisson.

Le roi mande au chancelier qu'il a décidé qu'il n'y aurait plus en la chambre des comptes que trois maîtres clercs, Jean Laigle¹, Jean de Mézières², Ligier Moriend³, et quatre maîtres laïcs, Pierre Belagent⁴, Jean de Milon⁵, Jean de Saint-Quentin⁶ et Jean d'Hangest⁷, douze petits clercs des comptes et un clerc du trésor. Il lui ordonne de les installer et d'ôter tous les anciens qui seront pourvus d'autres offices selon leurs états de service.

Original⁸ perdu.

Copie enregistrée à la chambre des comptes, *Mémorial C*, fol. 1, également perdue.

Copie du XVIII^e siècle, Archives nat. P. 2292, p. 1.

1. Garde des lettres et chartes de Philippe de Valois avant son avènement (A.N. JJ 268, f° 1 v°), Jean Laigle est institué clerc des comptes le 8 février 1328. Mis à pied le 27 mars 1357, il fut réintégré le 28 avril de la même année et mourut en 1364 (*Journ. trés. Charles IV*, p. 147 n.).

2. Jean de Mézières était jusqu'alors maître de la chambre aux deniers de la reine (*Journ. trés. Phil. VI*, 187 et 197).

3. Ligier Moriend a commencé sa carrière comme clerc d'Amaury de La Char-moye. Il fut également destitué, puis réintégré en 1357.

4 et 5. Anciens prévôts de Paris.

6. Ancien bailli d'Amiens (en 1339) et de Rouen (1344-1346). Echevin d'Amiens dès 1332 et maire de cette ville en 1339 et 1342 (Veyrat, *Les baillis de Rouen*, p. 65).

7. Membre de la chambre des enquêtes en 1340 et 1341 (Aubert, *Le parlement de Paris* (1886), p. 371 et 372), également destitué et réintégré en 1357.

Publiée d'après le *Mémorial C* dans les *Ordonnances des rois de France*, tome II, p. 251,

Publiée par [Le Chanteur], *Dissertation sur la chambre des comptes*, Paris (1765), p. 248.

Publiée en partie dans les *Ordonnances, édits, déclarations... concernant l'autorité et la juridiction de la chambre des comptes*,

Paris (1728) 1^{re} partie, p. 28,

et par Decrusy et Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, tome IV, p. 530.

181

[1347], 8 avril. — Le Moncel.

Le roi demande aux habitants de Reims d'envoyer des représentants à l'assemblée qui doit se tenir à Amiens, avec les députés des villes de Picardie, en présence du duc de Normandie, le mardi après la quinzaine de Pâques¹ pour faire aide de gens d'armes, délivrer Calais et défendre le pays.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Archives municipales de Reims, carton 734, *Mélanges*, liasse 6.

De par le roy

Nos bien amés eschevins, bourgeois et habitans de Reims, savoir vous faisons que nagueres nous mandasmes par nos autres lettres a la ville de Tournay, de Lile, d'Amiens, de Saint Omer et a plusieurs autres du pays de Picardie que il envoiasent aucuns de euls a Amiens au jour de pasques derr. passé par devant nostre tres chier et amé filz le duc de Normandie et de Guienne pour oyr ce que nous et nostre dit filz leur voudrions faire dire et requerre. Auquel jour il envoierent bien et souffisamment et leur fist nostre dit filz dire et requerre de par nous en sa presence comme nous le aiens envoié ou pays par dela pour approchier noz anemis especialment pour lever le siege qui est devant Calais se faire se pooit bonnement et pour faire autrement tout ce que bon seroit pour la defense et seurté du pays, que il li vousissent conseiller se il estoit bon que il se traistist celle part pour lever le dit siege et comment il le porroit mieulz faire et autrement pourveoir a la seurté du pays, et aussi que, comme il ne le peust pas bien faire sans leur aide, que il li vousissent aidier de gens d'armes a cheval et a pié en tele maniere que il peust garder l'onneur de la couronne de France et faire le profit du pays. Sur les queles choses les bonnes gens qui illecques estoient envoiés pour les dictes bonnes villes respondirent et se offrirent bien et gracieusement, mais, pour ce que il ne savoient pour quoi on les avoit mandé ne que l'en leur devoit dire, il demanderent une autre journee dedens la quele il peussent avoir parlé aus dictes bonnes villes qui avoiees les avoient, la quele journee leur fu octroïee au mardy prochain apres la quinzaine de pasques. Mais toutesvoies dirent il que il se merveilloient comment vous n'avés envoié a la dicte journee comme vous feussies du pays de Picardie et la chose

1. 17 avril.

vous touchast aussinc comme a eulz, et requirent que vous feussiés mandés a la journee dudit mardy qui vient apres la quinzaine de pasques. Pour ce est il que nous qui avons tres grant fiance de vous, de vostre sens et loyauté et qui bien pensons que tout le conseil et aide que vous porrés donner afin que l'onneur de nous et de la couronne de France soit gardee et que le pays de Picardie demeure en pais et en tranquillité, vous requérons et mandons que vous veuilliés avoir conseil et deliberation entre vous sur les choses dessus dictes et que a la dicte journee du mardi apres la quinzaine de pasques vous veuilliés envoyer a Amiens aucuns de vous des plus soffisans et de ceulz qui mieulz s'entendent en teles choses, tous enfournés de vostre volenté et pour conseilier nostre dit filz des choses dessus dictes et pour li respondre quele aide de gens d'armes a cheval et a pié vous nous voudrés faire, quar nous voulons que il face tousiours de vostre conseil et des autres bonnes villes ; et toutesvoies vous prions nous que des gens a pié que vous li voudrés envoyer vous li envoïés le plus que vous porrés arbalestriers bien arreés et targiés et li veuilliés faire tele aide que ce soit a l'honneur de vous et au proffit du pays. Donné au Moncel les Pont Sainte Maixence le VIII jour d'avril¹.

1. Cette lettre est analysée, mais non publiée par Varin (*Archives administratives de la ville de Reims*, tome II, p. 1151, DLXII).

182

[1347] 27 avril. au soir, — Montdidier.

Le roi écrit à sa femme qu'il n'a institué de capitaines de gens d'armes servant à leurs frais que dans les régions de Paris, d'Orléans et de Sens, qu'il n'en fera plus et qu'il veut que ceux qui doivent le servir pour le fait des Lombards usuriers s'apprentent¹. Aucune lettre de don ne doit être passée si elle n'est fondée sur la charité, la nécessité ou le profit de la couronne.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Bibl. nat. coll. *Picardie*, vol. 238, n° 35.

Dame, nous avons bien veu ce que escript nous avez. Si ne sommes recordans avoir fait aucuns capitaines de genz d'armes qui nous doivent servir au leur se ce n'est de Paris, d'Orlenois et de Sens et n'en pensons plus a faire et n'est pas nostre entente que, se aucun des diz capitaines ou de ceuls qui seront avec euls nous doivent service ou pour

1. Le 12 février 1347, le roi a donné des ordres secrets aux baillis et sénéchaux de faire arrêter les Lombards pratiquant l'usure, de saisir leurs biens et d'annuler leurs contrats (*Hist. de Languedoc*, IX, 602). Le 28 mars, il ordonne que les débiteurs des Lombards seront quittes en payant au trésor le « pur sort », c'est-à-dire la somme primitivement empruntée, déduction faite de tous les intérêts (Guérin, dans *Arch. hist. Poitou*, XIII, 361). Certains chevaliers ont été autorisés à se libérer envers le trésor en accomplissant un temps de service militaire sans gages ; c'est ainsi que Pierre de Chilly qui avait emprunté, en 1342, aux Scaramps et aux Angoissoles 370 livres faibles se voit libéré de cette dette, confisquée par le roi, en le servant en sa guerre avec quatre hommes d'armes à ses propres coûts (B.N. P. orig. 751 (17127) n° 2). Cette pratique devait présenter des inconvénients, car elle ne fut pas généralisée.

euls ou pour le fait des lombars usuriers, que pour ce en soient quittes, mais est nostre entente que il nous facent le service que faire nous doivent. Si faites sur ce savoir comment il en est et quïex genz nous doivent service afin que il le nous facent en tele maniere que fraude n'y ait ; et faittes aussi ordener que ceuls qui servir nous doivent pour le fait des diz Lombars soient prest et en bon arroy pour nous faire et paier le dit service, car il y sont bien tenuz et leur avons fait grant grace et grant courtoisie ; et ne voulons que quelconques dons que nous faciens soient passez ce ce n'estoient choses piteables et necessaires et prouffitables a passer. Li sainz esperiz vous ait en sa sainte garde. Escript a Montdidier le XXVII^e jour d'avril au soir.

183

[1347], 28 avril. — Davenescourt¹.

Le roi fait savoir à sa femme qu'il mande aux abbés² et aux trésoriers de délivrer au comte de Flandre³ qui a fui son pays et manque d'argent, huit grands chevaux que ses gens achèteront à Paris, et au sire de Saint-Venant⁴ mille livrées de chevaux.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Bibl. nat. coll. Picardie, vol. 238, n° 34.

Copie à la bibl. de Rouen, coll. Menant, t. XI, fol. 157 v°. Publié par H. Moranvillé dans son édition de la *Chronographia regum francorum*, t. II, p. 239, note.

1. Somme, arr. et cant. Montdidier.

2. A la fin de 1346, les abbés de Saint-Denis, Corbie et Marmoutier avaient été chargés de contrôler les dépenses.

3. Louis de Male a quitté son comté à la fin de mars (Froissart, éd. Luce, IV, p. xiv, n.). Au mois de mai, Philippe VI lui donnera 50 l.p. par jour pour soutenir son état (Journ. trës. Phil. VI, 571 et 572).

4. Robert de Wavrin, seigneur de Saint-Venant, sénéchal de Flandre, maréchal de France de 1346 à 1348.

184

[1347], 30 avril. — Davenescourt.

Philippe VI repousse la suggestion de la reine de prier les nobles de l'Ile-de-France de servir à leurs propres frais un certain temps. Il la prie de faire parvenir à Amiens tout le matériel dont il a besoin : artillerie, canons, pavois et autres « artifices », car son intention est de partir le 8 mai contre l'ennemi¹, n'attendant que de l'argent pour occuper ses gens d'armes.

Original perdu.

Copie, Bibl. de Rouen, Menant, t. XI, fol. 156 v°.

Publiée par J. Viard, *Le siège de Calais*, dans *Moyen Age*, 1929, p. 169, note.

1. Le roi est à Amiens le 5 mai et à Arras le 21 (Itinéraire, p. 576).

185

[1347], 1^{er} mai. — Montdidier.

Le roi fait savoir à sa femme qu'il désire que l'évêque de Senlis publie les sentences contre les Flamands, car les cardinaux ne le feraient pro-

blement pas assez rapidement¹. Aussitôt qu'il connaîtra la réponse de ses bonnes villes, il quittera Montdidier à petites journées en attendant ses troupes². Il n'a pas l'intention de céder à l'archevêque et à l'évêque envoyés par le Saint Père³, car si le pape est le maître du spirituel, lui-même l'est en ce qui concerne le temporel des ecclésiastiques quand il s'agit de la défense du royaume. Toutefois, si ces prélats viennent jusqu'à lui, il ne leur fera pas de réponse trop brutale, eu égard à l'amitié qu'il porte au Saint Père. Il renvoie à Jeanne de Bourgogne l'archidiacre de Lodève⁴ muni de ses instructions.

Original sur parchemin, Bibl. nat. Français 25698, n° 160 bis.

Dame, nous avons veu ce que escript nous avez et oy ce que nous a dit de par vous l'arcedyacre de Lodeve. Si voulons quant a la publication des sentences contre les Flamens que tantost et sanz delay y envoieiez l'evesque de Senliz pour les publier ainsi comme autrefois vous avons escript et qu'il n'y ait point de delay, car qui s'en attendroit aus cardinaulz il y pourroit entrevenir trop d'empeschemens et de delays, laquel chose ne nous plairoit point. Si faites haster et avancer ledit evesque car nous ne pensons pas a faire lonc seiour mais que nous ayons response de noz bonnes villes et quant nous partirons nous ferons petites journees en attendant noz genz. Et quant a l'arcevesque et l'evesque que le saint pere a envoieiez par deça nous tenons sanz rappeler en doubte que quant a la deffension de nostre royaume chascun est tenu et y est le temporel de chascun de quelque estat qu'il soit tenuz et obligiez et nous ou cas de la dicte deffense qui en sommes souverain seigneur le povons prendre se les personnes qui le tiennent n'y mettent et exposent le corps ou les biens, car c'est pour leur defension et le bien commun et ce tenons de Dieu et non d'autre ne le saint pere ne s'en a de rien a merler ne nous ne le souffrerions, mais quant est de l'espirituel face en ce que a luy en appartient. Toutesvoies pour ce que nous tenons fermement que le saint pere aime nous

1. Ce n'est pourtant pas l'évêque de Senlis qui publie les nouvelles sentences pontificales contre les Flamands qui ne se rallient pas à la nouvelle politique de leur comte. Gilles le Muisit écrit que, le 12 mai, les deux cardinaux, Annibal de Ceccano et Etienne Aubert arrivent à Tournai et que, le lendemain, en l'église Notre-Dame de cette ville, ils promulguent à tour de rôle ces sentences et les font afficher revêtues de leurs sceaux (Ed. Lemaître, p. 175-176).

2. Il est question ici, selon toute vraisemblance, de la réunion des villes de la rivière d'Oise dont il est question dans Varin. (*Arch. adm. Reims*, II, 1150.) Cette réunion se tint peu après celle des villes picardes (*Lettre close*, n° 181, 8 avril). Il est curieux que Reims, qui est séparée de la Picardie par l'Oise, ait été invitée à se joindre à l'assemblée des villes picardes et non à celles des villes de l'Oise.

3. Le 13 février 1347, Philippe VI, à l'imitation d'Edouard III, avait fait saisir les revenus des prébendes des prélats et des clercs ne résidant pas dans le royaume. Les cardinaux, lourdement atteints par cette mesure, protestèrent auprès du pape et Clément VI envoya à Paris Guillaume Lamy et Pasteur de Sarrats pour demander le retrait de la mesure. La reine intervint, comme cette lettre le confirme ; elle obtint que les revenus des cardinaux et des clercs, résidant à la cour pontificale ne seraient pas atteints par cette saisie (Mollat *Les papes d'Avignon*, 9^e éd., p. 402).

4. Bérenger de Montaut, maître des requêtes de l'hôtel depuis 1344 (Guillois, *Recherches...*, p. 237), Il deviendra chancelier du Dauphiné sous le règne de Jean II (Delachenal, *Hist. de Charles V*, I, p. 49 et note).

et nostre royaume, se les dits arcevesque et evesque viennent devers nous, nous leur ferons tel response pour amour et reverence du saint pere qu'il leur devra par raison souffire. Et de ces choses vous pourra parler plus plainement le dit arcedyacre a qui nous en avons dit nostre volenté. Li sainz esperiz vous ait en sa garde. Donné a Montdidier le premier jour de may.

186

[1347], 11 mai. — Lucheux¹.

Le roi, qui va se porter au devant de l'ennemi, demande aux habitants de Reims, tout en assurant la bonne garde de leur cité, de venir renforcer ses troupes. Il estime que ceux que ne l'aident pas en ces circonstances ne lui seront jamais d'aucun secours.

L'original qui se trouvait au siècle dernier aux archives de la ville de Reims a disparu depuis.

Publiée par Varin, *Archives administratives de la ville de Reims*, tome II, 2^e partie, p. 1153.

1. Somme, arr. Amiens, cant. Doullens.

187

[1347], 15 mai. — Amiens.

Philippe VI adresse au roi d'Aragon des messagers qui lui expliqueront la conduite qu'il a suivie dans l'affaire relative à la capture en territoire français, par une troupe d'Aragonais, de deux hommes, dont un prêtre, originaires du royaume de France, affaire sur laquelle une enquête a été effectuée et transmise au parlement de Paris.

Original sur parchemin, Archives de la couronne d'Aragon, Perg. extra inv. 1016.

Serenissimo principi Petro Dei gracia Aragon. regi illustri consanguineo nostro carissimo Ph. eadem gracia Franc. rex salutem et successus magnificos ac votivos. Super hiis que inter cetera noviter benivole scripsistis nobis de facto captionis duorum hominum, altero sacerdote, de regno nostro originem, ut dicitur, habentium, ibidem apprehensorum per officiales et subditos vestros cum armato exercitu regnum vestrum exeuntes propter hoc et nostrum violenter ingressi ubi dictos homines ceperunt et eosdem constitutos prisionarios de nostro ejecerunt et in vestro vi armata transtulerunt districtu, super quibus et amplioribus excessibus circa hec per gentes vestras predictas commissis in regno nostro informatio ante litterarum vestrarum oblationem facta extiterat et parlamento nostro remissa exindeque clamosa insinuatio auditui nostro exposita gravem predictorum indicans actionem, majestati vestre latius explicandam que eo quod delicti commissi presumptionem displicibiliter prius percepimus quam ex parte vestra super premissis sollicitationem aliquam aut requestam emitti vel fieri scivissemus pocius nos admonent admiratione affici vehementi, verumtamen nephandi criminis lese majestatis nobis abhominabilis in immensum in personis regalibus conspirati committi enormitate pensata cujus occasione suggestum vobis fuisse videtur contigisse predicta serieque

litterarum vestrarum prospecto et nichilominus multiplicatione aliarum requestarum hiis diebus per vestras litteras factarum attento pondere que non possunt sine difficultate aut lesione justicie commodè brevius adimpleri vel tutius ordinari, arbitantes nedum expediens esse ymmo necessarium pro bono negociorum de meritis eorumdem et eorum circumstantiis universis vestram excellenciam plenius informari ut neutris nostrorum intentio claudicet super illis sed factorum veritate concepta salubrius et tutius procedatur vice mutua in predictis, certos nuncios nostros destinavimus ad vestram presenciam accessuros et eidem vive vocis oraculo exposituros ex parte nostra merita omnium predictorum quatenus nostra mens de eisdem extitit informata qui etiam referre poterunt aliqua ex requestis vestris predictis jam exequi ordinata et pandere super omnibus nostre intentionis affectum cum quibus super premissis et allis similibus emergentibus hinc et inde colloqui poterit et tractari qualiter exinde tam opportuna quam debita restitutio et emenda ac ministratio et executio justicie cum decenti tolerancia subsequantur ad utriusque nostrum beneplacitum et optatum perque mutua generis identitas et amoris observancia semper crescat zelo benivolo illibato. Datum Ambianis XV^a die maii.

188

[1347], 27 mai. — Arras.

Philippe VI annonce au roi d'Aragon qu'il lui adresse ses conseillers l'évêque de Théroouanne¹ et Robert de Charny².

Original sur parchemin, Archives de la couronne d'Aragon, Perg. extra inv. n° 3317.

Serenissimo principi Petro Dei gracia regi Aragonum consanguineo nostro carissimo Philippus eadem gracia Francorum rex salutem cum votivorum successuum incrementis. Princeps serenissime, dilectos et fideles consiliarios nostros episcopum morinensem et Robertum de Charniaco, militem, ad vestram presenciam duximus destinandos super intencionem nostram plenius informatos. Unde excellenciam vestram attente rogamus quatinus dictis consiliariis nostris in hiis que vobis ex parte nostra duxerint exponenda velitis fidem indubiam adhibere. Datum Atrabati XXVII^a die maii.

1. Raymond Saquet. Le roi avait déjà pensé l'envoyer en mission en janvier, car, le 11 de ce mois, il lui fait délivrer une lettre d'état (Viard, *Lettres d'état*, n° 458). Le voyage dut être différé ; Raymond Saquet ne partit qu'au mois de juin, ayant reçu le 22 de ce mois une nouvelle lettre d'état (*Ibid.*, n° 497) dans laquelle il est spécifié qu'il part pour l'Aragon avec sa suite.

2. Robert sire de Charny, bailli de Jeanne d'Evreux en 1334 (A.N. JJ 75, n° 437), bailli de Vermandois en 1336 (Waquet, *Le bailliage de Vermandois*, p. 181), conseiller au parlement en 1340 (A.N. X la 8847, f° 78), réformateur dans les sénéchaussées de Toulouse, Carcassonne et Béziers (*Hist. de Languedoc*, IX, 531), maître des requêtes de l'hôtel le 13 mai 1347 (Guillois, *Recherches...*, p. 278-279).

Il n'est pas certain que Robert de Charny se soit rendu en Aragon, car les *Journaux du trésor* disent que Raymond Saquet fut accompagné dans ce voyage par Jacques Le Musy (4354). Ils étaient de retour le 14 juillet.

189

[1347], 5 juin. — Arras.

Le roi enjoint aux abbés de Saint-Denis et de Marmoutier de rétablir Jean de Monceaux dans l'office de petit clerc des comptes¹.

Original perdu.

Copie enregistrée à la chambre des comptes, *Mémorial C*, fol. 15, également perdue.

Copie à la Bibl. de Rouen, *Menant*, t. I, f^o 35 v^o.

Copie aux Archives nationales, P 2292, p. 63².

De par le roy

Les abbés de Saint Denis et de Marmoutier, nous avons entendu que, comme au temps que nous voulumes ordonner de l'estat de nostre chambre des comptes et des personnes que nous voulions qui y demeurassent nous vous eussions commandé que vous envoyassiez les noms des petits clercs plus necessaires et convenables a faire l'office appartenant aux petits clercs plus convenables de ladite chambre, vous nous envoyastes avec les autres par escrit le nom de nostre amé clerc et maitre Jean de Monceaux, mais il en fust detraict et osté sans vostre sceu et sans cause raisonnable³ jaçoit qu'il soit pour ledit office convenable et suffisant. Pourquoi nous, ouy nostre amé et feal l'abbé de Corbie, a la relation de notre amé et feal chancelier⁴ sur ce qu'il maintint que vous luy aviez dit de la ditte besoigne, vous mandons que ledit M^e Jean vous restablistiez et mettiez au dit office selon que le verrés a ce propre et convenable pour notre profit. Donné a Arras le cinquieme jour de juin.

1. Jean de Monceaux figure en effet, à plusieurs reprises, comme clerc des comptes dans les *Journaux du trésor* (335, 721,...)

2. C'est cette copie qui a été utilisée pour la transcription ci-dessous.

3. Le nom de Jean de Monceaux ne figure pas sur la liste des clercs des comptes au moment de la réforme de la chambre, le 14 décembre 1346.

4. C'est encore Guillaume Flote.

190

[1347], 7 juin. — Arras.

Philippe VI adresse ses condoléances à Pierre le Cérémonieux pour la mort de sa femme et de son fils aîné. Il lui propose, au cas où il aurait l'intention de se remarier, l'une de ses nièces ou cousines et lui demande, en tous cas, de ne pas envisager d'union avec une princesse appartenant à un lignage ennemi de la France.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Archives de la couronne d'Aragon, *Cartes reales diplom.* Pedro III, Caja 38.

Philippe par la grace de Dieu roy de France a notre tres chier et tres amé cousin le roy d'Arragon salut et grant dilection. Nous avons receu voz lettres par lesquelles nous est apparu vous estre moult desconforté, troublé et avoir souffert et soustenu grans meschiez et douleurs

de cuer pour le trespasement de feu notre tres chiere cousine dame de bonne memoire la royne votre compaignie et de Pierre votre ainsné filz lesquies Dieu par sa grace vuille pranre et recevoir benignement a sa parcie. Pour lesquelles choses nous avons esté et sommes encore dolens, corrociez et en grant tristece se ce peussions bonnement amender. Et comme aucun ne puisse obvier a la volenté de Notre Seigneur Jhesucrist qui la mort et vie de son pueple a en son gouvernement et disposicion, ançois le doie loer et magnifier avecques sa souverainne puissance en recevant benignement en bonne pacience et pour agreable les pestilances et tribulacions qu'il li envoie, nous vous prions que de ce vous vuillez en vous mesmes reconforter et avoir en lui vraie consolation. Et ou cas, beau cousin, que il seroit votre volenté et ordenance de retourner en ordre de mariage, vuillez savoir que nous avons de belles nieces et belles cousines et joenes en qui, se il vous plaisoit, vous vous pourrez marier tres honnorablement et proufitablement, dont nous aurions grant joie et serions moult liés, mesmement que la tres grant affinité et parfaite amour que nous avons tousjours eu et devons avoir ensamble a cause de lignaige de par pere et de par mere si comme vous savez, en seroit de mieux en mieux continue et affermee. Et se a ce ne vous plaisoit entendre au moins ne vous vuillez consentir ne accorder a aucun traictié de mariage envers personne qui soit du lignage de noz annemis, ne faire aucunes convenances ne aliances envers eux contre nous ne la courone de France, quar, considéré le dit lignage et affinité, se autres le vouloient faire vous de votre pouvoir le devriés destorber et empeschier. Li sainz esperiz vous ait en sa saintte garde. Donné a Arraz le VII^e iour de juing.

191

1347, 2 juillet. — Hesdin.

Le roi mande à son trésorier Enguerran du Petit Célrier de payer 15 l. l. au geôlier de la prison de Saint-Omer pour la conduite de deux prisonniers que le roi a fait venir de cette ville sous escorte.

Original sur parchemin avec restes du sceau du secret au recto, Bibl. nat. nouv. acq. franç 5821, n° 7.

De par le roy

Engerran du Petit Celier nostre tresorier, nous vous mandons que au gyolier de la gyle de Saint Omer vous baillez et delivrez ces lettres veues quinze livres tourn. a lui deues pour cause de la garde et amenege de deux prisonniers, c'est assavoir Jehan le Sage et Pierrez de Puieumont, les quies nous avons fait venir et amener par devers nous de la dicte gyle ou il estoient en prison. Et nous voulons la dicte somme estre alloe en voz comptes par noz amez et feaulz genz de noz comptes a Paris. Donné a Hesdin le II^e iour de juillet l'an grace mil CCC quarante et sept.

par le roy
G. du Bois.

192

[1347], 11 juillet. — Hesdin.

Le roi mande au maire et aux échevins d'Abbeville que, d'accord avec les prélats, barons, nobles, bourgeois et tous ceux qui l'entourent, il se porte sur Calais pour délivrer cette place. Il leur ordonne d'envoyer à Boulogne-sur-Mer, pour le 19 juillet¹, tous les habitants d'Abbeville et de sa banlieue qui peuvent combattre à cheval ou à pied et d'apporter des vivres pour eux et pour l'armée².

L'original a disparu lors de l'incendie de l'Hôtel de ville d'Abbeville, le 20 mai 1940.

Publiée par Champollion-Figeac, *Documents historiques inédits tirés des manuscrits...* tome II, 2^e partie, p. 181, n° XLVI (Coll. des doc. inéd., *Mélanges historiques*).

1. « De demain en huit jours. »

2. Les gens d'Abbeville avaient déjà fourni deux cents hommes d'armes qui étaient enfermés dans Calais. Ils adressèrent encore cinquante arbalétriers et cinquante sergents à pavois et à lances (Champollion-Figeac, *op. cit.*, p. 183).

193

[1347], 23 août. — Le Moncel.

Le roi mande aux échevins d'Arras qu'il a fait sa semonce à Amiens pour le 1^{er} septembre et les requiert de se tenir prêts à y envoyer des gens d'armes et de pied¹.

L'original sur parchemin se trouvait aux archives municipales d'Arras, mais il est aujourd'hui perdu, probablement brûlé en 1915.

Publiée par Guesnon, *Doc. inéd. sur l'invasion anglaise et les états au temps de Phil. VI et de Jean le Bon*, extr. *Bull. philol. et hist.* 1897, tir. à part, p. 35.

1. La duchesse de Bourgogne mourut vers le 15 août 1347. En attendant de régler la dévolution successorale de l'Artois disputé par le petit-fils de la duchesse et la comtesse de Flandre, le roi le place en sa main et s'autorise de ce fait pour écrire directement aux échevins d'Arras.

194

1347, 17 septembre. — Amiens.

Le roi ordonne à Jean Du Cange¹ de payer cent livres tournois au sire de Loques en récompense de ses services².

1. Jean Du Cange, ou Du Change est, en 1326, sergent d'armes dans la prévôté de Senlis (B.N. *Moreau* 225, n° 97). Il devient peu après receveur d'Amiens (*Inv. de Robert Mignon*, p. 219, 223) et receveur du comté de Ponthieu (A.N. JJ 77, n° 19). Il était bourgeois et échevin d'Amiens (*Gallia regia*, n° 567). En 1343, il est trésorier des guerres (A.N. JJ 75, n° 404). En 1346, Philippe de Valois l'anoblit, (A.N. JJ 75, n° 45). Il meurt avant le 27 août 1348, date à laquelle sa veuve renonce à sa succession, ainsi que ses enfants (A.N. PP 117, p. 618).

2. Mahieu sire de Loques, chevalier qui défendit Montreuil-sur-Mer durant le siège de Calais. Il s'y trouve en garnison du 7 octobre 1346 au 14 avril 1347 (*Journ. trés. Phil. VI*, n° 3840). Il devait 292 livres tournois aux Lombards (*Ibid.*, n° 3841). Il est mort avant le 26 janvier 1350 (*Ibid.*).

Original sur parchemin. Au recto traces d'un grand sceau et de deux petits sceaux rouges¹ Bibl. nat. *Pièces originales* 1745, Loques, n° 2.

De par le roy

Jehan du Change, nous vous mandons et commandons estroitement que a nostre amé et feal chevalier le sires de Loques vous sanz delay et autre mandement attendre balliez et delivrez ou faites bailler et delivrer ou a son certain commandement la somme de cent livres tournois lesquelles nous, pour consideracion des bons et loyauls services que il nous a fais en noz presentes guerres, lui avons donné et donnons ceste fois de grace especial. Et nous voulons et mandons la dicte somme estre alloe en voz comptes sanz contredit, non contrestant ordenances, mandemens ou deffences au contraire. Donné a Amiens le XVII^e jour de septembre l'an mil CCCXLVII.

par le roy.
Barré².

1. Ce sont probablement les sceaux des abbés de Saint-Denis et de Marmoutier.
2. Peut-être Pierre Barrière.

195

1347, 22 septembre. — Amiens

Le roi ordonne à Colin Ode¹ de payer au seigneur de Nédon² cent livres tournois en récompense de ses services.

Original sur parchemin portant au recto la trace du sceau du secret plaqué, Bibliothèque nationale, *Pièces originales*, vol. 2174, d'Ostrel, n° 2.

De par le roy

Colin Ode, nous vous mandons et commandons que vous bailliés et delivrés au seigneur de Nedon cent livres tournois lesquels nous li avons donné et donnons ceste fois de grace especial en recompensacion des bons et agreables services qu'il nous a fait et fait de jour en jour en nos presentez guerres, en prenant quittance de lui par laquelle avec ces presentes raporter nous donnons en mandement a noz amés et feauls gens de noz comptes a Paris que la dicte somme il alouent en vostre compte et rabatent de vostre recepte sans contredit aucun. Donné a Amiens le XXII jour de septembre l'an de grace mil CCC quarante sept.

par le roy
J. Marie³

1. Nicolas ou Colin Ode, changeur, bourgeois de Paris, a été chargé par le roi de certains paiements (*Journ. trés. Phil.* VI, n° 1165, p. ex.).

2. Jean seigneur de Nedon (Pas-de-Calais, arr. Arras, cant. Heuchin). Cette lettre est visée dans les *Journaux du trésor* (n° 569).

3. Jean Marie, clerc notaire et secrétaire du roi à la fin du règne. Le 8 novembre 1348 il est chargé de prendre dans les coffres royaux la somme de cent deniers d'or pour les verser au sire de Saint-Venant (B.N. *Clairambault*, vol. 111, n° 119).

196

1347, 25 septembre. — Amiens

Le roi mande à Colin Ode de payer à Godefroi de Dill, chevalier originaire du Brabant, cinq cent livres tournois pour l'indemniser de certains frais subis au service du roi¹.

Original sur parchemin sans fentes, portant au recto le sceau du secret plaqué, presque intact ; une queue occupant la moitié inférieure droite du parchemin est arrachée, Bibliothèque nationale, *Pièces originales* vol. 1003, de Dill, n° 2.

De par le roy

Nicolas Ode, nous vous mandons que la somme de cinq cenx livres tourn. la quelle nous avons donnee et donnons ceste fois de grace especial a nostre² et feal chevalier Godeffroy de Dill de Brebant, en recompensacion de pluseurs frais, missions et despenz que il a cause de un certain mandement par nous a lui fait en venant de Brebant par devers nous, avec lui certaine quantité de genz d'armes de sa compaagnie, et pour retourner en son dit pays, vous, sanz delay et autre mandement attendre, lui paieiez et delivrez ou a son certain commandement ; et nous voulons et mandons la dicte somme estre alloe en voz comptes sanz contredit. Donnè a Amiens le XXV^e jour de septembre l'an de grace mil CCC quanrante et sept.

par le roy present le mareschal de S. Venant³
J. Marie.

1. Cette cédula est visée dans les *Journaux du trésor* (n° 565). Le paiement a été effectué le 27 septembre, comme l'indique la quittance (B.N. *Piec. orig.* de Dill, n° 3).

2. Le mot « amé » a été oublié par J. Marie.

3. Ces mots ont été apposés probablement après ceux de la lettre et la signature du notaire-secrétaire, car ils sont d'une encre différente.

197

Vers 1347 (?), mars¹.

Le roi mande aux gens des comptes d'ordonner au bailli de Cotentin de délivrer à la reine ou à ses gens tout l'argent qui est levé ou dû en son bailliage sur les pasnages des forêts pour le porter au trésor².

Original perdu.

Mention dans : Archives nationales, K 1721, n° 3 bis³.

1. Cette lettre close du roi n'est connue que par un mandement des gens des comptes au bailli de Cotentin expédié lui-même sous forme de lettre close, donc ne portant que les indications du jour et du mois (17 mars), mais non celle de l'année. La reine agissant, en 1347, en délégation des pouvoirs du roi, comme l'ont montré les lettres de la fin d'avril, il est possible de dater cet ordre du roi de cette année-là. Ce n'est qu'une hypothèse assez fragile.

2. En exécution de cet ordre les gens des comptes invitèrent le bailli de Cotentin à faire ce versement « non contestant mandement que vous en aiés au contraire de nous ou d'autrui ».

3. « Nous avons eu mandement du dit seigneur par ses lettres closes sous son signet de vous mander que vous delivrez a Madame la roine ou a ses gens que elle deputera a ce tout l'argent qui est levé ou deu en vostre baillie des pasnages de toutes les forez de la dicte baillie pour apporter a Paris au thresor. »

198

[1348], 13 février. — Bois de Vincennes.

Le roi ordonne à Robert de Charny de se saisir d'Hélène, fille de Catherine de Penne et du seigneur de Castelnau, à qui sa mère, remariée au seigneur d'Arpajon¹, a fait épouser, bien qu'elle n'ait que six ans, le fils de son second mari, contre l'avis des tuteurs de la petite et de sa parenté Castelnau².

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Archives nation. X 2a 5, fol. 171 v^o.

De par le roy

Sire de Charny, nous avons entendu que grans esclandes est ou pais par de dela de ce que Katherine de Penne, fame a present du sire d'Erpaion, et aucun autres ses amis ont marié Helaine, sa fille et fille du feu seigneur de Nuefchastel, de l'aage de VI ans ou environ, au filz dudit sire d'Arpaion senz le sceu et contre la volenté des tuteurs et amis charnelz d'icelle Helaine de par son feu pere, dont grant guerre et grant damage et peril pourroient venir ou dit pais et a nostre royaume se par nous n'y est pourveu de brief remede. Si voulons et avons ordené que la dicte fille soit prise de par nous et de fait ou elle pourra estre trouvee et envoyee par de deça avec honeste compaignie et seur conduit et mise en liu convenable ou ele puist estre gardee et norrie. Et avons aussi ordené que, après icele prise et envoyee comme dit est, information soit faite comment ele a esté traitie et menee et que ceulx qui ce ont fait et qui s'en deulent soient adiorenez et envoyez avec la dicte information par devers nous a certain jour pour en ordener ce que bon nous semblera et que entretant les chastiaux et autre terre de la dicte fille soient mis et tenuz en nostre main et par icele gouverniez au miex et au moins de ceux que l'on pourra. Et pour ce faire nous vous envoyons nos lettres ouvertes adreçans a vous et au juge mage de Tholouse et a chacun. Si vous mandons et enioignons estreitement que, toutes excuses cessantes et autres besoignes arriere mises, vous transportez partout ou il appartiendra et le plus secretement et diligemment que vous pourrez accomplissez le contenu en nos dictes lettres ouvertes, et par icelles nous mandons aus senechaux, justiciers et subjets de par dela que sur la loyalté et service qu'il nous doivent il voient avec vous et obeissent et donnent conseil, confort et aide en ce. Donné au boy de Vincennes le XIII de fevrier.

1. Sans doute Cantal, arr. et cant. Aurillac. Il s'agit probablement de Bérenger d'Arpajon, seigneur de Caumont (Gaujal, *Etudes hist. sur le Rouergue*, II, p. 155-157).

2. Le 1^{er} février 1350, les laïcs du parlement ordonnent au sénéchal de Beaucaire de citer devant eux *Geraldus de Barra* et Bertrand de Cardaillac qui, avec 200 hommes d'armes, ont ravagé les châteaux et propriétés de Jean d'Arpajon, damoiseau seigneur de Caumont, mineur de 25 ans, époux d'Hélène fille de feu Ratier de Castelnau, chevalier. Les dégâts sont estimés à plus de cent mille livres. Il s'agit là de la riposte de la parentèle Castelnau (A.N. X 2a 5, fol. 176 v^o). Le roi avait raison de craindre une sorte de guerre intérieure.

199

[1348]¹, 18 mars. — Paris.

Le roi écrit aux échevins, bourgeois et habitants du ban de l'archevêque de Reims qu'il désire leur parler de certaines affaires qu'il ne peut écrire. Il leur mande de lui envoyer deux, trois ou quatre des plus sages et des plus avisés d'entre eux et de lui répondre dès le reçu de cette lettre.

L'original qui se trouvait aux Archives de l'Hôtel de ville de Reims à la fin du XIX^e siècle a disparu depuis.

Publiée par Varin, *Archives administratives de la ville de Reims*, tome II, 2^e partie, p. 1145, n^o DLX.

1. Varin date cette lettre de 1347. Il y eut cette année une convocation le 4 mars, mais elle fut reportée (Vuitry, *Le régime financier...*, p. 24 et note). Cette convocation des Rémois se situe mieux en 1348 (Varin, *op. cit.*, II, 1168).

Cette lettre close est signée par un notaire, Mathieu Guehéri, qui est secrétaire du roi (*Journ. trës. Phil. VI*, n^o 1468 et 4455).

200

[1348]¹, 5 juillet. — Becoiseau.

Le roi charge le sire de Moreuil, qui était jusqu'à présent maréchal de France, de servir de conseiller principal² au duc de Normandie, avec un traitement à vie de cinq cents livres tournois³.

Original perdu.

Publiée par d'Achery, *Veterum aliquot scriptorum... spicilegium*, tome X (1671) p. 653.

et par le même, *Spicilegium... Nova editio* (1723) tome III, p. 716.

et par Decrussy et Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, tome IV, p. 358.

1. Cette lettre a été datée par d'Achery de 1328. Decrussy et Isambert ont même inclus cette date dans la lettre elle-même. Elle paraît fausse, car Bernard de Moreuil n'est pas maréchal de France à cette date. Il ne semble pas qu'il le soit avant 1345 (Furgeot, 7625). D'autre part, le roi parle de son « aîné fils » et le futur duc d'Orléans ne naît qu'en 1336. La présence du roi à Becoiseau est assurée les 4 et 6 juillet (*Itinéraire*, p. 532).

2. « Nous voulons que vous soiez tous li premiers et li principauls de son frain. »

3. Le sire de Moreuil dut accepter cette fonction, peut-être contre son gré, car il ne prend pas le titre de maréchal de France après le 5 juillet 1348.

On peut s'étonner de voir le roi imposer un mentor à son fils âgé de vingt-neuf ans. Il y eut, après Aiguillon et Crécy, un moment de mésintelligence entre le père et le fils et il en restait sans doute une certaine méfiance. Le duc de Normandie apprécia-t-il le rôle confié au sire de Moreuil ? Rien ne montre que celui-ci ait joué un rôle utile auprès de l'héritier du trône et on ne le voit pas figurer parmi les officiers de son hôtel.

201

[1348], 28 juillet. — Bois de Vincennes.

Le roi ordonne aux gens du parlement de délivrer immédiatement Renaud de Pressigny, seigneur de Marant¹.

Original perdu.

Copie enregistrée au parlement, Arch. nat. X 2a 5, fol. 143 v^o.

1. Marant, Pas-de-Calais, arr. Montreuil-sur-Mer, cant. Campagne-lez-Hesdin.

De par le roy

Nos gens de parlement a Paris, nous vous mandons que tantost et senz delay cessant toute excusacion vous delivrez nostre amé et feal Regnaut de Pressigny sire de Marant selon ce que autrefois mandé le vous avons. Donné au Boys de Vincennes le XXVIII^e jour de juillet.

202

1348, août.

Philippe VI ordonne aux membres de son conseil secret¹ de faire payer à Guy de Nesle, maréchal de France², cent livres tournois par mois pour son état.

Original perdu.

Mention dans les *Journaux du trésor de Philippe VI de Valois*, éd. Viard, n° 2015³.

1. Sont présents ce jour-là au conseil : Hugues d'Arcy, évêque de Laon, les abbés de Saint-Denis et de Marmoutier, Guillaume Flote sire de Revel et Mathieu de Trie sire de Mouchy.

2. Fils de Jean de Nesle seigneur d'Offémont. Il semble que ce soit la première fois qu'il porte le titre de maréchal de France. Peut-être a-t-il succédé dans cet emploi au sire de Moreuil. Son traitement de 1200 livres par an est bien supérieur à celui qu'avait ce dernier.

3. « *Dominus Guido de Nigella marescallus Francie, pro dono sibi facto per dominum regem, per ejus litteras datas XXII^a augusti signalas sic* : par le roy et de son commandement fait par ses lettres closes a son secret conseil. »

203

[1348]¹, 8 septembre. — Maubuisson.

Philippe VI fait savoir à la reine Jeanne de Navarre qu'il approuve les accords qu'il conclut avec l'Aragon.

Original perdu.

Copie à la Bibliothèque de Rouen, *Menant*, t. XI, fol. 155 v^o.

Belle niece, nous avons bien vu ce que escrit nous avez dendroit les alienances de vostre pays de Navarre et du pays d'Arragon. Si voulons bien et nous plaist que vous faciez les dites alienances envers tous et contre tous et deffendant...². Donné a Maubuisson lez Pontoise le VIII^e jour de septembre.

1. Si la lettre est adressée à la reine de Navarre, c'est sans doute que Philippe d'Evreux, son époux est mort, car, du vivant de ce dernier, les affaires se traitaient directement entre les deux cousins. Philippe d'Evreux étant mort en 1343, l'itinéraire du roi permet de dater cette lettre soit de 1345, soit de 1348.

Si Philippe VI consent à ce que la Navarre et l'Aragon s'allient « contre tous », y compris la France, ce n'est probablement pas sans y être obligé. Jeanne se détacha-t-elle de la France, comme devait le faire son fils Charles le Mauvais ? Le 20 mars 1348, la reine de Navarre a conclu un armistice aux termes duquel, durant deux ans, elle s'engage à ne pas recevoir dans ses places fortes les ennemis d'Edouard III, à laisser les partisans de l'Angleterre traverser ses domaines et à ne procéder à aucune fortification nouvelle (Rymer, t. III, 1^{re} partie (1825), p. 157). En comparaison de ce traité, l'alliance de la Navarre avec l'Aragon n'était qu'un moindre mal. Cette alliance fut conclue le 27 août 1349 (J. Ramon Castro, *Archivo de Navarra, Comptos*, II, n° 309, p. 130).

2. La lettre est interrompue dans la copie de Menant, sans que l'on puisse préciser l'étendue de ce qui manque.

204

[1349], 1^{er} janvier. — Abbaye du Lys¹.

Le roi mande à Jean de La Queue de montrer à Pierre de La Forêt, chancelier du duc de Normandie², toutes les lettres relatives au Dauphiné et de lui en donner copie³.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret ; la queue servant à clore et qui portait sans doute l'adresse est arrachée. Archives nationales, J 476, n° 4 (6).

De par le roy

Maistre Jehan de Queue, nous vous mandons que a nostre amé et feal clerc et conseiller maistre Pierre de la Forest, chancelier de nostre trescher et amé filz le duc de Normandie et de Guienne, vous monstre toutes les lettres dont il vous requerra touchans le fait du Dauphiné et li en bailliez copie tantost et sanz delay. Donné au Lis enprès Meleun le premier jour de janvier.

1. Seine-et-Marne, arr. et cant. Melun, comm. Dammarie-les-Lys.

2. Simple avocat, puis avocat du roi au parlement, Pierre de La Forêt devint chancelier du duc, puis du roi à la mort de Firmin de Cocquerel. Successivement chanoine du Mans, puis de Paris, archidiacre de Montfort, évêque élu du Mans mais refusé par Clément VI, Pierre de La Forêt sera promu évêque de Tournai en juillet 1349, bientôt après évêque de Paris et, en février 1352, archevêque de Rouen. Cardinal en 1356, il mourra en Avignon le 25 juin 1361 (Anselme, VI, 330).

3. On possède le reçu des actes pris par Pierre de La Forêt au trésor des chartes (A.N. J 476, n° 4 (7)). Pierre de La Forêt partait, avec le chancelier Cocquerel et Guillaume Flote, négocier l'abandon définitif par le dauphin de ses domaines au futur Charles V. La Forêt est à Tournon le 14 février (Valbonnais, *Hist. du Dauphiné*, II, 625) et le traité solennel est du 30 mars 1349 (Guiffrey, *Hist. de la réunion du Dauphiné...*, p. 233-246). Se promenant autour de Romans, il fut un jour enlevé par un certain Robert de Chabrilan auquel il dut payer une rançon de 1.000 florins qui fut avancée par le roi (Valbonnais, *op. cit.*, II, 625^a et *Journ. trés. Phil.* VI, n° 4417).

205

[1349], 7 janvier.

Le roi mande aux présidents du parlement d'excepter l'évêque de Paris¹ de l'ordonnance qui interdit aux prélats de siéger au parlement².

Original perdu.

Copie enregistrée au greffe du parlement également perdue³, Copies du xviii^e faites d'après ce registre du greffe, Bibl. nat. *Nouvelles acquisitions françaises*, 7990, fol. 342 et *Ministère de la Justice — Petitiones, articuli, concordie*, p. 660-661.

1. Fouque de Chanac qui, à la fin de 1336, est déjà conseiller clerc à la grand'-chambre (Guilhiermoz, *Enquêtes et procès*, p. 637).

2. Cette ordonnance paraît perdue. Elle est peut-être contemporaine de celle de mars 1345 qui, entre autres stipulations, réduit le nombre des conseillers.

3. Les copies du xviii^e siècle portent la mention suivante : « *registrata die decimo quinto januarii 1348* ». La série des registres du greffe aux Archives nationales est interrompue de 1346 à 1379.

A noz amez et feaux conseillers Simon de Bucy, Jacques La Vache¹, chevaliers, et maistre Pierre de Demeville² presidens en nostre parlement et a chacun d'eux.

De par le roy

Les presidens de nostre parlement, comme sur l'ordonnance de nostre dit parlement nous, pour certaines causes, eussiens ordonné qu'aucuns prelatz n'y venissent plus et vous eussiens dit, ou a l'un de vous, que a iceux prelatz le deussiez dire de par nous, lesquies nous vous nommasmes lors, sçavoir vous faisons que, combien qu'entre iceux prelatz nostre amé et feal conseiller l'evesque de Paris fust nommé et que depuis il ait cessé d'aller en nostre dit parlement, il nous plaist et voulons que vous dories en avant recevez ledit evesque nostre conseiller en nostre dit parlement tout ainsy comme par avant le faisiez nonobstant ordennence que fait avons au contraire, et vous mandons et a chacun de vous que ces choses le signifiez de par nous sans delay. Donné a le septiesme jour de janvier.

1. Jacques La Vache a été avocat au parlement (Delachenal, *Hist. des avocats...*, p. 384), puis avocat du roi (A.N. X 2a 4, f° 73), avant de devenir l'un des présidents du parlement. Il était également, depuis 1347, maître des requêtes de l'hôtel (Guillois, *Recherches...*, p. 252).

2. Pierre de Demiville a remplacé Simon de Bucy comme procureur du roi au parlement (Aubert, *Le parl. de Paris* (1886), p. 208). Il a été nommé troisième président en 1345 (*Ibid.*, p. 223).

206

[1349], 26 janvier. — Nemours.

Le roi mande aux gens des comptes d'examiner les comptes en souffrance plutôt que de s'occuper d'affaires qui ne sont pas de leur compétence. Il leur interdit de créer des receveurs extraordinaires pourvus de grands gages.

Original perdu.

Copie enregistrée à la chambre des comptes, *Mémorial C*, fol. 41 v° également perdue.

Copies du XVIII^e siècle, Archives nationales P 2292, p. 123-125 et P 2529, fol. 416¹.

De par le roy

Nos gens de nos comptes, nous avons entendu que en nostre chambre des comptes sont a oyr et a delivrer plusieurs comptes anciens et nouveaux tant ordinaires comme extraordinaires de baillies et seneschauccées, de nostre trésor, des comptes de noz guerres, de imposicions et subvencions, prests et aydes et plusieurs autres comptes, ausquels comptes oir vous ne mettez pas telle diligence comme il appartient, mais entendez a requestes et autres choses qui ne sont pas du fait de ladite chambre, laquelle chose est en nostre grant dommages, et sa-

1. L'enregistrement de cette lettre sur le *Mémorial* fut fait le 28 janvier 1349 (n.st.) et la collation avec l'original fut confiée à Jean de La Charmoye et à Hugues de La Roche, clerks des comptes (A.N. P 2292, p. 125).

chiez qu'il nous en desplait. Pourquoi vous mandons et commandons si acertes que nous povons et sus lez seremens que vous nous avez faiz que continuellement dorenavant vous entendez chascun jour devant disner et après a oyr et clore lesdits comptes par quoy il puissent estre delivrez hastivement, et, se en aucun compte avoit aucunes parties douteuses ne acevez pas, pour ce ne empeschiez ledit compte mais passez outre jusques a la fin et l'une partie de vous se traye a part et delivre le doubte qui y sera, et se la chose était grosse ou pesant ou tele que vous doubtissiez a la delivrer rapportez la besoigne aus genz de nostre secret conseil. Et nous voulons et leur mandons par ces lettres qu'il en determinent avec aucuns de vous. Et ne tenez ne oez au burel suplications ne requestes ne conseil dont l'audicion des comptes puist estre delayee ou empeschiee. Et aussint nous avons entendu que l'en a estably aucuns nouveaux particuliers receveurs extraordinaires dont plusieurs en y a qui ont nouveaulx gaiges granz et excessifs et toutesvoies les receptes et ce qu'ils font peussent estre bien faites par noz receveurs et par noz officiers ordinaires ; nous vous mandons que a telz particuliers receveurs vous ne comptez aucuns gaiges se n'est de nostre especial mandement lequel vous sachiez estre passé par nous de nostre certaine science. Si vous ayez en telle maniere en ces choses qu'il nous doie estre agreable et sçachiez que nous ferons savoir comment vous vous y maintiendrez et que, se nous trouvons que vous y soiez negligenz, nous vous monstrerons que il nous en desplaiz. Donné a Nemours le vingt sixieme jour de janvier.

207

1349 (n.st.), 12 février. — Chantecoq¹.

Le roi mande à ses trésoriers Enguerran du Petit Célier² et Bernard Fermat³ de payer cent livres tournois à Gille de Soyecourt⁴ qu'il envoie au duc de Brabant et à l'évêque de Liège.

Original sur parchemin gardant la trace d'un sceau plaqué au recto, Bibliothèque nationale, coll. Clairambault, vol. 104, n° 3.

De par le roy

Engerran et vous Bernart Fremaut noz tresoriers, nous vous mandons et a chascun de vous que a nostre amé et feal conseiller Gile de

1. Loiret, arr. Montargis, cant. Courtenay.

2. Fils de Thomas du Petit Célier, bourgeois de Paris, Enguerran, après avoir siégé au parlement de Paris, devient trésorier du roi en 1346 (*Journ. trës. Phil. VI*, introd., p. LXXII).

3. Sans doute originaire de Tours, Bernard Fermat, ou Fremaut, est trésorier du duc de Normandie en 1336 (B.N. *Franç.* 25699, n° 2) et succède à Jean de Crépy comme trésorier du roi le 27 avril 1346 (Borrelli de Serres, *Recherches...*, III, 105).

4. Parent, peut-être fils de l'échanson du roi, maître des requêtes de l'Hôtel en 1349-1350 (Guillois, *Recherches...*, p. 250), Gille de Soyecourt avait été chargé, en 1347, avec Pierre André, Guill. Flote, Jacques La Vache et Olivier de Laye, de négocier le mariage d'une fille du duc de Normandie avec le fils aîné du duc de Brabant (Blanchard, *Les généalogies des mattres des requêtes*, p. 20).

Le paiement de cette somme est mentionné dans les *journaux du trésor de Philippe VI* (éd. Viard, n° 1337).

Soicourt, maistre des requestes de nostre hostel, le quel nous envoions hastivement devers nostre treschier cousin le duc de Brebant et devers nostre amé et feal l'evesque de Lyee pour aucunes de noz besoignes que nous avons mult a cueur, vous bailliez et delivrez ou a son certain commandement cent livres tournois pour faire ses despens es diz voiaiges, et ce faites sanz delay et autre mandement attendre par telle maniere que par deffaut du dit argent il ne demeure jour ne heure, et nous voulons que ce vous tiegne lieu en voz comptes sanz contredit. Donné a Chantecoq le XII^e jour de fevrier l'an mil CCC XLVIII.

par le roy
Blanchet¹.

1. Pierre Blanchet, clerc et secrétaire du roi.

208

1349 (n.st.), 5 mars. — Fontainebleau.

Le roi se félicite de l'effort fait par les gens des comptes et les engage à le poursuivre. Il leur mande de faire ce que leur dira, de sa part, Pierre de Becond¹.

Original perdu.

Copie enregistrée à la chambre des comptes, *Mémorial C*, également perdue.

Copie du XVIII^e siècle, Archives nationales, P. 2292, p. 127.

De par le roy

Nos genz des comptes, nostre amé et feal chevalier et conseiller Pierre de Becourd nous a raporté la bonne diligence que vous avez mise et mettez a attraire les debtes qui nous sont deues et en noz autres besoignes. Si en sommes bien contens ; mais que vous continuez si que toujours en ayons autel raport ; et par especial nous mandons que en faire attraire les dittes debtes et en faire compter receveurs, collecteurs de subsides et impositions, maistres de garnisons et tresoriers de guerres dont il y a moult grant quantité qui ont a compter de lonc temps, en quoy nous avons grand dommage, vous mettez tele et si bonne diligence que nous en oyons nouvelle bientôt, quar soyez certain nous y ferons bien prendre garde et voulons bien souvent savoir comment il en ira afin que, si vous n'en faites vostre devoir, que nous y pourveons autrement si comme bon nous semblera. Et sur ces choses et sur aucunes autres que nous avons enchargees a nostre dit chevalier et conseiller le creiez en ce qu'il vous dira de par nous. Donné a Fontainebliaut le cinq^e jour de mars 1348.

1. Le chevalier Pierre de Becond, Becond, Beucond, a été retenu du conseil du roi le 10 octobre 1348 aux gages de 500 l. par an (*Journ. tr. Ph.* VI, 3385). Il y figure souvent dans les dernières années du règne. La lettre du 5 mars met en relief son rôle à la chambre des comptes. Il avait également autorité sur le Trésor, comme le prouve une lettre du 29 février 1348 signée : « Par mons. P. de Becond et les trésoriers. *R. de Ruppe* » (*Ibid.*, 348), et le fait qu'on le trouve même qualifié de trésorier, le 11 mars 1349, par abus, semble-t-il (De Saulcy, *Doc... monnaies*, I, 267). Le roi paraît l'avoir spécialisé dans les affaires financières et monétaires et il adresse des mandements aux maîtres des monnaies (*Ibid.*, 226). Il ne paraît pas avoir été maintenu en fonctions sous le roi Jean.

209

[1349]¹, 6 mai. — Jouy l'Abbaye².

Le roi mande à Jean de La Queue de lui envoyer immédiatement l'original du serment prêté par le comte de Flandre au sujet des villes de Lille, Douai et Béthune³.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos la trace du sceau du secret, Arch. Nat. J 476, n° 4 (2).

De par le roy

Maistre Jehan, nous et pour certaine cause vous mandons que tantost et sanz delai, ces lettres veues, vous nuit et jour nous envoieez par certain message l'original des seremenz que les contes de Flandres ont faiz des villes de Lille, de Douay et de Bethune, et ce ne lessiez en nulle maniere. Donné a Joy l'abbaye ce mercredi tart.

1. Le seul séjour du roi qui puisse correspondre à cette lettre est celui qu'il fait à Jouy l'Abbaye au début de mai 1349. Le mercredi en question serait le 6 mai. On lit au verso du parchemin la mention suivante : « La coppie des lettres dont cestes presentes font mencion au blanc fu envoiee a mess. Gieffroy de Charny du commandement du roy fait a maistre Macé Gueeri qui les originaux d'icelle li porta. » Geoffroy de Charny revient précisément d'un voyage en Flandre qui l'occupa durant les mois de mars et d'avril (*Journ. très. Ph. VI*, 1048).

2. Seine-et-Marne, arr. et cant. Provins, comm. Chenoise.

3. Ces serments concernent vraisemblablement le traité d'Athis de 1305.

210

1349, 14 juillet. — Remilly-en-Champagne¹.

Le roi interdit en termes sévères aux gens des comptes de se mêler de la nomination des receveurs et entend que ces officiers soient choisis par élection, comme les baillis et les sénéchaux². Il ordonne au chancelier³ de ne sceller les lettres de nomination des receveurs que si elles sont passées par lui-même, sans relation d'autrui.

Original perdu.

Copie enregistrée à la chambre des comptes, *Mémorial C*, fol. 49, également perdue.

Publiée dans les *Ordonnances des roys de France*, tome II, p. 304.

par Decrusy et Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, tome IV, p. 544.

et par J. Viard, *La chambre des comptes sous Philippe VI de Valois*, dans B.E.C. XCIII, 1932, p. 336-337.

1. Selon l'Itinéraire dressé par Viard (p. 614), il s'agit de Rumilly-lès-Vaudes, Aube, arr. et cant. Bar-sur-Seine.

2. Sur ce qu'il faut entendre par « élection », voir Cazelles, *La société politique...*, p. 338-340.

3. C'est encore Firmin de Cocquerel qui ne meurt qu'à la fin de l'année.

211

[1349], 23 octobre. — Saint-Léger-en-Yveline¹.

Philippe VI rappelle au comte de Flandre les circonstances de la mort

1. Seine-et-Oise, arr. et cant. Rambouillet.

de Jean Verdeboud, chevalier, de Nieuport, tué par erreur, en juin 1340, par les habitants de Douai, et le prie de s'efforcer de faire la paix entre les parents du défunt et les habitants de Douai¹.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos la trace du sceau du secret, bandelette portant l'adresse, *Archives communales de Douai*, EE 36.

Publiée dans : Ville de Douai, *Inventaire des archives communales*, série EE, p. 7, col. 2.

et par Espinas, *Les guerres familiales dans la commune de Douai aux XIII^e et XIV^e siècles*, dans *Nouv. Rev. hist. de droit*. 1899, p. 469.

1. Louis de Male réussit et une paix fut conclue le 13 avril 1350 ou 1351 (Espinas, *op. cit.*, p. 471).

212

[1350], 2 février. — Bois de Vincennes.

Philippe VI annonce au roi d'Aragon qu'il lui envoie Raymond de Salgues¹ pour l'entretenir de l'acquisition de Montpellier et de différentes questions.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos la trace du sceau du secret, *Archives de la couronne d'Aragon*, Perg. extra inv. 1021.

Excellenti et magnifico principi Petro dei gratia regi Aragonum consanguineo nostro carissimo Philippus eadem gratia rex Francorum salutem et optatos felicitatum eventus. Inter conjunctos sanguine et amicitia singulari ad nutriendum unitatem et pacis federa solidanda subrogari solet missio et allocutio nunciorum loco presentie personalis quam longinqua distancia sepe reddit difficilem et cumulo agendorum. Igitur, serenissime princeps, super quibusdam negociis factum Montispessulani tangentibus, pro quibus nuper ad nos certos nuncios destinastis, necnon super quibusdam aliis confederacionis atque dilectionis mutue firmioris inter vestram magnificenciam ac nos liberosque nostros ac posteros inductuus dilectum et fidelem consiliarium nostrum magistrum Raymundum de Salgues, decanum parisiensem ac magistrum requestarum hospicii nostri, ad benivolencie vestre presentiam transmittentes, majestatem vestram nobis multiplici amoris et nexus sanguinis vinculis cunitam affectuosius exoramus quatinus dicto consiliario nostro vos, more vestro, benivolum nostro intuitu exhibentes promptam ei et plenam audientiam dare et eum nobis ac nostris negociis plurimum opportunum remittere celeriter velit regia celsitudo nobis per eundem statum vestrum quem desideramus felicem et occurrentia intimantes. Personam vestram et statum prosperum regni vestri dignetur conservare et augere altissimus ut optatis. Datum apud Vincen. II^a die februarii.

1. Maître des requêtes de l'hôtel depuis juillet 1341 et doyen de Paris depuis la fin de 1348 (Guillois, *Recherches...*, p. 248). En octobre 1351, il fera partie d'une ambassade solennelle envoyée au roi d'Aragon pour l'empêcher d'écouter les offres anglaises (*Hist. de Langued.* IX, 629).

213

[1350], 2 juillet. — Bois de Vincennes.

Philippe VI accepte certaines des demandes du roi d'Aragon présentées par Raymond de Salgues lors du retour de celui-ci en France. Il envisage un mariage entre le second fils du duc de Normandie¹ et une fille de Pierre le Cérémonieux.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Arch. de la couronne d'Aragon, *Cartes reales diplom.* Caja 38.

Illustri et magnifico principi Petro dei gratia Aragonum regi Philippus eadem gratia rex Francorum salutem et votive felicitatis augmenta. Rediens nuper a vestra presencia magister Raymundus de Salgues, noster nuncius ac magister requestarum nostri hospicii, quem ad vestram magnificenciam super infrascriptis negociis miseramus, statum vestrum incolumem et pacificum regni vestri nobis lacius retulit oraculo vive vocis quod libenter audivimus et gaudentes, ac tres vestras clausas litteras presentavit. Sane tractata et concordata vobiscum et vestro consilio per dictum nuncium super solutione facienda vobis quadraginta milium scudat. auri quos pro resta empcionis et precii ville Montispessulani et castri de Latis regi quondam Majoricarum solvere debebamus ac traditione pacifica vobis facienda de baronia Montispessulani et vicecomitatus Meledesii et Carladesii prout eam et eos dictus rex, dum viveret, possidebat, necnon super marchis per vos et nos concessis et concedendis admictimus et eis consideracione nexus sanguinis et amoris quo unimur invicem consentimus et ea statutis et opportunis temporibus prout convenit dictus nuncius faciemus eum affectu compleri ac reddi et restitui indilata illa mille quingenta et octuaginta quinque scuta mercatoribus vestris de Tarrega et mercatoribus Barchinone certas ei debitas peccunie quantitates. Si vero matrimonium inter filiam vestram primogenitam et filium carissimum filii nostri ducis Normandie secundo genitum, quia primogenitus duxit et transduxit in uxorem filiam ducis Borbonesii, minime compleatur vobiscum liancias, convenciones inhiemus et pacta, licet simus multipliciter jam uniti, et si fiat dictum matrimonium ut obtamus multo magis intendemus ad forciora pacis et unitatis federa confirmanda. Datum apud nemus Vincenarum secunda die julii.

1. Louis, futur duc d'Anjou.

214

[1350], 20 août, — Nogent-le-Roi¹.

Philippe VI écrit au roi d'Aragon qu'il a été un peu souffrant² et que Raymond de Salgues va prochainement repartir pour l'Aragon.

1. Eure-et-Loir, arr. Dreux, chef-lieu de canton.

2. Le roi mourra deux jours plus tard, en l'abbaye de Coulombs proche de Nogent-le-Roi. Si l'on connaissait le sens du mot « *discrasia* » on saurait peut-être de quoi mourut le roi. Je n'ai pas rencontré ce terme dans les glossaires latins médiévaux ni dans le vocabulaire technique de la *Chirurgie* de Guy de Chauliac.

Original sur parchemin percé de fentes et portant au dos des traces du sceau du secret, Archives de la couronne d'Aragon, *Perg. extra inv.* n° 1071.

Excellenti et serenissimo principi Petro dei gracia regi Arragon. consanguineo nostro carissimo Philippus eadem [gracia] rex Francorum salutem et omnium prosperorum augmenta. Dilectissime consanguinee, litteras vestre magestatis sub data Barchinon. kl. augusti nuper recepimus leta manu in quibus statum vestrum, quem propter sinceri amoris et sanguinis quo unimur indissolubile vinculum desideramus, prosperum et felicem graciosius intimastis. Vos vero nostrum incolumem proveritis, licet diebus novissimis levem passi fuerimus discrasiam; sane licet super tractatibus in negociis pluribus mutuam inter vos et nos pacem atque dilectionem tangentibus inter vos et consilium vestrum et dilectum et fidelem consiliarium nostrum magistrum Raymundum de Salguis, magistrum requestarum nostri hospicii, nuncium nostrum, habitis. Responcionem vestre excellencie nos et dictus nuncius, qui nobis plene predictos explicavit tractatus, fecerimus litteratorie, diu est, per specialem cursorem, tamen predicte vestre littere innuunt vos nondum recepisse responcionem prefatam quam nunc serenitatem vestram certissime credimus recepisse. Sed nichilominus ad procedendum in dictis tractatibus dictum nuncium nostrum ad vestram presenciam ordinavimus breviter destinare, vestram celsitudinem deprecantes quatinus nobis scribere velitis cum occurret frequenter ac dicti nuncii adventum benivole expectare, nam ipsum oportuit quibusdam per ipsum inchoatis negociis secundum ipsorum exigenciam dare finem. Datum apud Nogentum regis XX^a die mensis augusti.

BIBLIOGRAPHIE

LISTE DES OUVRAGES CITÉS

- Archives historiques de la Gironde*, t. II (1860). Ce volume contient de nombreux actes intéressant la Gascogne, parmi lesquels, p. 125 à 132, quelques lettres au sire d'Albret provenant des Archives départementales des Basses-Pyrénées.
- L'art de vérifier les dates des faits historiques, des chartes, des chroniques et autres anciens monuments...* par un religieux de la congrégation de Saint-Maur ; réimprimé avec des corrections et annotations... par M. de Saint-Allais... t. XIII (1818) : *Chronologie historique des sires puis comtes de Laval*, p. 108-141.
- AUBERT (F.), *Nouvelles recherches sur le parlement de Paris. Période d'organisation* (1250-1350). N.R.H.D. 1916, p. 62-109 et 229-290.
- AUBERT (F.), *Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VIII*, t. I : *Son organisation*, Paris, 1886 ; t. II : *Sa compétence, ses attributions*, Paris, 1890.
(Abrégé : AUBERT, *Parl. de Paris* (1886) ou (1890))
- BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *Recherches sur les juridictions de l'Anjou et du Maine pendant la période féodale*, 4 vol. Forment la première partie des *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au XVI^e siècle*, Paris, 1877-1897.
- BERGER (Élie), *Les lettres closes de Saint-Omer*, B.E.C, LXVII (1906), p. 1-12.
- BERTRAND de BROUSSILLON (A.), *La maison de Craon, 1050-1480. Etude historique* Paris, 1893, 2 vol.
- BERTRANDY (M.), *Études sur les chroniques de Froissart. Guerre de Guienne*, 1345-1346. Bordeaux, 1871.
- BLANCHARD (Fr.), *Les généalogies des maîtres des requestes ordinaires de l'Hôtel du roi*, Paris, 1670.
- BLÉD (Abbé), *Un mayeur de Saint-Omer*, Bull. philol. et hist., 1905, p. 478-523.
- BOFARUL y de SARTORIO (M. de), *Proceso contra el rey de Mallorca D. Jaime III, mandado formar por el rey Pedro IV de Aragon*, 3 vol. dans *Collecion de documentos ineditos del Archivo general de la Corona de Aragon*, t. XXIX-XXXI (1860-1876).
- BORRELLI de SERRES (L.), *Recherches sur divers services publics du XIII^e au XVII^e siècle*, 3 vol. Paris, 1895-1905.

- BRUSSEL (N.), *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France pendant le XI^e, le XII^e, le XIII^e et le XIV^e siècles*, Paris, 1727, 2 vol.
- CARLIER (Cl.), *Histoire du duché de Valois*, Paris 1764, 3 vol.
- CARPENTIER (J. B.), *Histoire généalogique des Pays-Bas ou histoire de Cambray et du Cambresis*, Leide, 1668, 2 vol.
- CAZELLES (R.), *La société politique et la crise de la royauté sous Philippe Valois*, Thèse pour le doctorat es lettres.
- CHAULIAC (Guy de), *La grande chirurgie de Guy de Chauliac, avec des notes, une introduction... un glossaire et une table alphabétique*, par E. Nicaise, Paris, 1890.
- Chronique normande du XIV^e siècle*, éd. A. et E. Molinier Paris, 1882 (Soc. hist. de Fr.).
- Chronique parisienne anonyme de 1316 à 1339*, éd. Hellot, Paris, 1885 (Mém. soc. hist. de Paris, vol. XI).
- Chronographia regum francorum*, éd. Moranvillé, t. II (1328-1380), Paris, 1893 (Soc. hist. de Fr.).
- CORDEY (J.), *Les comtes de Savoie et les rois de France pendant la guerre de Cent Ans (1329-1391)*. Paris, 1911 (Bibl. Ec. Hautes Etudes, fasc. 189).
- DAUMET (G.), *Benoit XII (1334-1342). Lettres closes, patentes et curiales se rapportant à la France*. Paris, 1920 (Bibl. Ec. franç. Athènes et Rome).
- DECRUSY et ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, t. IV (1327-1352), Paris, s.d.
- DELACHENAL (R.), *Histoire des avocats au parlement de Paris (1300-1600)*, Paris, 1885.
- DELACHENAL (R.), *Histoire de Charles V*, t. I (1338-1358), Paris, 1909.
- DELAVILLE-LE-ROULX (J.), *La France en Orient au XIV^e siècle. Expéditions du maréchal Boucicaut*, Paris, 1886, 2 vol. (Bibl. Ec. franç. Athènes et Rome)
- DELISLE (L.), *Actes normands de la chambre des comptes sous Philippe de Valois*, Rouen 1871 (Soc. hist. de Norm.)
- DELISLE (L.), *Chronologie des baillis et des sénéchaux royaux depuis les origines jusqu'à l'avènement de Philippe de Valois*, dans Rec. hist. de la Fr, XXIV, p. 15 à 385.
- DELISLE (L.), *Mémoire sur une lettre inédite d'un habitant de la Rochelle*, B.E.C., XVII (1856), p. 513-537.
- DENAI, *La Sainte Chapelle royale du Gué-de-Mauny et son chapitre*, Rev. hist. et archéol. du Maine, II, 1^{ère} série (1877), p. 378-426.
- DEPREZ (E.), *Clément VI (1342-1352). Lettres closes, patentes et curiales se rapportant à la France* (Bibl. Ec. Franç. Athènes et Rome).
- DEPREZ (E.), *Etudes de diplomatique anglaise de l'avènement d'Edouard I^{er} à celui d'Henri VII (1272-1485)*, t. I : *Le sceau privé, le sceau secret, le signet* Paris, 1908.
- DEPREZ (E.), *Les préliminaires de la Guerre de Cent Ans. La papauté, la France et l'Angleterre 1328-1342*, Paris 1902 (Bibl. Ec. franç. Athènes et Rome).
- DESCHAMPS (P.), *Les lettres closes au début du XIV^e siècle, Moyen Age*, XXVIII (1926), p. 333-347.

- DESSALLES (L.), *Le trésor des chartes ; sa création, ses gardes et leurs travaux depuis l'origine jusqu'en 1582*, Paris, 1844 (Mém. présentés à l'Acad. des Inscr. et belles Lettres, t. I).
- DEVIC et VAISSETTE, *Histoire générale de Languedoc*, éd. Privat, Toulouse, t. IX (1886) et X (1885).
- DEVILLERS, *Cartulaire des comtes de Hainaut de l'avènement de Guillaume II à la mort de Jacqueline de Bavière*, Bruxelles, 1881-1896 (Coll. chron. belges).
- DOUET d'ARCO (L.), *Collection de sceaux, Paris, 1863-1868*, 3 vol. (Arch. de l'Empire — Inventaires et documents).
- DOUET d'ARCO (L.), *Compte de l'argenterie des rois de France au XIV^e siècle*, Paris, 1851 (Soc. hist. de France).
- DOUET d'ARCO (L.), *Nouveau recueil des comptes de l'argenterie des rois de France*, Paris, 1884 (Soc. hist. de Fr.).
- DUBOIS, *Recherches sur la vie de Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou, du Maine et de Touraine*, B.E.C. XXX (1869) p. 377-424.
- DU CHESNE (Fr.), *Histoire des chanceliers et gardes des sceaux de France*, Paris, 1680.
- DUPONT-FERRIER (G.), *Gallia regia ou état des officiers royaux des bailliages et sénéchaussées de 1328 à 1515*, 4 vol. parus, Paris 1942-1954.
- FAWTIER (R.), *Un compte de menues dépenses de l'hôtel du roi Philippe de Valois pour le premier semestre de l'année 1337*, Paris, 1931, 57 p. (Extr. bull. philol. et hist. 1928-1929).
- FAWTIER (R.), *Les registres de Boniface VIII. Recueil des bulles de ce pape publiées et analysées d'après les manuscrits originaux des Archives du Vatican*, Paris, 1931-1939 (Bibl. Ec. franç. Athènes et Rome).
- FIERENS (Alph.), *Lettres de Benoît XII (1334-1342). Textes et analyses*. Rome et Bruxelles, 1910 (Analecta Vaticano-belgica, vol. IV).
- FOURNIER (P.), *Le royaume d'Arles et de Vienne (1138-1378)* Paris, 1891.
- FROISSART (J.), *Les chroniques de Jean Froissart*, éd. Luce, t. I-IV, Paris, 1859-1873 (Soc. hist. de France).
- Gallia regia*. Voir DUPONT-FERRIER
- GAUJAL (M.A.F. de), *Etudes historiques sur le Rouergue*, Paris, 1858-1859, 4 vol.
- GIRY, *Manuel de diplomatique*, Paris, 1894.
- Les grandes chroniques de France*, éd. J. Viard, t. IX (1328-1350), Paris 1937 (Soc. hist. de France).
- GUERARD (B.), *Cartulaire de l'église Notre Dame de Paris*, Paris, 1850, 4 vol. (Coll. doc. inéd.).
- GUERIN (P.), *Recueil de documents concernant le Poitou contenus dans les archives de la chancellerie royale*, Arch. hist. du Poitou, t. XI, XIII, XVII.
- GUICHENON (S.), *Histoire généalogique de la royale maison de Savoie...* Nouvelle édition, Turin, 1778, 4 vol.
- GUIFFREY (J.), *Histoire de la réunion du Dauphiné à la France*, Paris, 1868.
- GUILHIERMOZ (P.), *Enquêtes et procès. Etude sur la procédure et le fonctionnement du parlement au XIV^e siècle*, Paris, 1892.

- GUILLOIS (A.), *Recherches sur les maîtres des requêtes de l'hôtel du roi des origines à 1350*, Paris, 1909.
- HIGOUNET (Ch.), *Le comté de Comminges de ses origines à son annexion à la couronne*, Toulouse-Paris, 1949, 2 vol (Bibl. méridionale, 2^e série, t. 32).
- KNIGHTON (H.), *Chronicon Henrici Knighton vel Cnithon monaci Leycestrencis*, Ed. J.R. Lumby, 2 vol, Londres 1889-1895.
- KURTH (G.), *La cité de Liège au Moyen Age*, Bruxelles, 1909-1910, 3 vol.
- LACAILLE (H.), *Trésor des chartes du comté de Rethel*, Monaco, 1902-1904, 2 vol (Coll. doc. hist. publ. par ordre de S.A.S. le prince Albert 1^{er} de Monaco).
- LANCELOT (A.), *Mémoires concernant les pairs de France avec les preuves*, Paris, 1720.
- LA RONCIERE (Ch. de), *Histoire de la marine française*, Paris, 1899-1920, I et II.
- LA ROQUE, *Histoire généalogique de la maison de Harcourt*, Paris, 1662, 4 vol.
- LEBEUF (J.), *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, rectifications et additions par Bournon et Augier, Paris, 1883-1893, 7 vol.
- LECOY DE LA MARCHE, *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque*, Paris, 1892, 2 vol.
- LEHUGEUR (P.), *Philippe le Long roi de France (1316-1322), le mécanisme du gouvernement*, Paris, 1931.
- LEMOINE (J.), Ed : *Chronique de Richard Lescot religieux de Saint-Denis (1328-1344)*, Paris, 1896 (Soc. de l'hist. de France), *Appendices* p. 202-245.
- LE MUISIT (G.), *Chroniques et annales de Gille Le Muisit abbé de Saint-Martin de Tournai (1272-1352)*, Ed. Lemaître, Paris, 1906 (Soc. hist. de France).
- LESCOT (R.), *Chronique de Richard de Lescot religieux de Saint-Denis (1328-1344)*, Paris, 1896. (Soc. hist. de Fr.).
- LONGNON (A.), *Documents relatifs aux comtés de Champagne et de Brie*, 3 vol. Paris, 1901-1904 (Coll. doc. inéd.).
- LOT (H.), *Essai sur l'authenticité et le caractère officiel des « Olim »*, Paris, 1863 (Thèse Ec. des Chartes 1857-1858)
- MAS-LATRIE (L. de), *Commerce et expéditions militaires de la France et de Venise au Moyen Age*, Paris, 1880 (Coll. doc. inéd. — Mélanges historiques, III)
- MAUGIS (E.), *Documents inédits concernant la ville et le siège du bailiage d'Amiens extraits des registres du parlement de Paris*, Amiens, 1908 (Mém. soc. antiq. Picardie, V)
- MENARD (L.), *Histoire civile, ecclésiastique et littéraire de la ville de Nîmes avec les preuves*, Paris 1744-1758, 7 vol.
- MIGNON (Robert), *Inventaire d'anciens comptes royaux... sous le règne de Philippe de Valois*, publ. par Ch. V. Langlois, Paris, 1889 (Rec. hist. de la France, Doc financiers, I).
- MIRET Y SANS (J.), *Lettres closes des derniers Capétiens*, Moyen Age, XIX, 2^e série (1915-1916), p. 35-57.

- MIRET Y SANS (J.), *Lettres closes des premiers Valois*, Moyen Age, XX (1917-1918), p. 53-58.
- MIRET Y SANS (J.), *Negociacions diplomatiques d'Alfons III de Catalunya-Arago ab el rey de França per la croada contra Granada* (1328-1332), Barcelona, 1908, 27 p. (Publ. Institut d'estudis catalans, 1908).
- MOLLAT (G.), *La diplomatie pontificale au XIV^e siècle*, dans *Mélanges Halphen*, 1951, p. 507-512.
- MOLLAT (G.), *Jean XXII* (1316-1334). *Lettres communes analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican*, 15 vol. Paris, 1911-1940.
- MOLLAT (G.), *Les papes d'Avignon, 1305-1378*, 9^{me} édition, Paris, 1950.
- MORAND (S.J.), *Histoire de la Sainte Chapelle royale du Palais*, Paris, 1790.
- MOREAU (Le P. E. de), *Histoire de l'église en Belgique*, t. III, Bruxelles, 1945.
- MOREL (Oct.), *La grande chancellerie royale et l'expédition des lettres royaux de l'avènement de Philippe de Valois à la fin du XIV^e siècle*, Paris, 1900.
- MURIMUTH (A.), *Adae Murimuth continuatio chronicorum*, Ed : E.M. Thompson, Londres, 1899, 2 vol.
- Ordonnances des roys de France de la troisième race recueillies par ordre chronologique*, 21 vol, Paris, 1729-1849.
- PERRICHET (L.), *La grande chancellerie de France des origines à 1328*, Paris, 1912.
- PERROY (Ed.), *The diplomatic Correspondence of Richard II*, Londres, 1933.
- PETIT (E.), *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, Paris, 1885-1905, 9 vol.
- PETIT (E.), *Les sires de Noyers. Le maréchal de Noyers Mile X, porteur-oriflamme, grand bouteiller de France*, Auxerre, 1874.
- PETIT (L.), *Charles de Valois* (1270-1325), Paris, 1900.
- PLANCHER (LE P. Urbain), *Histoire générale et particulière de Bourgogne, avec des notes...* Dijon, 1739-1781, 4 vol.
- Régistres de Boniface VIII...* voir FAWTIER (R.)
- RENARD (G.), *Le château de Bar autrefois et aujourd'hui*, Bar-le-Duc, 1896.
- RICHARD (J.), *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché du XI^e au XIV^e siècles*, Paris, 1954 (Publ. Univers. Dijon).
- RIEZLER (S.), *Vatikanische Akten zur deutschen Geschichte in der Zeit kaisers Ludwigs des Baiers*, Innsbrück, 1881.
- RYMER (Th.), *Foedera, conventiones, litterae et cujuscumque generis acta publica*, Londres, 1816-1869, 4 vol.
- SAULCY (de), *Recueil de documents relatifs à l'histoire des monnaies frappées par les rois de France. Documents généraux. Documents datés et distribués par règnes* (1179-1380), Paris, 1879, (Coll. doc. inéd.).
- TESSIER (G.), *Observations sur les actes royaux de 1180 à 1328*, B.E.C., XCV (1934), p. 31-73.
- TOUSTAIN (Dom. C.F.) et TASSIN (Dom R.P.), *Nouveau traité de diplo-*

- matique où l'on examine les fondements de cet art, Paris, 1750-1765, 6 vol.
- VALBONNAIS (de), *Hist. du Dauphiné et des princes qui ont porté le nom de dauphins...* Genève, 1721-1722, 2 vol.
- VALLS-TABERNER, *Notizie della Francia inviate da Filippo d'Evreux*, Miscellanea Fr. Ehrle, t. III, p. 103-115.
- VARIN (O.), *Archives administratives de la ville de Reims*, 4 vol. Paris, 1843 (Coll. doc. inéd.).
- VEYRAT (M.), *Essai chronologique et biographique sur les baillis de Rouen* (de 1171 à 1790), Rouen, 1953.
- VIARD (J.), *La chambre des comptes de Philippe VI de Valois*, B.E.C., XCIII (1932), p. 331-359.
- VIARD, *Documents parisiens du règne de Philippe VI de Valois extraits des registres de la chancellerie*, Paris, 1899-1900, 2 vol.
- VIARD, *L'hôtel de Philippe VI de Valois*, Paris, 1895, 51 p. (Extr. B.E.C. LV, 1894).
- VIARD, *Itinéraire de Philippe VI de Valois*, B.E.C., LXXIV (1913), p. 74-128 et 525-620, et LXXXIV (1923), p. 166-170.
- VIARD, *Les journaux du trésor de Charles IV le Bel*, Paris 1917 (Coll. doc. inéd.).
- VIARD, *Les journaux du trésor de Philippe de Valois suivis de l'Ordinarium thesauri de 1338-1339*, Paris, 1899 (Ibid).
- VIARD, *Lettres d'état enregistrées au parlement sous le règne de Philippe de Valois*, Ann. bull. Soc. hist. de Fr. XXXIV (1897) p. 193-267 et XXV (1898), p. 177-249.
- VIARD, *Les ressources extraordinaires de la royauté sous Philippe VI de Valois* Revue des quest. hist. XLIV (1888) p. 167-218.
- VUITRY (Ad.), *Etudes sur le régime financier de la France avant la révolution de 1789*, Nouv. série, t. II : *Les trois premiers Valois*, Paris, 1883.
- WAQUET, *Le bailliage de Vermandois aux XIII^e et XIV^e siècles Etude d'histoire administrative*, Paris, 1919 (Bibl. Ec. Hautes Etudes, facs. 213).

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

Abbés : V. Corbie, Marmoutier, Saint-Denis.
Abbeville : 4, 131.
Adam, notaire : 87.
Adresse : 6-9, 13.
Agenais : 64, 71. Juge : 32. Lieutenant du sénéchal : 48. Sénéchal : 82. Trésorier : 32.
Aguiller (Henri) : 115.
Aigneville (Robert d') : 34.
Aiguillon : 64.
Aimon, comte de Savoie : 73. Voir Savoie.
Albigeois : 49.
Albret (Bernard Ezi, s. d') : 2, 4, 15, 16, 68, 71, 73, 74, 76, 82, 100. (Guitard) : V. Tartas (Vicomte de).
Alençon (Charles comte d') : 16, 35.
Alexandre IV, pape : 45.
Allemagne : 71, (roi d') : 38.
Alphonse IV, roi d'Aragon : 29, 33, 36, 38, 40, 46-47, 52.
Alphonse XI, roi de Castille : 96. V. Castille.
Amédée, comte de Savoie : 73, 90.
Amiens : 64, 67, 68, 71, 73, 74, 123, 125, 127, 131, 133. Bailli : 106, 114, 122. Bourgeois : 131. Echevins : 122, 131. Gouverneur du bailliage : 108. Procureur du roi : 106. Receveur : 131. Vidame : 60.
Amiral : 62.
André (Bernard) : 92.
André (Pierre) : 139.
Angleterre : 36, 38, 71. Roi : 8, 39, 42. V. Edouard III.
Angoissoles : 124.
Angoumois : 52.
Anjou : 44, 118. Bailli : 13, 25, 26, 29, 54. Duc : 143. Sénéchaussée : 29.
Anvers : 75.
Apostrophe : 10.

Aragon, roi d' : 4, 7-9, 16, 21, 37-41, 45, 51, 56, 58, 68, 70, 109, 136. V. Alphonse IV, Pierre IV. Infant Jacques, comte d'Urgel : 98-100. Infant Pierre : 39-41.
Aragonais : 33, 40, 45, 72, 127.
Arches (Jean d'), confesseur du roi : 30.
Arcy (Hugues) : 101, 136.
Argentan : 15, 88.
Argenterie : 50.
Argentier : 61.
Arles (royaume d') : 113.
Arpajon (Bérenger s. de Caumont, Jean) : 124.
Arras : 4, 104-105, 122, 128-131. Echevins : 122, 131. Evêque : 65.
Artois : 35, 114-115, 131. Mahaut, comtesse : 35. Robert, comte de Beaumont : 35. Bailli royal : 106.
Athis (Traité d') : 141.
Auban ou Aubant (André) : 90.
Aubenas (Raymond d') : 32.
Auberoche : 40.
Aubert (Etienne) : 97, 101, 126. (Hue) : 98.
Augonay (bois de l') : 28.
Aumelas : 103.
Aunoy (Pierre d'), notaire-secrétaire : 13, 19, 109, 122.
Aunoy (Thibaut d') : 41.
Auque (Gilet d'), valet des faucons : 27.
Auvergne, Bailli : 31. Gouverneur du bailliage : 114.
Auxerre, Bailli (d') : 55.
Auxonne (Guillaume d') : 102.
Avignon : 30, 40, 52, 56, 69, 94, 104, 106.
Avoine (Jehannot de l') : 28.
Avranches (évêque d') : 30.

B

Baillis : 48, 141.
Baleham (Roger de) : 118.

Bar (Comte de) : 16, 83.
 Baras de Châteauneuf, V. Châteauneuf.
 Barcelonais : 33.
 Barcelone : 58-59.
 Barra (Geraldus de) : 134.
 Barré : 132.
 Barrière (Guillaume de la) 15, 82.
 Barrière (Pierre), notaire-secrétaire : 19, 34, 108, 132. Evêque de Senlis : 43.
 Basqueville-en-Caux (sire de) : 119.
 Baudet (Gui), chancelier : 13, 30, 51, 55, 66.
 Baugé : 118.
 Baume (Etienne dit le Galois de la) : 71.
 Baux (Agoût des) : 103.
 Bavière (Henri duc de) : 112-113.
 Bayeux (évêque de) : 35.
 Beaucaire (juge mage) : 90. Sénéchal : 8, 51, 65, 83, 109, 134.
 Beaumont, maréchal de, dit le Desramé : 9.
 Beaumont (Geoffroy de) : 19, 26, 57, 61, 62, 118.
 Beaumont : V. Jean de Hainaut, s. de B.
 Beaumont-le-Roger : 98. V. Artois (Robert de).
 Beaumont-sur-Sarthe, vicomte de : 118.
 Beauvais, évêque de : 35, 84, 93, 100.
 Chanoine : 41.
 Beauvoir-en-Lyons : 25.
 Becond (Pierre de) : 140.
 Bec-Hellouin : 42-43.
 Becoiseau : 45, 112, 114-115, 135.
 Béhuchet (Nicolas) : 62.
 Belagent (Pierre) : 122.
 Bellegno (Jean) : 43.
 Benoît XII, pape : 7, 56, 87, 91, 92, 94-97, 102, 104.
 Bergues : 31.
 Berron (Oudard Jacques de) : 55.
 Bertran (Guillaume), évêque de Bayeux : 34, 35, 113.
 Bertran (Robert) s. de Bricquebec : 35, 92.
 Beryon (Guy de) : 34.
 Bescot (Jean, Philippe le) : 60.
 Béthune : 141.
 Bettache (les frères) : 79.
 Béziers, viguier de : 80, 91, 111.
 Bicêtre : 39.
 Bigars (Raoul de) : 113.
 Bigorre, receveur de : 32.
 Blainville (Mouton de) : 32.
 Blanchet (Pierre), notaire-secrétaire : 19, 140.
 Blois, comte de : 36, 54.
 Bohême. V. Jean de Luxembourg, roi de.

Bois (Guillaume du) : 19, 130.
 Bois-de-Vincennes : 28, 41-43, 49, 50, 54, 63-76, 80, 81, 83, 84, 89, 93, 98, 105, 116-120, 134-136, 142, 143.
 Bonbouteiller (Anseau le) : 98.
 Boniface VIII, pape : 34, 41.
 Bonjan (Pierre) : 57.
 Bonnesmains (Guillaume de), de Fiageac : 58.
 Bonport : 30, 40.
 Boucher (Adam) : 87.
 Bordeaux : 40. Sénéchal : 64.
 Boulogne-sur-Mer : 131.
 Boulogne (Gui de) : 102.
 Boulonnais : 114.
 Bourbon, duc de : 40, 73, 105, 143.
 Blanche de : 61. Jeanne de : 73.
 Bourbonnais : 31.
 Bourdon (Guillaume de) : 84.
 Bourgeoise (Hélie) : 14.
 Bourgogne (Eudes IV duc de) : 35, 66, 100-102, 105, 108, 114. Duchesse : 131. Gouverneur du duché : 114.
 Boutervilliers (Robert de) : 27.
 Bouthéon. V. Fay (Godemar du).
 Bouvines : 94.
 Brabant : 87, 133. Jean duc de : 57, 139-140.
 Bretagne : 100, 103, 106, 108-109, 111.
 Arthur de : 29. Charles de Blois duc de : 16, 101, 117, 118. Jean III : 86.
 Bretel (Robert) : 63, 70.
 Breteuil-sur-Iton : 31, 40. Vicomté de : 98.
 Breton (Jehan de) : 15, 88.
 Breuil (Guillaume du) : 96.
 Brienne (Jean de), vicomte de Beaumont : 118.
 Brienne (Raoul de). V. Eu.
 Brionne : 88.
 Briqueville (Guill. de) : 113-114.
 Brive : 57.
 Bruges : 31.
 Brunoy : 68.
 Bry (Robert de) : 42.
 Bucy (Simon de) : 15, 16, 65-66, 69, 94, 95, 102, 122, 138.
 Bus (Toussaint du) : 106.

C

Caen. Bailli de : 15, 33. Bailliage : 62, 68.
 Calais : 108, 123, 131. Bailli : 108.
 Cama ou Came (Barthélemy) : 80, 81, 91.
 Cambrai : 102, 113. Chanoine de : 102.
 Canet (Ferrer de) : 98.

- Cange (Jean du) : 131.
 Canterbury (archevêque de) : 75.
 Carcassonne. Réformateur : 128. Sénéchal : 103, 107, 109, 111.
 Cardailiac (Bertrand de) : 134.
 Carladais : 103.
 Carlat : 103.
 Cassel (bataille de) : 31, 90.
 Castelbon. V. Foix (Roger-Bernard de).
 Castelnau (Hélène, Ratier de) : 134.
 Castille : 82. Roi de : 39-40, 43, 70, 96-97.
 Catalans : 33.
 Cateau-Cambrésis : 89.
 Caumont (Bérenger d'Arpajon s. de) : 134.
 Caux (bailli de) : 31.
 Cayeu (Jean de) : 83.
 Ceccano (Annibal de) : 126.
Cedules : 18, 21, 88.
 Chaalis : 43-44, 77.
 Chabrilan (Robert de) : 137.
 Chaillot ou Chaillou (Raoul) : 31-32.
 Chalon (Jean de) : 55, 66.
 Chamaillart (Maurice) : 118.
Chambellans du roi : 14, 26. Du duc de Normandie : 25.
Chambre aux deniers : 53. De la reine : 122.
Chambre des comptes : 29, 30, 32, 44, 48, 49, 53-54, 56, 57, 62, 63, 79, 84, 95-96, 108, 115-119, 121, 122, 129, 133, 138-141.
 Souverains ou présidents : 46, 55, 84, 115.
 Clercs : 58, 95-96, 118, 122, 129, 138.
Chambre des enquêtes : 60, 69, 85, 97-98, 113, 117, 122.
 Champagne : 97. Gruier : 115. Sénéchal : 84.
 Champagne (Charente Maritime) : 82.
 Champagne (Guillaume de) : 119.
 Champotoceaux : 101.
 Chanac (Fouque de) : 65-66, 137. (Guillaume de) : 65.
Chancelier : 16, 21, 22, 32, 35, 36, 55, 66, 84, 92, 121, 122, 129, 141. Du Dauphiné : 126. Du duc de Normandie : 137.
Chancellerie : 21-22.
 Change (Jean du) : 131.
Changeur : 132.
 Chantecoq : 98, 139.
Chapelains : 33, 34, 42, 53, 70. Du pape : 91.
Chapelles royales : 45, 70.
 Charles IV, roi de France : 6, 8, 29, 31^a, 33, 55, 58, 92.
 Charles V : 19, 73.
 Charles le Mauvais, roi de Navarre : 136.
 Charles comte de Valois : 9, 25, 29, 54, 55, 59, 62, 73, 90, 93.
 Charmoye (Amaury de la) : 122.
 Charmoye (Jean de la) : 138.
 Charny (Robert de) : 15, 128, 134.
 Charny (Geoffroy de) : 141.
 Chartres : 56, 70, 96. Doyen : 41.
 Chasse (La) : 95-96.
 Chastelier ou Chastellier (Jean du) : 37, 51, 55, 65, 94.
 Chat (Etienne le) : 116.
 Châteauneuf-sur-Loire : 43.
 Châteauneuf (Baras de) : 96.
 Châteauvillain (Jean de) : 85.
Châteaux du roi : 48.
 Châtillon (Guillaume de) : 65. Voir Blois (Gui de Ch. comte de) et Bretagne (Charles, duc de).
 Chatriot (Pierre), palefrenier : 25.
 Chaumont (bailli de) : 16, 45.
 Chepoy (Jean de) : 50.
 Cherchemont (Jean) : 8, 16, 35.
 Chestineau (moulin du) : 26.
Chevalier le roi : 65, 107.
Chevaux du roi : 25.
 Chevrier (Gui) : 30, 56.
 Chilly (Pierre de) : 124.
 Clabart (Jean) : 95.
 Clair (Pons) : 111.
 Clémence de Hongrie, reine de France : 61.
 Clément V, pape : 41-43.
 Clément VI : 105, 113, 126.
 Clerc (Robert le) : 19, 26.
 Clermont, évêque de : 97, 122.
 Clos des Galées : 62.
 Cluny (abbé de) : 85.
 Cocquerel (Firmin ou Fremin de) : 80, 112-113, 137, 141.
Coffres : 132.
 Cologne : 98.
 Comminges : 99.
 Comminges (Arnaud de) : 40.
 Comminges (cardinal de) : 114.
 Comminges (Cécile) f. de Jacques d'Aragon comte d'Urgel : 98.
 Comminges (Gui de) : 114.
 Comminges (Roger de) : 40.
Commissaires : 68.
Commissaires enquêteurs : 48-49.
Commissaires réformateurs : 31, 97, 98, 128.

Compiègne : 79, 83, 84, 89.
 Condé (Amaury de) : 70.
Confesseur du roi : 30. De la reine : 30.
 Conflans-près-Paris : 58-59.
Connétable : 63.
Conseil : 84, 86, 98, 117, 140.
 Constantinople (empereur de) : 50.
 Coq (Robert le) : 96.
 Coquerel (Pierre) de Verberie : 87.
 Corbeil : 51.
 Corbie (abbé de) : 129.
Cote-hardies : 26, 28, 56-57.
 Cotentin (bailli de) : 133.
 Cotin (Jean) : 55-56.
 Coulombs (abbaye de) : 143.
 Courtenay (Robert de), archevêque de Reims : 41.
 Courtrai : 31.
 Coutances (chantre de) : 30.
 Craon (sire de) : 82.
 Craon (Amaury de) : 29, 82.
 Crécy (bataille de) : 103.
 Crécy (Gervais de) : 102.
Croisade : 36-41, 43, 46, 50, 51, 54, 56, 87.
 Croix (Jean de la) : 33.
 Crusy (Hugues de) : 34, 55, 60.
 Cugnères (Pierre de) : 15, 34, 55, 60, 65, 94, 95.

D

Dadde (Pierre) : 45.
 Dandolo (François) : 33.
 Dauphin de Viennois : 89.
 Dauphiné : 90, 137. Chancelier : 126.
 Davenescourt : 125.
Décimes : 38, 87.
 Dedo (Andreolus) : 33.
 Demiville (Pierre de) : 138.
 Desnoetes (Godefroy) : 62.
 Dijon (bailli de) : 98.
 Dill (Geoffroy de) : 133.
 Dinan (Geoffroy de) : 117.
 Dinteville (Jean de) : 97-98
Dons du roi : 57.
 Doria : 98.
 Dorion (Jehannot) : 57.
 Douai : 141, 142. Prévôt de Saint-Amand : 41.
 Douvres : 39.
 Dunkerque : 31.
 Durand (Guillaume) : 59.
 Durham (évêque de) : 75.

E

Eaux et forêts : 48. Maîtres : 62.
Echansons : 27, 116.
Ecurie : 50.
 Edouard III : 6, 16, 36, 38-43, 64, 65, 67, 68, 70, 71, 75, 77, 79, 83, 85, 91, 93, 95, 100-103, 106-107, 111, 119, 126, 136.
 Egypte : 58.
Election : 141.
Enregistrement : 16, 22, 49, 137, 138.
 Epieds : 48.
 Erquery (Louis s. d') : 71.
 Espagne : 38, 43, 97.
 Essars (Martin des) : 95.
 Essars (Pierre des) : 95-96.
 Etampes (Pierre d') : 28.
Etats : 123, 135.
 Etiennette, fille de Marguerite de Léry : 61.
 Etioles : 96.
 Eu (Raoul de Brienne comte d') : 68, 64, 92.
 Evreux (évêque d') : 42.

F

Faé (Geoffroy) : 42.
 Falaise : 15, 88.
Fauconnier : 27.
Faussaires : 70.
 Fauvel (roman de) : 31.
 Fay (Godemar du), s. de Bouthéon : 45, 65, 92.
 Fermaut ou Fremaut (Bernard) : 139.
 Ferrand (Mathieu) : 32.
 Fieschi (Nicolino) : 91-92.
 Figeac (bourgeois de) : 58-59.
 Flamands : 30, 94, 96, 97, 125-126.
 Flandre : 3, 75, 108.
 Flandre (comte de) : 141.
 Flandre (comtesse de) : 131.
 Flandre (Louis dit de Nevers comte de) : 31, 94.
 Flandre (Louis dit de Male) : 16, 141.
 Flote (Guillaume) s. de Revel : 84, 129, 136, 137, 139.
 Foix (Comte de) : 4, 16, 63-65, 73, 75-78, 92, 100.
 Foix (Roger Bernard de) vicomte de Castelbon : 77.
 Fontainebleau : 51, 55, 109, 140.
 Fontevault : 52.
 Forêt (Pierre de la) : 96, 137.
 Forget (Pierre) : 13, 25, 48, 53-54.

Fossat (Arnaud-Garsie, Gaucher du) : 48-49.

Fouques (Thomas) : 62.

Fremaut : V. Fermaut.

Frison : 111.

Fritel (Jehannot) : 34.

Fromont-sur-Seine : 31, 32.

Furnes : 31.

G

Gabelles : 97.

Gages : 20, 53-54, 65, 92-93, 108, 121, 135, 136.

Garde du trésor des chartes : 2, 4, 8, 41, 43-45, 69, 113.

Gascogne : 36, 37, 63, 65.

Gaston comte de Foix. v. Foix.

Gayte (Mathieu) : 56.

Geaune : 64.

Gênes : 46-47.

Genève (Amédée, comte de) : 73.

Génois : 33, 51, 56.

Gennes : 25.

Gens des comptes : V. Chambre des comptes.

Gilet, fauconnier : 27.

Gisors (bailli de) : 11, 70.

Glatigny : 113.

Gontier, clerc de Robert de Lorris : 121.

Gormont (Guillaume) : 111.

Got (Raymond de) : 42.

Gravelines : 31.

Grégoire IX, pape : 45.

Grenade (royaume de) : 36-39.

Grimaudière (manoir de la) : 119.

Gué-de-Mauny : 26-28, 100-102.

Guéheri (Mathieu) : 135, 141.

Guyenne : 93.

H

Hainaut : 83, 87, 89, 90.

Hainaut (Guillaume comte de) : 16, 83, 102.

Hainaut (Jean de) s. de Beaumont : 38.

Hainaut (Marguerite de) f. de Louis de Bavière : 92, 94.

Hainaut (Jeanne de Valois comtesse de) : 97.

Ham (Oudard sire de) : 106.

Ham (Pierre de) : 108.

Hanequin, garde du séjour : 25.

Hangest (Jean d') : 122.

Hangest (Pierre d') : 19, 48-49, 57.

Hautfuney (Jean) : 30.

Hay (l') : 82.

Hélie (Nicolas) : 62.

Henri 1^{er}, roi d'Angleterre : 42.

Hérivier (Pierre) : 80.

Hesdin : 130, 131.

Hommes jugeants : 54-55.

Honorius IV, pape : 45.

Hôpital (maître de l') : 50.

Hôtel du roi : 43, 49-50. V. Maîtres de l'hôtel et maîtres des requêtes.

Humbert II, dauphin de Viennois : 90.

I

Impôts : 118.

Interdit : 45.

Isle (l') : V. Lille.

J

Jacques II, roi d'Aragon : 33.

Jacques 1^{er}, roi de Majorque : 103.

Jacques II, r. de Majorque : 46-47, 80, 91, 95, 98-100, 111, 112, 119-120.

Jean XXII, pape : 30, 35, 38, 45, 50.

Jean II, r. de France : 5, 82.

Jean sans terre, r. d'Angleterre : 29.

Jean de Luxembourg, r. de Bohême : 73, 75-76, 79, 113.

Jean, duc de Normandie : 5, 10, 16, 19, 44, 46, 56, 61, 63, 66, 74, 83, 87, 89, 90, 100-102, 104, 105, 109, 114, 123, 135, 143. Son chancelier : 137. Sa chevalerie : 46.

Jeanne de Bourgogne, reine de France : 16, 113, 124-127, 133. Maître de son hôtel : 98, 107. Maître de sa chambre aux deniers : 56, 122. Sommelier de sa chambre : 57, 98.

Jeanne reine de Navarre : 9, 16, 85, 120, 121, 136.

Jeanne de Boulogne, reine de France : 114.

Jeanne d'Evreux, femme de Charles IV : 97. Son bailli : 128.

Jennes : 26.

Jodoigne (Henri de) : 102.

Joigny : 79.

Joinville (André, Anseau de) : 16, 84.

Jourdain (Dreu) : 96.

Jouy l'abbaye : 114, 141.

Joyenval : 66.

Juge mage : 32.

Julien (Pierre) : 28, 30, 31, 33-35, 41, 43-45, 69.

Juliers (comte Guillaume de) : 38.

L

Lagatu (Jean) : 13, 36.
 Laigle (Jean) : 122.
 Lalemant (Hannequin) : 25.
 Lallemand (Jehannequin) : 25.
 Lallemand (Ourry) : 116.
 Lamy (Guillaume) : 126.
 Langres, archidiacre : 34. Elu : 115.
 Evêque : 51.
 Languedoc : 69, 71, 73, 75, 92. Commis-
 saire-réformateur : 31. Lieutenant du
 roi : 79, 100. Trésorier : 33.
 Laon, abbaye Saint-Vincent : 118.
 Laon, évêque de : 136. Trésorerie : 35-
 36.
 Lapion (Robert de) : 96.
 Lattes : 103, 104.
 Laval, sire de : 118.
 Laye (Olivier de) : 114, 139.
 Léry (Marguerite de) : 61.
Lettres de bourgeoisie : 79.
Lettres de marque : 33, 40, 45, 59, 72,
 100.
Lettres d'état : 35-36, 93.
Lettres de sceau plaqué : 18.
Lettres missives : 9-10.
 Leucate (châtelain de) : 103-104.
 Liège (évêque de) : 29, 139-140.
 Lille : 123, 141. Receveur : 33.
 Lille (Jean de) : 61.
 Limoges (doyen de) : 69.
 Linanges (comte de) : 16, 84.
 Livry-en-Launois : 111.
 Lodève (archidiacre de) : 126.
 Loge-Saint-Denis : 44-45.
Lombards : 41, 124-125, 131.
 Lons Aunoy ou Longonay : 28.
 Longpont : 36.
 Loques (Mahieu s. de) : 131.
 Lorenz : 27.
 Lorris (Robert de) : 12, 19, 84, 121-132.
 Louis IX, r. de France : 49, 70.
 Louis de Bavière : 65, 67, 70, 75-78, 92,
 94, 113.
Loups : 28.
 Louvre (Le) : 60-62, 69.
 Lucheux : 127.
 Lude (sire du) : 118.
 Lussac-les-Châteaux ou en Poitou : 56.
 Luxembourg. V ; Jean, r. de Bohême.
 Luxembourg (Charles) marquis de Mo-
 ravie : 113.
 Luxembourg (Marguerite), fille de Char-
 les : 73.
 Lyon : 105.
 Lys (abbaye du) : 137.

M

Mâcon : 66, 67. Bailli : 114.
 Maguelonne, évêque de : 103.
 Maine : 44, 118. Bailli : 25, 54. Sous
 bailli : 25. Receveur : 25-27. Séné-
 chaussée : 29.
Maîtres de l'hôtel : 27, 51, 107.
Maîtres des requêtes de l'hôtel : 12, 51,
 60, 63, 66, 106, 111, 113, 114, 126,
 128, 138.
 Majorque (roi de) : 56, 103, 107, 109,
 110 ; v. Jacques II.
 Malestroit (trêve de) : 103, 106.
Maltôte : 51.
Mandements : V. Semonces.
 Mandevillain (Jean) : 65.
 Mans (Le), bourgeois : 62. Chanoine :
 137. Receveur : 25, 28. Sous-bailli :
 26.
 Marant. V. Pressigny.
Marbotin : 82.
 Marcel (Etienne) : 61.
Marchands : 45, 72, 83. De Montpellier :
 33. De Narbonne : 33.
 Marck (Adolphe de la), évêque de
 Liège : 29.
 Mare (Renaud de la) : 63.
 Maréchal (Guillaume le) : 119.
Maréchal de France : 135, 136.
 Marennes : 29.
 Marie de Luxembourg, reine de France :
 30.
 Marie (Jean), notaire-secrétaire : 19,
 132-133.
 Marigny-en-Orxois : 48.
 Marigny (Jean de) : 34, 84, 93, 99.
 Marles-en-Brie : 46-47.
 Marlière (Pierre de la) : 50-51.
 Marmande : 63, 64, 71.
 Marmoutier (abbé de) : 20, 129, 132,
 136.
Masse : 108.
 Mathefelon (Thibaut de) : 118.
 Mathieu, notaire : 13.
 Mathilde, impératrice : 42.
 Mauboussin : 53-54, 62, 63, 67, 73, 87-
 89, 95, 122, 136.
 Maucras (Gille de) : 15, 103.
 Meaux : 116.
 Mediavilla (Pierre de) : 58-59.
 Melan (Raymond de) : 40.
 Melle (Foucaud de) : 89.
 Mello (Guillaume de) : 56.
 Mello ou Mellou (Martin de) : 19, 62.
 Meulan : 55.
 Meulan (Raoul de) : 46.

Mezières (Jean de) : 122.
 Miéville-au-Loge : 116-117.
 Millars ou Millarz (Arnaud de) : 15, 47.
 Milon (Jean de) : 122.
 Modène (évêque de) : 91.
 Molins (Renaud de) : 13, 19, 61, 69.
 Monceaux (Jean de) : 129.
 Moncel (Le) : 62, 66, 77-79, 80, 90-92, 103, 115, 122-124, 131.
Monnaies : 80-81, 84, 86, 140.
 Montagu : 13, 83.
 Montargis : 85.
 Montauban, viguerie de : 81.
 Montaut (Béranger de), archidiacre de Lodève : 15, 126.
 Mont-de-Marsan : 78.
 Montdidier : 124, 125, 127.
 Montéclair (Prévôt de) : 16.
 Montferrier (Thomas de) : 90-91.
 Montfort (Jean comte de) : 100-102.
 Montfort (archidiacre de) : 137.
 Montigny (Yvon de) : 15, 107.
 Montigny (Eustache de) : 50.
 Montmélian : 90.
 Montpellier : 95, 99, 103, 142-143. Bourgeois : 79-81. Consuls : 33, 90-91. Marchands : 33.
 Montréal (châtelain de) : 92.
 Montreuil-sur-Mer : 131.
 Montreuil (Guillaume de) : 18, 25, 26, 28, 61.
 Moreuil (Bernard de), maréchal de France : 11, 16, 135.
 Moriend (Ligiet) : 122.
 Morosini (Marin) : 43.
 Mote (Bertrand de la) : 48.
 Mounier (Berthelot, Jehannot) : 26-27.
 Mur (Jean du) : 69.
 Musy (Jacques le) : 128.

N

Nancras : 82.
 Nangis (Guillaume de) : 85.
 Nantes : 101.
 Narbonne (archevêque de) : 111.
 Nauges (Guillaume de) : 85.
 Navarre : 120. V. Jeanne, Philippe r. de Navarre.
 Nédon (Jean s. de) : 132.
 Nemours : 138.
 Nesle (Gui, Jean de) : 136.
 Nevers (évêque de) : 69.
 Nicolas III, pape : 45.
 Nicolas (Philippe) : 118.
 Nieuport : 31, 143.
 Nîmes (évêque de) : 70.

Nobles : 125.
 Nogent-le-Roi : 143.
 Normandie : 44, 113.
 Normandie (Bonne duchesse de) : 100-102. V. Jean duc de Normandie.
Nobles : 5, 8, 12, 13, 36, 46, 48, 87. De Toulousain : 32.
 Noyers (Mile de) : 16, 19, 46, 79, 84, 100-102.
 Noyers (Jean de) : 58.
 Noyon : 91. Evêque : 35.
 Neufchastel (S. de) : 134.

O

Ode (Nicolas ou Colin) : 18, 132-133.
 Offémont (Jean de Nesle s. d') : 136.
 Ogbourne : 41.
 Orléans : 41.
 Orléans (Philippe duc d') : 61, 98, 107, 135.
 Ostrevant : 83.
Otages : 31.
 Ozoir-la-Ferrière : 69.

P

Pages : 26.
 Palais (Robert du) : 85.
 Palais des Thermes : 85.
 Palu (Pierre de la) : 59, 103.
 Palu (Humbert ou Imbert de la) : 108.
 Paris : 35, 49, 50, 66, 78, 99-100, 102, 105, 108, 135. Bourgeois : 61, 98, 132, 139. Chanoine : 109, 137. Doyen : 51, 142. Evêque : 65, 137-138. Prévôt : - 16, 70, 111, 117, 122.
Parlement : 31-36, 44, 52-55, 65-66, 80, 82, 85, 93-98, 106, 110-117, 127, 135, 138. Conseiller : 60, 128. Grèffe : 48. Huissiers : 80, 85. Procureur du roi : 138. Présidents : 52-53, 55, 60, 65, 94, 138.
Pasnage : 133.
 Paucourt : 60, 99.
 Paumier (Clarin le) : 58, 118, 122.
 Penne (Catherine de) : 134.
 Périgord (receveur de) : 16, 32, 87-88. Sénéchal : 82. Sénéchaussée : 88.
 Péronne : 79.
 Petit-Célier (Enguerran du) : 130, 139.
 Petit-Célier (Thomas du) : 139.
 Pétronille, f. de Pierre de Verberie : 87.
 Philippe II Auguste : 29, 122.
 Philippe III : 6, 49.
 Philippe IV le Bel : 6, 7, 15, 41, 49, 53, 103.

Philippe V le Long : 6, 8, 9, 29, 49, 69.
 Philippe d'Evreux, roi de Navarre : 16, 38, 40, 85, 107, 120, 136.
 Picardie : 114, 123.
 Picquigny (Ferri de) : 60.
 Picquigny (Jean de) : 60.
 Picquigny (Robert de) : 60.
 Pierre IV le Cérémonieux, r. d'Aragon : 15, 59, 68-69, 72, 85, 95, 98-99, 103, 104, 106, 109-110, 119, 120, 127, 142-144.
 Pierre le Cruel, r. de Castille : 61.
 Pincharellus (Guillelmus) : 33.
 Ploermel : 106.
 Poissy : 49-50, 62, 87, 104, 110, 115, 120, 121.
 Poitiers : 40. Drapier : 56.
 Poitiers (Louis de, comte de Valentinnois), 100.
 Poitou (sénéchal de) : 82.
 Pommard (Hugues de) : 115.
 Pommeure (Aryur ou Artus de) : 60, 97-98.
 Ponthieu (receveur de) : 131.
 Pontoise : 102.
 Pont Perrin (Moulins de) : 27.
 Pont-Sainte-Maxence : 30, 31, 62, 79.
 Pont-Saint-Esprit : 62.
 Poperinghe : 31.
 Portugal (roi de) : 97.
 Poullétier (Jehan le) : 57.
 Pouvreau (Guillaume) : 52-53.
 Prémontré (religieux de) : 54-55.
 Pressigny (Renaud de, s. de Marant) : 134-136.
Prêts au roi : 80-81, 87, 89, 91.
 Preu (Guillaume le) : 85.
 Prie (Philippe de) : 51, 83.
Procureur du roi : 87.
 Probolain (Jean, Marc, Mathieu de) : 87.

Q

Quercy (receveur de) : 32, 49.
 Queue (Jean de la) : 11, 69, 113, 137, 141.
 Quiéret (Hue) : 51, 62.

R

Raymond, viguier de Béziers : 81.
 Rebais : 29.
Receveurs : 32, 48, 138-139, 141. De l'émolument du sceau : 87.
Recettes : 57.
Régale : 41.
 Reims : 4, 123, 127, 135. Archevêque : 41, 69, 135. Archidiaque : 63.

Remilly-en-Champagne : 141.
Rentes sur le trésor : 38, 84.
 Reux (de) V. Semeriz (Jean).
 Revel (de) V. Flote (Guill.).
 Riche (Marguerite la) : 102.
 Richer ou Richier (Jean) : 110, 132.
 Rio Salado : 97.
 Roberge, f. de Guill. le Maréchal : 119.
 Robert, notaire : 5, 26, 27.
 Rocamadour : 57.
 Roche (Hugues de la) : 138.
 Rochefort (Blanche de) : 37.
 Rochefort (Pierre de) : Maître de la chambre aux deniers : 18, 53, 56-57, 108.
 Rochefort (Raoul de) : 15, 37.
 Roche Tesson (Jean de la) : 119.
 Roches (Guillaume des) : 29.
 Roger (Guillaume) : 98.
 Roger (Pierre) : 105.
 Romanie : 50.
 Romans : 137.
 Rouen : 109. Archevêque : 137. Bailli : 51, 57-58, 122. Chanoine : 118.
 Rousselot (Jacques) : 63, 83.
 Rousselot (Raoul) : 63, 83.
 Roussillon : 110.
 Roussillon (Girard de) : 103, 111.
 Roveria (Pierre de) : 72.
 Royallieu : 29.
 Royaumont : 34, 76.
 Ruelle (Thomas de la) : 95-96.
 Rumilly : 141.

S

Sabanac (Géraud de) : 32.
 Saint-Astier (Ysarn) : 69.
 Saint-Christophe-en-Halatte : 36, 39.
 Saint-Crépin (Raymond de) : 69.
 Saint-Crépin (Simon de) : 102.
 Saint-Denis : 56, 70. Abbé de : 20, 129, 132, 136.
 Sainte Chapelle. Trésor : 21. Chanoine : 70.
 Sainte-Gemme (Seine-et-Oise) : 60.
 Sainte-Gemme (Char. marit.) : 82.
 Sainte-Marguerite (Rémi de) : 19, 46.
 Sainte-Marie (bayle de) : 48.
 Sainte-Maure (Guillaume de) : 13, 35, 36, 48.
 Saintes : 82.
 Sainte-Solenge (J. de) : 34.
 Saint-Etienne (Gilbert de) : 42.
 Saint-Germain-en-Laye : 33-38, 41, 45, 46, 48, 49, 66, 82, 85, 86, 94-97, 103-105, 108, 121-122.

Saint-Germain-de-Navarre : 40, 41.
 Saint-Just (Jean de) : 108.
 Saint-Léger-en-Yveline : 141.
 Saint-Macaire : 63.
 Saint-Malo (évêque de) : 63.
 Saint-Omer : 123, 130.
 Saintonge (sénéchal de) : 52.
 Saint-Ouen : 93.
 Saint-Pol (Hugues) : 28.
 Saint-Quentin : 54, 89.
 Saint-Quentin (Jean de) : 122.
 Saint-Venant (Robert de Wavrin s. de) : 19, 132, 133.
 Salgues (Raymond de) : 15, 94, 97, 142-144.
 Salm (Nicolas de) : 16, 84.
Salut : 7, 10.
 San Celoni : 95.
 Sanche, roi de Majorque : 103.
 Sanglier (Aimeri) : 52.
 Saquet (Raymond) : 128, 15.
 Sarrats (Pasteur de) : 126.
 Savoie (comte de) : 2, 4, 9, 13, 16, 64-68, 89-90, 104, 105.
 Savoie (Louis de) s. de Vaud : 73.
 Savone : 47.
 Scaramps : 124.
Secrétaires du roi : 12, 14, 15, 19, 62, 69, 84, 87, 109, 121, 132, 135, 140.
 Du duc de Normandie : 87.
 Sées : 15, 88. Evêque de : 16, 88.
Segreier : 28.
Séjour du roi : 25. Clerc. 28.
 Semeriz (Jean) de Reux : 37, 39, 40.
Semonces : Amiens : 64, 66-68, 71, 73, 74, 76-78, 131. Marmande : 64. Péronne : 79. Compiègne : 83, 84, 89. Arras : 104-106. Boulogne : 131.
 Sengler (Hugues) : 52-53.
 Senlis. Evêque : 34, 43, 52-53, 125-126.
 Chantre : 98.
Sergent d'armes : 15, 47, 50, 62, 92, 108, 116, 131.
Sergent du parlement : 34.
Serment : 60.
 Sevestre (Jean) et sa femme Bienvenue ; son fils Richardin : 70.
Signet : 15, 20, 61.
Soldes : 66.
 Soyecourt (Gille de) : échanson : 28.
 Soyecourt (Gille de) maître des requêtes : 139-140.
Suscription : 6-9.
 Suze (la) : 118.
 Symon, segreier : 28.

T

Tarifa : 97.
 Tartas (Guitard d'Albret vicomte de) : 64, 65, 71.
 Taurin (Jean) : 30.
 Taverny : 56, 63.
 Terra Nova (comte de) : 120-121.
 Terre Sainte : 43.
 Thérouanne (évêque de) : 128.
 Thibouville (Robert de) : 113-114.
 Tonnerre (bailli de) : 55.
 Toulouse : 100, 109. Juge mage : 134.
 Receveur : 32. Réformateur : 128.
 Sénéchal : 32, 65, 74, 103, 109, 114.
 Touraine : 118. Sénéchaussée : 29.
 Tournai : 4, 9, 51, 123, 126. Evêque : 137. Gouverneur : 65. Siège : 92-93.
 Tournebu (Jean de) : 113-114.
Tournois : 28, 95.
 Tournon : 137.
 Travecy (Jean de) : 94.
Trésor : 29, 88, 121, 133, 140. Clerc : 122.
Trésoriers : 46, 54, 57, 60-62, 130, 139.
 140. Du saint passage : 87.
Trêve : 78, 97, 104-107.

Trie (Mathieu de) maréchal de France : 28, 51.
 Trie (Mathieu de) s. de Mouchy : 136.
 Trie (Jean de) : 85.
 Troyes (*regaliator episcopatus*) : 33.
 Turcs : 50.
 Turenne (vicomté de) : 98.

U

Urgel. V. Aragon (Jacques).

V

Vache (Jacques la) : 138, 139.
 Val (Gausbert du) : 111.
 Valennes (Bridoul, Geoffroy de) : 25.
Valets du roi : 32, 61, 98.
 Val-Notre-Dame : 35, 37, 38, 82, 107, 117.
 Valois (Philippe comte de) : 9, 14, 18, 25-29, 54, 55, 62, 122.
 Valois (Charles comte de) : 9, 25, 29, 54, 55, 59, 62, 73, 90, 93.
 Valois (Isabelle) fille de Charles de V. : 16, 73.
 Valois (Jeanne de), comtesse de Hainaut : 92, 94.
 Valois (Jeanne de) : 16.

- | | |
|---|--|
| <p>Valois (Marie de), fille de Philippe VI : 57.</p> <p>Valois (Comtesse de) Mahaut de Châtillon Saint Pol, f. de Charles de V : 73.</p> <p>Vannes : 101, 106.</p> <p>Vaud. V. (Louis de) Savoie.</p> <p>Vaudémont (comte de) : 16, 83-84.</p> <p>Vaudreuil (le) : 39.</p> <p>Veine (Jehan de la) : 28.</p> <p>Veneur (Jean, Robert le) : 44-45.</p> <p>Venise : 4, 43. Doge de : 9, 33, 43, 50.</p> <p>Vénitiens : 16, 43, 50.</p> <p>Verberie (Pierre de) : 15, 87.</p> <p>Verdeboud (Jean) de Nieuport : 142.</p> <p>Vermendois (Gouverneur du bailliage) : 82. (bailli) : 102, 114, 128.</p> <p>Vernon : 70.</p> <p>Vernon (Juhan de) : 70.</p> <p>Vert-le-Grand : 44.</p> <p>Viarmes : 39.</p> <p>Vicomte (Jean le) : 113.</p> <p>Vienne (Jean de) archevêque de Reims : 30, 69.</p> | <p>Viennois (bailli de) : 105.</p> <p>Vieuxpont (Jean de) : 89.</p> <p>Villeneuve d'Agen : 100.</p> <p>Villeneuve-Saint-Denis : 97.</p> <p>Villers (Guillaume de) : 113.</p> <p>Villers-au-Loge : 109.</p> <p>Vincennes : 35. v. Bois de Vincennes.</p> <p>Vitry (bailli de) : 45.</p> <p>Vivier-en-Brie : 111-113.</p> <p style="text-align: center;">W</p> <p>Wallingford (Mathilde de) : 42.</p> <p>Wavrin (Robert de) s. de St-Venant : 19.</p> <p>Wiltshire : 42.</p> <p style="text-align: center;">Y</p> <p>Ypres : 31.</p> <p style="text-align: center;">Z</p> <p>Zeno (Blaise) : 43.</p> |
|---|--|

ABRÉVIATIONS

A.N.	Archives nationales.
B.E.C.	Bibliothèque de l'Ecole des Chartes.
B.N.	Bibliothèque nationale.
<i>Daumet</i>	<i>Benoît XII</i> (1334-1342). <i>Lettres closes, patentes...</i>
<i>Gallia regia</i>	DUPONT-FERRIER, <i>Gallia regia...</i>
<i>Hist. de Langued.</i>	: DEVIC et VAISSETTE, <i>Histoire générale de Languedoc...</i>
<i>Itin.</i>	VIARD, <i>Itinéraire de Philippe VI de Valois...</i>
<i>Journ. trés.</i>	VIARD, <i>Les journaux du trésor de Philippe VI de Valois...</i>
<i>Mollat</i>	MOLLAT, <i>Jean XXII</i> (1316-1334) <i>Lettres communes...</i>
<i>Ord.</i>	<i>Ordonnances des roys de France...</i>



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos.....	1
<i>Introduction diplomatique</i>	4
Les lettres closes :	
Formes diverses selon l'adresse et la suscription ...	6
Le texte	10
La date	11
Mentions hors teneur	12
L'adresse extérieure	13
La clôture de la lettre	13
Le sceau.....	14
Les porteurs de lettres closes	15
Les destinataires.....	16
Les lettres patentes « de par le roy »	18
Conclusion	21
<i>Catalogue</i>	25 à 144
<i>Bibliographie</i>	145
<i>Index</i>	151
Abréviations.....	223

OUVRAGES REÇUS

- Bibliographie des travaux historiques et archéologiques...* par R. GANDILHON, sous la direction de Ch. SAMARAN, période 1910-1940, t. IV, fasc. I (Seine), Paris, Impr. nat. in-4°, 396 p.
- BURIAS (J.). *Géographie historique du comté d'Angoulême (1308-1560)*. Angoulême, 1957, in-8°, 336 p.
- Libre (Le) des habitants de Genève (1549-1560)* publ. par P. GEISENDORF, t. I, Genève, 1957, in-8°, 350 p. (*Coll. des Travaux de l'Association Humanisme et Renaissance*, t. XXVIII).
- Répertoire des travaux historiques publiés dans les volumes de Mélanges entre 1880 et 1939*. Paris, 1955, in-40, 382 p. (publ. par H. NABHOLZ Comité international des sciences historiques).

PUBLICATIONS ADRESSÉES A LA SOCIÉTÉ

- Activities of the national Archives of India*, années 1955 et 1956.
- Annales de l'Académie de Mâcon*, 3^e série, t. XLII, 1954-1955.
- Annual Report of the American Historical Society. Proceedings of Meetings*, t. XXX (1954) ; XXXI (1955) ; XXXII (1956).
- Bulletin de la Société archéologique, historique et scientifique de Noyon*, années 1956 et 1957.
- Bulletin de la Société d'émulation historique et littéraire d'Abbeville*, années 1955 et 1956.
- Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 4^e série, t. III (1955-1956) ; t. IV (1956-1957).
- Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français*, 103^e année (1956) ; 104^e année (1957).
- Bulletin de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*, années 1955 et 1956.
- Bulletin de la Société française de Numismatique*, 11^e année (1956) ; 12^e année (1957).
- Bulletin d'Histoire moderne et contemporaine du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, année 1956.
- Bulletin du Centre d'Information de la Recherche d'Histoire de France*, fasc. 5 et 6 (1956) ; 7 (1957).
- Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, t. LXXV (1955) ; LXXVI (1956).

Bulletin trimestriel de la Société académique des Antiquaires de Morinie, t. XVIII (1956) ; XIX (1957).

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1956. XVII^e siècle. *Bulletin de la Société d'Études du XVII^e siècle*, années 1956 et 1957.

Faro (El) a Colón, 7^e année (1956), vol. 16.

Indian Historical Records Commission. Proceedings, 1955 et 1956.

Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Lettres d'Arras, années 1945-1955 en 1 vol.

Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Châlon-sur-Saône, t. XXXIII (1955).

Museo Historico, fasc. 23 (1955) ; 24 et 25 (1956) ; 26 (1957).

Revue (La) Libérale, années 1956 et 1957.

Royal Historical Society, 5^e série, vol 6 (1956) ; 7 (1957).

Wissenschaftliche Zeitschrift der Humboldt Universität zu Berlin, année 1955 et 1956.

Writings on American History, vol II, 1951-1953.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS L'ANNUAIRE-BULLETIN

de 1956-1957

Décret reconnaissant la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE comme Etablissement d'utilité publique	V
Règlement de la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.....	VI
Liste des membres de la Société.....	IX
Liste des membres du Conseil d'Administration.....	XXIII
Bureau de la Société nommé en juin 1956.....	XXIII
Bureau de la Société nommé en juin 1957.....	XXIII
Nouveaux membres	XXV
Membres décédés.....	XXV
Vie de la Société en 1956	1
Vie de la Société en 1957	25
Assemblée générale en 1956	3
Assemblée générale en 1957	27
Budget 1956.....	17
Budget 1957.....	48
Censeurs : rapports aux Assemblées générales	
en 1956 : MM. C. LAROCHE et A. VERNET.....	15
en 1957 : MM. A. VERNET et J. COQUEBERT DE NEUVILLE.	46
Ouvrages reçus par la Société	227
Publications adressées à la Société.....	227
Publications de la Société.....	2, 26
CÉLIER (M. Léonce), président : discours à l'Assemblée générale de 1956	5
FRANÇOIS (M. Michel), secrétaire : rapport à l'assemblée générale de 1956	9
— rapport à l'Assemblée générale de 1957	41
KREBS (Albert). — <i>La Fayette et le problème de l'esclavage...</i>	49
MONTESQUIOU (Comte Blaise de), président. — Discours à l'Assemblée générale de 1957.....	29
MOREAU (Pierre). — <i>Autour d'une rencontre d'Augustin Thierry et de Michelet</i>	18
CAZELLES (Raymond). — <i>Lettres Closes, Lettres « De par le roy » de Philippe de Valois.</i>	61

5-1958. Saint-Amand (Cher). — Imprimerie Ch.-A. BÉDU
Dépôt légal 2^e trimestre 1958 : d'imprimeur, n^o 1741

*Ouvrages publiés par la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
depuis sa fondation en 1834*

- | | | |
|--|---|---|
| <p>L'YSTOIRE DE LI NORMANT. 1. vol.
 LETTRES DE MAZARIN. 1 vol
 VILLEHARDOUIN. 1 vol.
 HISTOIRE DES DUCS DE NORMANDIE. 1 vol.
 GRÉGOIRE DE TOURS, HISTOIRE ECCLÉSIAST. DES FRANCS. 4 vol.
 BEAUMANOIR. COUTUME DE BEAUVOISIS. 2 vol.
 MÉM. DE COLIGNY-SALIGNY 1 vol.
 MÉMOIRES ET LETTRES DE MARGUERITE DE VALOIS. 1. vol
 COMPTES DE L'ARGENTERIE. 1 vol.
 RICHER. HIST. DES FRANCS. 2 vol.
 MÉMOIRES DE COSNAC. 2 vol.
 JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE PARIS SOUS FRANÇOIS I^{er}. 1 vol.
 CHRON. DES COMPTES D'ANJOU. 1 vol.
 LETTRES DE MARGUERITE D'ANGOULEME. 2 vol.
 JOINVILLE. HIST. DE SAINT LOUIS. 1 vol.
 JOURNAL DE J. DE ROYE. 2. vol.
 CHRONIQUE DES QUATRE PREMIERS VALOIS. 1 vol.
 GUILLAUME DE NANGIS. 2 vol.
 MÉM. DE P. DE FENIN. 1 vol.
 ŒUVRES DE SUGER. 1 vol.
 HISTOIRE DE BAYART. 1 vol.
 PROCÈS DE JEANNE D'ARC. 5 vol.
 MÉM. DE COMMYNES. 3 vol.
 HISTOIRE DE LA LIGUE. T. 1.
 CHRONIQUE DE MORÉE. 1 vol.
 MÉM. DU MAR. D'ESTRÉES. 1 vol.
 MÉM. DU CARDINAL DE RICHELIEU. T. I à X.
 ŒUVRES D'EGINHARD. 2 vol.
 BARBIER. JOURNAL DU RÈGNE DE LOUIS XV. 4 vol.
 CHOIX DE MAZARINADES. 2 vol.</p> | <p>BIBL. DES MAZARINADES. 3 vol.
 HIST. DE CHARLES VII ET DE LOUIS XI, PAR TH. BASIN. 4 vol.
 MÉM. DE FLORANGE. 2 vol.
 GRÉGOIRE DE TOURS. ŒUVRES DIVERSES. 4 vol.
 ORDERIC VITAL. 5 vol.
 CORRESP. DE MAXIMILIEN. ET DE MARGUERITE. 2 v.
 LE NAIN DE TILLEMONT. VIE DE SAINT LOUIS. 6 vol.
 MÉM. DE MATHIEU MOLÉ. 4 vol.
 CHRON. DE MONSTRELET. 6 vol.
 CHRON. DE J. DE WAVRIN. 3 vol.
 MÉMOIRES D'ARGENSON. 9 vol.
 ŒUVRES DE BRANTÔME. 11 vol.
 DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS. 4 vol.
 MÉM. ET LETTRES DE MONLUC. 5 vol.
 MÉM. DE BASSOMPIERRE. 4 vol.
 CHANSON DE LA CROISADE CONTRE LES ALBIGEOIS. 2 vol.
 HIST. UNIV. D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ. 10 vol.
 CHRON. DE J. FROISSART. T. I-XIII.
 L'HISTOIRE DE GUILLAUME LE MARÉCHAL. 3 vol.
 MÉMOIRE DE GOURVILLE. 2 vol.
 MÉMOIRES DE SOUVIGNY. 3 vol.
 MÉM. DE M. ET G. DU BELLAY. 4 vol.
 ÉTABLISSEMENTS DE SAINT LOUIS. 4 vol.
 MÉM. DU MAR. DE TURENNE 2 vol.
 HYSTORIA ALBIGENSIS. 3 vol.
 REGISTRES DE L'HÔTEL DE VILLE PENDANT LA FRONDE. 3 vol.
 MIRACLES DE S. BENOIT. 1 vol.
 MÉM. DE BEAUVAIS-NANGIS 1 vol.
 CHRONIQUE DE MATHIEU d'ESCOUCHY. 3 vol.</p> | <p>PIÈCES INÉDITES DU RÈGNE DE CHARLES VI. 2 vol.
 COMPTES DE L'HÔTEL. 1 vol.
 ROULEAUX DES MORTS. 1 v.
 MÉM. ET CORRESP. DE M^{me} DU PLESSIS-MORNAY. 2 v.
 CHRON. DES ÉGLISES D'ANJOU. 1 vol.
 CHRONIQUES D'ERNOUL ET DE BERNARD LE TRÉSORIER. 1 vol.
 ANNALES DE S.-BERTIN ET DE S.-VAAST D'ARRAS. 1 v
 HISTOIRE DE BÉARN ET DE NAVARRE. 1 vol.
 CHRONIQUES DE ST-MARTIAL DE LIMOGES. 1 vol.
 NOUVEAU RECUEIL DE COMPTES DE L'ARGENTERIE. 1 vol.
 CHRONIQUE DU DUC LOUIS II DE BOURBON. 1 vol.
 CHRONIQUE DE J. LE FÈVRE DE SAINT-REMY. 2 vol.
 RÉCITS D'UN MÉNESTREL DE REIMS AU XIII^e SIÈCLE. 1. vol.
 LETTRES D'ANT. DE BOURBON ET DE JEANNE D'ALBRET. 1 vol.
 MÉM. DE LA HUGUERIE. 3 vol.
 ANECDOTES ET APOLOGUES D'ÉTIENNE DE BOURBON. 1. vol
 EXTRAITS DES AUTEURS GRECS CONCERN. LES GAULES. 6 vol.
 MÉMOIRES DE N. GOULAS. 3 vol.
 GESTES DES ÉVÊQUES DE CAMBRAI. 1 vol.
 CHRON. NORMANDE DU XIV^e SIÈCLE. 1 vol.
 RELATION DE SPANHEIM. 1 vol.
 ŒUVRES DE RIGORD ET DE GUILLAUME LE BRETON. 2 vol.
 MÉM. D'OL. DE LA MARCHE. 4 vol.
 LETTRES DE LOUIS XI. 11 vol.
 MÉMOIRES DE VILLARS. 6 vol.
 NOTICES ET DOC., 1884. 1 v.
 JOURNAL DE NIC. DE BAYE. 2 vol.
 LA RÈGLE DU TEMPLE. 1 vol.</p> |
|--|---|---|

Suite des Ouvrages publiés par la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

- | | | |
|---|--|---|
| <p>LE JOUVENCEL. 2 vol.
 CHRON. DE JEAN D'AUTON.
 4 vol.
 CHRON. D'A. DE RICHE-
 MONT. 1 vol.
 CHRONOGRAPHIA REGUM
 FRANCORUM. 3 vol.
 MÉMOIRE DE DU PLESSIS-
 BESANÇON. 1 vol.
 EPHÉM. DE LA HUGUERYE,
 1 vol.
 HIST. DE GASTON IV, COMTE
 DE FOIX. 2 vol.
 CHRON. DE RICHARD LES-
 COT. 1 vol.
 BRANTÔME, VIE ET ÉCRITS.
 1 vol.
 JOURNAL DE J. BARRILLON.
 2 v.
 LETTRES DE CHARLES VIII.
 5 vol.
 MÉM. DU CHEV. DE QUINCY.
 3 vol.
 CHRON. DE MOROSINI. 4 vol.
 DOC. SUR L'INQUISITION.
 2 vol.
 MÉM. DU VICOMTE DE TU-
 RENNE. 1 vol.
 CHRON. DE PERCEVAL DE
 CAGNY.
 JOURNAL DE J. VALLIER.
 T. I-IV.
 MÉM. DE SAINT-HILAIRE.
 6 vol.</p> | <p>JOURNAL DE FAUQUEM-
 BERGUE. 3 vol.
 CHRON. DE JEAN LE BEL.
 2 vol.
 MÉMORIAUX DU CONSEIL.
 3 vol.
 CHRON. DE G. LE MUISIT.
 1 vol.
 RAPPORTS ET NOTICES SUR
 LES MÉM. DE RICHELIEU.
 T. I à III.
 GRANDES CHRONIQUES DE
 FRANCE. 10 vol.
 CHRONIQUE DE JEAN II
 ET CHARLES V. 4 vol.
 CORRESP. DE VIVONNE RE-
 LATIVE A CANDIE. 1 vol.
 CORRESPONDANCE DU CHE-
 VALIER DE SÉVIGNÉ. 1 v.
 LETTRES DU DUC DE BOUR-
 GOGNE. 2 vol.
 MÉM. DE BEAULIEU-PER-
 SAC. 1 vol.
 CORR. DE VIVONNE RELA-
 TIVE A MESSINE. 2 v.
 CAMPAGNES DE MERCOYROL
 DE BEAULIEU. 1 vol.
 MÉM. DE BRIENNE. 3 vol.
 MÉM. DU MAR. DE RICHE-
 LIEU. 1 vol.
 CORRESPONDANCE DU
 COMTE D'ESTRADES. T. I.
 CORRESPONDANCE DE L'A-
 MIRAL DE LA RONCIÈRE.
 2 vol.</p> | <p>COMMENTAIRES DE FT. DE
 RABUTIN. 2 vol.
 MÉMOIRES D'ÉMIGRATION
 DE L'ABBÉ DE FABRY.
 1 vol.
 VOYAGES DE FR. DE LA
 ROCHEFOUCAULD. 2 vol.
 ACTES DU GOUVERNEMENT
 RÉVOLUTIONNAIRE. T. II
 et III.
 SOMMAIRE MÉMORIAL DE
 JYULES GASSOT. 1 vol.
 CHRISTINE DE PISAN. LE
 SAGE ROY CHARLES V.
 2 vol.
 PRÉCIS DES OPÉRATIONS DU
 GOUVERNEMENT RÉVOLUTION-
 NAIRE. 1 vol.
 PARIS PENDANT LA TER-
 REUR. T. I à IV.
 LE COMTE DE MODÈNE ET
 SES CORRESPONDANTS. 2
 vol.
 JOURNAL DE CREUZÉ-LA-
 TOUCHE. 1 vol.
 JOURNAL DE P. DE PASCHAL.
 1 vol.
 CORRESPONDANCE DU
 COMTE DE BROGLIE. T. I.
 SOUS PRESSE
 LETTRES DE HENRI III.
 T. I.
 ANNALES DE SAINT-BERTIN.
 PARIS PENDANT LA TER-
 REUR. T. V.
 PROCÈS DE JEANNE D'ARC,</p> |
|---|--|---|

ANNUAIRES, BULLETINS ET ANNUAIRES-BULLETINS
 (1834-1955)

